

SÉNAT

Commission des Poursuites
et
Commissions de coordination

1955 - 1958

ML

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE



COMMISSION CHARGÉE D'EXAMINER UNE DEMANDE EN
AUTORISATION DE POURSUITES CONTRE UN MEMBRE
DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

n°4-55/56

-:-:-:-:-

Présidence de M. HOUDET, Président d'âge.

-:-:-:-:-

Séance du mardi 25 octobre 1955

-:-:-:-:-

La séance est ouverte à 16 h. 05

-:-:-:-:-

Présents : Mme DEVAUD, MM. HOUDET, MONICHON, PRIMET, SCHWARTZ.

Excusé : M. JOZEAU-MARIGNE.

/...

Ordre du Jour

- Constitution du Bureau

Compte-rendu

M. LE PRESIDENT.- Nous devons procéder à la constitution du Bureau. Y a-t-il un candidat à la présidence ?

M. PRIMET.- Vous êtes tout désigné pour conserver le fauteuil présidentiel.

(Assentiment).

M. LE PRESIDENT.- Il nous faut maintenant désigner le rapporteur de la demande en autorisation de poursuites concernant M. de Chevigny.

M. MONICHON.- Je propose la candidature de M. Schwartz.

(Assentiment).

M. LE PRESIDENT.- J'ai reçu de M. de Chevigny une lettre par laquelle il demande lui-même la levée de son immunité parlementaire. Je vous rappelle les faits. L'ordre des architectes demande à poursuivre notre collègue pour avoir tenu le propos suivant : "l'architecte est l'une des plaies de la reconstruction de l'après-guerre".

Désirez-vous entendre M. de Chevigny ?

M. PRIMET.- Nous pouvons l'entendre. Je comprends le désir de notre collègue de voir lever son immunité parlementaire, mais il est de tradition constante au Parlement de ne pas faire droit à ces demandes lorsqu'il s'agit de ce genre de "délits".

M. LE PRESIDENT.- Je me range à votre avis, mais par courtoisie, nous pouvons entendre notre collègue, sur la matérialité des faits sans que cela puisse préjuger nos conclusions.

- 3 -

M. PRIMET.- Nous devons juger si la demande est loyale et sérieuse. Or, elle n'est ni l'un ni l'autre aux termes d'une jurisprudence constante du Parlement.

M. LE PRESIDENT.- Nous avons à juger s'il y a eu diffamation. Je dois dire que la liberté de parole du parlementaire doit être protégée par l'immunité parlementaire.

M. PRIMET.- Dans cette affaire l'ordre des architectes se couvre de ridicule. Peut-on imaginer que jamais aucun architecte n'a dit que le Parlement est une des plaies de la IVe République ?

Mme DEVAUD.- Je suis contre la levée de l'immunité parlementaire. C'est le droit ~~et~~ le devoir du parlementaire de porter des jugements d'ordre général. Dans cette affaire, aucune personne n'est visée personnellement.

(La Commission décide d'entendre immédiatement M. de Chevigny).

- Audition de M. de CHEVIGNY -

M. de CHEVIGNY.- Je dois vous signaler, tout d'abord, que j'ai tenu le propos incriminé non à la fin d'un banquet comme la demande l'indique inexactement, mais au cours d'une séance d'études périodique de l'Association cantonale des Maires que j'ai l'honneur de présider et dont l'ordre du jour comportait la question des dommages de guerre et de la reconstruction.

Au cours de cette séance, j'ai effectivement tenu ce propos, mais je n'ai visé ni l'ordre des architectes, ni tel architecte en particulier. Mon opinion correspond à ce que je sais être la vérité et à l'idée que l'expérience m'a inspiré du rôle de l'architecte, tel que l'Etat l'a conçu dans la reconstruction d'après guerre.

A la fin de cette séance de travail, un journaliste a levé la main et m'a demandé s'il pouvait faire état de l'opinion que je venais d'émettre. J'ai évidemment répondu par l'affirmative.

Je dois vous dire que depuis que cette affaire est connue du public, je reçois chaque jour des lettres d'approbation. Je puis vous en citer (lecture).

/...

M. LE PRESIDENT.- Pouvez-vous nous dire si l'Association des Maires vous a appuyé ?

M. de CHEVIGNY.- Certainement. L'Association s'est montrée solidaire et tout cela figure au procès-verbal de notre réunion.

M. LE PRESIDENT.- Vous avez manifesté le désir de voir lever votre immunité parlementaire. Mais vous êtes solidaire de tout le Conseil de la République, car il n'y a pas lieu, dans ce genre d'affaire, de lever l'immunité parlementaire. C'est une tradition constante au Parlement. Vous avez manifesté une opinion sur une question qui n'entache pas l'honneur d'un homme. Vous avez d'ailleurs attaqué l'exécutif, plus que l'architecte. Il s'agit de protéger la liberté d'expression des parlementaires qui doivent en toutes circonstances avoir le droit de porter un jugement.

(M. de Chevigny se retire).

M. PRIMET.- Il faudra préciser dans le rapport que le propos incriminé a été tenu au cours d'une réunion de travail et non à un banquet. Cette contre vérité est malicieuse, il faut la souligner.

M. SCHWARTZ.- Faut-il parler du désir de M. de Chevigny de voir lever son immunité parlementaire ?

M. LE PRESIDENT.- Vous pouvez le signaler tout en disant que la Commission est unanime pour refuser cette levée d'immunité. Ainsi qu'il a été dit d'autres précisions devront être apportées :

- spécifier que ce n'est pas à l'occasion d'un banquet que le propos a été tenu;

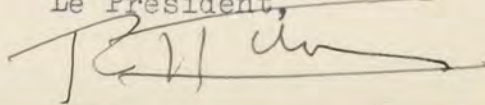
- définir le double rôle de l'architecte tel que l'Etat l'a conçu dans la reconstruction d'après-guerre. Il est, d'une part, le conseiller du Ministère et son mandataire chargé d'obtenir pour son client (et par là même occasion pour lui-même) le plus possible, et, d'autre part, il est là pour contrôler l'importance des indemnités accordées et l'exécution des travaux qu'elle permet.

(Assentiment).

La Commission confie à M. Schwartz la rédaction du rapport et le soin de le défendre en séance publique.

La séance est levée à 17 heures.

Le Président,



CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

COMMISSION CHARGÉE D'EXAMINER UNE DEMANDE EN AUTORISATION
DE POURSUITES CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE
(n° 5, session 1955 - 1956)

Présidence de M. Georges MAURICE, Président d'âge

Séance du Jeudi 20 Octobre 1955

La séance est ouverte à 16 heures 5

Présents : MM. ESTEVE, PRIMET, NAMY, Michel DEBRE, Georges
MAURICE, CHAPALAIN.

../..

ORDRE DU JOUR

Constitution de la Commission.

-:-

COMPTE RENDU

M. LE PRESIDENT.- Je ne suis que votre président d'âge et je vous invite à constituer votre bureau. Y a-t-il un candidat à la présidence ?

M. Georges MAURICE est désigné par acclamations.

M. LE PRESIDENT.- Je viens de recevoir une lettre de M. René LANIEL contre qui la demande en autorisation de poursuites est dirigée. Il demande à être entendu par notre Commission.

La Commission décide d'entendre M. Laniel le mercredi 26 octobre 1955 à 10 heures.

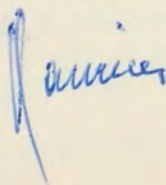
M. LE PRESIDENT.- Nous devons maintenant désigner un secrétaire rapporteur.

M. DEBRE.- Je propose M. Chapalain.

M. CHAPALAIN est désigné.

La séance est levée à 16 heures 15.

Le Président,



CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION CHARGÉE D'EXAMINER UNE DEMANDE
EN AUTORISATION DE POURSUITES CONTRE UN MEMBRE DU
CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

-:-:-:-:-

Présidence de M. Georges MAURICE, Président

-:-:-:-:-

Séance du mercredi 26 octobre 1955

-:-:-:-:-

La séance est ouverte à 10 heures

-:-:-:-:-

Présents : MM. CHAPALAIN, Michel DEBRE, ESTEVE, Georges
MAURICE, NAMY, PRIMET.

-*-*-

/...

Ordre du Jour

- Audition de M. René Laniel.

-*-*-

Compte - rendu.

M. LE PRESIDENT.- Nous allons entendre M. René Laniel sur la demande en autorisation de poursuites dont il est l'objet. J'ai reçu de l'intéressé plusieurs documents.

M. NAMY.- Tous les membres de la Commission les ont reçus. Il importe de limiter l'audition aux faits contenus dans le mémoire du Procureur Général.

(Assentiment).

M. PRIMET.- Dans les affaires de droit commun, il est de tradition constante, que l'intéressé demande, lui-même, la levée de son immunité parlementaire.

(Assentiment).

Audition de M. René Laniel.

M. LE PRESIDENT.- Vous avez manifesté le désir d'être entendu par la Commission sur la demande dont vous êtes l'objet.

M. René LANIEL.- La situation est triste pour moi, mais j'ai du courage et j'ai confiance en mes collègues. Je connais toutes les professions et je puis dire que c'est encore au Parlement que l'on rencontre le plus de gens propres, contrairement à ce que l'on peut lire dans la presse.

J'ai fait tout mon devoir, mais j'ai eu un accident qu'on a voulu transformer en catastrophe.

/...

M. LE PRESIDENT.- M. Laniel, nous voulons vous entendre sur la demande en autorisation de poursuites. Qu'avez-vous à nous dire ?

M. LANIEL.- Je ne suis pas un Monsieur qui émet des chèques sans provision. Je suis entré dans les Etablissements Hamelle depuis le 1er janvier 1933 dont le capital, qui s'élevait à 54 millions, se chiffre actuellement à 5 milliards $\frac{1}{2}$. Je puis donc dire que j'ai développé cette affaire. Ce fut d'abord en Afrique ensuite, j'ai voulu vendre du matériel agricole français en Amérique Centrale dans le but d'amener des devises dans mon pays. Je voulais contribuer à redonner l'indépendance économique à la France. J'ai d'abord parfaitement réussi. J'ai vendu au Mexique 1.000 tracteurs représentant 120 millions de dollars.

Je voulais, ensuite, monter des succursales au Venezuela, en Colombie. Mais ce fut la guerre de Corée et il fallut lutter contre les prix étrangers. Après deux ans $\frac{1}{2}$ d'efforts, j'ai réussi à vendre au Venezuela pour 12 millions de dollars. C'était exceptionnel.

En même temps, je poursuivais au Mexique une affaire portant sur 40 millions de dollars, c'est-à-dire représentant 15% de l'aide américaine à la France. L'affaire était presque conclue. Mais, dans ces pays, les affaires sont extrêmement lentes à aboutir et, durant les années 1952-1953, j'ai dépensé de grosses sommes d'argent pour préparer cette affaire.

En 1954, j'ai été attaqué par la Banque Worms au Venezuela. et ce fut le prélude de mes malheurs. J'ai eu besoin d'un complément de fonds et c'est là que j'ai fait l'erreur de faire confiance aux banques. Pour continuer cette affaire, j'ai donné une signature pour tous mes biens, ce qui représentait 550 millions d'hypothèques. De ce jour, on m'a coupé tout crédit. On m'a exécuté. J'avais donné une signature bénévolement pour terminer mon affaire, et j'ai été étranglé. C'est la grande erreur de ma vie. Mais je n'ai pas émis un seul chèque après cet événement.

On m'a alors dit de vendre aux Allemands. J'ai résisté et c'est pourquoi on m'a mis en faillite personnelle. Comment ? Avec quelques petites traites que l'Administrateur provisoire acceptait de payer. Ayant tout donné, je vous donne ma parole de directeur, que, ni directement ni indirectement, je n'ai mis un franc de côté. Aujourd'hui, pour payer mes avocats, je dois faire appel à mes amis. Et vous devinez que, dans ce genre de situation, les amis se font rares. La Cour d'Appel a estimé que l'affaire des traites n'était pas pénale. L'avocat général Lindon a dit : "ça n'est pas pénal". Les traites étaient domiciliées à la Banque de France.

Je demande au Sénat de ne pas céder aux pressions qui se font sentir.

J'ai voulu aller au Venezuela pour voir des gens qui pouvaient m'aider. MM. Edgard Faure et Baumgartner ont fait retarder le départ de l'avion sans aucune espèce de motif valable pour pouvoir m'étrangler. C'est un abus de pouvoir.

J'ai tout donné. Ma femme a abandonné son hypothèque légale J'ai contribué pour une part immense à l'enrichissement de mon département. J'ai tout fait.

M. Bathélémy, qui a une immense estime pour moi, a dit : "Les Banques se conduisent d'une manière ignoble".

Je n'ai pas confiance dans ce Gouvernement. Dès que j'ai été mis en faillite, des communiqués ont été passés à la Radio. Or, moi, je n'ai pu faire passer aucun papier, dans aucun journal, La Finance va-t-elle dominer la politique ?

Je fais confiance aux ouvriers. J'ai fait l'emprunt Pinay. J'ai fait le dégèvement des revenus du travail et ces deux tâches ont été faites dans le silence.

M. Maurice Schumann m'a envoyé le dossier de l'Indochine. Je l'ai étudié et j'ai dit à mon frère " : il faut traiter, car la défaite est certaine".

M. LE PRESIDENT.- Veuillez vous expliquer seulement sur la demande, car nous n'avons pas à vous juger.

M. LANIEL.- Pour le chèque, la plainte a été retirée. Quant aux traites, le sentiment de M. Lindon, c'est que ça n'est pas pénal.

Si le Sénat lève mon immunité parlementaire, je n'aurai plus aucun crédit moral et les Banques s'empareront de tout. Les petits actionnaires Laniel seront ruinés. C'est affreux.

Je propose un concordat à 100% avec un délai me permettant de remonter mes affaires. J'en ai pour trois ans au maximum pour tout sauver.

M. Michel DEBRE.- Il vous est reproché d'avoir tiré des traites sur une exploitation qui n'avait pas d'existence juridique.

M. LANIEL.- Elle existait depuis douze ans. Il doit y avoir une erreur. Les traites étaient domiciliées à la Banque de l'Ouest.

M. PRIMET.- Nous savons tous que c'est la loi de la jungle qui règne dans le monde des affaires, mais je ne comprends pas l'acharnement que vous mettez à ne pas vouloir la levée de votre immunité. Ce sera pour vous l'occasion de faire triompher la vérité. Il est de tradition constante que, dans ce genre d'affaires, le Parlementaire demande lui-même la levée de son immunité.

M. LANIEL.- Le Gouvernement ne m'est pas favorable. MM. Edgard Faure et Baumgartner se sont trompés. Les Banques sont contre moi et je crains de ne plus pouvoir soutenir ces instances.

M. CHAPALAIN.- Etiez-vous au courant de la signature de votre fondé de pouvoirs M. Reydellet concernant cinq traites se montant à sept millions environ ?

M. LANIEL.- Je couvre tous mes collaborateurs. Je n'ai pas vu ces choses en détail.

M. CHAPALAIN.- A quels établissements ^{caisses} ~~banquiers~~ ces traites étaient-elles déposées ?

M. LANIEL.- Partout.

M. CHAPALAIN.- Y avait-il déjà des hypothèques sur vos biens ?

M. LANIEL.- Aucune avant que j'ai donné ma signature .

de ma
A la veille d'une mise en faillite, l'action Hamelle était cotée en bourse à 6.000 francs. Aujourd'hui, elle vaut 0. et tous les actionnaires seront ruinés.

M. LE PRESIDENT.- C'est surtout au sujet des requêtes que nous voulons vous entendre.

M. LANIEL.- Je n'ai pas eu connaissance de la demande sur laquelle vous m'interrogez. Cet imprimé ne m'a pas été communiqué.

M. LE PRESIDENT.- Il a cependant été distribué. En voici un exemplaire. Vous pourrez nous faire passer une note.

M. LANIEL.- Je vous donne ma parole d'honneur que tout ce que j'ai dit est l'expression exacte de la vérité. Le concordat à 100% que j'ai proposé a été voté à l'unanimité par tous les actionnaires.

(M. Laniel se retire).

M. LE PRESIDENT.- La plainte concernant le chèque sans provision a été retirée; mais la justice reste saisie. Donc le délit existe. Je considère qu'il y a de quoi plaider, mais nous n'avons à juger que de la levée de l'immunité parlementaire. /...

M. NAMY.- Cette audition a été émouvante. Mais la question est de savoir si la requête du Procureur est valable. Personnellement, je la crois. Nous devons donc proposer la levée de l'immunité.

M. Michel DEBRÉ.- Nous ne sommes pas des juges. M. Laniel aura la possibilité de se défendre devant les tribunaux et il ne pourra le faire que si son immunité est levée.

M. PRIMET.- Nous devons nous contenter d'examiner la demande. Est-elle loyale et sérieuse ? (Eugène Pierre)
Nous avons la démonstration qu'elle l'est, cela suffit.

M. CHAPALAIN.- Je crois que nous sommes tous d'accord pour proposer la levée de l'immunité, mais je voudrais connaître votre avis sur les motifs à invoquer.

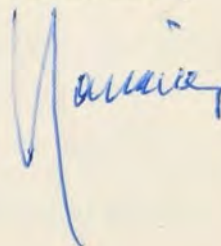
M. Michel DEBRÉ.- Nous n'avons à statuer que sur l'exactitude des faits qui nous semblent justifier la demande et ceci sans aucune arrière pensée politique. Les explications données par M. Laniel seront très intéressantes pour la justice, mais le Parlement n'a pas à les connaître.

M. NAMY.- D'ailleurs, la main levée ne préjuge pas du fond.

La Commission, unanime, décide de proposer la levée de l'immunité parlementaire de M. Laniel et confiant la rédaction du rapport à M. Chapalain décide qu'il ne sera pas fait mention dans ce rapport de l'unanimité de la Commission.

La séance est levée à 11 heures 10.

Le Président,



(n° 5, session 1955-1956)

— : — : — : — : — : — : — : — : — : — : —

— ∴ — ∴ — ∴ — ∴ — ∴ — ∴ — ∴ — ∴ —

La séance est ouverte à 17 heures 15

— ∴ — ∴ —

En attendant la présente séance et avec votre accord,
notre délégué de proposer la levée de l'immunité parlementaire.
: M. DEBRE.

— 4 —

• • / • •

- 2 -

ORDRE DU JOUR

Rapport de M. Chapalain sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République (n° 5, session 1955-56).

-:-

COMPTE RENDU

M. LE PRESIDENT.- Vous connaissez les conditions dans lesquelles j'ai été amené à vous réunir à nouveau. Après l'audition de M. René Laniel, au cours de laquelle la demande imprimée concernant l'autorisation de poursuites lui avait été remise, j'ai reçu de l'intéressé une lettre par laquelle ce dernier demandait à la Commission de surseoir à statuer de façon à lui permettre de répondre aux griefs formulés dans les requêtes.

C'est ainsi que j'ai reçu, comme vous-mêmes, 48 heures plus tard, un mémoire de M. René Laniel, dans lequel nous retrouvons ce qu'il nous a dit lors de son audition et quelques "explications" sur les griefs eux-mêmes.

En attendant la présente séance et avec votre accord, notre décision de proposer la levée de l'immunité parlementaire n'a pas été rendue publique.

Il nous appartient donc aujourd'hui de statuer de façon définitive sur cette affaire.

M. NAMY.- Nous avons tous reçu le mémoire de M. René Laniel. Il ne me semble pas qu'il y ait d'éléments nouveaux susceptibles de modifier notre décision.

M. LE PRESIDENT.- Je suis du même avis. L'intéressé reconnaît "la matérialité des faits". Cela nous suffit

../..

- 3 -

pour considérer comme "loyale et sérieuse" la demande en autorisation de poursuite.

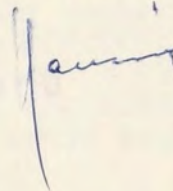
M. CHAPALAIN.- Il faut donc lever l'immunité pour lui permettre de se défendre devant la justice.

M. LE PRESIDENT.- Je constate que nous sommes tous d'accord pour maintenir notre précédente décision. M. Chapalain pourrait très rapidement rédiger un bref rapport et, à la prochaine Conférence des Présidents, je demanderais l'inscription de cette affaire à l'ordre du jour du Conseil de la République.

(Assentiment).

La séance est levée à 17 heures 25.

Le Président,



CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

LL

COMMISSION CHARGÉE D'EXAMINER UNE COMMUNICATION
de M. LE GARDE DES Sceaux
FAISANT CONNAÎTRE QU'UN MEMBRE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE
A ÉTÉ DÉCLARÉ EN ÉTAT DE FAILLITE

— — — — —

Présidence de M. DEUTSCHMANN, Président d'âge

[illegible]

Séance du mercredi 27 juin 1956

— :: — :: — :: — :: — :: — :: — :: — :: — :: — :: —

La séance est ouverte à 11 heures 10

— ∴ — ∴ — ∴ — ∴ — ∴ —

Présents : MM. DEUTSCHMANN, ESTEVE, LE BASSER, PERIDIER, PEZET, PRIMET.

— ● —

ORDRE DU JOUR

Constitution de la Commission.

-:-

COMPTE RENDU

M. DEUTSCHMANN, Président d'âge, est confirmé, à l'unanimité, comme président de la Commission.

M. DEUTSCHMANN.- Mes chers Collègues, nous sommes réunis pour examiner les suites à donner à la communication de M. le Garde des Sceaux faisant connaître qu'un membre du Conseil de la République a été déclaré en état de faillite.

Je tiens à souligner combien il paraît souhaitable qu'une décision intervienne rapidement sur cette affaire. Pour que la Commission soit complètement informée, je crois devoir donner lecture d'une note faisant le point de la législation applicable en la matière et des conséquences de cette législation.

Lecture est donnée de la note.

M. PRIMET.- Gardons bien présent à l'esprit qu'il ne s'agit pas d'une invalidation mais d'une déchéance qui a de graves conséquences pour le parlementaire déchu. J'ignore quelle est la situation matérielle de M. Laniel mais il y a un aspect humain dont nous devons tenir compte. La déchéance risque, notamment, d'entraîner la perte du droit à la retraite.

La Commission a, me semble-t-il, le choix entre deux solutions :

- ou prononcer la déchéance;
- ou demander à M. René Laniel de comparaître et le mettre en demeure de donner sa démission, sous peine de voir sa déchéance prononcée.

Je suis, pour ma part, favorable à la deuxième solution.

.../...

M. LE BASSER.- Je ne suis pas partisan de convoquer l'intéressé et il me paraît douteux que celui-ci offre sa démission. Nous devons conclure à la déchéance de M. Laniel.

M. PERIDIER.- Il est regrettable que l'on ait attendu si longtemps pour se saisir de cette affaire; l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris ne date-t-il pas du 6 juillet 1955 ?

M. LE BASSER.- Il y a six mois que j'en ai saisi le Président du Conseil de la République.

M. PEZET appuyé par M. Estève.- Le Bureau ne pouvait, juridiquement, rien faire tant qu'il n'était pas saisi d'une lettre du Garde des Sceaux portant communication de l'Arrêt de la Cour d'Appel.

M. LE PRESIDENT.- Nous nous trouvons saisis de deux propositions; l'une de M. Le Basser concluant à la déchéance; l'autre de M. Primet laissant à M. René Laniel la possibilité de choisir entre la démission et la déchéance.

M. PERIDIER.- J'estime, avec M. Primet, que la meilleure formule serait d'amener M. Laniel à donner sa démission.

M. PEZET.- En logique, il semblerait que nous devrions obtenir du Garde des Sceaux qu'il fasse saisir le maire de la commune de l'intéressé d'une demande de radiation de M. René Laniel des listes électorales.

M. PERIDIER.- Généralement, on n'opère pas la radiation de la liste électorale d'une personne sur qui pèse un jugement déclaratif de faillite, car on redoute que les recours entraînent une modification ultérieure de la décision du tribunal.

M. LE BASSER.- Nous devrions, cependant, demander au Garde des Sceaux de nous faire savoir si M. René Laniel figure encore sur les listes électorales ou s'il a été radié.

M. LE PRESIDENT.- Nous croyons savoir que la radiation n'est pas intervenue mais, légalement, M. René Laniel ne devrait plus figurer sur les listes électorales.

M. PERIDIER.- Cette question ne change rien à la décision que nous avons à prendre.

M. ESTEVE.- C'est le Procureur de la République qui devrait saisir le maire.

M. PERIDIER.- N'importe qui peut demander la radiation.

M. PEZET.- Ne pourrait-on avoir lecture du rapport présenté par M. Ramadier, avant la guerre, sur le cas de Philibert Besson ? Ce document doit se trouver au dossier.

M. LE PRESIDENT.- Je vais donner lecture de ce rapport.

M. PERIDIER.- Ce précédent ne nous apporte rien que nous ne sachions.

M. LE PRESIDENT.- Je dois vous informer que, renseignements pris et contrairement à ce que nous pensions, un parlementaire déchu garde ses droits à la retraite, alors qu'un parlementaire démissionnaire perd ce droit, à moins qu'il ne démissionne pour raison de santé.

MM. PEZET et PRIMET.- En conclusion de ce débat, il semble que la Commission doive :

1°) s'informer auprès du Garde des Sceaux du point de savoir si M. Laniel a été ou non rayé des listes électorales et, dans le cas où il ne le serait pas, de l'inviter à faire en sorte que le maire de la commune de M. René Laniel soit mis en demeure d'opérer cette radiation;

2°) inviter M. René Laniel à venir devant elle et lui proposer de choisir entre la démission ou la déchéance.

Il en est ainsi décidé.

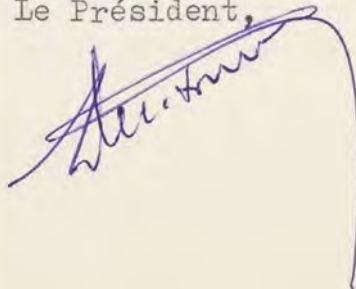
M. Le Basser est désigné comme rapporteur.

M. le Président recommande à ses collègues de garder le secret des délibérations.

La prochaine réunion est fixée au mardi 3 juillet à 16 heures.

La séance est levée à 11 heures 55.

Le Président,



J.F.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION CHARGÉE D'EXAMINER UNE COMMUNICATION

DE M. LE GARDE DES SCEAUX

FAISANT CONNAITRE QU'UN MEMBRE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

A ÉTÉ DÉCLARÉ EN ÉTAT DE FAILLITE.

Présidence de M. DEUTSCHMANN, Président

Séance du mardi 3 Juillet 1956

La séance est ouverte à 16 heures.

Présents : MM. DEUTSCHMANN, ESTEVE, LE BASSER, PEZET.

ORDRE DU JOUR

Suite de l'examen de la communication du Garde des Sceaux.

COMPTE RENDU

M.DEUTSCHMANN, Président, ouvre la séance.

Mes chers collègues, à la suite de notre dernière réunion, j'ai rencontré, dans les couloirs du Palais, M.MITTERAND, Garde des Sceaux.

Je lui ai demandé de bien vouloir inviter ses services à faire toute diligence pour que M.René Laniel soit rayé de la liste électorale de sa commune. Le Garde des Sceaux m'a dit qu'il inciterait ses services à hâter la procédure.

J'ai, le lendemain, confirmé par lettre les termes de cet entretien.

Je dois vous signaler que j'ai reçu une lettre de M.René Laniel qui demande à être entendu par notre commission.

M.LE BASSER.- J'ai parlé de cette affaire avec le Préfet de l'Orne qui m'a dit avoir reçu des instructions du Ministre de l'Intérieur pour hâter la procédure.

Aux termes de l'article 36 de la loi du 5 avril 1884, il appartient en effet au Préfet de déclarer démissionnaire un conseiller municipal qui se trouve dans un des cas d'exclusion prévus par la législation en vigueur.

Je dois vous faire part, toutefois, d'une précision en ce qui concerne la radiation d'un électeur sur les listes électorales. Autrefois, les greffiers informaient les procureurs d'une condamnation intervenue, les procureurs en informaient le Maire qui opérait la radiation.

Depuis la loi du 28 août 1946, le greffe doit notifier les condamnations à la direction régionale de l'Institut National de la Statistique de sa région. C'est ensuite l'Institut National qui avise la mairie intéressée. Cette procédure est parfois fort longue du fait de l'intervention de l'Institut National de la Statistique.

D'après les renseignements qui m'ont été donnés par le Préfet, il semble toutefois que, dans cette affaire, les délais seront réduits le plus possible; la notification doit être faite au Maire aujourd'hui.

.../...

M.Laniel disposera d'un délai de 5 jours pour interjeter appel. On peut considérer que, dans un délai de deux semaines, cette affaire sera réglée.

Je proposerai donc à la commission d'attendre que M.Laniel soit rayé de la liste électorale de sa commune pour prendre sa décision.

M.ESTEVE.- C'est aussi mon avis. On a attendu un an pour engager la procédure contre M.Laniel, nous pouvons bien attendre 15 jours de plus de façon à ce que l'affaire soit réglée sur le plan local.

J'aimerais bien, toutefois, que l'on propose une dernière fois à M.Laniel la solution qui consisterait pour lui à démissionner.

M.LE PRESIDENT.- Il semble que la commission soit d'accord pour surseoir à statuer jusqu'à ce que M.René Laniel ait été rayé de la liste électorale.

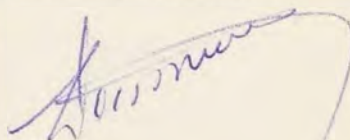
(Assentiment) - - - - -

M.LE PRESIDENT.- La commission voudra donc me laisser le soin de la convoquer en temps utile.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 16 heures 30

La séance est levée à 16 heures Le Président.



COMMISSION CHARGÉE D'EXAMINER

UNE COMMUNICATION DE M. LE GARDE DES SCEAUX

FAISANT CONNAÎTRE QU'UN MEMBRE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

A ÉTÉ DÉCLARÉ EN ÉTAT DE FAILLITE.

Présidence de M. DEUTSCHMANN, Président.

Séance du Jeudi 26 Juillet 1956

La séance est ouverte à 14 heures 30

Présents : MM. DEUTSCHMANN, ESTEVE, LE BASSER, PEZET, PERIDIER

26.7.56

24
- 2 -

ORDRE DU JOUR

=====

- Suite de l'examen de la communication du Garde des Sceaux.

COMPTE RENDU

=====

M.DEUTSCHMANN, Président, ouvre la séance et donne la parole à M.Le Bassier.

M.LE BASSER.- Mes chers collègues, c'est aujourd'hui que le juge de paix compétent doit rendre son jugement sur l'appel de M.René Laniel au sujet de la décision qui a été prise de le radier de la liste électorale de sa commune.

Je me suis mis en rapport avec le Préfet de l'Orne qui nous tiendra informés dès que le juge de paix aura statué.

Je me suis entretenu de cette affaire avec le Président Monnerville qui souhaiterait qu'elle fut réglée avant le départ en vacances. J'ai donc établi mon rapport que je vais vous soumettre et, dès que nous aurons eu notification de la décision du juge de paix, le rapport pourra être envoyé à l'imprimerie afin que l'affaire puisse venir jeudi prochain en séance publique.

Je vais vous donner lecture de mon rapport :

"Le Ministre d'Etat, Garde des Sceaux, chargé de la Justice, a adressé, le 13 juin 1956, à M.le Président du Conseil de la République, une lettre lui transmettant une expédition de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris, en date du 6 juillet 1955, confirmant le jugement du Tribunal de Commerce de la Seine en date du 7 février 1955, déclarant M.René Laniel personnellement en état de faillite, ainsi qu'une expédition de ce dernier jugement.

"Il résulte de ces documents que, pendant la durée de son mandat parlementaire, M.René Laniel a fait l'objet de décisions juridictionnelles le plaçant en situation de failli non réhabilité au sens des dispositions de l'article 15, 5°, du décret organique du 2 février 1852, modifié par la loi du 30 mars 1955.

"L'article 22 de la loi n° 50-10 du 6 janvier 1950 portant modification et codification des textes relatifs aux Pouvoirs publics dispose :

.../...

"Sera déchu de la qualité de membre de l'Assemblée Nationale, du Conseil de la République, de l'Assemblée de l'Union Française et du Conseil Economique celui qui, pendant la durée de son mandat, aurait été frappé d'une condamnation emportant, aux termes de la législation en vigueur, la privation du droit d'être élu ou désigné.

"La déchéance sera prononcée par l'Assemblée à laquelle il appartient sur le vu de pièces justificatives...

"Ainsi que l'établissent les documents transmis par M.le Garde des Sceaux, M.René Laniel a fait l'objet de décisions de justice le plaçant en situation de failli non réhabilité.

"L'article 15 du décret organique du 2 février 1852, modifié par l'article premier de la loi n° 556328 du 30 mars 1955, dispose :

"Ne doivent pas être inscrits sur la liste électorale

.....
"5° - Les faillis non réhabilités dont la faillite a été déclarée, soit par des tribunaux français, soit par jugement rendu à l'étranger mais exécutoire en France;
....."

"Dans la lettre précitée, M.le Garde des Sceaux précisait, en outre, que M.René Laniel avait formé contre l'arrêt de la Cour d'appel un recours en cassation, lequel, en cette matière, ne comporte pas d'effet suspensif.

"En effet, l'article 16 de la loi du 27 novembre 1790 stipule : "En matière civile, la demande en cassation n'arrêtera pas l'exécution du jugement et dans aucun cas et sous aucun prétexte il ne pourra être accordé de surseance."

"Il ressort de l'application de ces trois textes législatifs que la déchéance résulte de la simple constatation de l'existence d'une cause de radiation des listes électorales.

"En ce qui concerne le moment à partir duquel peut intervenir la radiation, il y a lieu de remarquer que le pourvoi en cassation en matière civile n'est pas suspensif, ainsi que nous l'avons déjà indiqué plus haut. En effet, la faillite personnelle prononcée par un tribunal de commerce est un jugement civil. Or, non seulement le motif de déchéance a plein effet avant que la Cour de cassation se soit prononcée, mais encore il existe des précédents jurisprudentiels montrant qu'en la matière, la radiation .../...

~~radiation~~ des listes électorales doit être opérée dès le prononcé du jugement du tribunal de commerce, avant même le jugement en appel.

"Votre commission était donc fondée à vous demander de prononcer la déchéance de M. René Laniel dès le moment où elle a été saisie de la lettre du Garde des Sceaux."

Ici j'ai laissé, jusqu'à présent, quelques lignes en blanc. Je complèterai le rapport en indiquant que notre commission a estimé qu'il était juste d'attendre les décisions à intervenir sur le plan local. Je ferai état de la procédure actuellement en cours et je terminerai ainsi :

"Dans l'état actuel de cette affaire, votre commission n'avait à se poser qu'une seule question : M. René Laniel a-t-il le droit légal de détenir le mandat qui lui a été confié ? A l'unanimité sa réponse était négative.

"C'est pourquoi elle vous demande de bien vouloir adopter la proposition de résolution suivante :

Proposition de résolution

Le Conseil de la République,
Vu l'article 22 de la loi n° 50.10 du 6 janvier 1950;
Vu l'article 15 du décret organique du 2 février 1852, modifié par l'article premier de la loi n° 55.328 du 30 mars 1955;
Vu l'arrêt de la Cour d'appel de Paris rendu en date du 6 juillet 1955,
Déclare
M. René Laniel déchu de sa qualité de sénateur, membre du Conseil de la République."

La commission approuve le rapport de M. Le Basser.

M. LE BASSER.- Par égard pour le neveu de M. René Laniel qui a toute notre estime et toute notre sympathie, je proposerai que notre président demande à M. René Laniel de donner immédiatement sa démission. Au cas où il accepterait - ce que je ne crois pas - l'affaire serait ainsi réglée. Dans le cas contraire, l'affaire viendrait en séance publique jeudi prochain.

M. DEUTSCHMANN.- Je verrai donc M. René Laniel et lui donnerai un délai très court, une heure par exemple, pour donner sa démission.

Il en est ainsi décidé.

.../...

26.7.56

27

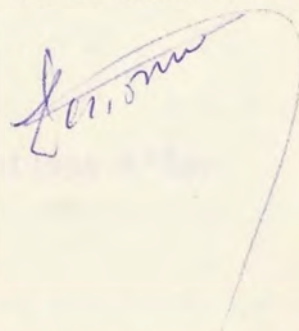
- 5 -

M. LE BASSER.- Naturellement, si le juge de paix ne rendait pas sa décision demain, nous ne pourrions pas faire inscrire cette affaire pour jeudi prochain, il faudrait attendre.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 heures.

Le Président

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'L. Bassier', is written over a large, faint, curved line that spans across the signature area.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION CHARGÉE D'EXAMINER UNE DEMANDE EN
AUTORISATION DE POURSUITES CONTRE UN MEMBRE
DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

---:---:--

Présidence de M. Georges MAURICE, Président d'âge

---:---:--

Jeudi 23 Mai 1957

---:---:--

La séance est ouverte à 14 h 50

---:---:--

Présents : MM. BEAUJANNOT, DESCOMPS, DEUTSCHMANN, MAURICE.

Excusé : M. DUTOIT

Absent : M. JOZEAU-MARIGNÉ

.../....

23.5.57

29

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- Constitution de la Commission

-:-:-:-

COMPTE RENDU

M. MAURICE, Président d'âge.- Je vous invite à désigner votre Président.

(M. Maurice est confirmé dans ses fonctions de président)

M. LE PRESIDENT. donne lecture de l'assignation contenue dans la demande en autorisation de poursuites.

M. LE PRESIDENT.- L'article 3 de la loi du 2 Mars 1949 invoqué dans l'assignation ne s'applique aucunement aux faits invoqués.

Il est bien regrettable qu'autant d'instances aient été mises en train pour une question qui n'existe pas.

Je vous demande donc de vous prononcer.

La Commission consultée décide de proposer le rejet de la demande.

M. Georges MAURICE est désigné comme rapporteur.

La séance est levée à 14 h 55

Le Président,

Maurice

Ind. 21.7.55.

- 31 -

M. LE PRESIDENT donne ensuite lecture de la lettre qu'il avait préparée à l'intention de M. le Président Monnerville, afin que le Conseil de la République autorise une mission de la Commission en Indochine :

"Monsieur le Président,

"J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'au cours de sa séance du jeudi 21 juillet, la Commission de coordination pour les Affaires d'Indochine a décidé de demander les pouvoirs prévus par l'article 30 du Règlement du Conseil de la République afin d'enquêter :

- sur la situation des personnes et des biens des Français résidant dans les Etats associés d'Indochine;

- sur les conditions dans lesquelles pourront valablement se dérouler les élections de 1956 prévues par les Accords de Genève;

- sur les possibilités qui s'offrent encore à la France de développer son influence culturelle au Vietnam, au Laos et au Cambodge.

A cette fin, une délégation de la Commission se rendrait en Indochine à partir du 10 septembre et pour une période d'environ 15 jours.

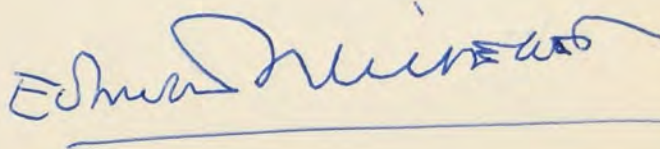
Je vous serais obligé de bien vouloir soumettre cette requête à l'Assemblée au cours de sa plus prochaine séance.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, avec mes vifs remerciements, l'assurance de ma haute considération".

MM. Brizard, Léo Hamon, Méric et le Président lui-même sont désignés par la Commission pour composer la délégation.

La séance est levée à 11 heures 45.

Le Président,



CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

JV.

COMMISSION DE COORDINATION POUR L'EXAMEN DES
AFFAIRES INTERESSANT LES AFFAIRES D'INDOCHINE

-:-:-:-:-

Présidence de M. Marius MOUTET, Président d'âge

-:-:-:-:-

Séance du Jeudi 13 octobre 1955

-:-:-:-:-

La séance est ouverte à 16 heures 35

-:-:-

Présents : MM. BOUSCH, BRIZARD, CHOCHOY, DURAND-RÉVILLE,
Léo HAMON, JAOUEN, MAROGER, MICHELET, MOTAIS de
NARBONNE, Marius MOUTET, YVER.

Excusés : MM. BOUTEMY, Charles BRUNE, PELLENC, ROCHEREAU.

Suppléants: Mme DEVAUD, MM. LE GROS, de MONTULLE.

Absents : MM. Henri BARRÉ, CLERC, FOUSSON, MÉRIC, RIVIEREZ.

../..

- 2 -

ORDRE DU JOUR

Constitution de la Commission.

-:-

COMPTE RENDU

M. Marius MOUTET, Président d'âge.- Nous nous sommes réunis pour procéder au renouvellement du bureau de la Commission.

Le bureau sortant était ainsi composé :

Président : M. Michelet
Vice-Présidents: MM. Motais de Narbonne
Brizard
Secrétaires : MM. Méric
Susset.

M. CHOCHOY.- Dans la plupart des cas, le bureau sortant a été réélu.

Je ne pense pas que, dans cette Commission, président, vice-présidents, secrétaires aient démérité ; aussi, je vous propose la reconduction pure et simple de nos collègues sortants (*Assentiment*).

Le Bureau sortant est, à main levée, reconduit à l'unanimité.

M. MICHELET.- Je vous remercie d'avoir bien voulu me renouveler votre confiance à ce poste délicat, et difficile. Je pense que nous, parlementaires, pouvons encore faire quelques petites choses et aider au maintien de ce qui peut être conservé.

.../...

- 3 -

Nous aurons du travail. Je vous demande de me dire quel jour vous conviendrait pour notre prochaine réunion.

M. MOTAIS de NARBONNE.- Vous êtes l'auteur d'une question orale avec débat sur l'Indochine qui doit être discutée mardi prochain en séance publique. Ne pourrions-nous nous réunir auparavant ?

M. LE PRESIDENT.- Je vous propose mardi à 11 heures.

Je peux vous dire tout de suite ce que j'ai l'intention de déclarer. J'ai l'intention de soulever la question de l'arrestation de deux officiers français.

M. DURAND-RÉVILLE.- Je désire saisir la Commission de trois questions :

1°) Indemnisation de nos concitoyens et des sociétés françaises spoliés au Nord-Vietnam ;

2°) Utilisation de l'aide économique française au Sud-Vietnam ;

3°) Sort réservé aux citoyens français d'origine vietnamienne qui semblent avoir été oubliés dans les récents accords.

M. Léo HAMON.- M'étant attaché à l'aspect juridique de la structure de l'Union Française, j'estime que la question du Cambodge posée par M. Debré devrait être différée.

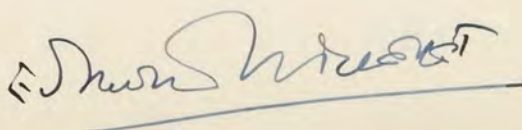
En ce qui concerne la troisième question soulevée par M. Durand-Réville, je crois urgent de rappeler au Gouvernement qu'il appartient au Parlement seul de prendre une décision concernant le retrait de la nationalité française.

M. Bernard CHOCHOY.- Les fonctionnaires français d'origine vietnamienne sont l'objet d'un régime discriminatoire de la part de notre propre administration.

M. DURAND-RÉVILLE.- Cela ne peut vous étonner d'un Gouvernement qui fait, de nos amis, nos ennemis et, de ces derniers, des interlocuteurs valables!..

La séance est levée à 11 heures 55.

Le Président,



CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

COMMISSION DE COORDINATION POUR L'EXAMEN DES
PROBLEMES INTERESSANT LES AFFAIRES D'INDOCHINE

Présidence de M. MICHELET, Président

Séance du Mardi 18 Octobre 1955

La séance est ouverte à 11 Heures

--

Présents : MM. Henri BARRE, BRIZARD, CHOCHOY, DURAND-RÉVILLE,
Léo HAMON, JAUEN, MAROGER, MICHELET, MOTAIS de
NARBONNE.

Excusés : MM. BOUTEMY, PELLENC, ROCHEREAU, YVER.

Suppléants: Mme DEVAUD, M. LEGROS.

Absents : MM. BOUSCH, Charles BRUNE, CLERC, FOUSSON, MERIC,
Marius MOUTET, RIVIEREZ.

--

../..

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Premier compte rendu de la mission effectuée, en Indochine et en Chine, par une délégation de la Commission composée de MM. Edmond Michelet, Chochoy, Enjalbert et Léo Hamon.
- II - Echange de vues sur la question orale avec débat de M. Edmond Michelet sur les poursuites exercées par la justice du sud-Vietnam contre deux officiers français.
- III - Questions diverses.

-:-

COMPTE RENDU

M. MICHELET, président.- Mes chers collègues, lorsqu'à notre dernière séance, jeudi 13 octobre, je vous ai proposé de nous réunir aujourd'hui, il ne pouvait être question, dans ma pensée, que de vous présenter le rapide tableau de ce que nous avons fait et de ce que nous avons vu entre le 5 et le 27 septembre, temps pendant lequel nous nous sommes efforcés d'accomplir au mieux la mission qui nous avait été confiée par vous, le 21 juillet 1955, à la veille des "vacances parlementaires".

Bien entendu, ceci n'est que le prélude d'un rapport plus complet que mes collègues et moi-même aurons à vous présenter et à faire imprimer à l'usage du Conseil de la République.

Partis d'Orly le lundi 5 septembre (par l'avion d'Air-France), nous avons fait escale le jour même et le lendemain (mardi 6 septembre) à Rome, Damas, Bagdad, Karachi et Calcutta.

../..

- 3 -

Je dois dire qu'à chacune de ces étapes nous avons reçu des représentants diplomatiques de la France, prévenus par les soins de M. le Ministre des Affaires Etrangères, le meilleur accueil.

Grâce à eux, nous avons pu "faire le point" de la situation politique des Etats traversés (Syrie, Irak, Pakistan, Inde), évoquer les principaux problèmes qui s'y posaient et, surtout, en ce qui concerne les pays appartenant à la "Ligue Arabe", nous entretenir des conséquences néfastes, en Afrique du Nord, de la propagande antifrançaise à laquelle leurs radios se livrent avec frénésie !

*

*

Mercredi 7 septembre : arrivée à Tan-Son-Hut, aéroport de Saïgon. Dès le matin, nous étions reçus par M. Henri Hoppenot, Ambassadeur de France en mission extraordinaire auprès du Gouvernement du Vietnam, qui, assisté de ses collaborateurs, évoquait pour nous la situation du Sud-Vietnam et la précarité de la position du Gouvernement de M. Ngo Dinh Diem.

L'Ambassadeur invitait la mission à déjeuner et, dans l'après-midi, chacun d'entre nous, selon son optique particulière (M. Chochoy : les problèmes de dommages de guerre et de transferts ; M. Enjalbert : les questions économiques ; M. Hamon : les questions culturelles ; moi-même : les problèmes politiques et militaires) avait, avec les représentants des Français du Sud-Vietnam, des entretiens particuliers.

M. Hoppenot a fait part à la délégation des difficultés résultant de l'arrestation récente de deux officiers français. Il s'est plaint, à ce propos, d'une certaine mollesse de son département ministériel.

La matinée du jeudi 8 septembre fut consacrée à deux exposés qui nous furent faits par MM. Feuchet et Lucas, attachés financier et commercial, sur les relations commerciales et financières de la France et du Sud-Vietnam (situation économique, problème de la piastre indochinoise, rachat des rizières...).

../..

- 4 -

L'après-midi avait été réservée, par les soins de M. Hoppenot, à une suite d'audiences avec les membres du Gouvernement Vietnamien :

16 H. - audience de M. Ngo-Dinh-Diem, Président du Conseil, au cours de laquelle il est apparu impossible d'établir un contact avec le Président, qui a même refusé d'admettre qu'il devait sa foi catholique aux missionnaires français !

M. CHOCHOY.- Il semble que M. Ngo-Dinh-Diem ait joué des sentiments anti-français pour grouper autour de lui les éléments nationalistes ...

M. LE PRESIDENT.-

17 H. - audience de M. Tran Huu Phuong, Ministre des Affaires économiques et des Finances ;

18 H. - audience de M. Vu Van Mau, Ministre des Affaires étrangères.

Vendredi 9 septembre :

8 H. 30 : exposé de M. Mialin, Délégué général du Sud-Vietnam, sur le problème des "ressortissants" et des réfugiés français et eurasiens.

Aussitôt après, la mission se sépara en deux groupes : MM. Chochoy et Enjalbert, allant jusqu'au Km 113, sur la route de Dalat, visitèrent plusieurs camps de "réfugiés catholiques vietnamiens".

Il apparaît que, dans cet exode massif presque unique au monde, il y a eu, à la fois, panique et exploitation politique. Toutefois, ce mouvement considérable de populations a revêtu une signification si grande que les autorités du Nord-Vietnam elle-même s'en sont émues.

M. CHOCHOY.- L'introduction de cet important noyau de Tonkinois industriels et artisans a déclenché chez les populations du sud une réaction assez défavorable.

En ce qui concerne les raisons qui ont motivé le départ de ces masses catholiques, il est certain que, s'il n'y a pas positivement de persécution religieuse dans le nord, les fidèles sont, en fait, mis dans l'impossibilité de pratiquer leur culte.

../..

- 5 -

Mme DEVAUD.- La situation a été très différente suivant les diocèses. Dans certains, les fidèles ont tout simplement suivi leurs pasteurs.

Les dirigeants du Nord-Vietnam ont été frappés par ces événements. Ils ont, par mesure d'apaisement, fait promulguer une loi sur la situation des religions.

M. LE PRESIDENT.- Je ne crois pas que M. Diem ait organisé cet exode.

M. DURAND-RÉVILLE.- Pensez-vous qu'il y ait réellement 700.000 personnes "réfugiés du Nord" ?

M. MOTAIS de NARBONNE.- Ce nombre a été vérifié par nous, notamment par la marine française.

M. LE PRESIDENT.- M. Léo Hamon et moi-même, nous sommes rendus dans trois camps de "réfugiés" français (Charles de Gaulle, Bernard de Lattre et Pasteur).

La plupart des "réfugiés" français sont des eurasiens, mais il existe également, parmi eux, des Français métropolitains et des Hindous de nos anciens comptoirs du Dekkan.

Un certain nombre de Français ont envisagé favorablement la possibilité de s'installer à Madagascar. Je sais que les colons de là-bas voient cette immigration d'un très mauvais œil, mais il appartient au Gouvernement de faire prévaloir cette politique.

Je devais avoir, l'après-midi, un entretien avec Mgr Cassaigne, Evêque de Saïgon et le R.P. Claudel, Directeur du Secours Catholique. Le jugement de l'Evêque de Saïgon est particulièrement sévère sur Diem et ses collaborateurs ! Juste avant le dîner offert en notre honneur par M. Hoppenot à diverses personnalités vietnamiennes et françaises, j'eus une nouvelle entrevue avec M. Ngo Dinh Diem, sur sa propre demande.

A la réception très intéressante de la soirée, la mission a rencontré quelques personnalités appartenant aux grandes entreprises françaises : Denis frères, Optorg, Terres rouges...

../..

- 6 -

Samedi 10 septembre :

Il avait été convenu avec mes collègues que je me rendrai seul au Cap St-Jacques (le 10.9.55) pour essayer de comprendre l'opposition des points de vue entre militaires (favorables au renforcement de la base du Cap St-Jacques) et marins (tenants du "plan d'eau" de Cam-Ran).

En gros, l'idée des militaires est d'installer au Cap St-Jacques une base de "départ". Le coût de cette opération serait d'environ 8 ou 10 milliards, le but plus ou moins avoué étant d'obtenir des autorités actuelles ou futures du Sud-Vietnam la concession d'une base ou d'un port franc analogue, en plus petit, à Hongkong.

Les marins sont, eux, axés sur la baie de Cam-Ran et plaident leur cause auprès du SEATO, faisant valoir l'étendue du plan d'eau de cette base.

La base de Tourane, où nous avons investi pour plus de 6 milliards d'installations militaires, me paraît également intéressante.

Je devais également gagner Bangkok où se tenait l'Assemblée des "Associations pour les Nations Unies", afin d'y représenter la France.

La délégation, conduite cette fois par M. Hamon, partit donc pour Vientiane, capitale du Laos.

M. Léo HAMON.- Ne pensez-vous pas qu'il conviendrait de s'écarter de l'ordre chronologique ? Pour ma part, je préférerai faire un exposé d'ensemble au lieu de parler simplement du Laos ...

M. LE PRESIDENT.- Mon cher collègue, je vous laisse la liberté de présenter vos idées comme vous l'entendez, mais il importe que nous suivions l'ordre chronologique établi dans notre avant-rapport.

M. DURAND-RÉVILLE.- Lorsque nous parlons de catholiques du Vietnam, il ne faut pas les confondre avec les catholiques français, mais y voir simplement une féodalité comme une autre.

../..

- 7 -

Je souhaiterais également avoir des renseignements sur les métis afro-asiatiques.

M. LE PRESIDENT.- Le Secrétariat écrira à M. Mialin.

M. MOTAIS de NARBONNE.- Les Africains abandonnent très rarement leurs enfants ; ceux qui restent sont sous notre protection.

M. DURAND-REVILLE.- Le problème du transfert de réfugiés à Madagascar pose différents problèmes: refus des éléments malgaches, coût du transport et de l'installation.

Il faut également se préoccuper de l'état d'esprit des éléments asiatiques qui seraient transférés là-bas et de la position politique qu'elle risque d'adopter.

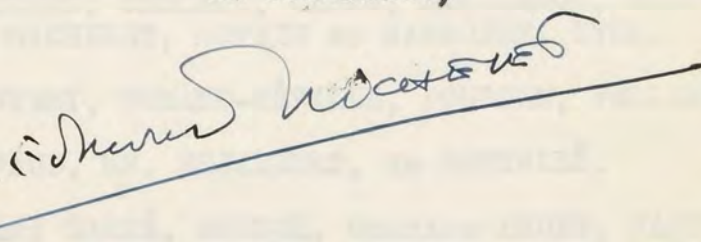
En ce qui concerne les employés français ou vietnamiens qui auraient été abandonnés par nos entreprises, je serais heureux de connaître leurs noms et je m'efforcerai de faire quelque chose pour régler leur situation.

M. LE PRESIDENT.- Notre prochaine réunion pourrait avoir lieu le mardi 25 octobre, à 10 heures 30.

(Assentiment).

La séance est levée à 12 heures 30.

Le Président,



Charles de Gaulle

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

COMMISSION DE COORDINATION POUR L'EXAMEN DES
PROBLEMES INTERESSANT LES AFFAIRES D'INDOCHINE

Présidence de M. Edmond MICHELET, Président

Séance du Mardi 25 octobre 1955

La séance est ouverte à 10 Heures 45

Présents : MM. BRIZARD, CHOCHOY, CLERC, Léo HAMON, MAROGER,
MERIC, MICHELET, MOTAIS de NARBONNE, YVER.

Excusés : MM. BOUTEMY, DURAND-RÉVILLE, FOUSSON, PELLENC.

Suppléants: Mme DEVAUD, MM. ENJALBERT, de MONTULLÉ.

Absents : MM. Henri BARRÉ, BOUSCH, Charles BRUNE, JAOUEN,
Marius MOUTET, RIVIEREZ, ROCHEREAU.

../..

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Exposé de M. Léo Hamon sur la mission effectuée au Laos par une délégation de la Commission du 10 au 12 septembre 1955.
- II - Questions diverses.

-:-

COMPTE RENDU

M. Edmond MICHELET, Président.- Mes chers collègues, je vais tout de suite passer la parole à notre ami, Léo Hamon, qui assumait la présidence de la mission sénatoriale lorsqu'elle se rendit au Laos puisque, vous le savez déjà, j'étais moi-même retenu par les militaires au Cap Saint-Jacques et dus me rendre ensuite à Bangkok.

M. Léo HAMON.- Mesdames, Messieurs, permettez-moi de faire tout d'abord un bref rappel chronologique :

Samedi 10 septembre 1955 :

- 7 H. 30 - départ de Saïgon.
- 11 H. - Arrivée sur l'aéroport de Vientiane.
- 13 H. - Déjeuner (intime) avec M. André Guibaut, Haut-Représentant de la France auprès du Gouvernement royal au Laos.
- 14 H. - Exposé de M. Guibaut sur la situation actuelle du Laos.
- 15 H. - Lecture (par MM. Chochoy et Enjalbert) du rapport de M. Guibaut à M. le Ministre des Affaires Étrangères.
- 17 H. 30 - Réception des personnalités françaises (Vicaire apostolique, Directeur de la B.I., Directeur d'Air-Laos, chef de mission militaire, Conservateur d'Angkor...)
- 20 H. - Dîner au "Pam-Pam" avec Français (commerçants et militaires).

.../...

- 3 -

Dimanche 11 septembre :

- 11 H. - Réception par S.E. Kathay Sasorith, Premier Ministre du Laos.
- 12 H. - Déjeuner (intime) à la Maison de France.
- 13 H. - Visite de Vientiane et d'un village indigène (en compagnie de M. Marchal).
- 18 H. - Entretien avec M. Samor Sem, Président de la C.I.C., pour le Laos.
- 20 H. - Dîner avec personnalités laotiennes (premier ministre, ministre des Finances, directeur du plan..)

Lundi 12 septembre :

- 8 H. - Départ de Vientiane pour Siem-Réap.

* *

Je vais ensuite vous faire part de mes "impressions" personnelles.

Ville extrêmement primitive, Vientiane est surtout une grande bourgade où nous fûmes logés de façon également "primitive" !....

Accueil courtois de M. André Guibaut, Ambassadeur de France, avec lequel nous nous sommes découverts quelques souvenirs communs. Son titre (mérité) prête à confusion et semble même dire qu'on ne pose plus, au Laos, de façon délibérée, le problème de l'appartenance à l'Union Française.

Je me rendis le soir même du 10 septembre chez le Prince Souvannah Pouma, Vice-Président du Conseil, où règne également un "primitisme" de bon aloi, dans sa villa bâtie sur les bords du Mékong.

La réception du Président Kathay fut extrêmement aimable ; il nous entretint de façon agréable, rendant hommage à la France et à ses maîtres français. La conversation porta, entre autres choses, sur la Conférence afro-asiatique de Bandoeng où il fut le seul à parler en français (le Prince Sihannouk, lui, prononça son discours en anglais). Le Gouvernement français avait insisté auprès de ces deux personnalités pour qu'elles se rendissent à Bandoeng.

.../...

- 4 -

Je dois dire que, le 11 septembre, nous échouâmes dans nos tentatives de rendre visite au Président de l'Assemblée laotienne ; nous aurions dû avoir davantage de contacts avec les éléments autochtones ; l'Ambassadeur eut dû "jaunir" davantage nos réceptions ; je le lui ai dit et je continue de penser que cela eût recueilli là-bas des échos extrêmement favorables.

Continuons donc d'égrener nos impressions.

Aux portes mêmes de Vientiane, la brousse reprend ses droits et l'on peut se demander si cela ne va pas quelque peu de pair avec le retrait de la présence française ? J'ai également visité le collège Pavie, seul établissement secondaire du Laos, "déversoir" de tous les collèges provinciaux du Laos. Fait plus grave : le nouveau collège sera lui-même insuffisant ! Il lui faudrait 100 millions de plus (soit 400 au total) pour qu'il soit à la mesure des besoins actuels.

La rencontre de M. Samor Sem, Président hindou de la Commission internationale de contrôle, nous fut extrêmement profitable et j'y reviendrai à propos du problème du Pathet-Lao.

Au cours du dîner du 11 septembre, l'atmosphère fut extrêmement détendue (on "tomba même la veste" !) ; le Directeur du Plan n'était certainement pas moins compétent que le Ministre des Finances de M. Diem !

M. LE PRESIDENT.- En cela, il n'avait certainement aucun mal ! (Rires).

M. Léo HAMON.- Les problèmes ?

Je voudrais citer deux "mots". Le premier, d'une de mes amies laotiennes, Professeur à Vientiane : "Le Laos, c'est le pays des trois B : bonzes, buffles, bicyclettes" - mots qui définissent assez bien l'immobilisme de ce pays charmant.

Quant à notre collègue Enjalbert, voyant les chefs de la religion bouddhique contempler l'image d'une pin-up à la devanture d'un cinéma, il s'exclama : "Quand les bonzes vont au cinéma ! ...". Ainsi, les bonzes s'éveillent-ils de leur sommeil millénaire.

.../...

- 5 -

Pays sans problèmes aigus, mais ~~o~~ nos investissements sont trop faibles.

Le Laos a une indépendance de ricochet ; son évolution pourrait être heureuse, car l'indépendance a précédé l'évolution économique et sociale. Selon moi, on ne joue pas suffisamment la carte du Laos.

Les Français de là-bas nous ont dit : "Amateurisme nonchalant et influence ~~b~~énifiante du bouddhisme...". C'est exact ; les élèves sont peu brillants ; nos compatriotes ne manquent pas d'arguments, mais je me suis confronté avec eux au cours d'un dîner, où je n'eus pas l'heur de penser comme eux. Nous n'avons pas fait pour le Laos l'effort nécessaire, particulièrement dans le domaine culturel.

Il y a deux boursiers laotiens du Gouvernement français ; naturellement, il y a des boursiers laotiens du Gouvernement royal. Notre collègue Pavie est le "déversoir" des quatre collèges provinciaux (qui s'arrêtent à la troisième). L'école normale d'instituteurs est en-dessous du brevet élémentaire.

Le personnel enseignant français est difficile à attirer, car le logement est déplorable : je les ai vus chez eux, dans leur maison laotienne et je vous assure que, si cela est charmant un jour ou deux, ce n'est guère confortable !

Je reviens à notre dîner du "Pam-Pam" (10 septembre 1955) ; j'ai déclaré à nos convives qu'ils étaient d'une excessive passivité. Nous eûmes, à ce mot, un petit incident, vite apaisé ! Je crois avoir raison et j'y reviens : il faut un effort d'enseignement plus accusé ; il faut ébranler la mentalité laotienne endormie. J'y ai repensé en visitant l'Institut des minorités nationales, à Pékin, réservé à des populations autrement somnolentes ! La Chine populaire fait pour les Thibétains, les Mongols, ..., un autre effort et combien plus difficile !

; Les problèmes particuliers ?

1°) le problème militaire : Nous avons là-bas deux bases à Séno et à Paksé. La première offre, paraît-il, le spectacle lamentable d'une "bidonville". La deuxième a été délaissée par nous. Nous sommes dans le SEATO, ne l'oublions pas ; il faut donc en remplir les obligations et aménager ces deux bases, qui peuvent, un jour ou l'autre, avoir leur utilité.

.../...

- 6 -

Nous avons également une "mission militaire" qui n'est pas actuellement contrebattue par les Américains, comme c'est le cas du Sud-Vietnam. Il ne faut pas que les crédits en soient réduits d'année en année, la rendant ainsi inefficace en cas de conflit armé.

2°) le problème économique :

Le Laos est tourné vers le Siam, séparé du Vietnam (comme le Cambodge d'ailleurs) et de l'influence chinoise par la chaîne annamitique.

L'agression de la Thaïlande, en 1940, fut une poussée vers l'Est pour "siamiser" ces deux pays. Nous avons réagi après la guerre, en faisant restituer aux deux royaumes "protégés" les provinces perdues, mais les événements de la guerre d'Indochine agissent à nouveau dans le même sens et le Laos revient vers le Siam : le chemin de fer de Bangkok arrive maintenant en face de Vientiane, à Nong-Kay, de l'autre côté du Mékong. "Brancher" le Laos sur le Siam, comme le préconisent certains, peut être grave. L'influence française ne tardera pas à être supplantée au Laos et disparaîtra de ce petit royaume.

M. CHOCHOY.- Avec l'autorisation de notre collègue Hamon, je voudrais dire ceci : de par sa position géographique, il est certain que le Laos est "orienté" vers le Siam. Ces gens n'ont rien ; ils ont besoin de crédits ; les Américains leur apportent les 2/3 de l'aide économique qui pourrait mettre leur pays en valeur et nous 1/3.

Je ne suis pas si pessimiste que Léo Hamon l'a été ; les Laotiens n'ont aucune affinité pour les Américains ; ils nous l'ont déclaré eux-mêmes sans que nous leur demandions ...

M. Léo HAMON.- Oui, mon cher collègue, mais si, pendant quelques décades, ils étaient "branchés" - je le répète - sur le Siam, notre influence disparaîtrait. La partie n'est pas perdue, nous y avons certes de bons atouts ; l'essentiel est maintenant de les utiliser convenablement.

Les Américains arriveront au Laos costumés en Thaïlandais, c'est bien ce que je crains le plus ! Il faut que nous permettions aux Laotiens de rester autre chose qu'une province thaïlandaise ...

.../...

- 7 -

M. BRIZARD.- Quelles sont les ressources du Laos !

M. Léo HAMON.- Elles sont maigres.

Pays en lourd déficit, qui a peu d'exportations et à des prix assez élevés. Produits agricoles, riz surtout ; quelques produits miniers (étain) ; les Laotiens se sont mis dans l'esprit qu'il pourrait y avoir de l'uranium ; cela changera peut-être la face des choses ...

M. CHOCHOY.- Et l'opium ?

3°) le problème du Pathet-Lao.-

C'est lui qui a mis le Laos en première page des journaux ; auparavant, il était inconnu. Le Vietminh, au cours de la guerre d'Indochine, a fait tâche sur le Laos dans ses deux provinces de Phong-Saly et Sam-Neua, situées en bordure du Nord-Vietnam ...

Deux échéances :-la reprise en main par le Gouvernement royal était prévue dans les Accords de Genève ,

-des élections démocratiques doivent avoir lieu le 25 décembre 1955 pour une "Assemblée nationale laotienne".

Or, dans ces deux provinces, les moyens de communication étant inexistants, il est impossible de délimiter les troupes et leurs effectifs ; il n'y a pas d'armature administrative.

Le Pathet-Lao veut participer aux élections sous son étiquette. "D'accord", dit le Gouvernement royal, "si vous restituez les deux provinces".

"Vote des femmes et des jeunes" réclame le Pathet-Lao. Le Gouvernement royal en paraît peu convaincu. Vous voyez que c'est un peu un dialogue de sourds!

Le contrôle : la C.I.C. n'en a pas le pouvoir aux termes des conventions d'armistice, sauf si les parties l'en chargeaient d'un commun accord.

.../...

- 8 -

M. Samor Sem, Président de la C.I.C., que nous avons rencontré à Vientiane, était optimiste; la tendance de nos compatriotes était de le considérer comme favorable au Pathet-Lao.

M. CHOCHOY.- Je ne me permettrai pas d'avoir une opinion sur une personne qui nous a parlé pendant trois quarts d'heure, alors qu'il y a des gens de bonne foi qui sont restés des années dans ce pays !

M. Léo HAMON.- Certes, mon cher collègue, mais le Président Samor Sem n'avait pas une vue tellement mauvaise de la situation, puisque les choses s'arrangeront, alors qu'on n'y croyait pas, là-bas, au moment de notre passage.

Or, il y a quelques jours, le Pathet-Lao a annoncé qu'il rendrait les deux provinces au Gouvernement royal. Il ne l'a pas fait par fidélité, mais par habileté.

Comment évoluera le Pathet-Lao ? Un jeune fonctionnaire français m'a dit qu'il rongera peu à peu tout le royaume ; membre de l'Ecole française d'Extrême-Orient, il vit au milieu des populations, parle leurs langues ... Dans l'immédiat, je crois que les élections plébisciteront le Gouvernement et que nous aurons quelque chose du type cambodgien, mais l'avenir n'est pas préjugé pour autant ! Son évolution dépend de nous pour une grande part ; il faut donc que nous fassions là-bas un puissant effort culturel, économique et même militaire.

Ayons une politique active et souple : nous pouvons tenir notre partie.

Notre carte, ce n'est pas tant la carte de l'Union Française (dont le nom est sur les timbres laotiens) qui ne pourrait prévaloir contre l'exemple des pays voisins. Il nous faut apporter au Laos la garantie de son indépendance contre des pays plus puissants,

M. LE PRESIDENT.- Je remercie notre collègue Léo Hamon de son exposé très complet. Permettez-moi d'ajouter que, dans ce monde "dur", il faut aider les pays pauvres ; les Laotiens sont les arriérés de l'Indochine, mais les plus fidèles à la France. Ne les laissons pas seuls !

.../...

- 9 -

M. MOTAIS de NARBONNE.- Les Anglais se sont attachés à la vieille idée d'une Confédération khmère. Croyez-vous que si, demain, un référendum a lieu au Vietnam et que le Vietminh emporte la partie au Nord et au Sud, il ne gagne pas toute l'Indochine ? Croyez-vous que le Laos ne "flambera" pas ?

M. LE PRESIDENT.- Nous devons jouer notre partie de toute façon ! Et, à ce propos, je dois dire que le Gouvernement de M. Edgar Faure s'est moqué de notre avis unanime : le soir même de notre vote, il supprimait d'un trait de plume le Ministère des Etats associés ! Il a reconnu avec bien de la rapidité le Gouvernement Diem, sans attente, sans examen !

J'insiste sur l'affaire des deux officiers français, car elle est, pour nous, une question de principe et de prestige ; en Orient, moins que partout ailleurs, il est interdit de perdre la face.

(Le Président lit un passage d'une lettre de M. l'Ambassadeur Hoppenot, reçue le matin même).

M. LE PRESIDENT.- S'aligner sur les positions américaines, c'est aller à une catastrophe, croyez-moi !

On peut jouer habilement notre partie au Nord et au Sud. Nous sommes d'ailleurs très mal informés par notre Gouvernement. C'est ainsi que je ne connaissais pas du tout Bao-Daï : il m'a demandé d'aller le voir. On lui a refusé catégoriquement son retour au Vietnam trois fois !

Là-bas, il n'y a que trois possibilités :

- la démocratie parlementaire : c'est encore un peu tôt, croyez-moi ;
- le principe de la légitimité ; il a ma préférence ;
- le communisme.

Je vais demander à M. Pinay de recevoir une délégation de la Commission qui l'entretiendra de tous ces problèmes. Etes-vous bien d'accord ?

(Assentiment).

Elle pourrait comprendre M. Brizard, M. Motaïs de Narbonne et moi-même.

.../...

SENSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

- 10 -

M. Léo HAMON.- Ce n'est pas dans huit jours ou dans quinze jours que vous devez voir notre Ministre des Affaires Etrangères ; la Commission doit aller dire à M. Pinay : "Il est impensable qu'on se précipite de cette façon dans les bras de M. Diem !...."

Le Président demande au Secrétariat de lui ménager cette entrevue pour cet après-midi ou demain.

La séance est levée à 12 heures 25.

Le Président,

Michel

Présente : MM. Henri JARRY, GAYLAND, FOUCHER, MARON, MICHELLET, Marius ROBERT.

Excusés : MM. Charles BRUNS, CHOQUET, FALGAS, YVES.

Assistants : MM. ENJALBERT, GOURA.

Assiste : MM. BOURN, BOUTENT, CLERC, HIRARD-ÉVILLAS, Léo HAMON, JACQUE, NEMO, PUYAT de BARDONNE, RIVIERE, ROCHEREAU.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

COMMISSION DE COORDINATION POUR L'EXAMEN DES
PROBLEMES INTERESSANT LES AFFAIRES D'INDOCHINE

Présidence de M. Edmond MICHELET, Président

Séance du Mardi 8 Novembre 1955

La séance est ouverte à 10 Heures 20

---:-

Présents : MM. Henri BARRE, BRIZARD, FOUSSON, MAROGER,
MICHELET, Marius MOUTET,

Excusés : MM. Charles BRUNE, CHOCHOY, PELLENC, YVER.

Suppléants: MM. ENJALBERT, GOURA.

Absents : MM. BOUSCH, BOUTEMY, CLERC, DURAND-RÉVILLE, Léo
HAMON, JAOUEN, MERIC, MOTAIS de NARBONNE, RIVIEREZ,
ROCHEREAU.

---:-

../..

- 2 -

ORDRE DU JOUR

I - Exposés :

- a) de M. ENJALBERT, sur la mission effectuée au Cambodge, par une délégation de la Commission, du 12 au 15 septembre 1955 ;
- b) de M. Edmond MICHELET, sur le voyage en Chine d'une délégation de la Commission, entre le 19 et le 25 septembre.

II - Questions diverses.

-:-

COMPTE RENDU

M. Edmond MICHELET, Président.- Mes chers collègues, je vais immédiatement passer la parole à M. René Enjalbert, qui relatera le séjour de la mission sénatoriale au Cambodge, entre les 12 et 15 septembre 1955.

M. ENJALBERT.- Mon exposé sera succinct, car je pense que ce sont les faits et les idées qui vous intéressent, plus que le "laïus" qui pourrait les accompagner ! (Sourires).

Je vous donne donc lecture de ce qui sera essentiellement pour vous un "aide-mémoire":

Et, tout d'abord, un bref compte-rendu de notre emploi du temps, entre le 12 et le 15 septembre.

Partie le matin du lundi 12 septembre de Vientiane, la délégation devait arriver à 11 Heures à Siem-Réap, où elle était accueillie par M. Pierre Gorce, Haut-Commissaire de France auprès du Gouvernement royal du Cambodge.

../..

- 3 -

Après un bref exposé sur l'ensemble des problèmes intéressant le Royaume, M. le Haut-Commissaire se faisait lui-même le guide de la délégation à travers les "ruines d'Angkor" : Prakhan, Bayôn, Angkor-Vat et il réunissait les parlementaires à dîner, avec M. le Gouverneur de la province de Siem-Réap.

Mardi 13 septembre :

Tandis que MM. Léo Hamon, Chochoy et Enjalbert visitaient les temples de Banteai, Srey et Banteai Samré, M. le Président Michelet, arrivé, le matin même, de Bangkok, effectuait, accompagné de M. Pierre Gorce, une rapide visite des "ruines".

Dès son arrivée à Pnom-Penh, à 17 heures, la mission entendait une série d'exposés techniques qui lui étaient faits par le Colonel Cadouk, chef de la mission militaire, M. Delvert, chef de la mission culturelle, M. Calzaroni, attaché commercial et M. Poulard, chef-adjoint de la mission économique.

La matinée du mercredi 14 septembre était consacrée à des audiences officielles :

à 9 H. - S.E. Pen-Nouth, Conseiller privé du Roi et Directeur des Services royaux ;

à 10 H.- S.E. Leng-Neth, Président du Conseil ;

à 11 H.- enfin, S.M. le Roi Suramarith recevait lui-même la délégation.

Celle-ci consacrait son après-midi à s'entretenir successivement, à l'Hôtel du Haut-Commissariat, avec les représentants des importateurs-exportateurs, des planteurs, des Français d'Indochine, des syndicats de fonctionnaires, et participait à un dîner officiel offert à son Excellence Leng-Neth, "Premier" Cambodgien et à de nombreuses personnalités du Royaume.

L'impossibilité, pour l'avion de la "mission Sainteny", de venir chercher les parlementaires le jeudi 15 septembre à Vientiane, obligeait ceux-ci à séjourner une journée encore à Pnom-Penh : visite des Palais Royaux, du Musée et de la Bibliothèque de la ville...

../..

- 4 -

M. Marius MOUTET.- A propos des "ruines d'Angkor", je dois dire ceci : je crains que, si la France ne peut plus être aussi présente au Cambodge que par le passé, ce ^{ne soit} ~~soit~~, comme le disait Malraux, "la lente remontée de la forêt primitive" !...

M. LE PRESIDENT.- Une de mes tristesses aura été de voir toutes les indications relatives à ces monuments prodigieux en caractères khmers, compris par quelques rares personnes lettrées, alors qu'il eût été si facile de laisser les caractères romains, témoignage de l'oeuvre remarquable accomplie par l'Ecole française d'Extrême-Orient !

-*-

M. ENJALBERT.- Dois-je vous rappeler maintenant les Conventions qui nous liaient au Royaume du Cambodge ?

(Assentiment).

Les voici :

- Convention inter-Etats, en application de l'accord franco-cambodgien du 8 novembre 1949 ;
- Convention sur les transmissions ;
- Convention sur la navigation sur le Mékong ;
- Convention sur l'utilisation du port de Saïgon ;
- Accords signés à Paris les 29 et 30 décembre 1954 et ressortissant à de nombreux domaines ; ces derniers accords annulent bien entendu les conventions antérieures dans la mesure où elles leur sont contradictoires.

-*-

Quel est l'esprit de la Constitution octroyée par le Roi Sihannouk (redevenu l'actuel Prince Sihannouk) à son peuple, en 1947 ?

Avant, c'était la multiplicité des partis, les députés à la dévotion des militants, l'absence de contacts avec l'électeur, l'instabilité gouvernementale...

Le Roi a voulu des candidats sans étiquette (le député et le maire d'une circonscription - le khum - sont élus pour 5 ans et révocables), l'indemnité parlementaire est payée au chef lieu du khum, il existe un certain contrôle des

..//..

- 5 -

fonctionnaires par le peuple ...

Il y a :

- une Assemblée de khet ou de province (groupes de khums ou cantons) ;
- une Assemblée populaire du Royaume à Pnom-Penh.

Quant à moi, je pense qu'il est encore possible d'avoir avec le Cambodge des relations du type de celles unissant les différents Dominions du Commonwealth.

-*-

M. LE PRESIDENT.- C'est une folie d'avoir supprimé le Ministère des Etats-Associés, car - avec des "formules" nouvelles, sans ~~date~~ - le Laos et le Cambodge ne demandent qu'à rester "associés" à la France !

-*-

Quelle est, au Cambodge, notre influence culturelle ?

A Pnom-Penh, la capitale, nous avons :

- une école primaire Norodom, avec 630 élèves (dont 220 Cambodgiens) ;
- le Lycée Descartes (13 classes et 470 élèves).

Des cours élémentaires de français sont donnés dans trois pagodes par des instituteurs cambodgiens.

L'enseignement cambodgien primaire porte sur 210000 enfants et le français est enseigné 8 heures par semaine ; au total, 80.000 élèves reçoivent un enseignement français solide.

Dans l'enseignement secondaire, le français - langue véhiculaire - tient une place importante car toutes les matières (sauf la langue et la littérature nationales) sont enseignées en français ; 9 établissements secondaires reçoivent 41.400 élèves.

../..

- 6 -

L'enseignement supérieur est encore à l'état embryonnaire : un Institut national d'Etudes juridiques; une Ecole royale de Médecine. Là, l'influence française est menacée par les Nationalistes et l'U.N.E.S.C.O.

Notre présence médicale, née avec la création en 1863 du premier Hôpital français de Pnom-Penh par Doudart de Lagrée, se maintient grâce à l'Ecole Royale.

-*-

Notre influence dans le domaine militaire ?

L'armée royale khmère, composée de 39.000 hommes (600 officiers) a ses cadres formés par nos instructeurs, 14 officiers et 52 sous-officiers, soit à l'Académie Royale, soit à l'Ecole militaire ; ils sont ensuite envoyés en France pour se perfectionner.

La Marine Royale assure la protection des côtes, mais nous avons là-bas un détachement français (12 officiers, 34 sous-officiers et 105 marins).

Enfin, la "mission militaire", sous les ordres du Colonel Cadouk, parachève cette oeuvre.

-*-

Je n'insisterai pas trop longuement sur la mission d'assistance technique et économique, car nous avons à cet égard une abondante documentation qu'il vous est loisible de consulter au Secrétariat.

Je citerai donc, en passant, quelques chiffres et situerai quelques problèmes.

Le Cambodge, avec une superficie de 175.000 Km², a une population de 4 millions d'habitants.

L'endettement du paysan cambodgien (les usuriers prêtent de l'argent à ~~aux~~ des taux allant jusqu'à 100 % !) est un facteur de stagnation économique et sociale (1.300.000 ha de rizières sur 2 millions d'ha cultivables).

.../...

- 7 -

M. Marius MOUTET.- Le grand problème de l'Asie, c'est la réforme agraire, car le paysan asiatique est "dévoré" par l'usurier, prélevant jusqu'à 25 et 30 % de la récolte !

M. LE PRESIDENT.- Vous avez raison ! Et ceci explique que les prélèvements d'Etat, en Chine populaire, ne paraissent pas monstrueux au paysan chinois. Il faut faire cette réforme agraire et ce n'est pas Ngo-Dinh-Diem qui la fera

M. ENJALBERT.- Le plan d'assistance économique et technique prévoit l'établissement d'un port à Kompong-Sam : les crédits sont de 3,2 milliards ; les Américains se sont engagés à faire la route. Il faut encore moderniser l'aéroport de Pochentong (975 millions), alimenter Phnom-Penh en eau potable (450 millions), construire un nouvel hôpital (260 millions).

M. LE PRESIDENT.- Et c'est la France qui est la nourrice bienveillante, là encore, alors que la fièvre de nationalisme est stupéfiante ! On veut son port, ses barrières douanières, son Institut d'Emission ! En quelques années, l'oeuvre d'unification que nous avons accomplie sera détruite. Nous commençons à faire de cette partie du Sud-Est une "unité" économique et administrative ...

M. ENJALBERT.- Je passe rapidement sur les autres problèmes, car ils ~~sont~~ traités dans notre "rapport d'information". En résumé, la France a accompli là-bas une oeuvre considérable ; sachons ne pas laisser dilapider l'héritage de nos ancêtres pour le plus grand bien de ces populations d'ailleurs, car - ne nous faisons pas d'illusions - nous partirs, d'autres prendront la place. Le grand "Secret" de la Conférence de Bandoeng, c'est cela : l'Asie se substituera à l'Europe en Afrique, non pas pour un mieux-être des Africains, mais pour y déverser son surplus de population !

M. Marius MOUTET.- C'est ce que les Américains n'arrivent pas à comprendre ! Le premier danger, pour l'Afrique, c'est l'Asie qui, en effet, déversera ses millions d'habitants sur ce "vase vide" qu'est l'Afrique ...

Il faudrait que, dans les instances internationales, l'Amérique et l'Europe coordonnent leurs politiques, au lieu de s'opposer comme le font actuellement les Etats-Unis, l'Angleterre et l'U.R.S.S. Le conflit actuel d'Orient, nous l'avons vu "pointer" à Helsinki avec les revendications arabes !

../..

- 8 -

M. LE PRESIDENT.- Je remercie notre collègue Enjalbert de son exposé très intéressant.

M. MAROGER.- Quels sont les rapports du Cambodge et du Siam ?

M. Marius MOUTET.- Ils ne sont pas excellents. Quelle joie, en 1946, lorsque j'ai fait restituer les trois provinces que le Siam leur avait arrachées en 1940 !

Dans l'attitude actuelle du Prince Sihannouk, il y a le désir d'un homme élevé par les Français pour que son pays échappe à la corruption asiatique. Là-bas, l'organisation de la justice est très déficiente: les "épices" sont courantes; les ressortissants français eux-mêmes ont besoin d'être protégés...

-*-

M. LE PRESIDENT.- J'en viens donc, mes chers collègues, à l'exposé que j'avais projeté de vous faire. Nous avons été invités - alors que nous étions déjà à Hanoï - à nous rendre à Pékin par l'intermédiaire de l'Ambassadeur de Pologne. Les membres de la "mission Sainteny" nous ont pressés d'accepter l'offre qui nous était faite officieusement par le truchement de l'Institut de Politique étrangère de la Chine.

J'avais subordonné mon acceptation à une condition qui a été accordée, celle d'emmener notre propre interprète, M. Alexis Régaloff, interprète de M. Pierre Mendès-France, lors des Accords de Genève.

Venons-en au voyage de la délégation.

Partie le lundi 19 septembre de Hanoï, celle-ci est arrivée à Hong-Kong à 16 heures. A notre escale de Tourane, nous avons eu confirmation de ce qui nous avait été dit : l'armée a fait là-bas 5 ou 6 milliards de travaux après la signature des Accords de Genève ! En fait, ce pourrait être une "masse de manœuvre". Cela suppose une politique intelligente, suivie ..., ce qui n'est pas le cas de notre pays, hélas ! à l'heure actuelle.

(Sourires).

.../...

- 9 -

A Hong-Kong, ville étonnante - souvenir du passé ou ville d'avenir ? - nous retrouvons un peu l'Angleterre ; nous y avons rencontré un attaché commercial très épris de son travail, M. Grimaud (M. de Buzon, le consul, nous a, par contre, laissé une impression très mitigée).

Les Français de là-bas étaient ravis que nous allions en Chine, mais croyaient que nous étions livrés "ad bestias" ! Ce ne fut pas le cas et nous fumes magnifiquement reçus et notre séjour très bien organisé par l'Institut dont je vous ai déjà parlé.

A la gare-frontière de Sham-Chun, changement de décor : une sorte de malaise physique, résultant du viol des foules, comme ont pu le connaître, en 1925-1926, MM. Herriot et Delbos. On est dans un Etat populaire, avec affiches gigantesques à la gloire du Chef de l'Etat et ce sentiment est encore accentué par la musique et les slogans diffusés dans le train chinois tout au long d'un voyage qui a duré 7 heures.

Malaise d'abord, mais considération aussi pour l'équipe d'hommes qui a pris en charge ce pays extraordinaire où les gosses sortent de partout (j'ai compris, ce jour-là, le problème du "birth control"). L'entreprise est gigantesque et mérite le respect, malgré l'irritation de l'Occidental violé dans ses réflexes individuels.

A la gare-frontière, un jeune interprète de 21 ans nous prit en charge et ne nous lâcha pas "d'une semelle", sauf à Pékin où il fut d'ailleurs remplacé par trois autres. "Profiteur du régime", eût dit mon camarade Chochoy ; peut-être ? Mais éminemment sympathique au demeurant et fort préoccupé de nos moindres aises.

A Pékin, nous fumes reçus par les dirigeants de l'Institut de politique étrangère, dont certains ont connu Paris et ont même opté définitivement pour le communisme au cours de leur séjour en France.

Je les ai un peu déroutés en leur demandant d'aller le lendemain matin à la messe. J'y fus conduit - à la Cathédrale - dans une "Zim" magnifique avec chauffeur à gants blancs !

Les Chinois sont très attachés au maintien de leurs traditions et leurs musées, palais et monuments sont admirablement entretenus. Au Temple des Nuages bleus, mausolée de Sun-Yat-Sen, nous lûmes le texte d'une lettre du premier révolutionnaire chinois à l'U.R.S.S., qui les avait aidés dans leur lutte

.../...

- 10 -

contre les puissances adverses.

Visite du Palais d'Eté, du Palais Impérial où nous vîmes la magnifique exposition de "3.000 ans d'art chinois", où il y a des objets d'art (vases, jades, bronzes...) extraordinaires.

On se rend très vite compte que la propagande est axée sur le thème : "Nous étions plus civilisés que vous ... Nous sommes maintenant libres, respectez-nous !".

Conversations de deux ordres :- avec M. Peng Tchen, Secrétaire Général du Comité permanent de l'Assemblée Populaire - qui n'est pas un pacifiste, ne jouant pas le même air que les Russes actuellement ! J'ai dû, devant lui, prendre la défense de nos Alliés américains ! (Sourires).

M. Peng Chen n'y a pas été "par quatre chemins" ; voici ce qu'il m'a dit textuellement : "Pour nous autres, 12 ou 15 ou 20 bombes atomiques en Chine ne seront rien, mais aux Etats-Unis, ce ne sera pas la même chose !" ;

- avec M. Chou-En-Laï, premier Ministre et Ministre des Affaires Etrangères, personnage étonnant et remarquable, cependant plus réservé, "homme d'Etat", qui nous a fait sentir en termes très cordiaux qu'il y avait beaucoup à faire sur le plan économique et culturel entre la France et la Chine. Mais mon ami Hamon en reparlera devant la Commission des Affaires Etrangères, le mercredi 15 novembre.

Ce qu'ils attendent immédiatement de nous ?

- la reconnaissance de la Chine populaire à l'O.N.U. ;
- le renvoi de l'Ambassadeur Chinois de Tchang-Kaï-Chek.

Il est évident qu'il faut reconnaître ce pays de 600 millions, ne serait-ce que pour permettre à nos ressortissants de respirer sous "la cloche d'air".

Le Président fait ensuite un bref compte-rendu de sa visite à une école de Religieuses catholiques.

../..

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

- 11 -

En conclusion, si vous le voulez bien, disons qu'il faut être là-bas car des marchés économiques importants nous y sont ouverts. Ne soyons pas grotesques et sachons faire le geste réaliste qui s'impose et permettra également à la France de continuer à jouer un rôle dans le Sud-Est asiatique.

La séance est levée à 12 heures 10.

Le Président,

René Nicot

Séance du mardi 22 novembre 1955

La séance est ouverte à 10 heures 15

Présents : M. DELARUE, CHOCHOT, FOUSSIER, LÉON HANON, MICHÉL.

Excusés : M. DUPOND-BÉVILLE, MÉRIS, TRÉLIER, TON.

Assistants : M. BÉLIER, M. BÉLIER-PATHE.

Secrétaire : M. André BARRÉ, BARRÉ, BARRÉ, Charles BARRÉ, CLAUDE BARRÉ, BARRÉ, BARRÉ de BARRÉ, BARRÉ BARRÉ, BARRÉ, BARRÉ.

MJ.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

SEANCE DU JOUR

COMMISSION DE COORDINATION POUR L'EXAMEN
DES PROBLEMES INTERESSANT LES AFFAIRES D'INDOCHINE

Présidence de M. Edmond MICHELET, président

Séance du mardi 22 novembre 1955

La séance est ouverte à 10 heures 15

Présents : MM. BRIZARD, CHOCHOY, FOUSSON, Léo HAMON, MICHELET.

Excusés : MM. DURAND-RÉVILLE, MÉRIC, PELLENC, YVER.

Suppléants: MM. ENJALBERT, Mme THOME-PATENOTRE.

Absents : MM. Henri BARRE, BOUSCH, BOUTEMY, Charles BRUNE,
CLERC, JACUEN, MAROGER, MOTAIS de NARBONNE,
Marius MOUTET, RIVIEREZ, ROCHEREAU.

.../...

- 2 -

ORDRE DU JOUR

I - Exposé de M. Bernard Chochoy sur la mission effectuée au Nord-Vietnam par une délégation de la Commission, du 16 au 19 septembre 1955.

II - Communication de M. Luc Durand-Réville sur les élections au Vietnam.

III - Questions diverses.

-:-:-:-:-

COMPTE RENDU

M. MICHELET, président.- Mes chers Collègues, je déclare la séance ouverte et donne la parole à M. Bernard Chochoy qui va vous donner un compte rendu de notre séjour à Hanoï, c'est-à-dire de la partie la plus intéressante de notre voyage en Indochine.

M. Bernard CHOCHOY.- Je vais donc vous parler de la situation dans le Nord-Vietnam. Je voudrais surtout qu'après mon exposé vous me posiez des questions afin qu'un débat s'instaure sur les importants problèmes qui se posent à nous dans cette région.

Nous avons été accueillis à Hanoï, le 16 septembre, par MM. Argod et Billecocq, respectivement conseillers diplomatique et économique, ainsi que par une importante délégation Vietminh composée de représentants des différents ministères et d'associations de jeunesse.

Nous avons donc eu le sentiment que notre réception avait été organisée et orchestrée depuis plusieurs jours. Le contraste était, en tout cas, frappant avec la réception assez discourtoise qui nous avait été faite à Saïgon...

M. LE PRESIDENT.- Le contraste était exagéré et frappant !

M. Bernard CHOCHOY.- Au cours du déjeuner, M. le Conseiller Argod nous fit un exposé très intéressant sur la situation et, notamment, sur le projet d'accord commercial élaboré par M. Billecocq. Il était, notamment, question de mille tonnes de caoutchouc fumé auxquelles les autorités Vietminh tenaient beaucoup.

.../...

- 3 -

Les autorités du Nord-Vietnam attendent de nous que nous soyons, vis-à-vis des Américains, des espèces de forceurs de blocus. L'attitude de nos amis américains n'apparaît, d'ailleurs, déraisonnable. Nous risquons de perdre nos positions économiques au profit de pays de l'Est européen, de l'Angleterre et même des Etats-Unis lorsqu'ils auront décidé de reviser leur position!

En attendant, l'aide chinoise est de l'ordre de 120 milliards par an et le soutien russe équivaut à 33 milliards.

M. Cans, agent consulaire, a mis l'accent sur le problème des immeubles, propriété française; celui des charbonnages, des domaines fonciers et des 5.000 retraités a également été évoqué.

Le même jour, à 16 heures, nous avons eu un entretien avec M. Pham-Van-Dong, Ministre des Affaires Etrangères. La question des élections de 1956 fut abordée. Le Ministre insista sur le caractère provisoire de la situation actuelle et sur la nécessité pour la France de respecter sa signature et d'entretenir des relations amicales avec la République populaire du Nord-Vietnam.

M. Michelet affirma notre volonté de respecter les accords de Genève, du moins en ce qui nous concerne. Il apparaît difficile, en effet, d'imposer nos vues à M. Ngo-Dinh-Diem, plus ou moins appuyé par les Américains dans sa volonté d'ignorer les accords.

Il nous est apparu, d'autre part, que si le Vietminh tient aux élections, il n'est pas tellement hostile à ce qu'elles soient différées. Les dirigeants de la zone nord estiment, avec raison, que le temps et la politique de Ngo-Dinh-Diem travaillent pour eux.

Pour ma part, je crois fermement qu'un chef de gouvernement valable et représentatif aura pu préserver le Sud-Vietnam du communisme.

Nous avons été reçus, ensuite, par une commission permanente des membres de l'Assemblée Nationale Vietminh. En effet, le Parlement ne se réunit qu'une fois par an pour une session d'une douzaine de jours et délègue, le reste du temps, ses pouvoirs à une commission permanente.

La conversation porta également sur les accords de Genève et les relations franco-vietminh.

.../...

- 4 -

Nous fûmes reçus le soir à une réception au Ministère des Affaires Etrangères. Peu de Français avaient été invités, hormis le docteur Blondelle, éthylique et opiomane, crypto-communiste notoire, et le représentant de "L'Humanité" à Hanoï.

Nous eûmes, après le repas, un entretien avec Hô-Chi-Minh.

Le Président de la R.D.V.N. a, devant nous, traité de trois problèmes :

- la normalisation des relations franco-vietminh ;
- l'installation d'une délégation de la République démocratique du Vietnam à Paris ;
- le problème des élections de 1956.

Sur le premier point, Hô-Chi-Minh a marqué une certaine rancœur de notre attitude et comparé sa façon d'être avec celle de M. Ngo-Dinh-Diem, qui marque, à tout instant, son hostilité à la France.

M. Michelet a fait ressortir que la présence de la délégation était la preuve de la bonne volonté de la France et de son désir de normaliser les relations entre les deux pays.

En ce qui concerne le problème de la délégation vietminh à Paris, notre position est vraiment insoutenable, car les ressortissants du Nord-Vietnam ne peuvent s'adresser à personne pour défendre leurs intérêts ou même obtenir un visa !

M. BRIZARD.- Quelle objection notre Gouvernement fait-il à cela ?

M. LE PRESIDENT.- Il n'en a pas de valable... J'ai dit à MM. Edgar Faure et Teitgen ce que j'en pensais ! Ce qui m'a le plus frappé à Hanoï, c'est la conversation que nous avons eue, une fois que les dirigeants du Nord-Vietnam eurent appris que nous allions à Pékin : "Nous n'avons besoin de personne pour causer entre nous... Nous avons la même culture..."

La Chine est leur ennemie traditionnelle, vous le savez bien, et ils craignent de retomber sous sa coupe, maintenant qu'elle est là toute proche.

Nous devons insister pour obtenir une représentation de la République démocratique du Viet-Nam à Paris, dans le plus bref délai, sinon, la "mission Sainteny" ne pourra rester.

.../...

- 5 -

M. CHOCHOY.- Les attermoissements ne sont pas étrangers au non-retour du Gouverneur Sainteny à Hanoï ; notre comportement, notre absence de relations ne servent pas les intérêts de la France, croyez-moi !

Sur les élections de 1956, le Président Hô-Chi-Minh ne pouvait pas nous faire entendre autre chose que ce que nous avait dit Pham-Van-Dong : il désire l'unité du Vietnam mais peut-être y a-t-il lieu d'attendre.

Voyez l'attitude des Russes à Genève : il semble bien qu'on en soit maintenant arrivé à ce point de vue.

* *
M. CHOCHOY.- Est-ce que la France est encore présente au Nord-Vietnam ?

C'est ^{toute} la question de notre présence culturelle. Nous avons visité les établissements scolaires et, particulièrement, le nouveau lycée Albert Sarraut ; également, l'Institut Pasteur (où nous avons rencontré le Professeur Marneffe), le Musée Louis Finot, l'Ecole française d'Extrême-Orient, l'Institut du Cancer, le Dispensaire Laënnec et la Clinique St Paul.

Il faut que notre Gouvernement fasse un effort pour le maintien là-bas de nos professeurs, de nos médecins, de nos chercheurs.

Voici ce qu'écrivait M. Maurice Durand, Directeur de l'Ecole française d'Extrême-Orient :

"Dans des circonstances difficiles, l'Ecole Française d'Extrême-Orient s'est élevée au-dessus des oppositions de ce monde pour ne pas considérer que l'universalité et la pérennité de la science. C'est à Hanoï, au berceau même de la Nation Vietnamiennne, que, voici plus de cinquante ans, elle a installé son siège et organisé ses travaux. Jamais depuis elle ne s'est départie de sa tâche qui est la connaissance de toutes les civilisations anciennes et modernes de l'Asie Orientale et tout particulièrement, dans ce pays, de la civilisation vietnamienne. C'est en étudiant d'une manière désintéressée mais passionnée la noble histoire du peuple vietnamien, ses arts, sa littérature, que ce qui, au départ, était une rencontre entre la France et lui, est devenu une amitié, un attachement sentimental dont les liens ne sauraient se rompre, quoi qu'il puisse arriver."

Il serait criminel de galvauder notre position au Nord-Vietnam, même si nous n'avions plus avec lui de relations commerciales!

.../...

- 6 -

La coexistence économique au Nord-Vietnam m'apparaît, en effet, presque impossible ; je ne suis pas persuadé qu'il y avait autre chose à faire que ce que nous avons appelé "l'opération valise".

Il faut se rappeler la panique qui a précédé l'entrée imminente du Vietminh à Hanoï.

M. LE PRESIDENT.- Peut-être, mais les gens dont les grands-parents avaient le goût du risque semblent l'avoir brusquement perdu ! J'ai été frappé en parlant, à Bangkok, avec des représentants d'Optoy, de Denis frères et de la Banque d'Indochine, de constater que les commerçants regrettaient d'avoir si rapidement "lâché" le Nord-Vietnam. Nous avons rencontré à Hanoï beaucoup de gens sincèrement déçus et mécontents de ce départ des Français.

M. CHOCHOY.- Je ne suis pas d'accord avec M. Paul Bernard qui a écrit un article sur l'oraison funèbre de la coexistence dans le Nord-Vietnam. Je crois qu'il y a quelque chose à faire mais dans le cadre d'un large accord de normalisation des relations entre la France et la R.D.V.N. Je pense que notre politique de bouderie et d'isolement n'est pas la bonne.

Pour ma part, je suis convaincu que, ^{si} dans l'avenir, nous avons des chances de reprendre des relations fructueuses avec l'Indochine, ce sera avec le Nord-Vietnam plus qu'avec la zone sud.

M. LE PRESIDENT.- Je remercie M. Chochoy et je pense que ses conclusions sont les vôtres.

En ce qui concerne l'attitude de nos nationaux, je déplore notamment celle de la Banque d'Indochine, qui ne veut rien faire avant d'avoir obtenu de la France le remboursement de ses dommages de guerre.

J'ai regretté, d'autre part, que le Secrétariat d'Etat aux Affaires Etrangères n'ait pas trouvé le temps de nous recevoir à notre retour et j'approuve l'attitude de notre ami M. Brizard qui a répondu que cette entrevue lui apparaissait maintenant trop tardive pour être valable !

M. Léo HAMON.- En ce qui concerne l'attitude des commerçants français, je rappelle que ceux-ci ont, dans les derniers temps de la guerre d'Indochine, fait des bénéfices très importants amortissant deux ou trois fois leur matériel. Ces profiteurs de guerre se sont mués instantanément en sinistrés de la défaite !

.../...

- 7 -

Que pouvait-on faire ? La solution de l'élaboration de sociétés d'économie mixte paraissait possible et intéressante mais les Américains y ont mis leur veto comme ils se sont opposés à la desserte des aérodromes d'Hanoï et de Haïphong par nos avions.

Je crains que le passage des Etats Associés aux Affaires Etrangères n'ait des conséquences exactement opposées à celles qui sont avouées. Je rappelle que l'Inde et le Pakistan ne dépendent pas du Foreign Office mais d'un ministère spécial, celui du Commonwealth.

M. LE PRESIDENT.- Je vous propose de renouveler notre désir par une motion ainsi rédigée :

"La Commission de Coordination pour les Affaires d'Indochine, justement émue de la disparition brutale du Secrétariat d'Etat chargé des Etats Associés, au lendemain même du jour où le Conseil de la République, à une très large majorité, en demandait le maintien, invite le Gouvernement à rétablir un ministère ou un secrétariat d'Etat aux Etats Associés."

(Assentiment unanime de la Commission).

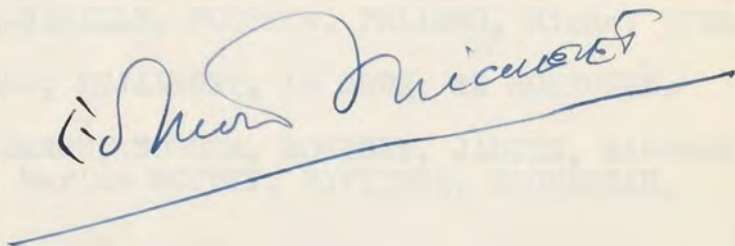
M. LE PRESIDENT.- Je rappelle l'éviction intolérable de nos deux compatriotes journalistes qui n'avaient que le tort de dire la vérité !

M. Léo HAMON.- Le fait de pouvoir expulser nos compatriotes implique qu'ils sont considérés comme des étrangers !

M. LE PRESIDENT.- Personne ne demande plus la parole ?

La séance est levée à 12 heures 10.

Le Président,

A handwritten signature in blue ink, which appears to be "Edmond Michelet", is written over a horizontal line.

MJ*

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION DE COORDINATION POUR L'EXAMEN
DES PROBLEMES INTERESSANT LES AFFAIRES D'INDOCHINE

Présidence de M. Edmond MICHELET, président

Séance du mercredi 8 février 1956

La séance est ouverte à 10 heures 10

Présents : MM. BRIZARD, CLERC, Léo HAMON, MICHELET, MOTAIS
de NARBONNE.

Excusés : MM. DURAND-RÉVILLE, FOUSSON, PELLENC, Michel YVER.

Suppléants: MM. BOISROND, ENJALBERT, LE GROS, de MONTULLE.

Absents : MM. Henri BARRE², BOUSCH, BOUTEMY, JAOUEN, MAROGER,
MERIC, Marius MOUTET, RIVIEREZ, ROCHEREAU.

.../...

- 3 -

A Madagascar, quelle est la situation ?

Il existe là-bas quelques dizaines de milliers d'Indiens et j'ai voulu voir - par moi-même - si un reclassement était vraiment possible.

dans la Grande Ile Le B.D.P.A. (1), avec lequel j'ai pris contact, a pour mission d'assurer l'implantation des Français dans les Terri-
toires d'Outre-Mer. Je suis allé ~~là-bas~~ du 6 au 14 janvier dernier. Je me suis tout de suite aperçu que le problème demeure assez compliqué.

Madagascar, je vous le rappelle, a une superficie qui représente celles de la France, de la Belgique et de la Hollande réunies. On y trouve 4,5 millions d'habitants et l'île n'est pas une terre inculte comme il a été affirmé.

En théorie, le problème du reclassement des Eurasiens pourrait paraître facile à résoudre et pourtant il n'en est rien et l'on rencontre plusieurs difficultés.

Première difficulté : l'Administration est effrayée à l'idée d'accueillir ces réfugiés qui peuvent, éventuellement, être des éléments du Viet-Minh. Une autre préoccupation est de savoir dans quelle mesure on va écouter les autochtones qui ne veulent pas entendre parler d'implantation étrangère. C'est sans doute là l'éveil d'un nationalisme que nous connaissons bien.

J'ai eu l'occasion, en 1946, lorsque j'étais ministre, de rapatrier des combattants malgaches qui étaient en France depuis 1939, ce qui, du reste, m'a été par ailleurs reproché, mais qui, lors de ma dernière mission, m'a facilité mes relations avec les leaders malgaches.

Deuxième difficulté : le fait que le B.D.P.A. reclasse déjà de la main-d'oeuvre dans la Grande île, qui provient de la Réunion. Cela constitue une population supplémentaire de 150.000 habitants que l'on appelle "petits blancs", assez dégénérés.

Le B.D.P.A. a commencé de prendre en charge une partie de ces émigrants "réunionnais". Comment y adjoindre les Eurasiens sans soulever les protestations des autochtones, qui se disent propriétaires des terres mêmes incultes ?

(1) B.D.P.A. : Bureau d'études pour la production agricole.

- 4 -

J'ai obtenu un préjugé favorable des assemblées locales, de l'Administration et, surtout, l'accord enthousiaste des cadres du B.D.P.A., soucieux de rendre service et prêts à accueillir 200 familles.

Il nous faut, maintenant, obtenir l'accord du Ministre intéressé (lequel ? je n'en sais rien !...) et, alors, nous pourrions nous flatter d'avoir fait, au sein de cette Commission, un travail concret.

M. BRIZARD.- Avez-vous une promesse formelle du Gouvernement ?

M. LE PRESIDENT.- Je l'avais eue de MM. Teitgen et Laforest.

M. MOTAIS de NARBONNE.- J'ai, moi-même, la charge pénible de présider une commission interministérielle qui s'occupe également de ces problèmes ; elle se réunit une fois par semaine rue de Lille, mais, en son sein, les oppositions des différents ministères s'y rencontrent ! Nos crédits sont ridicules ; en un an, nous avons dépensé 35 millions : création de centres principalement (à Royan, par exemple). Bien entendu, nous avons limité notre aide aux familles les plus nécessiteuses, qui sont très souvent désorientées lorsqu'elles arrivent (par le climat, le mode de vie...)

Je dois ajouter qu'un certain nombre se sont déjà reclassés par eux-mêmes.

Il n'est donc pas question d'envoyer ici ou là des éléments qui ne peuvent professionnellement s'intégrer dans nos territoires d'outre-mer.

Il y a également ceux qui avaient été, jusqu'à présent, employés par les services de l'Armée et ceux-là sont parfaitement utilisables.

M. LE PRESIDENT.- Je vous remercie beaucoup, mon cher Collègue, et je dois ajouter que plusieurs personnes que j'ai rencontrées m'ont dit leur satisfaction de savoir que vous vous occupiez de ces réfugiés Eurasiens.

M. MOTAIS de NARBONNE.-En conclusion, il faudrait qu'un haut-fonctionnaire qualifié soit désigné pour prendre des décisions et donner des ordres car les commissions, qui s'occupent jusqu'à présent de ces questions, ne sont que consultatives.

Ce qui est grave, également, c'est qu'on ne peut connaître le Ministre responsable de tous ces problèmes.

.../...

- 5 -

Vous savez comment, par de simples décrets, le nouveau Gouvernement a détaché de l'Union Française nos Etats d'Indochine en créant, pour des raisons de dosage politique, des Secrétariats d'Etat rattachés au Ministère des Affaires Etrangères. Cela est inadmissible constitutionnellement!

M. Léo HAMON.- Je partage l'indignation de M. Motais de Narbonne mais j'ajoute que nous conservons un moyen juridique de revenir sur les décisions apparemment prises par les textes. Je précise qu'en Angleterre, l'Inde ne dépend pas du Foreign Office mais d'un Ministère du Commonwealth.

M. BOISROND.- Il existe à Madagascar et à La Réunion des éléments indiens qui font une propagande anti-française. N'y aurait-il pas moyen de les mettre à la porte et de les remplacer par ces Eurasiens dont vous nous avez parlé ?

M. LE PRESIDENT.- Le problème est très compliqué, car le leader indien est toujours un "naturalisé français" ; certes, le dernier consul indien a été rappelé par son Gouvernement mais notre préfet de La Réunion, qui avait voulu expulser un indien trublion, a été traité de "raciste" ! Les Chinois, eux, sont tranquilles. Les Indiens - exploiters des autochtones par le système de l'usure - sont haïs de la population indigène... Ils sont 35.000 et se partagent, avec les Chinois, le commerce et les petites entreprises.

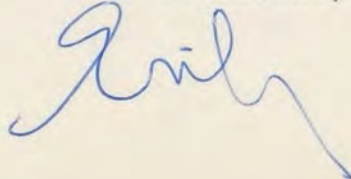
Croyez-moi, les Malgaches sont des gens pacifistes et les plus extrémistes ne veulent pas sortir de l'Union française ; malheureusement, nous ne pouvons rien pour construire cette Fédération à laquelle tout le monde aspire.

M. ENJALBERT.- Justement, ces Indiens sont musulmans et ils continuent, là-bas, l'agitation que nous connaissons en Afrique du Nord. Les Comores sont musulmanes...

M. MOTAIS de NARBONNE.- Voilà un grand sujet de méditation et d'action ! Créer un grand ministère de l'Union Française avant que celle-ci n'ait disparu !

La séance est levée à 11 heures 05.

Le Président,



CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE
LL

COMMISSION DE COORDINATION POUR L'EXAMEN DES
PROBLEMES INTERESSANT LES AFFAIRES D'INDOCHINE

Présidence de M. Edmond MICHELET, Président

Séance du mercredi 15 février 1956

La séance est ouverte à 11 heures 15

- Présents : MM. BRIZARD, Léo HAMON, MÉRIC, MICHELET, MOTAIS DE NARBONNE, YVER.
- Excusés : MM. BOUSCH, DURAND-RÉVILLE, PELLENC.
- Suppléants: MM. LE GROS, RAMAMPY.
- Absents : MM. Henri BARRÉ, BOUTEMY, CLERC, FOUSSON, JAOUEN, MAROGER, Marius MOUTET, RIVIEREZ, ROCHEREAU.

ORDRE DU JOUR

- I - Exposé de M. Motaïs de Narbonne sur le texte de sa question orale avec débat relative à la politique française au Vietnam.
- II - Questions diverses.

-:-

COMPTE RENDU

M. Edmond MICHELET, PRESIDENT.- Mes chers Collègues, je donne la parole à M. Motaïs de Narbonne qui va nous faire un exposé de la situation politique actuelle au Vietnam.

M. MOTAÏS DE NARBONNE.- Mes chers Collègues, Il faut reconnaître que le Gouvernement actuel, qui doit régler la situation présente en Indochine, n'a pas la responsabilité des erreurs passées; je me garderai donc bien de l'attaquer au cours de mon intervention.

Le problème qui se pose est de savoir si nous pouvons avoir en Extrême-Orient une politique indépendante? Voyons comment se présentent les choses.

Nous partons, bien entendu, des Accords de Genève. Nous constatons la survie du Vietnam-Sud dans une formation politique et économique qu'il n'a pas instituée puisqu'il n'a pas participé aux Accords.

L'abstention de la politique française dans ces pays est à l'origine de tous nos malheurs. Il faut aussi tenir compte des sentiments du Président Diem qui est foncièrement anti-communiste, ce qui explique son rapprochement initial avec les U.S.A. Nous avons vu, ainsi, les conseillers américains remplacer les conseillers français. De même, a lieu un remplacement des professeurs français par des professeurs américains...

De plus, le Président Diem, ayant bien maintenant le pouvoir en main, entend le garder et il veut manifester son autorité de toutes les manières.

.../...

- 3 -

Pour marquer définitivement - sur le plan constitutionnel - la scission avec la France, M. Diem a retiré les conseillers vietnamiens de l'Union française, ce qui nous met, de notre côté, dans une position difficile...

M. BRIZARD.- Les Américains veulent exporter là-bas tous les produits alimentaires. C'est tout de même inconcevable !

M. MOTAIS DE NARBONNE.- Quelle est la politique américaine ? M. Foster Dulles pensait détenir le monopole de l'intimidation, d'où la mise sur pied de l'armée nationale vietnamienne par le Général Collins. Veulent-ils l'entente avec le Nord ou la rupture par la guerre ?

J'aurais compris qu'ils nous disent de nous en aller. Ce n'est même pas cela qui s'est passé et les nationalistes vietnamiens voient maintenant avec inquiétude les Américains se substituer à nous, dont la domination était combien plus douce !

J'ai l'intention de poser un certain nombre de questions tendant à savoir s'il existe - oui ou non - entre les U.S.A. et nous une sorte d'accord secret qui expliquerait cette éviction. Je m'explique :

1°) D'abord, l'essai tenté par Sainteny - dans le Nord - d'obtenir une sorte de "permanence" française et le télégramme impératif du State Department, adressé à notre Ministère des Affaires Etrangères, demandant que ces tentatives de coexistence soient interrompues;

2°) Il y avait dans l'air, dès le moment où Mendès-France était Président du Conseil, une propagande pour que le Ministère des Etats-Associés relève directement du Ministère des Affaires Etrangères, alors que le Laos et le Cambodge ne demandaient pas, alors, à sortir de l'Union française. Or, cela est dû à la pression américaine.

M. LE PRESIDENT.- Si vous pouvez le démontrer "sur pièces", c'est un argument qui portera vis-à-vis de l'actuel Ministre des Affaires Etrangères, M. Pineau.

M. MOTAIS DE NARBONNE.- J'ai d'ailleurs contacté ses services et leur ai demandé ce que nous attendons pour nous entendre avec les Américains. Il m'a été répondu que ce serait ouvrir la porte à une "contre-partie" en Afrique du Nord! Cela me semble actuellement impossible et impensable !

.../...

- 4 -

Il faut donc reconsidérer une politique commune. Il n'est pas question de conflit et il ne subsiste donc que la voie de l'entente. L'intérêt vietnamien tout entier consiste à maintenir le "statu quo".

Nous avons ainsi deux langages à tenir :

1°) un langage réaliste. Certes, nos atouts sont maigres. Nous avons enlevé notre corps expéditionnaire mais il reste 25.000 hommes, malgré tout, qui sont encore "les yeux" de l'armée nationale vietnamienne.

D'après les Accords de Genève, il est impossible à une puissance étrangère de fournir des armes au Vietnam. Notre corps expéditionnaire est donc une garantie tant que nous le maintiendrons là-bas.

Sur le plan économique, évidemment, nos industries ferment leurs portes. Il s'agit de savoir si nos amis américains peuvent, dans ce domaine, prendre la relève ?

2°) un langage d'amitié. Il est heureux de constater le vieil élément d'amitié qui a subsisté entre les Vietnamiens et nous. Il faut donc arriver à une entente entre le Nord et le Sud mais cette entente ne sera possible qu'avec les Français et non avec les Américains; tout ceci démontre bien la nécessité de maintenir notre présence dans ces pays et c'est ainsi que je terminerai mon intervention.

M. LE PRESIDENT.- Je veux vous remercier d'avoir bien voulu venir devant notre Commission exposer les grandes lignes de votre question orale avec débat. Il faut rappeler aux Américains que nous sommes plus qualifiés qu'eux pour assurer la paix là-bas. D'autre part, Sainteny n'attend plus qu'un accord écrit pour repartir et cela renforcerait notre position en Indochine. Le style Sygman Rhee dans le Sud est contraire à nos principes, à notre générosité. Le Président Diem n'acceptera de nous entendre comme "interlocuteur valable" que s'il s'aperçoit que nous sommes encore présents au Nord.

Il faut que l'opinion française se rende compte de la situation en Indochine; le gouvernement vietnamien a besoin de nous pour se renforcer. Je me permettrai d'intervenir en votre nom pour dire que nous sommes d'accord avec les conclusions de M. Motais de Narbonne.

J'ai appris avec stupéfaction que, lors de son récent séjour en France, pendant deux mois, personne n'a reçu le

.../...

prince Sihannouk, ancien roi du Cambodge et première personnalité de ce Royaume actuellement !

Le Président Ho-Chi-Minh lui-même était personnellement disposé à maintenir le Vietnam-Nord dans l'Union française et il nous l'a dit, lors de notre séjour à Hanoï. Nous devons être circonspects, mais cette affirmation est un élément de discussion avec le Sud qui ne nous a jamais fait les mêmes propositions !

M. BRIZARD.- Au moment de Dien-Bien-Phu, l'Amérique voulait nous envoyer son armée coréenne...

M. Léo HAMON.- Mes vues sont très proches de celles qui viennent d'être exposées. Je me suis du reste fait inscrire dans le débat.

Nous devons tenir compte de la situation cambodgienne et prendre nos amis tels qu'ils sont, aussi bien au Laos qu'au Cambodge. Le problème de l'Indochine ne se sépare pas du problème de nos relations avec la Chine. En ce qui concerne le Sud Vietnam, il y a une situation toute différente.

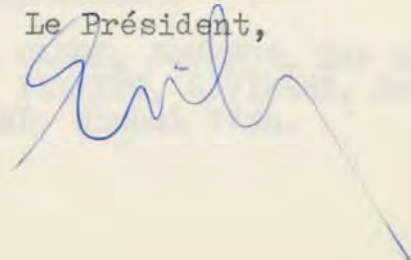
Le Gouvernement actuel, qui nous est ouvertement hostile, ne prête aucune oreille à nos propos et encore moins à nos propositions. Nous devons donc éviter de paraître contents de la situation si nous ne pouvons, par ailleurs, éviter les coups. Il ne faut pas, enfin, nous montrer complices de la non-application des accords passés.

M. MOTAIS DE NARBONNE.- Je voulais encore apporter une précision. Nous avons été amenés à retirer certains de nos hauts fonctionnaires qui faisaient une politique valable, alors que les fonctionnaires américains, après être partis, sont revenus deux mois après.

M. Léo HAMON.- Je vous rappelle que le Colonel Lansdale est l'homme qui avait rédigé lui-même ce tract anti-français appelant au pogrom de nos compatriotes en Indochine.

La séance est levée à 12 heures.

Le Président,



COMMISSION DE COORDINATION POUR L'EXAMEN DES
PROBLEMES INTERESSANT LES AFFAIRES D'INDOCHINE

Présidence de M. Edmond MICHELET, président

Séance du mercredi 25 avril 1956

La séance est ouverte à 16 heures 40

Présents : MM. MÉRIC, MICHELET, MOTAIS de NARBONNE, Marius MOUTET.

Excusés : MM. Henri BARRE, BRIZARD, CHAMAULTE, DURAND-RÉVILLE.

Suppléants: MM. AUBÉ, BOISRON, ENJALBERT.

Absents : MM. BOUSCH, BOUTEMY, CLERC, FOUSSON, Léo HAMON, JACUEN, MAROGER, PELLENC, RIVIEREZ, ROCHEREAU, Jean-Louis ROLLAND, Michel YVER.

.../...

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Organisation du programme de travail de la Commission.
- II - Questions diverses.

--:--:--:--:--

COMPTE RENDU

M. Edmond MICHELET, président.- Mes chers Collègues, la première question qui se pose à nous est celle du maintien de notre Commission étant donné que l'Assemblée n'a pas encore reconduit la sienne depuis la dissolution du 2 décembre 1955.

Les arguments pour la suppression sont connus ("il n'y a plus d'Indochine française" entend-on dire) mais les "contre" sont valables, s'ils sont moins connus, car nous sommes, ici au Sénat, contre un certain nombre d'abandons! C'est d'ailleurs une erreur de penser qu'il n'y a plus d'Indochine française, car si le Sud est provisoirement entre les mains des Américains (par le truchement du gouvernement Diem) et le Nord sous la coupe d'Ho-Chi-Minh, il y a surtout deux Etats indépendants : le Laos et le Cambodge - qui, après bien des flottements, semblent vouloir maintenir une présence française.

La dissolution de notre organisme aurait d'ailleurs pour objet de renvoyer à d'autres commissions la défense d'intérêts français importants, qui sont ceux du Vietnam.

Récemment, un ancien ministre de Bao-Daï me disait qu'il fallait faciliter les rencontres (et, peut-être dans l'avenir, l'unité) du Nord et du Sud-Vietnam ; nous sommes bien placés pour le faire, je le pense...

Y a-t-il donc lieu de maintenir notre Commission ?

M. MOTAIS de NARBONNE.- Cela ne fait pas de question, mon cher Président.

MM. AUBÉ et MÉRIC.- Oui, il faut la maintenir.

.../...

- 3 -

M. BOISROND.- Quant à moi, je suis très sceptique sur son utilité.

M. LE PRESIDENT.- Notre Assemblée doit être vigilante ne serait-ce que pour le Laos.

Je persiste à penser - qu'en l'état actuel des choses - nous aurions au moins pu garder Cap St Jacques que personne ne tient à occuper militairement. Nous aurions pu y conserver une base, même à terme.

M. MOTAIS de NARBONNE.- Nous sommes entièrement d'accord.

M. LE PRESIDENT.- Je pense donc qu'il est nécessaire de demander à M. Pineau de venir devant nous quand il en aura le loisir. Nous pourrions prévoir cette réunion pour jeudi 3 mai?

Je suis également saisi, par de nombreux réfugiés et spoliés, des doléances qui résultent de leur pénible situation.

Il serait bon de pouvoir les entendre.

M. MOTAIS de NARBONNE.- Le problème qui se pose est essentiellement celui des transferts.

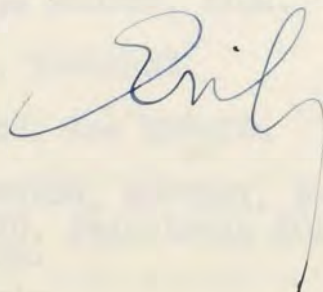
Il faudrait également étudier la question des dommages de guerre et l'indemnisation des pertes patrimoniales subies dans le Nord-Vietnam.

M. LE PRESIDENT.- Je crois que toutes ces questions pourront être débattues en présence du Ministre. Nous lui demanderons donc de venir jeudi prochain.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 heures 05.

Le Président,



COMMISSION DE COORDINATION POUR L'EXAMEN DES
PROBLEMES INTERESSANT LES AFFAIRES D'INDOCHINE

Présidence de M.Edmond MICHELET, Président

Séance du Vendredi 1er Juin 1956

La séance est ouverte à 16 heures 05

Présents : MM.CHAMAULTE, Léo HAMON, MICHELET, MOTAIS de
NARBONNE, Marius MOUTET, YVER.

Excusés : MM.DURAND-RÉVILLE, RIVIEREZ.

Suppléants: MM.RAMAMPY, LE GROS, Mme DEVAUD.

Absents : MM.Henri BARRE², BOUSCH, BOUTEMY, BRIZARD, CLERC,
FOUSSON, PELLENC, Jean-Louis ROLLAND, JAOUEN,
ROCHEREAU, MERIC.

ORDRE DU JOUR

- I.- Exposé de M.Marius MOUTET, sur la situation actuelle au Vietnam;
- II.- Audition de M.BLATEAU, Avocat à la Cour, sur la création d'une Société d'économie mixte dans le Sud-Vietnam;
- III.- Questions diverses.

-:-:-

COMPTE RENDU

M.Edmond MICHELET, Président.- Mes chers Collègues, la séance est ouverte. Nous allons procéder à l'audition de M.Blateau, avocat à la Cour, puis-si vous n'y voyez pas d'inconvénient-à celle de M.Lenormand, vice-président du groupement de défense des petits et moyens intérêts français au Vietnam, qui a exprimé le désir de nous exposer la situation des adhérents de son groupement et les diverses solutions qu'il préconise aux problèmes qui les confrontent.

M.Marius MOUTET.- M.Blateau revient d'Indochine où il a eu des contacts intéressants avec les pouvoirs publics vietnamiens et la Chambre de commerce. Il est l'auteur d'un projet tendant à créer une Société d'économie mixte franco-vietnamienne. J'ai pensé qu'il serait intéressant pour notre Commission de l'entendre.

(Assentiment).

* * * * *

I.- Audition de M.BLATEAU, Avocat à la Cour

M.BLATEAU.- En qualité de conseiller juridique de l'Ambassade d'Indonésie depuis 1950, j'ai été amené à étudier les problèmes économiques des pays nouvellement promus à l'indépendance. Au cours de mes voyages à Djakarta, j'ai fait quelques séjours à Saïgon; dès 1954 j'ai pris position en faveur de M.Diem. Lors d'un récent voyage j'ai lancé l'idée de la création d'un "Holding" qui est basée sur les considérations suivantes :

Nous avons des intérêts importants au Sud-Vietnam, il est difficile de les chiffrer avec précision mais on peut (en totalisant les Sociétés industrielles, commerciales, les plantations, les services publics) les estimer approximativement entre 250

.../...

et 300 milliards de francs. Le problème des transferts paraît actuellement insoluble. Partant de la nécessité de trouver une solution à ce problème j'ai pensé qu'il fallait amalgamer les intérêts français et vietnamiens dans un organisme de coopération économique et financier. Il s'agirait donc de constituer un holding national vietnamien dont les parts sociales représenteraient en partie les apports en actions des Sociétés françaises. Les bons qui seraient remis en échange de ces apports seraient revêtus de la signature du gouvernement vietnamien. A leur échéance ils seraient remboursés en piastres.

Je dois dire que l'accueil de la Chambre de Commerce de Saïgon à ce projet a été assez mitigé. Son opposition tient en partie à une question d'amour propre, l'initiative ne venant pas d'elle, au fait qu'on n'a pas compris que ce système n'est une obligation pour personne, et que les opérations devraient bien entendu obtenir l'aval des autorités françaises.

Les autorités administratives françaises que j'ai consultées paraissent, quant à elles, favorables à ce système.

Je crois, en définitive, que l'idée doit mûrir et être mieux comprise avant d'entrer en pratique.

Dans ma pensée, les entreprises qui entreraient dans ce holding seraient choisies par les autorités françaises et vietnamiennes parmi celles qui ont la rentabilité la plus élevée, de manière à ce que le Holding puisse rembourser rapidement les apports. Il s'agirait, en second lieu, de trouver la masse de francs ou devises supplémentaires permettant les transferts. Ne pourrait-on, pour régler ce problème, obtenir l'accord des Américains par exemple, de telle sorte qu'une fraction des surplus américains puissent être affectés à amorcer le mécanisme des transferts.

M.MOUTET.- L'opposition vient de gens qui hésitent à abandonner des biens dont ils ont la gestion à un organisme au sein duquel ils n'auraient plus qu'une fraction de pouvoir.

J'aimerais savoir si cette formule présente, selon vous, un intérêt pratique du point de vue qui nous préoccupe du maintien des intérêts économiques français au Sud Viet-nam et si, par ailleurs, ce projet qui se conçoit parfaitement dans une économie en équilibre, s'insérerait aisément dans une économie aussi peu équilibrée que celle du Sud Vietnam actuellement.

M.LE PRESIDENT.- Vous avez, si j'ai bien compris, recueilli l'adhésion des cadres administratifs français au Vietnam et l'hostilité du groupe du patronat tant à Saïgon qu'à Paris.

.../...

M.BLATEAU.- Très exactement.

M.MOTAIS de NARBONNE.- N'y a-t-il pas une certaine corrélation entre votre système et celui préconisé par M.Gérard il y a un an environ ?

Par ailleurs, le système préconisé ne vise pas, si j'ai bien compris, au désinvestissement mais à une association assurant la survie des intérêts français en Indochine.

M.BLATEAU.- Cette interprétation est correcte.

M.MOUTET.- Vous avez eu un entretien récent avec M.Diem. Quelle impression en dégagez-vous ?

M.BLATEAU.- M.Diem est un homme sensible et chatouilleux. Si surprenant que cela paraisse, les grandes qualités de notre Haut-Commissaire l'ont heurté. (Exclamations).

La présence de M.Sainteny à Hanoï l'irrite également. Il estime que nous devons faire un choix entre le Nord et le Sud. Si vous me permettez d'exprimer mon sentiment, je vous dirai que je suis personnellement de son avis. Le choix que nous avons à faire doit être basé sur les intérêts que nous avons. Au nord il en reste peu et la vie est intenable. Au sud, les biens français sont de 250 à 300 milliards, les intérêts culturels français sont importants et la liberté règne.

Il n'est pas possible de jouer sur les deux tableaux.

M.LE PRESIDENT.- Une réserve doit cependant être faite. Il n'est pas impossible que d'authentiques nationalistes du Nord et du Sud aspirent à réaliser l'unité du Vietnam et envisagent une formule d'association avec la France.

Je vous remercie de l'exposé très franc que vous venez de nous faire et des suggestions intéressantes qu'il contenait.

* * * * *
* * *
*

II.- Audition de M.LENORMAND,

Vice-président du Groupement de Défense des
Petits et Moyens Intérêts au Vietnam.

M.LE PRESIDENT.- Que pensez-vous d'abord, Monsieur Lenormand, du projet que vient de nous exposer M.Blateau ?

.../...

M.LENORMAND.- La "vietnamisation" des intérêts français en Indochine est une formule qui, à première vue, doit être rejetée. On ne voit pas bien comment le projet de M.Blateau permettra de réaliser le transfert des piastres en francs français et quelles garanties nous pouvons obtenir.

M.LE PRESIDENT.- Vous préférez, en somme, recevoir davantage de l'Etat français sous forme de dédommagement avec tous les risques que cela comporte, alors que la formule qui nous est proposée donne des garanties et permet le maintien des intérêts français en Indochine!

Ceci dit, je vous donne la parole pour que vous nous fassiez connaître le point de vue de votre groupement.

M.LENORMAND.- Notre groupement représente un millier de familles rapatriées en France et 1.500 en Indochine. Ce sont, pour la plupart, des entreprises familiales et des sociétés de personnes. Nous avons été reçus par les plus hautes autorités françaises, des promesses nous ont été faites mais les résultats sont nuls.

Les urgences sont les suivantes : le problème du reclassement des rapatriés vient en tête. La plupart sont rentrés en France sans aucun avoir, sans situation, sans logement alors qu'ils ont le plus souvent des biens là-bas. Les références qu'ils peuvent fournir ne sont pas reconnues en France. Il n'y a aucun organisme qui coordonne ces questions, les oriente, les aide à se reclasser. Certains sont l'objet de poursuites fiscales par les agents du fisc français agissant pour le compte du fisc vietnamien.

M.MOTAIS de NARBONNE.- Ce fait exact m'a été signalé. M.Pineau a fait adresser une circulaire aux agents du fisc. Aucune poursuite ne sera effectuée.

M.LENORMAND.- En ce qui a trait aux biens, il faut distinguer entre ceux qui se trouvent dans la zone Nord et ceux de la zone Sud.

Au Nord, il a fallu tout abandonner; un bureau immobilier français avait été organisé, il a dû cesser toute activité. Les propriétés, les immeubles, les industries sont déjà pris en charge par la R.D.V.N. On sait très peu de choses sur le sort de la plupart de ces biens. Pour ma part, j'ai laissé là-bas pour des millions de matériel neuf dans les mines que j'exploitais près de Hanoï.

Les transferts qui relèvent des autorisations des fonctionnaires vietnamiens sont pratiquement bloqués, sauf pour quelques privilégiés.

.../...

Indoc. 1.6.1956

- 6 -

Nous voudrions qu'une commission mixte de contrôle établisse une liste officielle des transferts autorisés et nous demandons l'octroi de prêts pour nos besoins les plus urgents en attendant le règlement des indemnisations des biens spoliés. A l'occasion des transferts on voudrait nous envoyer à Madagascar ou ailleurs, mais nous nous refusons à une nouvelle aventure.

M.LE PRESIDENT.- Il y a des aventures qui sont nobles et engageantes.

M.LENORMAND.- L'octroi de prêts se heurte au fait que nous n'avons pas de garanties hypothécaires à donner.

M.LE PRESIDENT.- Veuillez nous adresser rapidement un mémoire récapitulatif de votre exposé. Je tiens dès à présent à vous préciser que notre préoccupation est le maintien des intérêts économiques français en Indochine et non leur liquidation.

MM.Lenormand et Blateau quittent le local de la commission.

*

III.- Exposé de M.Marius MOUTET

M.LE PRESIDENT.- Avant de donner la parole à M.Marius Moutet, je voudrais vous indiquer confidentiellement que j'ai reçu récemment ~~un~~ M. Van-Chi qui paraissait désirer que la France mette en oeuvre une politique conduisant rapidement à l'unité de l'Indochine.

M.MOTAIS de NARBONNE.- Il serait important que nous nous informions de ce problème en entendant M.Cousseau qui est particulièrement bien introduit dans les milieux indochinois.

Il en est ainsi décidé.

M.Marius MOUTET.- Mes chers Collègues, je voulais vous tenir informés de certains faits. Je reçois à tout moment des doléances. On a l'impression d'avoir perdu la partie à la fois sur le plan culturel et sur le plan économique, aussi bien dans le Sud que dans le Nord-Vietnam. Il faudrait obtenir du Gouvernement des précisions sur sa politique en Indochine, pour le maintien de notre présence culturelle et économique. La dégradation va à une allure vertigineuse. Je reçois des lettres alarmantes de Français d'Indochine qui perdent tout espoir et qui jugent fort sévèrement notre action qu'ils considèrent comme inutile et impuissante.

.../...

Les protestations du Gouvernement français restent d'une manière générale sans réponse.

D'autre part, le Gouvernement ne fait aucune politique ni dans un sens ni dans un autre.

Il faudrait donc dresser un questionnaire pour permettre au Gouvernement de faire le point de la situation.

M.LE PRESIDENT.- A l'heure actuelle nous aurions un intérêt à avoir une déclaration publique.

Je vous propose donc de prévoir une prochaine réunion où nous pourrions mettre au point ce questionnaire.

M.MOTAIS de NARBONNE.- Nous pourrions profiter de la discussion du collectif pour ouvrir un débat.

Il y a trois problèmes qui se posent :

- le premier ne relève pas de nous : il s'agit de la spoliation des biens dans le Nord-Vietnam;
- le second a trait à la question des dommages de guerre;
- le troisième à celle des transferts.

M.LE PRESIDENT.- Nous décidons, mes chers Collègues, de remettre à quinzaine notre prochaine réunion au cours de laquelle nous reprendrons cette question du bilan de la situation.

La séance est levée à 18 heures 20.

Le Président



COMMISSION DE COORDINATION POUR L'EXAMEN DES
PROBLEMES INTERESSANT LES AFFAIRES D'INDOCHINE

Présidence de M. Edmond MICHELET, président

Séance du mercredi 27 juin 1956

La séance est ouverte à 10 heures 05

Présents : MM. BRIZARD, CHAMAUITE, Léo HAMON, JAUEN,
MICHELET, MOTAIS de NARBONNE, Marius MOUTET,
Jean-Louis ROLLAND.

Suppléants: MM. ENJALBERT, Hassan GOULED.

Excusés : MM. DURAND-RÉVILLE, YVER.

Absents : MM. Henri BARRE², BOUSCH, BOUTEMY, CHOCHOY,
CLERC, FOUSSON, MERIC, PELLENC, RIVIEREZ,
ROCHEREAU.

.../...

- 2 -

ORDRE DU JOUR

I - Examen éventuel du questionnaire établi par M. Marius Moutet.

II - Exposé de M. Motais de Narbonne sur les crédits réservés aux Etats Associés en 1956.

III - Questions diverses.

-:-:-:-:-

COMPTE RENDU

M. Edmond MICHELET, président.- Mes chers Collègues, je donne la parole à M. Motais de Narbonne.

M. MOTAIS de NARBONNE.- Notre Commission n'a pas la possibilité de nommer un rapporteur sur les crédits des Etats Associés, mais nous pourrions intervenir dans le débat immédiatement après les rapporteurs au fond.

Je me propose de faire un exposé général en me limitant à quelques points.

En ce qui concerne la situation des fonctionnaires des Etats associés, je vous indique qu'à l'occasion de ce budget, ceux-ci sont mis à la disposition de la France d'Outre-Mer, tandis que les postes qu'ils occupaient sont confiés aux Affaires Etrangères. Je considère que ce procédé est inadmissible et je vous propose de demander, par voie d'amendement, que les personnes occupant les postes transférés restent en fonction.

La situation des Vietnamiens français est également digne d'intérêt. La plupart d'entre eux ne peuvent être reclassés au Vietnam, c'est pourquoi une commission interministérielle a été créée dans le but de chercher à reclasser ces personnels en France. Je me suis personnellement opposé à leur transfert systématique. Du moins ai-je estimé qu'il convenait de le limiter aux volontaires.

Parmi les personnes ainsi revenus, un certain nombre ont été reclassées immédiatement mais beaucoup continuent à vivre dans des camps. Un crédit de 1 milliard, géré par un

- 3 -

fonctionnaire des Finances, a pour but de faire vivre ces malheureux rapatriés qui sont généralement des Eurasiens ou des Vietnamiens.

En effet, sur 7.000 Asiatiques qui pouvaient opter entre les nationalités française et vietnamienne, 500 seulement ont opté pour cette dernière.

M. LE PRESIDENT.- Quand viendra le budget des Etats Associés ?

M. MOTAIS de NARBONNE.- Vraisemblablement pas avant la fin de la semaine prochaine.

M. FOUSSON.- Je confirme que l'on va supprimer deux postes de gouverneur et 43 postes d'administrateur.

M. MOTAIS de NARBONNE.- Vous savez que nous aidons économiquement le Cambodge, concurremment avec les Américains. Or, ceux-ci n'accordent leurs crédits qu'à mesure de la réalisation des travaux, alors que nous fournissons notre aide financière globalement, sous prétexte d'un contrôle par une commission composée d'un Français et de 5 ministres cambodgiens.

M. LE PRESIDENT.- Je donne maintenant la parole à M. Marius Moutet.

M. Marius MOUTET.- Je pense qu'il faudrait, tout d'abord, entendre MM. Devinat et William Bazé.

Il faudrait que nous fassions le point sur la question suivante : protection des intérêts matériels français dans le Nord et le Sud Vietnam.

M. LE PRESIDENT.- Vous savez que M. Frédéric-Dupont, propose la suppression de la mission française dans le Nord Vietnam.

J'ai reçu la visite de M. Van-Chi et d'un autre Vietnamien qui m'ont proposé de réunir des nationalistes des deux zones. Ils m'ont indiqué, d'autre part, que M. Pham Van Dong était disposé à faire une déclaration tendant à l'entrée du Nord-Vietnam dans une sorte de "Commonwealth" français. Une telle déclaration pourrait avoir un grand retentissement, notamment en Afrique du Nord.

.../...

- 4 -

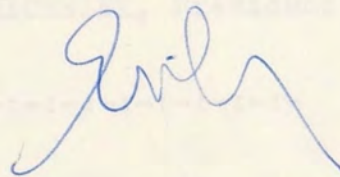
M. MOTAIS de NARBONNE.- Les Accords de Genève prévoient la Mission Sainteny. Par contre, il serait dangereux d'innover en acceptant une représentation officielle de la République du Nord-Vietnam à Paris.

M. LE PRESIDENT.- Nous pourrions donc entendre, séparément, MM. Frédéric-Dupont, Devinat et William Bazé.

La prochaine réunion est fixée au 5 juillet 1956.

La séance est levée à 10 heures 35.

Vu, le Président,



Mandat du 5 juillet 1956

La séance est levée à 11 heures 35

Président : M. MOTTAIS, NARBONNE, M. DUPONT, SAINTENY, M. LE PRESIDENT.

Président : M. DUPONT, SAINTENY, M. LE PRESIDENT, M. MOTTAIS.

Président : M. DUPONT, SAINTENY, M. LE PRESIDENT, M. MOTTAIS.

Président : M. DUPONT, SAINTENY, M. LE PRESIDENT, M. MOTTAIS, M. DUPONT, SAINTENY, M. LE PRESIDENT, M. MOTTAIS.

COMMISSION DE COORDINATION POUR L'EXAMEN DES
PROBLEMES INTERESSANT LES AFFAIRES D'INDOCHINE

Présidence de M. Edmond MICHELET, Président

Séance du jeudi 5 juillet 1956

La séance est ouverte à 11 heures 50

Présents : MM. BRIZARD, CHAMAULTE, Léo HAMON, MICHELET, MOTAIS
DE NARBONNE.

Excusés : MM. DURAND-REVILLE, Marius MOUTET, PELLENC, YVER.

Suppléants: Mme Marcelle DEVAUD, M. ENJALBERT.

Absents : MM. Henri BARRE, BOUSCH, BOUTEMY, CLERC, FOUSSON,
JAOUEN, MERIC, RIVIEREZ, ROCHEREAU, Jean-Louis
ROLLAND.

- 2 -

ORDRE DU JOUR

I - Audition de M. Frédéric-Dupont, ancien Ministre chargé des relations avec les Etats Associés, sur son récent voyage au Sud-Vietnam.

II - Questions diverses.

-:-

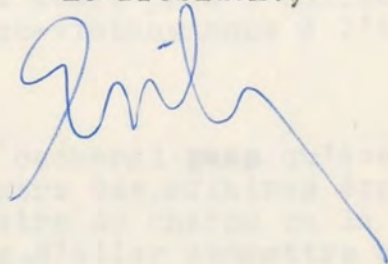
COMPTE RENDU

M. Edmond MICHELET, PRESIDENT.- Mes chers Collègues, après ce retard bien involontaire en ce qui me concerne, je vais immédiatement donner la parole à M. Frédéric-Dupont, ancien Ministre des Etats Associés.

(Cf. le compte-rendu sténographique annexé au présent procès-verbal).

La séance est levée à 12 heures 50.

Le Président,



5/7/56

- 3 -

M. LE PRESIDENT. La séance est ouverte.

A la demande de notre collègue M. Marius Moutet qui, d'ailleurs, s'excuse de ne pouvoir être là ce matin, nous vous entendons, monsieur le ministre, avant votre collègue M. Devinat. Je ne sais si ses renseignements sont antérieurs ou postérieurs aux vôtres? Nous entendrons aussi M. William Bazé, conseiller de l'Union française. Nous serions reconnaissants de nous faire connaître quelles sont les conclusions que vous avez retirées de votre récent voyage.

M. FRÉDÉRIC-DUPONT, ancien ministre chargé des relations avec les Etats-associés. Voici l'origine de la mission. M. Pineau m'a demandé de reprendre contact avec le président Diem. Vous savez que je suis toujours resté en très bons termes avec lui. Pour ma part j'ai toujours pensé - c'est la thèse que j'avais soutenue à mon retour d'Indochine en août dernier - que c'était un homme plus solide que l'on croyait, qui avait l'appui des Américains, qui avait incontestablement des qualités et j'ai toujours estimé - et j'en avais souvent parlé à M. Pineau - que nous devons faire attention de ne pas nous brouiller définitivement avec lui. M. Pineau m'a dit : Je crois que ce point de vue est sage. Il est indispensable que nous reprenions contact avec lui ; Les ponts sont presque coupés, l'ambassadeur ne semble pas obtenir facilement audience, les accords commerciaux et militaires sont en panne. Cette question est préoccupante. Nous avons là-bas des investissements considérables qui se trouvent menacés. Il a été convenu que je prendrais la tête d'une mission composée de trois députés. Seraient avec moi M. Montalat que vous connaissez et M. André François Mercier, puisqu'il avait pris l'initiative de ~~former~~ créer la commission de l'amitié franco-vietnamienne à l'Assemblée nationale.

Nous sommes partis. Je ne vous cacherais pas qu'avant mon départ j'ai posé des questions au ministre des affaires étrangères : « Il ne s'agit pas d'aller là-bas pour faire du charme ou la danse de la séduction. Il ne s'agit pas non plus d'aller commettre une espèce d'abus de confiance en faisant des promesses qui ne seraient pas tenues. Cela précisé, que m'autorisez-vous à dire ? »

Les conversations porteraient sur deux points essentiels : L'interprétation juridique des accords de Genève relativement aux élections et l'éventualité d'une représentation diplomatique ou consulaire du Viet-Minh à Paris. Sur les deux questions, il m'a donné des réponses qui, à mon avis, étaient de nature à permettre le succès de la mission. Le message oral que j'étais autorisé à transmettre au président Diem - je n'avais pas de lettre - portait sur deux sujets : le Gouvernement français se réjouit de la solution adoptée à Londres

- 4 -

5/7/56

entre les Russes et les Anglais désignés en qualité de présidents des commissions des accords de Genève et la France avait une interprétation très libérale en ce qui concerne la fixation de la date des élections. En ce qui concerne le Viet-Minh, il n'est pas question de lui accorder une représentation diplomatique ou consulaire en ce sens qu'il a déjà une commission commerciale et une commission culturelle. C'est un fait, mais il n'est pas question d'augmenter ni l'une ni l'autre.

Nous sommes donc partis tous les trois et je dois dire que, dès le premier jour, l'accueil qui nous a été réservé a été excellent. Nous avons été salués à notre arrivée par des représentants du Gouvernement, par des ministres, par les représentants de la presse vietnamienne. Il y a eu une suite de manifestations. Le ton est allé crescendo. La presse est devenue tout à fait enthousiaste. Le thème qui semblait avoir été donné était celui-ci : "Le sourire refléurit sur les lèvres franco-vietnamiennes." Le président Diem nous a reçus et nous a invités à dîner. Les ministres nous ont également reçus au cours de cocktails privés ou publics. La presse vietnamienne qui avait été méchante parfois à notre égard a été extrêmement bienveillante, tenant elle aussi à donner un cocktail en notre honneur. Je dois bien souligner que la presse a été très favorable. Néanmoins, il y avait une petite épine de temps en temps, un petit doute : Nous voudrions être sûrs que le Gouvernement aura une politique conforme à celle qu'il nous laisse espérer... Je dois dire qu'à ce moment-là nous avons été un peu frappés de voir - et nous ne sommes pas les seuls, car les Vietnamiens nous ont fait part de ce regret - le black-out de la presse française et la pauvreté de ses informations sur le Vietnam libre. Quand il y avait dix articles pleins d'éloges et une épine pour la France, c'était toujours l'épine qui était mise en sous-titre pour chapeauter les colonnes du journal. Bref, on aimait souligner les critiques que la presse vietnamienne faisait à notre égard.

Deuxième fait : Le seul communiqué qui ait été donné, c'est un article que j'ai trouvé à mon retour, publié d'ailleurs dans tous les journaux parisiens quelle que soit leur couleur : "Quatre voitures volées à Saïgon". Le ministre du Vietnam ne l'a pas contesté sans tristesse. Nous vous avons bien accueillis, mais quatre voitures volées à Saïgon, c'est tout ce qui reste à annoncer!

Quoi qu'il en soit, le dernier jour ils ont tenu à faire venir une flotte de guerre qui n'est pas très conséquente - je tiens à vous rassurer tout de suite - mais l'idée était très gentille. Nous avons été salués à bord. Il y a eu de la musique, des toasts etc... Voici pour l'accueil.

J'aborde les conversations. Elles ont été officielles ou privées. J'ai tenu à avoir un déjeuner privé avec mes deux collègues

5/7/56

- 5 -

et l'ambassadeur des Etats-Unis et un autre avec Chau qui est l'homme de confiance du président Diem. C'est lui qui est secrétaire d'Etat à la présidence du conseil.

De ces conversations, je ne peux que vous donner des impressions. Mais il y a un point sur lequel ils sont assez réticents : C'est la question d'une appartenance, je ne dirai même pas à l'Union française mais d'une appartenance à une Table ronde. Au moment où Chau me disait : Le Cambodge a tendance à s'éloigner de nous et il joue un jeu neutraliste qui nous inquiète et qui inquiète le Siam, je lui ai fait cette remarque : Ce sera précisément le rôle de la Table ronde que de recoller ces morceaux. Il m'a répondu : Nous comptons beaucoup sur la France pour agir sur le Cambodge.

Pourtant, sur un point ils accepteraient de reprendre les conversations : C'est la question d'installation militaire, aéro-navale, au Vietnam. Vous savez qu'ils étaient formellement contre malgré l'appui de l'ambassadeur américain qui nous a donné beaucoup de précisions sur les efforts qu'il a faits dans ce domaine. "Là, nous ne pouvions pas marcher, parce que nous n'avions pas confiance, mais puisque maintenant il y a un effort de la France pour se rapprocher de nous et puisque maintenant il y a une interprétation libérale des accords de Genève, comme nous serions condamnés s'il y avait des élections, cela change beaucoup de choses." Ainsi les conversations militaires pourront reprendre. Voilà ce qui résulte des entretiens que j'ai eus.

A présent, je voudrais dire un mot de la situation générale du Vietnam. Nous avons été au fond très favorablement impressionnés. Je vous dirai que j'ai ressenti trois impressions successives au cours de mes missions.

M. LE PRESIDENT. Une fois vous aviez fait un rapport qui était très défavorable à Diem.

M. LE MINISTRE. Nous l'avons un peu regretté.

M. CHAMAUITE. Mais Diem a eu connaissance de ce rapport.

M. LE MINISTRE. En tous cas cette fois-ci j'ai une impression tout à fait bonne. D'abord l'ordre règne à Saïgon. J'ai vu des gens qui travaillent la nuit dans des affaires comme l'imprimerie ou les restaurants. Ils disaient qu'ils pouvaient rentrer en pousse-pousse à trois heures du matin sans courir le risque d'être attaqués.

5/7/56

D'autre part, nous avons visité les travaux de réfugiés vietnamiens à l'extrémité de la plaine des Jongs. C'était il y a trois mois une zone peu sûre, infestée par les Hao-Hao et les Viets. Nous avons circulé sans escorte non seulement sur les routes mais sur les canaux. Il y avait même des petits drapeaux français et vietnamiens. Nous avons vu un travail prodigieux effectué par des bulldozers sous la conduite de techniciens américains et aussi de techniciens français. Le président Diem m'a dit : "Que puis-je faire pour vous être agréable? Comme nous voulions lui faire plaisir, nous lui avons répondu : C'est de voir votre oeuvre pour les réfugiés. Montrez-moi ce que vous faites de mieux pour que je le dise à mes compatriotes." Nous avons passé en revue les troupes. Nous avons reçu des délégations de villages. Nous avons été accompagnés par le ministre de la réforme agraire pendant toute notre visite qui a duré vingt-quatre heures et nous avons eu bonne impression. On ne nous avait pas caché qu'il y avait des heurts entre les réfugiés tonkinois et les gens du pays. Quoi qu'il en soit, on a vu des canaux creusés de jour et de nuit. C'était très beau à voir par avion. Ils installent des rizières. Plus haut, ils font des aménagements pour faire des cultures vivrières. Les Américains ont eu du tact et ont été corrects. Le ministre qui est un Cochinchinois nous a fait une impression excellente.

Cette impression nous a été confirmée par l'évolution de l'état d'esprit des Français qui sont là. Alors que je les avais vus aressifs, très anti-Diem - vous savez que du côté des classes moyennes, il y a des éléments poujadistes qui se plaignent sans arrêt - nous avons constaté qu'en dehors de quelques personnes - il y a en particulier un pharmacien qui est très excité - il y avait de l'amélioration. Les anciens combattants ont été très touchés de voir que le président Diem était venu à la messe commémorative de Verdun. Ils m'ont dit : "Nous aimons ce pays, certains d'entre nous ont épousé des vietnamiennes. Après tout, il y a peut-être quelque chose à y faire. Puisque le Gouvernement maintenant a l'air de vouloir faire une politique bienveillante il y a peut-être encore possibilité de rester."

Ceci fait que l'administration qui est là-bas a une attitude qui n'est peut-être pas très juste sur les principes, mais qui se justifie très bien: Elle se débarrasse de tous les gens qui veulent être remboursés et surtout de celui qu'on appelle le "petit blanc", l'éternel individu qui n'est pas récupérable. Quant à celui qui peut continuer son activité, on lui dit : Restez-là. Il y a incontestablement un climat de détente.

Je voudrais vous dire maintenant un mot sur la position de la France et sur les chances que nous avons encore là-bas. Vous connaissez l'importance de l'enjeu : Des investissements qui dépassent deux cents milliards, des caoutchoutières remarquables, 85 à 90 milliards d'exportations il y a deux ans, qui sont tombées à 26 milliards et encore avec le système du franc triangulaire pour 6 ou

- 7/20 -

5/7/56

7 milliards grâce aux Américains. Dans quelle mesure peut-on espérer que la France ne va pas subir une sorte d'éviction de ses biens ? Dans quelle mesure pourra-t-elle augmenter la cadence de ses exportations ? Voilà la question. Je ne veux pas vous apporter ici de conclusion définitive mais je vous donnerai simplement trois éléments d'information.

D'abord les caoutchoutières. Nous avons vu le président. "Evidemment, cela nous gêne beaucoup de ne pas pouvoir exporter nos dividendes" c'est l'objection principale, mais je crois que le système des comptes EFAC permet tout de même de se sortir d'affaire. Ce qui est le plus inquiétant ce sont certains troubles sociaux, car là-bas comme les entrepreneurs, les patrons sont des Français, le Gouvernement a le moyen de faciliter des revendications sociales. Bien entendu ces revendications sont généralement excessives et on croit sentir parfois une certaine initiative gouvernementale. Pourtant dans l'ensemble on voit l'avenir avec un certain optimisme.

Deuxième élément : C'est une conversation que j'ai eue avec un ingénieur français qui est là-bas et qui vend des câbles à l'administration des P.T.T.

Dans cette affaire, incontestablement les P.T.T. sont honnêtes en Indochine, mais on a tendance à dire que tout le monde touche. C'était vrai autrefois. Ils nous disent qu'il existe une différence de prix de 40 %, en ce qui concerne les câbles allemands, qui sont bons, et ~~qui~~ les câbles japonais, qui le sont un peu moins. Les ingénieurs viennent nous voir et nous parlent en amis. Ils veulent faire travailler la France ; il faut faire un effort. La plupart du temps nous sommes trompés par le ministre des finances ; nous ne pouvons pas accepter 40 % plus cher, ~~disent-ils~~.

On fournit des arguments qui ne trompent personne en partant du fait que la qualité est meilleure, ce qui n'est pas vrai. La complicité du ministre des finances continue dans ce domaine et je n'ai pas entendu de note discordante. Les Français de leur côté m'ont dit qu'ils ont beaucoup de difficultés.

Je voudrais vous entretenir maintenant des tribunaux vietnamiens. Vous savez que les avocats français sont dans une situation difficile. Ils doivent plaider avec le concours d'un interprète. Il y a quelques conflits, et c'est normal. On dit aux clients : Méfiez-vous, les Français sont mal vus et si vous prenez un avocat français le tribunal ne vous écoutera pas et vous perdrez votre cause. Mais je dois indiquer que j'ai constaté parmi les magistrats vietnamiens un désir de prévenance très accentué pour paralyser cet état d'esprit. Ils s'adressent avec beaucoup d'égard aux avocats français.

Nous avons demandé à M. Montalant de prendre contact avec des milieux travaillistes qui ne correspondent pas à l'idée que nous nous faisons des travaillistes en Europe. Nous avons rencontré également certains milieux catholiques.

Je vous rapporte maintenant le dialogue que j'ai eu avec un ministre dont le nom m'échappe et qui nous a fait une forte impression : "Les Américains, nous a-t-il dit, sont très nombreux ; ce sont des braves gens, un peu simples, bons enfants. Mais vous nous avez donné des ingénieurs français qui sont très bons et ils ont beaucoup de technique. Ils savent l'anglais. Tout cela est très bien et nous sommes ravis de voir une mission comme la vôtre ; vous pouvez être assurés que, pour les trois-quarts des Cochinchinois, la France est toujours leur pays.

Lorsque ma femme est malade, je l'envoie en France, sur la Côte d'Azur. J'ai des enfants et j'en ai

envoyé un, l'année dernière, faire ses études à Paris. Moi-même, je suis un ancien fonctionnaire français et j'ai servi dans l'armée française. Le drame serait d'avoir une politique différente de la vôtre. Si cela continue, les conséquences en seront épouvantables au point de vue sentiment...»

Voilà, messieurs, quelques éléments d'information sur ce qui se passe là-bas. Pour être tout à fait juste, je dois déclarer que j'ai entendu des notes quelque peu discordantes sur les gens qui sont en rapport avec les Vietnamiens.

Ma conclusion générale est la suivante : Je ne me suis jamais autant aperçu - c'était mon cinquième voyage dans ce pays - des affinités certaines entre la race vietnamienne et la race française. Jusqu'ici, nous étions présents parce que nous avions nos administrateurs et nous ne pouvions pas savoir dans quelle mesure ces affinités existaient. Je me demande même s'il n'y a pas des affinités raciales, indépendamment des affinités de culture et de vie en commun.

J'ai constaté un grand attachement pour la France. M. Diem a insisté là-dessus : Si nous avions plus de professeurs et plus d'écoles, il ~~x~~y aurait plus d'élèves dans les écoles françaises.

Vous n'ignorez pas que, d'après une résolution de l'U.N.E.S.C.O., désormais l'enseignement primaire des peuples doit être fait dans la langue nationale. Ce principe a été violé. A l'heure actuelle, dans les écoles primaires, la langue française est utilisée comme langue courante pour apprendre l'histoire et les mathématiques par exemple.

L'ambassadeur américain qui me reconduisait m'a déclaré : "Je suis content de votre mission. Il y avait des malentendus. Chacun a eu des torts et j'ai fait ce que j'ai pu pour les dissiper. Vous donnez trop souvent l'impression de miser sur deux tableaux. N'oubliez pas que ce sont des gens sensibles et dites-leur que vous les aimez. Ils sont, comme vous, susceptibles, orgueilleux.»

Ils ont leurs défauts, qui sont les nôtres. Ils ne formulent pas des griefs à l'égard des Américains, mais ces derniers appartiennent à une race différente de la nôtre et, entre la race asiatique et la race américaine, il n'existe pas les affinités que nous constatons entre

les Français et les Vietnamiens. C'est là, à mon avis, un élément intéressant.

Autre élément intéressant : Ces gens se rendent très bien compte que nous sommes les maîtres de l'économie du pays. Il n'y a pas de doute à ce sujet. C'est nous qui tenons le pays économiquement et les populations ne sont pas impatientes de nous voir partir et ~~remplacé~~ ^{remplacé} parce qu'il n'y a pas de capitaux. *de*

On a fait, certes, des appels aux Américains en leur disant : Pourquoi ne remplacez-vous pas les Français ? Vous pourriez faire des investissements. Les Américains ne veulent rien savoir. Nous ne sommes pas ici, disent-ils, pour remplacer les Français. Les capitaux que nous vous fournissons, nous vous en faisons cadeau. Nous vendons nos surplus et nous ne désirons pas abattre l'économie française établie.

Je voudrais souligner les possibilités de développement économique. Dans le domaine des exportations, il est facile de reprendre nos privilèges. Nous ne devons pas croire que nous pourrions obtenir des accords commerciaux qui nous donneront des privilèges pour certains produits, mais nous pourrions parvenir à une préférence de fait.

Vous savez que les deux grandes richesses du Vietnam sont le riz et le caoutchouc. Pour le caoutchouc, il ne se pose pas de problème ; mais il en est autrement en ce qui concerne le riz. Il y a eu les mauvaises récoltes sous la guerre civile et le problème des réfugiés se répercute dans ce domaine. Il n'y aura pas de production avant deux ou trois ans. Il est possible qu'une contrebande s'établisse au bénéfice du Viet et que les départs de riz vers le Nord continuent sous une forme clandestine, mais les observateurs sont d'accord pour estimer que, d'ici trois ans, la France pourra intervenir par des achats de riz.

de la Nous avons par trop suivi la politique des intellectuels et pas assez la politique ~~rizière~~ ^{rizière}. Nous avons des éléments qui nous font espérer que nous pourrions maintenir encore longtemps nos investissements et augmenter nos exportations en garantissant l'achat du riz que les producteurs auront du mal à placer.

Au point de vue bases militaires, nous devons procéder à des aménagements. Je ne sais pas si les militaires ont agi avec beaucoup de tact. L'affaire a été mal présentée. Nous possédons la base de Séno.

M. LE PRESIDENT. Il ne reste rien au Cap Saint-Jacques ?

M. Frédéric DUPONT. Non, la base va être abandonnée. La marine s'est rabattue sur l'arsenal de Saïgon. Nous n'avons pas agi avec assez de franchise. Il fallait dire ce dont nous avons besoin et prendre les dispositions nécessaires.

Un nouvel ambassadeur va arriver là-bas. Il pourra arbitrer des conflits.

Ultime conclusion que je voudrais tirer de mon voyage : Nous sommes en face de gens effroyablement sensibles qui ont le complexe des franco-asiatiques au point de vue sensibilité. Ils se considèrent toujours comme Français au fond de leur coeur et la querelle avec la France aura toujours pour eux le caractère d'une querelle de famille.

L'un d'entre eux me disait : "Quand l'Angleterre prend la position de Nehru en ce qui concerne le Cambodge ou le Laos par exemple, nous pensons : C'est l'Angleterre ! Lorsque la France poursuit la même politique et joue la carte Nehru, mise sur le Nord-Vietnam, tout au moins tient la balance égale entre le Nord et le Sud-Vietnam, enfin lorsque la France multiplie les manifestations culturelles avec le Vietminh, nous ne disons pas : C'est la France ! mais : C'est la trahison !..»

Cet état d'esprit nécessite une grande prudence dans nos paroles. Aussitôt qu'une question un peu insidieuse est posée au Gouvernement sur les accords de Genève et sur l'interprétation que nous donnons à ces accords, ils sont bouleversés réellement, sentimentalement. C'est pour cette raison qu'il faut être extrêmement prudent, car tout écart de langage gêne le Gouvernement et, dans les négociations diplomatiques, nous n'avons pas intérêt à le gêner.

D'autre part, ils sont très sensibles aux articles du journal "Le Monde", qui semble depuis si longtemps considérer comme inévitable le rattachement du Sud-Vietnam au Nord, avec une synthèse sur laquelle ils n'ont aucune illusion. On écrit que, par la force et la virulence des éléments vietninh, ils risquent de devenir communistes immédiatement et cela les trouble beaucoup.

L'attitude prise par l'éditorialiste du "Monde", journal d'audience internationale, est très critiquée. Ils avancent le mot de "trahison". Le rédacteur du "Monde"

ne se rend pas compte qu'il fait du tort à nos relations avec le ~~Vietnam~~ Vietnam.

Les Russes ne nous ont pas caché qu'ils ne voulaient pas troubler une politique d'amitié et de détente dans le monde par une affaire Indochinoise. Pour eux, le jeu n'en vaut pas la chandelle et cette déclaration rejoint le point de vue émis par le ministre des affaires étrangères de Russie au moment du voyage de M. Pineau à Moscou. C'est un peu confidentiel, mais ce n'est pas trahir un secret. Le ministre soviétique a dit à M. Pineau : L'affaire de l'Indochine a été malheureuse pour vous et pour nous, car, au fond, le résultat, c'est que l'Amérique a pris votre place. Nous ne pensons pas que nous ayons intérêt à vous voir quitter le Vietnam. Au contraire, le statu quo serait préférable pendant un certain temps, et n'en parlons plus.

L'ambassadeur des Etats-Unis est très documenté sur la Chine. Il nous a dit que, pour la Chine, le Tonkin a toujours été considéré comme province chinoise. Il constitue, pour elle, un vassal dont l'autorité n'est pas grande. La province du Yunnan manque de débouchés et, au point de vue historique comme au point de vue économique le Tonkin fait partie, aux yeux des Chinois, de la province du Yunnan.

Pour cette raison, nous pensons que la Chine, pour l'instant, se contente du statu quo.

Cela me rappelle un petit rapport plus ou moins secret dont j'ai eu connaissance à la Conférence de Genève d'après lequel nous pouvions tenir bon dans la négociation secrète du 10 juin sur Haïphong. Les Viets savaient que le jour où ils auraient Haïphong, la Chine mettrait la main sur eux. Si, au contraire, on internationalisait Haïphong, la Chine aurait été beaucoup moins attirée par sa descente vers le Sud et elle aurait été contrée. Nous devions être intransigeants sur Haïphong ; c'était aussi l'avis de M. Bidault!

M. LE PRESIDENT. Merci beaucoup, mon cher ministre, de votre exposé. Je regrette que vous n'ayez pas plus de temps à nous consacrer. Ce n'est pas votre faute. Nos collègues auront la sténographie de vos déclarations.

La parole est à M. Léo Hamon, qui désire vous poser quelques questions.

M. Léo HAMON. Je voudrais vous dire que, tout en comprenant les motifs que vous avez indiqués et ce que vous avez déclaré : à savoir que les Vietnamiens du Sud parlaient de trahison, là où nous témoignons de l'intérêt au Cambodge et au Laos, on peut se demander si les Cambodgiens et les Laotiens ne pourraient pas tenir le même langage et parler de trahison dans le cas où nous les négligerions?

M. Frédéric-DUPONT. C'est plutôt les Viets...

M. Léo HAMON. Vous avez dit que la Grande-Bretagne favorisait le Cambodge et le Laos. Pourquoi ?

M. Frédéric-DUPONT. C'est une image que j'ai voulu faire pour démontrer combien nous devons être prudents dans nos paroles et dans notre politique, car on nous accuserait de trahison.

M. Léo HAMON. Je voudrais souligner ce que vous avez dit à propos de la presse. Il est beaucoup question d'entretenir des relations cordiales, m'a-t-on déclaré ; mais lorsqu'une personnalité vient chez nous, la presse relate l'événement sur plusieurs colonnes, alors que votre presse ne s'étend pas sur les visites que nous vous faisons.

Je voudrais vous demander quelles conditions les Vietnamiens du Sud posent à la politique de bonnes manières que vous nous avez décrite. Vous avez dit : Les choses sont changées et on est bien disposé à l'égard de la France. Demandent-ils quelque chose en échange ? N'y a-t-il rien de plus ?

M. Frédéric-DUPONT. Rien de plus . Il n'y a pas de conditions.

M. Léo HAMON. Ma deuxième question est la suivante : Quelle est, actuellement, dans l'enseignement et dans la formation des cadres, la part faite à la langue anglaise, à la langue américaine et au français ? Nous avons été très émus, lors de notre passage là-bas, d'apprendre que l'équipe de l'Ecole nationale d'administration était remplacée par une université américaine.

On nous a indiqué qu'il y avait, notamment, un fort contingent de boursiers pour les services administratifs, la police et autres administrations, envoyé aux Etats-Unis. Bref, qu'il existait, pour les cadres supérieurs, une tendance à supplanter une formation française par une formation américaine.

M. Frédéric-DUPONT. Ce que vous dites de l'Ecole d'administration est exact. C'est l'Université du Michigan qui a pris en main cette question.

M. Dano m'a dit : C'est regrettable, ce sont eux qui font tous les frais et il nous est difficile de lutter. Nous n'avons pas l'impression que cela correspond à un plan.

Les Américains emploient le système coréen, c'est-à-dire qu'ils désirent, pour faire marcher leurs machines, avoir des gens qui puissent parler ~~dans~~ leur langue. Voilà pourquoi ils créent des cours du soir gratuits. Ces cours s'adressent aux gens du peuple et surtout à ceux qui sont destinés à travailler dans les usines et à utiliser le matériel américain. Ils ne désirent pas que les gens du peuple aient des connaissances approfondies, mais puissent tenir seulement une conversation avec les Américains. Leurs cours sont essentiellement pratiques. Il existe des chaires de littérature anglaise ou de questions américaines dans certaines facultés, mais les Américains estiment que la littérature anglaise doit être enseignée par les Français et en langue française.

Le but poursuivi est la standardisation. Ils ont procédé ainsi en Corée. Contrairement à ce que l'on a dit, il n'y a pas d'hostilité à l'égard des Français. Les Américains, ~~sauf~~ en ce qui concerne l'Université du Michigan, ne créent pas de grandes écoles. Ils désirent seulement avoir des gens qui puissent donner des renseignements dans la rue ou, lorsqu'on les envoie aux Etats-Unis, suivre un cours, ~~ils~~ puissent connaître les mots essentiels.

M. LE PRESIDENT. Je voudrais vous remercier encore, mon cher ministre, de votre exposé qui présente un côté réconfortant.

Vous avez souligné le désir du Vietnam de ne pas nous voir jouer un double jeu et vous nous avez

dit qu'il existe des intérêts français dans le Nord.

Le Gouvernement ne veut entretenir qu'une mission commerciale et culturelle avec le Nord, mais je retiens aussi de votre exposé que notre rôle doit être de nous épauler les uns les autres, de faire en sorte qu'à la faveur de cette politique de détente, nous puissions reprendre nos positions culturelles et économiques dans le Sud comme dans le Nord du pays.

Il y a un facteur sur lequel vous avez attiré notre attention : c'est le désir d'unité, qui est réel, de ce peuple.

Bien sûr, dans le Sud, on désire l'unité, mais ils sont dans la crainte d'être submergés si les élections devaient avoir lieu dans le style classique - par le Nord.

Je pense qu'il y a un travail extrêmement délicat pour faire en sorte que si, un jour, un arbitrage devait intervenir, ce soit la France l'arbitre afin qu'elle en tire un bénéfice moral et matériel.

Il faut nous rappeler que nous avons des intérêts dans le Nord. Vous l'avez fort bien souligné, mais nous ne devons pas donner le sentiment que nous jouons le double jeu. Il ne faut pas négliger les possibilités restreintes, difficiles, qui nous restent dans le Nord.

Vous connaissez notre commission : elle est l'homologue de la vôtre. Il ne faut pas gêner l'action de rapprochement que vous avez menée là-bas et dont nous nous permettons de vous remercier et de vous féliciter; mais nous sommes une commission de coordination des affaires d'Indochine. C'est le titre que vous avez donné à votre propre commission. Votre position ne diffère pas de la nôtre. Nous essaierons de faire une sorte de synthèse dans le travail que nous entendons poursuivre. Nous devons aussi agir à la faveur de la détente. Je prends un détail, qui est tout de même important et très caractéristique : un Etat aussi farouchement anti-communiste, comme le Vatican, maintient toujours, non pas à Saïgon, mais à Hanoï son délégué apostolique.

M. Frédéric-DUPONT. Il y a une question d'opportunité. Il existe une tentative faite par M. le président Pineau et par M. Daridan. M. Daridan a dit : Je me suis trompé ; il faut prendre contact avec M. Diem. Il est plus solide dans sa politique qu'on ne le pensait. L'amorce de cette politique est intéressante et a donné des résultats qui ont dépassé nos espérances.

Nous sommes un peu dans la lune de miel. Pendant un certain temps, il faudra être discret et ne pas donner prétexte à jalousie. Il va y avoir un nouvel ambassadeur. M. Paillard a été désigné. On attend l'agrément du Gouvernement vietnamien. La presse a annoncé cette nomination.

M. LE PRESIDENT. Laissons donc le nouvel ambassadeur prendre son départ et améliorer les accords, peut être les signer. Nous ne savons pas ce que nous penserons dans six mois. Lorsque les accords seront signés, quelque chose d'important sera accompli.

Personne ne demande plus la parole ? ...

La séance est levée.

(La séance est levée à douze heures cinquante minutes.)

COMMISSION DE COORDINATION POUR L'EXAMEN DES
PROBLEMES INTERESSANT LES AFFAIRES D'INDOCHINE

Présidence de M. Henri BARRE³, Président d'âge

Séance du Mercredi 10 Octobre 1956

La séance est ouverte à 11 heures 5

Présents : MM. Henri BARRE², BOUTEMY, Léo HAMON, MICHELET, MOTAIS de
NARBONNE, Marius MOUTET, ROCHEREAU, YVER.

Excusés : MM. BRIZARD, CLERC, FOUSSON, Jean-Louis ROLLAND.

Suppléants: MM. de MONTULLÉ, VALENTIN.

Absents : MM. BOUSCH, DURAND-RÉVILLE, GRIMALDI, JAUEN, MERIC,
PELLENC, PORTMANN, ZAFIMAHOVA.

ORDRE DU JOUR

Constitution du bureau

COMPTE RENDU

M. Henri BARRE², Président d'âge.- Nous avons à renouveler notre Bureau pour l'année parlementaire 1956-1957.

Je vous rappelle que le bureau sortant était ainsi composé :

Président : M. Edouard MICHELET
Vice-Présidents : MM. BRIZARD
MOTAIS de NARBONNE
Secrétaires : MM. MERIC
SUSSET

Sur la proposition du Président d'âge, le Bureau sortant est reconduit par acclamations.

o o o
o o
o

Présidence de M. MICHELET, Président

M. MICHELET, Président.- Je vous remercie de m'avoir renouvelé votre confiance. Je me félicite aussi que notre Assemblée ait cru devoir maintenir une commission d'Indochine alors que l'Assemblée Nationale en a décidé autrement.

L'Indochine continue à exister. Il y a encore dans cette péninsule asiatique un pays, le Laos, qui appartient à l'Union Française.

D'autre part, nous conservons là-bas des intérêts et, surtout, une position culturelle. Qu'il me suffise de vous rappeler que le lycée français d'Hanoï a, cette année, ouvert ses portes à 1.600 élèves contre 800 en 1955. Je pense donc que notre commission a encore un travail important à faire.

.../...

Le ministère des Affaires Etrangères se félicite de notre action et compte sur nous pour maintenir un contact avec nos anciennes possessions d'Extrême-Orient.

Il est permis d'espérer un rapprochement plus étroit avec le Cambodge qui dépend de nous pour la réalisation de son port de Kompong-Sam.

En ce qui concerne le Sud-Vietnam même, je crois que l'opinion publique ^{notre} est plus favorable que l'action de son gouvernement le donne à penser.

J'estime que nous pourrions entendre prochainement M.Sainteny.

M.ROCHEREAU.- Je vous signale que le Laos vient de présenter sa candidature au G.A.T.T.

M.Marius MOUTET.- Pourrions-nous entendre M.Sainteny avant le 25 novembre ?

M.LE PRESIDENT.- Bien entendu.

M.VALENTIN.- M.Jean-Pierre Dano qui est notre délégué culturel dans le sud-vietnam pourrait également être entendu avec profit.

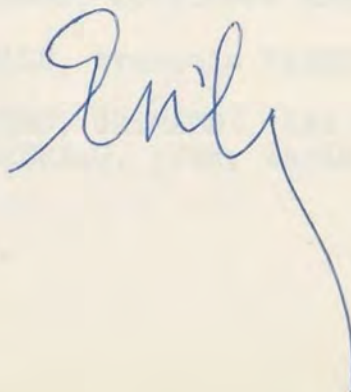
M.LE PRESIDENT.- J'en suis d'accord.

M.Léo HAMON.- Le gouvernement pourrait étudier une formule de lien avec des pays tels que le Maroc, la Tunisie, le Cambodge et le Laos, de manière à réaliser une sorte de Commonwealth.

M.LE PRESIDENT.- Il serait intéressant d'avoir le point de vue d'un cambodgien et d'un laotien sur cette question.

La séance est levée à 11 heures 25.

Le Président,



ORDRE DU JOUR

I - Compte rendu, par M. le Président, de ses récentes entretiens avec M. Gavriel Pissou, Ministre des Affaires Étrangères, sur la situation actuelle en Extrême-Orient.

COMMISSION DE COORDINATION POUR L'EXAMEN
DES PROBLÈMES INTERESSANT LES AFFAIRES D'INDOCHINE

Présidence de M. Edmond MICHELET, président

Séance du mercredi 14 novembre 1956

La séance est ouverte à 10 heures 20

Présents : MM. Henri BARRE, BRIZARD, JAOUEN, MICHELET,
Marius MOUTET, PORTMANN, Jean-Louis ROLLAND.

Excusés : MM. DURAND-RÉVILLE, FOUSSON, MOTAIS-de NARBONNE.

Suppléants: MM. ENJALBERT, de MONTULLÉ, François VALENTIN.

Absents : MM. BOUSCH, BOUTEMY, CLERC, GRIMALDI, Léo HAMON,
MERIC, PELLENC, ROCHEREAU, YVER, ZAFIMANOVA.

.../...

- 2 -

ORDRE DU JOUR

I - Compte rendu, par M. le Président, de ses récents entretiens avec M. Christian Pineau, Ministre des Affaires Etrangères, sur la situation actuelle en Extrême-Orient.

II - Questions diverses.

-:-:-:-:-

COMPTE RENDU

M. MICHELET, président.- Mes chers Collègues, J'aimerais que nous entendions prochainement M. Dannaud qui, en tant que chef de la mission culturelle au Sud-Vietnam, pourra nous fournir des précisions sur notre influence dans cette partie de l'Extrême-Orient.

(Assentiment).

En second lieu, je voulais vous rapporter, ce matin, l'écho de mes derniers entretiens.

J'ai été, en effet, l'objet de deux visites parallèles de deux Indochinois qui se disent encore "citoyens français" ; l'un est M. Man-Hâ, gendre de notre ancien collègue M. Marrane et militant catholique ; l'autre est M. Van Chi, qui avait été considéré pendant longtemps comme un adversaire farouche de la France.

Je les ai donc vus ensemble et le but de leur visite était de savoir si la déclaration de Pham Van Dong, faite à Genève en 1954, pourrait être reprise, déclaration par laquelle la République Démocratique du Viet-Nam solliciterait une réunion de la "Table ronde". On pourrait donc envisager une reprise de contacts ?

Cette démarche était un peu curieuse. J'ai cru de mon devoir d'en référer au Ministre des Affaires Etrangères.

M. Pineau m'a répondu que cette réunion lui semblait un peu prématurée avant la reconnaissance par nous de la Chine populaire à l'ONU.

.../...

- 3 -

Pour ma part, je ne crois pas cependant qu'il soit nécessaire que nous ayons reconnu le Gouvernement de la Chine populaire. Cette demande venant de Hanoï pourrait également renforcer notre position vis-à-vis de nos interlocuteurs Nord-Africains.

Malgré ces raisons, notre Ministre des Affaires Etrangères préfère attendre. Quel est votre sentiment ?

M. BRIZARD.- J'ai eu, la semaine dernière, la visite de deux délégués japonais qui se rendaient à la Conférence de Bangkok et qui venaient faire une enquête en Occident. Ils m'ont déclaré qu'il ne fallait pas assimiler la Chine communiste au régime de l'U.R.S.S.

Je tenais à vous apporter cette précision pour la suite de votre politique.

M. PORTMANN.- Il y a deux mois, j'ai reçu la mission médicale de la République Démocratique du Viet-Nam, qui venait à Paris pour s'informer et qui était admirablement au courant de nos affaires politiques intérieures.

On m'a dit que j'avais eu tort de les recevoir, que je risquais de "braquer" le Viet-nam Sud !... Il est donc difficile de conclure, de savoir si ces interlocuteurs sont sincères et si nous ne risquons pas - en les recevant - de nuire à nos relations avec le Sud-Vietnam.

M. François VALENTIN.- J'avoue que je vois mal pourquoi on tend à opposer notre attitude envers le Nord et celle que nous pouvons avoir envers le Sud ?

D'autre part, je ne comprends pas l'intérêt de cette "Table ronde", alors que nous avons des moyens normaux de discussion et de rencontre. Je pense qu'il conviendrait que le Gouvernement prit acte de ces "avances", en avertisse M. Sainteny et lui demande de pousser les négociations qu'il a qualité pour mener personnellement là-bas.

M. JAOUEN.- Monsieur le Président, ce que vous dites renforce mon opinion, mais que devons-nous faire ? Si M. Pineau n'est pas d'accord pour la reprise de ces contacts, il est vraisemblable que M. Sainteny ne fera rien de plus ; au contraire, si nous émettions un avis favorable, il y aurait peut-être une possibilité de rouvrir certaines négociations. Je suis, quant à moi, favorable à ce point de vue.

.../...

- 4 -

M. LE PRESIDENT.- Allant bientôt à New-York, à l'Assemblée générale de l'O.N.U., je pourrai donc dire à M. Pineau que vous êtes favorables ? (Assentiment).

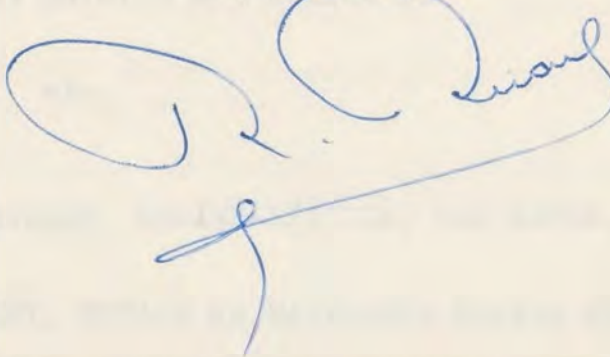
L'Etat du Vietnam a une ambassade à Paris ; la République Démocratique du Vietnam n'a rien ou presque rien, une sorte de représentation commerciale. Il est donc intéressant de "ne pas éteindre la mèche qui brûle encore" sans, pour autant, gâcher l'amélioration de nos relations avec le Sud-Vietnam.

Si vous le voulez bien, au début de décembre, nous entendrons M. Dannaud. Je dois vous dire que j'avais l'intention de demander à nos collègues, Mme Devaud et M. Léo Hamon, qui sont partis à la Conférence de Bangkok, de "pousser" jusqu'à Saïgon, Vientiane et Pnom-Penh. Etes-vous de cet avis ?

(Assentiment).

La séance est levée à 10 heures 45.

Le Président,



COMMISSION DE COORDINATION POUR L'EXAMEN DES
PROBLEMES INTERESSANT LES AFFAIRES D'INDOCHINE

-:-:-:-:-

Présidence de M.Robert BRIZARD, Vice-Président

-:-:-:-:-

Séance du Mercredi 12 décembre 1956

-:-:-

La séance est ouverte à 9 heures 50

-:-

- Présents : MM.Henri BARRÉ, BRIZARD, DURAND-RÉVILLE, Léo HAMON,
PORTMANN.
- Excusés : MM.FOUSSON, MICHELET, MOTAIS de NARBONNE, Marius MOUTET.
- Suppléants: MM.LEGROS, VALENTIN.
- Absents : MM.BOUSCH, BOUTEMY, CLERC, GRIMALDI, JACUEN, MERIC,
PELLENC, ROCHEREAU, Jean-Louis ROLLAND, YVER, ZAFIMAHOVA.

-:-

ORDRE DU JOUR

- I.- Exposé de M.Luc Durand-Réville sur la situation actuelle dans les trois Etats du Sud-Vietnam, du Laos et du Cambodge.
- II.- Echange de vues sur le budget des Etats Associés pour l'exercice 1957.
- III.- Questions diverses.

COMPTE RENDU

M.Robert BRIZARD, Président.- Mes chers collègues, je donne immédiatement la parole à notre collègue M.Durand-Réville, qui va nous faire un exposé sur la situation actuelle dans les trois Etats du Sud-Vietnam, du Laos et du Cambodge.

M.DURAND-REVILLE donne lecture d'une note très complète, jointe en annexe au présent procès-verbal.

Les commissaires présents demandent que la note soit ronéotypée et remise à chaque membre de la commission.

M.LE PRESIDENT.- Pourrions-nous avoir quelques précisions sur nos relations culturelles ?

M.DURAND-REVILLE.- En ce qui concerne ces relations, il semble que la situation se détende maintenant après une période assez critique.

M.LE PRESIDENT.- Avez-vous les uns ou les autres des questions à poser à M.Durand-Réville ? Je pense que M.Léo Hamon nous fera part prochainement de ses impressions sur son récent voyage.

M.Léo HAMON.- Je suis tout disposé à faire ce compte-rendu que je pense, du reste, étendre aux visites que j'ai faites dans les pays étrangers voisins.

Au sujet du Viet-nam, j'ai constaté, comme M.Durand-Réville, une amélioration des relations.

.../...

En ce qui concerne le Laos, je crois que la "passivité" de nos concitoyens, là-bas, favorise l'immobilisme laotien et je crains que cette situation n'entraîne, un jour ou l'autre, une sorte d'"Anschluss" par les pays voisins.

Pour le Cambodge, je ne suis pas tout à fait d'accord avec M.Durand-Réville, sauf sur les incontestables qualités de M.Gorse.

Je me réserve de vous apporter plus amples renseignements lors de mon prochain exposé.

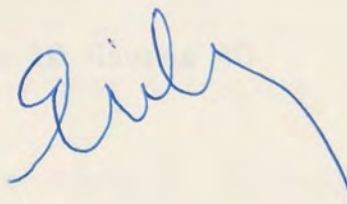
M.DURAND-REVILLE.- Il faudra insister sur l'effort que devra faire la France pour tenir ses promesses.

Budget des Etats Associés

La commission demande à MM.Durand-Réville et Léo Hamon d'intervenir en son nom lors de la discussion, en séance publique, du budget des Etats Associés.

La séance est levée à 10 heures 45

Le Président



CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

COMMISSION DE COORDINATION POUR L'EXAMEN DES
PROBLEMES INTERESSANT LES AFFAIRES D'INDOCHINE

-:-:-:-:-

Présidence de M. Edmond MICHELET, Président

-:-:-:-:-

Séance du Mercredi 27 Février 1957

-:-:-:-

La séance est ouverte à 10 Heures 40

-:-

Présents : MM. BRIZARD, Léo HAMON, MICHELET, PORTMANN, Jean-Louis ROLLAND, ZAFIMAHOVA.

Excusés : MM. DURAND-RÉVILLE, FOUSSON, PELLENC.

Suppléants : MM. de MONTULLÉ, François VALENTIN.

Absents : MM. Henri BARRÉ, BOUSCH, BOUTEMY, CLERC, GRIMALDI, JAOUEN, MERIC, MOTAIS de NARBONNE, Marius MOUTET, ROCHEREAU, YVER.

-:-

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Communication du Président sur la position actuelle de l'Indochine devant les instances internationales.
- II - Exposé de M. Léo Hamon sur la situation politique, économique et sociale du Royaume du Cambodge.
- III - Questions diverses.

-*-

COMPTE RENDU

M. LE PRESIDENT.- Mes chers collègues, l'ordre du jour mentionne ma modeste communication sur la position actuelle de l'Indochine devant les instances internationales.

Voilà comment à New-York se sont déroulées les délibérations.

Sur les propositions du Viet-Nam, la délégation avait reçu des instructions formelles du département de soutenir la candidature du Viet-Nam Sud et de s'opposer à celle du R.D.V.N.

D'autre part, on a voulu lier au Viet-Nam l'affaire de la Corée et, ainsi, on a renvoyé les choses à l'année prochaine!

Mais j'attire votre attention sur le fait qu'en tant que Français nous ne devons pas lier nos deux attitudes vis-à-vis du Viet-Nam sud et vis-à-vis de la Corée.

J'ai vu, par ailleurs, les deux autres délégations d'Indochine admises à l'O.N.U.

Le Cambodge m'a paru assez fuyant . Il ne semble pas très lié à nous et on l'a constaté dans les votes. Malgré tout, son indépendance apparente ne va pas plus loin que l'abstention.

.../...

- 3 -

Au sujet du Laos, je dois souligner son magnifique loyalisme, qui s'est traduit de plusieurs façons. C'est pourquoi nous devons tout faire pour aider ce pays qui nous reste fidèle.

Je vais maintenant donner la parole à M. Léo Hamon qui va plus spécialement nous entretenir de son récent voyage et de la situation au Cambodge.

M. Léo HAMON.- J'ai accompli, récemment, en Asie un voyage qui m'a mené en Thaïlande, au Cambodge, en Birmanie et en Inde ; je pense que je limiterai aujourd'hui mes explications au Cambodge ; toutefois - si je fais un rapport imprimé - je l'étendrai à l'ensemble de ce "contexte" asiatique.

(Assentiment).

M. Edmond MICHELET.- Vous avez raison ! J'ajoute que nos liens actuels avec l'Indochine sont plus étroits qu'on ne peut le penser ... Je souhaite donc que votre rapport soit imprimé et étendu à tous ces pays.

M. Léo HAMON.- Je n'ai pu, en Indochine, faire que le voyage au Cambodge et cela pour des raisons d'horaires.

Deux impressions frappantes : une oasis d'imprégnation française, en Asie, d'une part ; un pays qui essaie de jouer un rôle indépendant, d'autre part.

Une oasis d'imprégnation française, d'abord. Ne serait-ce qu'à cause de la langue. Mais, à la différence du Laos, ce pays aspire à jouer un rôle sur le plan international : c'est ainsi que M. Chou-En-Lai lui a consacré six jours, le parcourant en tous sens, alors qu'un ministre français ne lui a jamais consacré plus de 48 heures ! ...

Le Cambodge a, chez lui, les ambassades de la Chine et de l'U.R.S.S. J'ai même eu plusieurs entretiens avec M. Anikine, ancien chargé d'affaires à Paris ; il y a un représentant de la Pologne auprès de la Commission d'Armistice.

Le Laos accepte d'être dans notre sillage, de nous être fidèle ; le Cambodge ne fera pas pour nous ce qui pourrait l'isoler complètement en Asie. Je pense à la Birmanie et à l'Inde, en songeant à ces deux pays, étant donné qu'au cours des récents événements la Birmanie a toujours soutenu Israël par sympathie socialisante.

- 4 -

Sur les scrutins-tests, le Cambodge veut avoir une influence et peut-être, nous Français, avons-nous intérêt à ne pas faire de cette attitude une cause de rupture ?

J'ai été reçu très longuement par le Prince Sihannouk après qu'il eût reçu lui-même les Chinois. Il m'a donc parlé des relations entre son pays et les grandes puissances ; rompant avec le pacte du Sud-Est asiatique (qui, selon lui, vu les rapports de populations, ne pouvait rien lui apporter de positif), le prince a préféré le neutralisme, mieux vu de son peuple qui est nationaliste à l'excès.

Il n'a pas oublié (dit M. Léo Hamon) la lutte soutenue contre le Vietminh, à tel point que c'est à cause du communisme qui gagnait en influence que le prince a abandonné la couronne, pour faire "choc" sur l'opinion. Le Cambodge - son unité nationale refaite - veut rester indépendant, tout en entretenant les meilleurs rapports avec la Chine, l'U.R.S.S., l'Amérique et la France.

J'ai trouvé que le personnage avait le ton "gaulliste" et une certaine grandeur qui ne m'a pas déplu.

Le Prince Sihannouk m'a déclaré : "J'ai toujours refusé de participer au bloc afro-asiatique - et je n'ai jamais voté contre la France dans les instances internationales. J'aurais cependant souhaité servir d'intermédiaire dans vos différends en Afrique du Nord.

"Au sujet de Nehru, notre attitude est très réservée".

Parlant de la culture française, le Prince Sihannouk m'a précisé : "Autrefois, votre culture était subie, maintenant elle est souhaitée et demandée".

Répondant à une de mes questions au sujet d'une formule d'association à la France, il m'a dit ne pas pouvoir se plier à un système majoritaire.

Nous nous trouvons donc au Cambodge devant un Gouvernement spécifiquement indépendant, mais il existe une incontestable sympathie qui devrait permettre des échanges confiants et amicaux.

Je tiens à souligner aussi l'excellence de notre représentation diplomatique.

../..

- 5 -

Au cours d'une réception à l'Ambassade chinoise, où je fus reçu avec beaucoup de courtoisie, Chou-en-Laï s'est montré très modéré et très complaisant.

Je veux maintenant reprendre mon exposé que je diviserai en quatre points :

1°) Situation économique et aide économique.-

Le Cambodge est un pays de petite industrie. Deux cultures essentielles : le caoutchouc et le riz.

A l'heure actuelle, la production est de 200.000 tonnes de riz et de 30.000 tonnes de caoutchouc.

Les exportations se montent à 10 milliards, les importations à 7 milliards.

Nous achetons au Cambodge pour 5 à 6 milliards et nous lui vendons pour 5 milliards, ce qui représente le 1/10 de nos affaires avec le Vietnam.

Nous pourrions vendre du ciment qui est compétitif jusqu'à Saïgon, mais devient plus cher ensuite.

Le souci du Cambodge est donc de sortir de la monoculture et de développer des petites industries.

Les Chinois ont offert leur aide pour le textile, la papeterie, le contreplaqué.

Le Gouvernement cambodgien veut l'industrialisation et Sihanouk a insisté sur ce point car on dit trop couramment que le Cambodgien aspire uniquement aux emplois publics.

Mais le Cambodge se trouve devant des difficultés du fait de son goût pour le petit artisanat.

C'est un Pays sous-peuplé, donc qui n'a pas de raisons majeures de "bouger". Le Cambodge a son "plan", comme tous les pays asiatiques avides de planification : deux années de tâtonnements préliminaires, puis deux ans de réalisations effectives.

Notre aide porte essentiellement sur la création du Port de Kompong-Som (2.500 millions) - l'aérodrome de

.../...

- 6 -

Ponchong-Tom, l'alimentation en eau de la ville de Pnom-Penh et différents travaux hydrauliques, le total du plan français étant de 9.350 millions, dont seuls 6.500 millions ont été adoptés jusqu'à présent.

N'oublions pas que nous sommes en compétition : ainsi pour l'hôpital, où l'U.R.S.S. nous concurrence. La Chine populaire également nous jugera sur ce que nous ferons là-bas, le Cambodge étant en quelque sorte notre "carte de visite" vis-à-vis du Sud-Est asiatique.

En ce qui concerne Kompong-Som, que j'ai tenu à visiter, la différence est éclatante entre la situation matérielle de nos techniciens et celle des Américains, qui font la route reliant le port à la capitale. Ce port sera pour le Cambodge le symbole de l'indépendance, construit par la France ; malheureusement, nous prenons du retard et nous n'avons pas tout inscrit sur notre devis (terre-pleins et magasins généraux), ce qui sera infiniment désagréable aux Cambodgiens !

2°) Questions culturelles.-

En ce qui concerne notre présence culturelle, deux points : l'enseignement français, les relations culturelles, le tout couvrant un crédit de 300 millions.

La partie proprement française est faible. 700 élèves au lycée dont 400 Français (européens et eurasiens). Il y a des établissements privés et aussi un petit cours de P.C.B. et l'embryon d'une école de médecine.

Dans les relations culturelles, notre présence s'affirme par l'enseignement du français durant 3 ans à 120.000 enfants.

Sur 4.000 instituteurs, seulement 6 Français.

Nous distribuons 100.000 manuels aux élèves.

Dans le secondaire, 10⁰⁰⁰ enfants, dont 1.000 filles ; le français est la langue véhiculaire. Il y a 13 établissements avec 185 professeurs français.

L'enseignement technique est insuffisant : 4 professeurs et 2 moniteurs seulement pour 300 élèves.

../..

- 7 -

Ce système se complète par les cours de l'Ecole de médecine. Je signale qu'il y a seulement 3 médecins cambodgiens sur une quarantaine de praticiens. Pour les études juridiques, le Professeur Capitant a institué un cycle de cours.

M. PORTMANN.- L'Indochine constitue un foyer de culture française au milieu d'immenses continents.

M. Léo HAMON.- Encore quelques mots sur l'armée et la politique cambodgiennes.

3°) L'armée.-

35.000 hommes, dont l'encadrement et l'instruction sont assurés uniquement par des Français. Elle dispose d'un budget de 20 milliards (dont 3,5 milliards fournis par les Khmers, 6 par les Américains et nous le reste) pour une bonne force de police locale.

4°) La politique.-

En septembre 1955, les élections ont été un triomphe pour Sihamnouk et les forces traditionnalistes. Or, celles-ci estiment que le prince les a bernées en menant une politique progressiste, tandis que les anciens étudiants du parti démocrate sont passés à la cause de Sihamnouk !

J'ai rencontré ces derniers à un déjeuner organisé par René Capitant : garçons remarquables qui se posent la question de servir sous les ordres du prince.

Pour me résumer, vous avez donc présentement un prince qui est l'idole de son peuple et, en regard, les milieux traditionnels, qui sont étonnés des agissements de l'homme qu'ils ont eux-mêmes poussé au pouvoir.

Ce pays est extrêmement captivant ; il est la plaque de l'influence française dans le monde de l'est-asiatique.

En conclusion, je crois que notre Commission devrait s'attacher à montrer que le Cambodge a une position-clé, à la fois géographique et morale, qui implique un effort et une attention particulière de notre part.

.../...

- 8 -

M. LE PRESIDENT.- Je crois, quant à moi, que nous devons nous intéresser tout particulièrement à ces pays, avec lesquels nous pouvons encore faire de grandes choses. Il y a de l'espoir pour l'avenir et dans nos relations avec les jeunes générations.

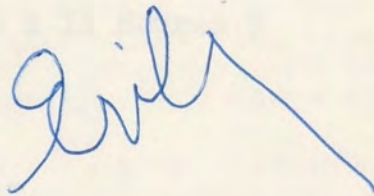
M. J.L. ROLLAND.- J'ai retenu le manque de techniciens au Cambodge et je crois que nous devrions demander et obtenir des détachements.

M. LE PRESIDENT.- Je m'intéresserai à cette question et interviendrai auprès du Ministre Anxionnaz.

Je demande également à M. Léo Hamon de faire imprimer son intéressant exposé.

La séance est levée à 12 heures 10.

Le Président,



COMMISSION DE COORDINATION POUR L'EXAMEN DES
PROBLEMES INTERESSANT LES AFFAIRES D'INDOCHINE

Présidence de M. Edmond MICHELET, Président

Séance du Mercredi 20 Mars 1957

La séance est ouverte à 11 Heures 5

Présents : MM. BRIZARD, FOUSSON, GRIMALDI, Léo HAMON,
MICHELET, MOTAIS de NARBONNE, PORTMANN, YVER.

Excusés : MM. CLERC, DURAND-RÉVILLE, Marius MOUTET, PELLENC.

Suppléants : Mme DEVAUD, M. François VALENTIN.

Absents : MM. Henri BARRÉ, BOUSCH, BOUTEMY, JAOUEN,
MÉRIC, ROCHEREAU, Jean-Louis ROLLAND, ZAFIMAHOVA.

-*-

../..

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Audition de M. Tibor Mende à l'occasion de son récent voyage en Indochine.
- II - Questions diverses.

-*-

COMPTE RENDU

M. Edmond MICHELET, Président.- Mes chers collègues, je remercie vivement M. Tibor Mende d'avoir bien voulu venir devant la Commission.

Je vous rappelle qu'il a écrit de nombreux ouvrages, imprimés aux Editions du Seuil, sur l'Inde, la Chine, le monde musulman et Israël.

Je vous signale, enfin, que M. Tibor Mende vient de donner une rare preuve d'attachement à notre pays en demandant et obtenant d'être naturalisé français, bien qu'il soit hongrois de naissance et ait passé plus de dix ans aux U.S.A., où il était particulièrement connu et apprécié.

M. TIBOR MENDE.- Je remercie très vivement Monsieur le Président de la Commission des paroles aimables qu'il a prononcées à mon égard et je vais essayer de ne pas vous décevoir!

Je suis resté deux mois au Vietnam, un mois dans le sud et un autre dans le nord ; dans les deux pays, j'ai été reçu par les collaborateurs du Président Diem et du Président Ho-Chi-Minh et, grâce à eux, j'ai eu des chiffres qui, jusqu'ici, sont demeurés assez secrets. J'ai même eu des entretiens avec ces deux présidents.

M. Diem, qui est catholique, est dominé par ses deux frères, notamment le premier, M. Nu, qui habite au Palais même du Gouvernement. Le second réside à Hué d'où il dirige une sorte de police secrète dans cette région.

../..

- 3 -

L'équipe présidentielle assez homogène a une aile libérale et une autre conservatrice.

La fraction libérale est représentée par M. Tchao et son adjoint, M. Vu-Van-Taï, Directeur du Bureau de liaison avec les Américains.

Le parti conservateur est représenté par M. Thé, Vice-Président de la République.

MM. Vu et Tchao cherchent à faire accepter par le Président le principe d'un plan quinquennal élaboré en liaison avec les Américains.

Le Sud-Vietnam est sous l'influence de "l'utopie d'exportation" des Etats-Unis. Cela se traduit par une injection importante de devises et de produits riches ayant pour résultat de créer un niveau de vie artificiellement élevé qui amène au régime les classes aisées.

Un deuxième soutien du régime est le groupe des réfugiés pour lesquels un effort très important a été fait.

Une troisième colonne est constituée par les fonctionnaires parmi lesquels on compte un grand nombre de Tonkinois et d'Annamites.

Le régime s'appuie également sur la police (150.000 h.) et l'armée (180.000 h.).

Les partisans "payés" du régime s'élèvent ainsi à 1 million 1/2 environ.

Les autres Vietnamiens sont assez peu enthousiastes.

En ce qui concerne l'aide extérieure, les Américains fournissent 320 millions de dollars, qui représentent 80 % du Budget sud-vietnamien.

L'idéologie "Dien" se limite à un anticommunisme un peu lassant. C'est ainsi que la censure consiste à supprimer dans les journaux français les articles "gauchistes" et tous ceux qui parlent d'une coexistence possible.

../..

- 4 -

L'intervention des U.S.A. se traduit par une aide directe pour 1/5 et par un fonds de contre-partie pour 4/5.

Il existe plusieurs cours de la piastre, de 30 à 120 pour un dollar.

10 % seulement de l'aide américaine sont véritablement destinés à l'économie. En effet, la plus grande partie des dollars est consacrée à des produits de luxe, une très faible proportion allant à des biens d'équipement.

Ceci caractérise, d'ailleurs, assez bien l'aide américaine dans le monde.

-*-

La structure du Nord-Vietnam rappelle celle des démocraties populaires.

Les obsessions principales du régime sont la réforme agraire et l'industrialisation.

La réforme agraire a été un échec total et a donné lieu à de terribles cruautés. Le régime a reconnu ses erreurs et une première tranche de 12.000 prisonniers a été libérée. D'autre part, les parents des exécutés (plus de 15.000) ont été indemnisés.

Il existe actuellement une psychose masochiste d'auto-critique.

Ces abus ont créé un mécontentement qui a abouti notamment aux révoltes de Vinh. Je ne crois pas qu'il soit possible de comparer cette émeute et la répression qui a suivi avec les événements de Budapest. Ceci dit, il y a eu probablement d'autres manifestations.

Il y a donc une détente : autocritique de la presse, apparition de marchandises dans les vitrines, fin des défilés populaires. Le nombre des étudiants du Lycée français Albert Sarraut a augmenté de 700 à 1500 ; des films français ont été projetés ; les femmes furent autorisées à porter leurs robes multicolores ...

.../...

- 5 -

Le régime a perdu une grande partie de sa popularité, en dehors de l'armée et de la police ; il ne peut guère compter que sur la toute jeunesse, très endoctrinée. De mes conversations avec le Président Ho-Chi-Minh, il résulte que celui-ci attend surtout sa revalorisation des progrès économiques : pour la première fois, on a exporté du riz (50.000 tonnes aux Indes) ; accroissement de l'équipement agricole ; accords de deux ans avec la Russie et la Chine populaire.

L'U.R.S.S. doit apporter une aide de 400 millions de dollars et la Chine une aide 4 fois plus élevée ! On s'efforce d'arriver à une industrialisation rapide, mais - là encore - la presse exagère certainement, quoique les deux pays fassent à cet égard du "forcing" : fabrique d'allumettes, papeterie, livraison de bateaux de l'Allemagne de l'Est, contreplaqués tchécoslovaques, techniciens venus de l'Europe de l'Est (trop payés aux dires de la population)

Pour ma part, j'ai été autorisé à visiter six établissements industriels, entre autres deux grandes fabriques de thé très modernes, près de Phuto.

J'ai vu également une usine de conserves et une usine de machines-outils en plein centre de Hanoï. Le secret de l'existence de plusieurs de ces manufactures était si bien gardé que la plupart des personnalités officielles en ignoraient l'existence.

Ces usines généralement montées par des techniciens russes sont extrêmement modernes et bien agencées.

J'ai l'impression que les Soviétiques cherchent à faire du Nord-Vietnam une sorte de vitrine pour le sud-est asiatique.

Si l'on ne croit pas à l'hypothèse américaine de la disparition fatale du communisme, je crois qu'il est intéressant de garder des liens avec cette zone où les Français ont encore une certaine influence et peut-être une carte à jouer.

../..

- 6 -

M. LE PRESIDENT.- Je remercie bien vivement M. Tibor Mende pour son intéressant exposé.

J'invite mes collègues à lui poser des questions, me réservant, quant à moi, de tirer les conclusions de cet échange de vues.

M. PORTMANN.- Avez-vous eu des difficultés pour passer du Sud-Vietnam au Nord-Vietnam ?

M. TIBOR MENDE.- Il faut le visa, donné par les services à Paris.

M. HAMON.- J'aimerais avoir, avec précision, les chiffres de l'aide américaine.

J'ai l'impression aussi que le régime Diem a gagné en faveur?

Est-ce qu'il y a un rapport entre l'extrême richesse en dollars du Sud-Vietnam et la sympathie ostensible manifestée par le Gouvernement français à l'égard de cette zone.

M. LE PRESIDENT.- J'aimerais, mon cher collègue, qu'on se limite à des questions moins tendancieuses, si vous me permettez cette qualification.

M. HAMON.- En ce qui concerne le Nord-Vietnam, M. Tibor Mende a-t-il eu l'impression d'une concurrence entre l'Union soviétique et la Chine communiste?

M. Tibor Mende a-t-il eu l'impression que les mesures de "déstalinisation" aient subi un ralentissement ?

Comment peut-on expliquer le relèvement de la production agricole ?

Quel effet a fait dans le Nord-Vietnam la prise de position française à l'égard du régime Diem ?

M. TIBOR MENDE.- J'ai l'impression que le régime Diem est stable dans le sud, car on est toujours favorable à un régime qui rétablit l'ordre. Je suis convaincu de sa stabilité pour l'avenir proche.

.../...

- 7 -

En ce qui concerne la rivalité entre l'U.R.S.S. et la Chine, il m'est difficile d'avoir une opinion.

Au sujet de la "déstabilisation", il semble qu'il y ait un certain changement dans la pratique de l'auto-critique.

Pour la production agricole, l'augmentation de la récolte a permis une petite exportation.

Mme DEVAUD.- Que sont devenues les entreprises françaises dans le Nord ?

Au point de vue culturel, la progression des élèves au Lycée Albert Sarraut est réconfortante pour nous.

Quelles sont les relations entre les autorités du régime et les catholiques ?

Pensez-vous qu'une reconnaissance de la Chine par la France pourrait permettre des contacts avec le Nord-Vietnam ?

M. TIBOR MENDE.- J'ai visité une cimenterie dirigée par un ancien contremaître placé sous la surveillance d'un commissaire politique.

Les usines de textiles et les Charbonnages marchent également.

Pour les relations culturelles, il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'un régime communiste; en ce qui concerne les catholiques, la situation étant devenue absolument normale à la date du 15 janvier.

Au sujet de la reconnaissance de la Chine, je pense que c'est une question internationale qui n'a rien à voir avec la reconnaissance du Gouvernement du Nord-Vietnam.

M. LE PRESIDENT.- Vous avez assimilé l'attitude des Américains au Sud-vietnam à celle qu'ils ont eue dans d'autres régions.

.../...

- 8 -

Vous avez parlé du secret qui entoure l'implantation des "combinats" industriels. Je n'en comprends pas très bien les raisons?

M. TIBOR MENDE.- Il y a le goût du secret congénital du monde communiste et aussi le désir de ménager l'élément de surprise en ne parlant des réalisations que lorsqu'elles seront terminées.

M. LE PRESIDENT.- J'ai demandé audience à M. Clappier, Directeur du commerce extérieur, au sujet des pourparlers commerciaux avec le Nord-Vietnam.

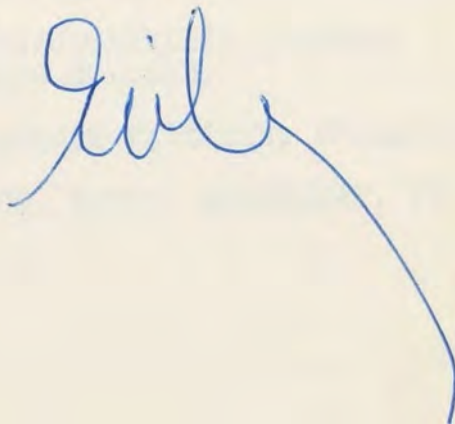
J'ai l'intention de voir également M. Christian Pineau, à propos de notre attitude nouvelle à l'égard de la République démocratique du Vietnam-Nord.

J'estime que nous avons seuls la possibilité de faire là-bas une expérience intéressante de coexistence et je pense, pour ma part, que nous aurions avantage à normaliser nos relations avec Ho Chi Minh.

M. TIBOR MENDE.- Je crois que l'on cherche à obtenir des avantages transitoires au sud en procédant à des abandons définitifs au nord.

La séance est levée à 12 heures 30.

Le Président,



COMMISSION DE COORDINATION POUR L'EXAMEN DES
PROBLEMES INTERESSANT LES AFFAIRES D'INDOCHINE

---:---:---:---:---:---:---:---:---

Présidence de M. Edmond MICHELET, Président

---:---:---:---:---:---:---:---:---

Séance du Mercredi 26 Juin 1957

---:---:---:---:---:---:---:---:---

La séance est ouverte à 10 heures 40

---:---:---

Présents : MM. GRIMALDI, Léo HAMON, MICHELET, MOTAIS de NARBONNE,
Marius MOUTET.

Excusés : MM. BOUTEMY, BRIZARD, CLERC, DURAND-RÉVILLE, JAOUEN,
PELLENC, PORTMANN, Jean-Louis ROLLAND.

Suppléants: M. CERNEAU, Mme DEVAUD, MM. François VALENTIN, ENJALBERT.

Absents : MM. Henri BARRE, BOUSCH, FOUSSON, MERIC, ROCHEREAU, YVER,
ZAFIMAHOVA.

---:---:---

Indoc. 26.6.57

- 2 -

ORDRE DU JOUR

=====

- I - Exposé de M. Jean SAINTENY, Délégué général de la France auprès de la République Démocratique du Nord-Vietnam, sur la situation actuelle au Nord-Vietnam.
- II - Questions diverses.

COMPTE RENDU

=====

M. Edmond MICHELET, Président.- Mes chers collègues, je remercie M. le Gouverneur Sainteny d'avoir bien voulu venir nous faire part de ses impressions sur la situation actuelle au Nord-Vietnam; malheureusement, les débats financiers d'hier soir ont réduit le nombre des collègues de cette commission (Sourires).

Notre commission, croyez-moi, a encore un rôle à jouer, ne serait-ce que pour permettre à certains interlocuteurs de se manifester; je tiens également à remercier M. Jean Sainteny de l'action qu'il mène là-bas et à l'en féliciter, car sa tâche est d'autant plus difficile qu'il rencontre des oppositions et à Hanoï et à Paris.

M. Jean SAINTENY.- Vous êtes, Messieurs, le seul organisme qui s'intéresse encore à ce Nord-Vietnam où je mène l'action difficile qu'a soulignée le Président Michelet.

Actuellement, nous nous trouvons devant un virage qu'il faut prendre -selon moi- car notre situation équivoque des trois dernières années ne saurait durer plus longtemps.

La présence française à Hanoï, quoique faible et modeste, existe. Or, nous allons devoir, avec les vietnamiens du Nord, "normaliser" notre position. Entendons-nous avoir maintenant, avec la R.D.V.N., des rapports normaux ? La France reste présente dans beaucoup d'institutions, mais il est des gestes que nos interlocuteurs attendent d'elle si elle veut rester encore auprès de la R.D.V.N.

Je suis prêt maintenant à répondre à vos questions, car je pense qu'il est essentiel qu'un dialogue s'instaure au sein de cette Commission.

.../...

M.LE PRESIDENT.- La question se pose donc de savoir si nous allons poursuivre une politique de découragement!

Il apparaît qu'il existe à Hanoï une présence française qu'il faut conserver à tout prix, tant sur le plan culturel que sur le plan économique.

On a le sentiment que les habitants du Nord sont plus tournés vers nous que ceux du Sud. Devons-nous donc laisser aller les choses ?

L'expérience de la R.D.V.N. ne doit pas nous laisser indifférents.

Il semble qu'il y ait là un problème nouveau dans l'établissement de nos relations avec ces populations.

M.MOTAIS de NARBONNE.- Je désirerais poser deux questions à M.le Gouverneur Sainteny :

1°/ Quel est le nombre des Français au Nord-Vietnam ?

2°/ Comment envisage-t-on l'indemnisation des Français du Nord-Vietnam ? Est-il encore possible de prévoir un accord amiable avec les autorités ?

M.Marius MOUTET.- Mes questions rejoignent celles de M.Motais de Narbonne.

Il y a une question de droit et une situation de fait.

Qu'entend M.Sainteny par "normalisation" de nos rapports avec la République du Nord-Vietnam ? Pouvons-nous entretenir des relations avec le Nord et le Sud à la fois ?

M.Léo HAMON.- J'ai une seule question à poser : dans quelles mesures les facilités, tant publiques que privées, consenties aux sociétés ou aux commerçants français ont varié et pour quelles causes ?

Mme DEVAUD.- Peut-il y avoir concomittance d'action entre le Nord et le Sud ? Y a-t-il en République démocratique du Nord-Vietnam une répercussion des événements de Chine et de Formose ?

Dans quelles conditions voyez-vous cette "normalisation" de nos rapports ? Comment pouvons-nous améliorer nos relations et nos possibilités économiques ?

.../...

M. Jean SAINTENY, Délégué général.- En ce qui concerne la présence française, nous étions, en 1945, 28.000 Français à Hanoï; actuellement nous sommes 103 (70 à la Délégation, au Lycée 19 sont professeurs et les autres sont missionnaires, si l'on excepte 2 ou 3 retraités).

Pour les biens fonciers, cette question est fort importante, car de nombreux Français ont dû abandonner des propriétés qui constituaient tous leurs biens. Sur ce point, je dois avouer que j'ai échoué totalement : d'abord, parce que les vietnamiens me répondent : "Comment nous considérez-vous ? Répondez-nous et, alors, nous réglerons cette question ..." et ainsi sommes-nous très embarrassés ! Ils nous rappellent nos engagements de Genève en 1954, et déclarent qu'eux n'ont aucune représentation à Paris.

Ajoutons qu'ensuite, sur le plan pratique, ils se sont emparés des immeubles et des terres en déclarant qu'ils étaient prêts à nous indemniser; pendant 38 séances de commissions nous avons discuté ce problème sans aboutir ! Il faut donc sortir dès maintenant de l'équivoque ...

Quelle est cette situation et que pourrait-elle être ?

En 1954, M. Pierre Mendès-France et M. Pham-Van-Dong avaient décidé d'échanger des délégations. Ce fut l'époque où j'allai à Hanoï présenter mes lettres de créance; depuis trois ans, je vis dans cette situation d'attente. La République démocratique du Nord-Vietnam ne se fâche pas, mais toutes nos tentatives aboutissent à des échecs, ne serait-ce que la délivrance de passeports pour 5 dactylos dont nous avons besoin!

"Normaliser", qu'est-ce que cela veut dire ? Au début, j'étais le doyen du Corps diplomatique, actuellement, je suis un consul à peine toléré. Que souhaiteraient les vietnamiens ? Au début, avoir à Paris la même délégation générale; maintenant, ils se rendent compte qu'ils ne l'auront pas et se contenteraient d'un pis-aller; la sagesse serait de réduire notre représentation jusqu'au moment où, à Paris, le nombre de personnes de la République démocratique du Nord-Vietnam pourrait être le même qu'à Hanoï.

Selon moi, accepter un représentant économique-culturel de la R.D.V.N. ne justifierait pas les craintes actuelles; il faut faire ce sacrifice si l'on veut pouvoir encore travailler là-bas.

.../...

M. MOTAIS de NARBONNE.- Y a-t-il d'autres puissances occidentales à Hanoi ?

M. Jean SAINTENY.- Non, en 1954, les Américains et les Anglais ont cru pouvoir rester; au bout de 10 mois, les Américains sont partis; les Anglais se sont terrés sur place, sans être reçus par la R.D.V.N., mais ils le sont par les autres gouvernements.

Je me trouve considéré là-bas comme un vague consul, que l'on connaît plutôt à cause de son passé, mais pas plus, et je crains que la situation ne se dégrade encore et qu'un jour je ne sois plus considéré que comme un agent immobilier chargé de la défense des derniers intérêts des immeubles français!

Pour les entreprises françaises, il n'en reste qu'une : la Régie Renault qui vend des pièces détachées et attend de problématiques commandes.

Notre prestige économique est grand et la population du Nord-Viet-Nam manifeste un grand engouement pour les produits français.

A titre d'exemple, une bicyclette française est vendue 12.500 dongset une bicyclette tchèque 3.000 seulement. Pour une Dauphine, on m'a offert 2 millions de francs ...

Nous avons réalisé, en 1956, 876 millions d'importations françaises. Les Vietnamiens nous vendent du charbon, mais il est encore difficile de savoir si nous pourrions établir de rentables échanges commerciaux.

La libre entreprise subsiste-t-elle ? Non, et je ne pense pas que, même en Chine, ce soit quelque chose de bien développé. Les petits commerçants ferment peu à peu leurs portes.

Les relations entre le Nord et le Sud sont inexistantes sauf par le passage en fraude de quelques frontaliers.

La situation faite aux Français n'est guère agréable; il faut un laissez-passer même pour faire le tour du grand lac; moi-même, pour aller à Gia-Lam, je dois accomplir cette formalité. C'est un régime policier parfait.

La population subit avec beaucoup de mauvaise humeur le régime actuel; elle est restée plus profondément attachée à la France que nous ne le pensions. D'ailleurs, les soviétiques affichent pour les vietnamiens un mépris total et ceux-ci souffrent de ce racisme, d'autant qu'ils se souviennent de la période française. Il est donc possible de prévoir qu'un jour le Nord et le Sud nous reviendront sous une forme ou sous une autre.

La déstalinisation s'est fait sentir - surtout après les événements de Hongrie. Profitant de ce mouvement, j'ai essayé de faire rendre aux missionnaires français une certaine liberté et j'y suis parvenu beaucoup plus facilement que je ne le pensais. Jetés dans des culs de basse-fosse, ils sont maintenant libres d'évangéliser et je dois dire que la foi est beaucoup plus vive qu'avant (recrutement accru dans les séminaires, etc...). Il faut signaler également l'affluence à la dernière messe de minuit, à toutes les cérémonies religieuses, l'hommage rendu aux représentants du clergé. Il reste 7 à 800.000 catholiques dans le Nord, à peu près libres d'exercer leur culte.

En réponse à une question de Mme Devaud, j'indique que le mouvement des "Prêtres de la patrie" a été un échec total, car la population est restée fidèle à ses anciens prêtres, d'obéissance romaine.

M.LE PRESIDENT.- En conclusion, nous pouvons donc dire, Messieurs, que nos actions là-bas dépendent entièrement de la politique que notre gouvernement fera à l'égard de ces pays.

M.MOUTET.- Selon vous, il faut donc tenir nos engagements et accepter la représentation vietnamienne en France.

Croyez-vous à la possibilité d'une coexistence des liens français avec le Nord et le Sud en même temps ?

Si notre gouvernement acceptait la représentation politique économique et culturelle du Nord-Viet-Nam en France, il y aurait pour nous la possibilité d'envoyer des représentants de commerce, mais pourrait-on installer une maison de commerce ? Serait-ce une aventure ?

M.SAINTENY.- Bien entendu !

M.LE PRESIDENT.- Je crois qu'il y aurait quand même des candidats pour tenter cette expérience et je suis persuadé que nos interlocuteurs y seraient favorables.

J'ai l'impression que, sur le plan économique et sur le plan spirituel, il y a quelque chose à faire.

Ici, nous avons des responsabilités vis-à-vis de l'exécutif !..

.../...

M.MOUTET.- Supposons que nous engagions ici un débat, à condition encore que le gouvernement veuille bien nous répondre, il faut que, sur le plan pratique, nous puissions savoir ce que nous pouvons faire ensuite, là-bas, sur le plan commercial ?

(M.Moutet donne lecture d'une réponse évasive, faite devant l'Assemblée Nationale, à M.Guillain de Bénouville).

M.SAINTENY.- La difficulté vient de l'existence de ces "bureaux d'achat" et d'un volume très réduit de moyens de paiement; ainsi, le représentant de DAVUM est venu récemment à Hanoï et il a proposé ses produits; des commandes ont été passées mais ce commerce est extrêmement limité dans le cadre de notre accord commercial.

Par contre, une société dont l'activité serait nécessaire à la reconstruction aurait des chances de réussite, mais nous n'en sommes pas là puisque nos rapports ne sont pas normalisés.

M.François VALENTIN.- Selon moi - et je m'en excuse - tous ces échanges sont limités par le volume du charbon tonkinois dont, non seulement l'exportation n'est pas illimitée, mais doit encore être répartie entre les différentes puissances commerciales.

M.SAINTENY.- Pas tout à fait, car si le gouvernement de la République démocratique du Nord-Vietnam le voulait, elle pourrait accroître la production de ces charbonnages pour faire face à un commerce accru.

M.Léo HAMON.- Le problème du Nord-Vietnam n'est pas original ! On le retrouve dans tous les pays communistes mais encore avec tous les pays à commerce monopolistique. La seule perspective est celle de grands travaux (comme nous le faisons actuellement en Turquie ou en Amérique), pas nécessairement rentables, mais permettant non seulement des paiements, mais encore l'exportation de techniciens dans les pays considérés.

J'entends parler de la présence française ? Si douloureux que cela paraisse, nous allons être obligés d'adopter la même attitude dans de nombreux pays. C'est au volume des affaires, à la qualité de nos représentants que se mesurera, dans l'avenir, l'influence de la France.

Le problème de notre présence à Hanoï, c'est celui de tous les pays pour lesquels on nous impose une obligation d'option. C'est le cas de notre politique pro-israélienne, et c'est bien aussi celle du Nord et du Sud-Vietnam et, même en ce qui concerne celui-ci, vis-à-vis du Cambodge, nous nous trouvons dans la même situation.

.../...

M.GRIMALDI.- Comment le gouvernement du Nord-Vietnam, qui est communiste, va-t-il tolérer l'installation de commerçants étrangers, alors qu'il interdit le commerce individuel de ses nationaux ?

M.SAINTENY.- Peut-être me suis-je mal fait comprendre, mais nous n'avons de possibilités de commerce que par l'intermédiaire des "centrales d'achat".

M.François VALENTIN.- Les accords d'établissement sont donc exclus. Mais dans quelles conditions reprendra-t-on nos investissements ?

M.LE PRESIDENT.- J'insiste sur l'expérience de la R.D.V.N. qui est originale. C'est l'expérience d'un pays qui se dit et qui est communiste - et où il y a encore 13 millions de gens qui ne nous sont pas défavorables - où le catholicisme continue d'avoir son implantation.

M.SAINTENY.- Sans doute, mais - vu de l'extérieur - il semble quand même que la France ait opté et que la sympathie de notre pays se soit tournée vers le sud.

M.MOUTET.- Je remercie M.Sainteny qui, grâce à ses communications, nous a permis de savoir maintenant où nous en sommes.

Quel est ce mouvement chez les intellectuels du Nord dont parle le bulletin d'informations du 25 juin 1957 ?

(M.Moutet donne lecture d'un passage de ce bulletin)

M.SAINTENY.- Cette "révolte" (en modérant le sens de ce mot) est bien un fait réel qu'il ne faut cependant pas exagérer.

Le lycée a vu ses effectifs passer de 600 en 1956 à 1800 élèves en 1957. La population vietnamienne nous supplie d'accepter ses enfants, mais nous manquons de personnel et de locaux. Il faut nous défendre de la main-mise des partis politiques.

La mission laïque comporte 19 professeurs français dont aucun n'a demandé à partir; elle est composée de personnes extrêmement valables.

J'ai pu faire ouvrir un rayon français à la librairie internationale; vous dirai-je que 16 millions de francs de livres ont été commandés en deux mois ? C'est donc assez symptomatique de notre influence. De même pour les films français, j'ai présenté "Le monde du silence", "Ballon rouge", "Jour de fête"...

.../...

Sur le plan hospitalier, l'Hôpital Saint-Paul (avec des soeurs) conserve la faveur du public; ce qui explique, en partie, notre force attractive, ne nous le cachons pas, c'est que cet enseignement est entièrement gratuit; certes, nous suivons les programmes gouvernementaux avec cependant 13 heures de français par semaine et les mathématiques et les sciences sont enseignées dans notre langue ...

M.LE PRESIDENT.- Je dois remercier M.Jean Sainteny de la précision et de l'abondance de ses réponses. Voulez-vous, mes chers collègues, que nous fassions le dépôt d'une question orale avec débat ?

M.Léo HAMON.- Je ne suis pas partisan de cette manière de faire qui fera inutilement du bruit.

M.MOUTET.- Je suggère qu'une délégation se rende auprès du Ministre des Affaires étrangères pour lui demander quelles sont ses intentions vis-à-vis du Nord-Vietnam.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 heures 20

Le Président,

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

Séance du Jour

COMMISSION DE COORDINATION POUR L'EXAMEN DES
PROBLEMES INTERESSANT LES AFFAIRES D'INDOCHINE

-:-:-:-:-

Présidence de M. CLERC, Président d'âge

-:-:-:-:-

Béance du mercredi 13 novembre 1957

-t-:-:-:-:-

La séance est ouverte à 10 heures 35

-:-:-:-:-

Présents : MM. CLERC, Léo HAMON, MICHELET, MOTAIS DE
NARBONNE.Suppléant: M. AUBE.Excusés : MM. BOUSCH, BOUTEMY, DURAND-REVILLE, MERIC.Absents :: MM. BARRE, BRIZARD, FOUSSON, GRIMALDI, JAOUEN,
Marius MOUTET, PELLENC, PORTMANN, ROCHEREAU,
ROLLAND, YVER, ZAFIMAHOVA.

- "- "- -

/...

- 2 -

Ordre du Jour

- Constitution du Bureau.

- "-

Compte-rendu

M. LE PRESIDENT.- Mes chers collègues, vous connaissez l'ordre du jour de notre réunion. Je vous proposerai donc la reconduction pure et simple de notre bureau.

Plusieurs commissaires.- Cela nous semble une sage proposition.

Le bureau demeure donc ainsi composé :

Président	: M. Edmond Michelet
Vice-Présidents	: MM. Motais de Narbonne - Brizard
Secrétaires	: MM. Méric - Raymond Susset.

o°o

Présidence de M. Michelet, Président

M. MICHELET.- Mes chers collègues, après vous avoir présenté mes remerciements et ceux de mes collègues du Bureau, je vous ferai la suggestion d'entendre M. Georges Picot de la mission Sainteny et d'autres personnalités susceptibles de nous fournir des renseignements intéressants sur le Laos, et les Etats d'Indochine, en général.

/...

- 3 -

M. Léo HAMON.- Je suis très partisan de l'audition de M. Picot et aussi de ceux de nos collègues qui auraient des informations à nous donner sur ces pays qui nous intéressent.

Le problème de la réduction des crédits se pose et nous devons essayer d'avoir des précisions.

M. MICHELET.- Je vous convoquerai donc très prochainement pour ces diverses auditions.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 10 heures 45.

Le Président,

Présente : MM. BARRE, CLERC, Léo HAMON, MICHELET, NOTAIS
de BARBONNY, Charles GOUTY, RULLAND,

Excusé : MM. GOUTY, DURAND-BEVILLE, YVES.

Quittés : MM. DEVAUD, MM. MICHELIN, de MONTVILLE.

Absents : MM. BOURCH, RULLAND, YVERGON, CHINAULT, JALON,
VIEUX, FELLIER, FAYE, BOURGEOIS, SÉVERIN.

COMMISSION DE COORDINATION POUR L'EXAMEN
DES PROBLEMES INTERESSANT LES AFFAIRES D'INDOCHINE

Présidence de M. MICHELET, Président

Séance du mercredi 22 janvier 1958

La séance est ouverte à 10 Heures 30

Présents : MM. BARRE, CLERC, Léo HAMON, MICHELET, MOTAIS
de NARBONNE, Marius MOUTET, ROLLAND.

Excusés : MM. BOUTEMY, DURAND-RÉVILLE, YVER.

Suppléants : Mme DEVAUD, MM. MICHELIN, de MONTULLÉ.

Absents : MM. BOUSCH, BRIZARD, FOUSSON, GRIMALDI, JAOUEN,
MÉRIC, PELLENC, PORTMANN, ROCHEREAU, ZAFIMAHOVA.

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Audition de M. Pol-Simon, Proviseur du Lycée français d'Hanoï, sur l'influence culturelle de la France au Nord-Vietnam.
- II - Communications diverses.

---*---

COMPTE RENDU

M. LE PRESIDENT.- Mes chers collègues, en attendant l'arrivée de M. Pol-Simon, Proviseur du Lycée Albert Sarraut à Hanoï, je voudrais tout d'abord vous signaler que, lorsque j'ai appris par les journaux le comportement du Laos à l'O.N.U. et que j'ai connu la déclaration publique de son délégué, j'ai pris sur moi de déposer une proposition de résolution qui n'avait pour but que de remercier ce pays pour sa solidarité avec le Gouvernement français.

Soumise à la Commission des Affaires Etrangères, cette proposition de résolution a été jugée inopportune et je n'ai pas déposée.

Par contre, M. le Ministre des Affaires Etrangères m'a fait savoir que cette initiative lui aurait rendu service. Malgré tout, je n'ai rien fait.

Ainsi donc se pose à nouveau le problème de la situation exacte des anciens Etats Associés, qui dépendent du Ministère des Affaires Etrangères, mais qui veulent garder une certaine indépendance.

J'ai, d'autre part, parlé au Président Monnerville de mon intention de recevoir au Palais le Prince Suvanah Phoumah, ce qui nous permettrait de manifester notre sympathie vis-à-vis de son pays.

.../...

- 3 -

M. MICHELIN.- Je suis entièrement d'accord. Vous savez, sans doute, que j'ai déposé une proposition de résolution concernant l'aide économique à ce pays.

Mme DEVAUD.- Ne pourrions-nous avoir un Secrétaire d'Etat spécialisé, chargé de ces questions ?

M. LE PRESIDENT.- Il faut aussi considérer la question des Vietnamiens qui ne peuvent rentrer ni à Hanoï, ni à Saïgon et qui sont pour ainsi dire des apatrides!

Il faut donc prévoir le jour où une commission comme la nôtre devra étendre ses attributions.

Pour l'instant, je vous propose donc de mettre au point cette réception du Prince Suvanah Phoumah.

Il en est ainsi décidé.

--*--

M. Marius MOUTET.- J'ai reçu communication d'un article américain intitulé "Le Sud-Vietnam, Bastion branlant", mais je ne l'ai pas encore lu et je vous en ferai ultérieurement le compte rendu.

(Assentiment).

--*--

Audition de M. Pol-Simon,
Proviseur du Lycée français d'Hanoï

--

M. LE PRESIDENT.- Je donne la parole à M. Pol-Simon.

../..

- 4 -

M. Pol-SIMON, Proviseur du Lycée français d'Hanoï.- Mesdames, Messieurs, je dois vous dire que j'ai trouvé à Hanoï une atmosphère très particulière. Il y a, dans cette ville, 60 Français, dont 25 enfants. La ville qui a, dit-on, 400.000 habitants, est à la fois campagnarde et urbaine avec des coqs et des poules sur les trottoirs.

Nous avons encore là un lycée de 1.500 élèves, dernier lien de la France avec cette terre d'Asie.

L'établissement, après avoir cédé une partie de ses bâtiments au Gouvernement, occupe des locaux annexes.

Notre statut repose sur des accords culturels, signés entre MM. Sainteny et Ho-Chi-Minh, mais l'esprit de ces arrangements n'est guère respecté.

Quoi qu'il en soit, l'atmosphère, après être très tendue, s'est améliorée sous l'influence de M. Vinh-Chi.

Le Lycée est devenu, en fait, franco-vietnamien. Il y a, outre le personnel de direction, une quinzaine de professeurs français.

Les horaires et programmes sont fixés d'après les accords. Il y a, en moyenne, 5 heures d'enseignement du français par semaine.

A cet enseignement du français seul, s'ajoutent les études de mathématiques, également en français.

Il y a 17 professeurs français et 45 professeurs vietnamiens. Egalement deux secrétariats : un français et un vietnamien.

L'enseignement en vietnamien représente 18 à 20 heures : histoire, géographie... et revue des événements mondiaux.

L'installation matérielle est excellente. Nous attirons l'élite vietnamienne ; environ 70 % de notre recrutement. Nous prévoyons pour l'avenir une section pour la formation de professeurs.

.../...

- 5 -

Nous pourrions accueillir plus d'élèves si nous n'étions pas limités par la place et si l'enseignement des mathématiques ne se faisait pas exclusivement en français.

Le Lycée Albert Sarraut est donc un établissement d'enseignement privé. Nos rapports avec l'administration sont bons.

En ce qui concerne le budget, je dois vous préciser que nous avons jusqu'à présent partagé le budget de la Délégation.

Il était de 98 millions. Il sera de 100 millions lorsque nous aurons l'autonomie.

La situation était très délicate à mon arrivée en raison de la mésentente entre le Proviseur et le Censeur. Les choses se sont arrangées depuis .

J'ai dû, d'autre part, établir une collaboration étroite avec les membres de l'administration vietnamienne.

Il existe, en dehors du proviseur et du censeur, un censeur-adjoint et un secrétaire du syndicat.

Tout le monde semble persuadé de la nécessité du maintien et du développement du lycée français. Les autorités elles-mêmes reconnaissent la nécessité de maintenir des liens culturels avec la France. Il faut dire, également, que les professeurs sont mieux payés que partout ailleurs et également mieux installés.

Les élèves sont convaincus aussi de leurs devoirs et de nos responsabilités. Ils sont, d'ailleurs, très disciplinés, travailleurs et intelligents. Mais l'atmosphère est plutôt froide : les étudiants écoutent et enregistrent, plus qu'ils ne discutent.

Je crois qu'il est donc assez facile pour nous de conserver la situation bien en mains, d'autant plus que l'attitude des autorités nous est devenue nettement plus favorable.

Nous avons reçu, notamment, en novembre dernier, la visite du maire-adjoint de Hanoï, accompagné de deux commissaires politiques, qui a affirmé publiquement qu'il nous accordait son appui.

.../...

- 6 -

J'ai également pris contact avec le Ministre signataire des accords culturels, qui est un vrai communiste, après avoir, du reste, attendu très longtemps une réponse à ma demande d'audience. Il m'a vanté l'excellence de la culture russe.

Cependant, on peut dire qu'une conscience de la mission laïque française est née et que cette mission a une grande responsabilité dans le domaine de nos relations avec les Vietnamiens.

Dans les revues d'actualité, toutes les quinzaines, nous avons réussi à faire comprendre qu'il était impossible de traiter des sujets qui porteraient ombrage au Gouvernement français.

Je dois souligner qu'un lycée est une base très riche de pénétration, non seulement sur le plan culturel, mais, sur le plan pratique, car il attire beaucoup d'intellectuels, médecins, architectes, etc...

Les Français sont encore beaucoup aimés et nous avons encore beaucoup de prestige. On s'aperçoit que les Vietnamiens sont prisonniers de notre culture. Ils ont peu de dispositions pour les langues étrangères et c'est avec les Français qu'ils s'entendent le mieux.

Pour conclure, je pense, et je le dis en insistant, que notre présence est indispensable dans ce pays.

M. LE PRESIDENT.- Je remercie bien vivement M. le Proviseur Pol-Simon. J'estime que, grâce à des fonctionnaires comme lui, notre pays pourra se maintenir, ne serait-ce que par la culture, dans ces pays d'Extrême-Orient auxquels nous sommes tant attachés.

M. Henri BARRE³. - Quel genre de culture attire plus spécialement vos élèves vietnamiens ?

M. le Proviseur Pol-SIMON.- Les programmes "russes" font une part importante aux disciplines scientifiques et techniques.

.../...

- 7 -

M. MICHELIN.- Je voudrais vous redemander le chiffre de votre budget.

M. Pol-SIMON.- 98 à 100 millions.

M. MICHELIN.- Etes-vous soutenu par le Gouvernement français pour votre projet de formation de professeurs ?

M. Pol-SIMON.- J'ai l'appui du Secrétaire général de la mission laïque.

Mme DEVAUD.- Avez-vous la possibilité de toucher les parents d'élèves par le livre, le film, le théâtre, etc.. ?

Avez-vous conservé des professeurs de l'ancien régime ? Enfin, existe-t-il la possibilité, pour les élèves, de terminer leurs études supérieures en France ?

M. Pol-SIMON.- En ce qui concerne les livres, nous louons des livres classiques aux élèves. Pour ce qui est des films, la délégation générale en projette, mais personne ne peut ou n'ose y entrer. Je pense toutefois pouvoir en montrer au Lycée. Dans le domaine du théâtre, il n'existe rien pour le moment.

A une exception près, tous les professeurs français actuels sont nouveaux.

Il n'apparaît pas possible, pour le moment, d'avoir des boursiers en France, mais je pense que ce serait souhaitable.

La culture chinoise progresse plus que l'enseignement du russe.

M. MOUTET.- Existe-t-il une université vietnamienne ?

M. Pol-SIMON.- Les Vietnamiens installent actuellement une nouvelle université, où il n'y a malheureusement ni professeur, ni conférencier français.

.../...

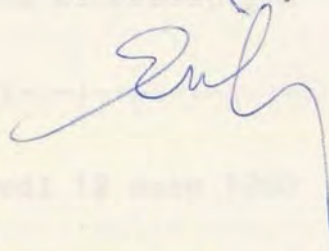
CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

- 8 -

M. LE PRÉSIDENT.- Je vous remercie encore, Monsieur le Proviseur, d'avoir bien voulu venir auprès de nous et nous vous souhaitons bonne chance dans l'action si utile que vous menez là-bas.

La séance est levée à 12 heures 5.

Le Président,



Séance du mercredi 12 mars 1958

La séance est ouverte à 11 heures 45

Présents : MM. LÉO BARRON, JACQUES RICHARD, ANTOINE DE
BARRON, MARCEL MARTIN, BILLOU, TROU.

Excusés : M. BARRON, M. BILLOU, M. BILLOU, M. BILLOU.

Suppléants : M. BARRON, M. BILLOU, M. BILLOU.

Absents : M. BARRON, M. BILLOU, M. BILLOU, M. BILLOU, M. BILLOU, M. BILLOU, M. BILLOU, M. BILLOU.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ORDRE DU JOUR

COMMISSION DE COORDINATION POUR L'EXAMEN
DES PROBLEMES INTERESSANT LES AFFAIRES D'INDOCHINE

Présidence de M. Edmond MICHELET, président

Séance du mercredi 12 mars 1958

La séance est ouverte à 11 heures 10

Présents : MM. Léo HAMON, JAUEN, MICHELET, MOTAIS de
NARBONNE, Marius MOUTET, ROLLAND, YVER.

Excusés : MM. BARRE, BOUSCH, BRIZARD, DURAND-RÉVILLE.

Suppléants: Mme DEVAUD, MM. LE GROS, MICHELIN.

Absents : MM. BOUTEMY, CLERC, FOUSSON, GRIMALDI, MERIC,
PELLENC, PORTMANN, ROCHEREAU, ZAFIMAHOVA.

.../...

- 2 -

ORDRE DU JOUR

I - Exposé de M. Longchambon sur la situation actuelle dans le Sud-Est Asiatique, à la suite de son récent voyage au Siam, au Cambodge et au Vietnam.

II - Questions diverses.

-:-:-:-:-:-:-

COMPTE RENDU

M. Edmond MICHELET, Président.- Mes chers Collègues, je remercie vivement notre collègue M. Longchambon d'avoir bien voulu nous rendre compte de ses impressions à la suite du récent voyage qu'il vient d'effectuer dans le Sud-Est Asiatique.

M. LONGCHAMBON.- A mon tour, je vous remercie de m'avoir invité à faire un exposé devant votre Commission sur mon dernier périple, qui a duré du 19 janvier au 8 février derniers.

Je suis passé en Iran, au Siam, au Cambodge et au Vietnam, en me rendant à une conférence de l'O.T.A.S.E.

Je parlerai, en premier lieu, de l'Iran. Ce pays présente de grandes richesses pétrolières (actuellement exploitées par un consortium anglo-américain), hydrauliques et minières. Il possède, également, de riches cultures. C'est un pays excessivement peuplé. A Téhéran, il y a une grande université dont les professeurs ont été formés en France.

Le Gouvernement actuel est composé, en grande partie, de ministres ayant également reçu leur formation dans nos universités.

Un lycée français prépare au baccalauréat persan, qui a l'équivalence du baccalauréat français mais nous ne disposons que de quatre professeurs qui font, du reste, un travail considérable.

Sur le plan économique, on constate un grand développement des travaux ; les industries françaises y sont représentées pour environ 35 milliards.

La formation technique semble la préoccupation essentielle pour les responsables de l'enseignement.

.../...

Au Siam, mon séjour fut plus long. J'y assistai à une conférence organisée par l'O.T.A.S.E dont l'initiative avait été plus particulièrement prise par la France.

Cette réunion ressemblait plutôt à un débat de "table ronde" qui donna lieu à un échange de vues, suivi surtout par l'aristocratie. Je dirai même qu'il s'agissait d'un événement mondain.

Les autres représentants étaient de langue anglaise, à l'exception d'un représentant du Vietnam qui parlait français avec une volonté non dissimulée.

Le Siam est un pays d'influence anglaise et notre représentation y est très minime. Il n'existe pas d'école française et notre enseignement est suivi par une dizaine de personnes, ce qui est insignifiant.

Je me suis ensuite rendu au Cambodge, à Angkor, où je fus conduit par un avion de l'O.T.A.S.E. et où je fus accueilli par plusieurs Français dont un capitaine d'infanterie coloniale.

M. LE PRESIDENT.- N'oubliez pas que ce sont les Français qui ont découvert les ruines d'Angkor.

M. LONGCHAMBON.- J'ai donc visité Angkor et, le lendemain, je me suis rendu au collège de Siem-Réap, où exercent une dizaine de professeurs français.,

J'ai envisagé avec eux la possibilité d'étendre le domaine des études et de les diriger vers les travaux pratiques.

Je suis descendu à Pnom-Penh, où j'ai rencontré notre représentant M. Gorce et ses collaborateurs. Nous devons nous féliciter de notre représentation dans ce pays, qui est de très haute valeur. Mais, à la suite d'une mission, on a réduit les crédits de l'Ambassade, ce qui entraînera une réduction du personnel et cela est très regrettable.

PLUSIEURS COMMISSAIRES.- C'est une sottise sans nom et nous devons intervenir auprès du Quai d'Orsay!

M. LONGCHAMBON.- Le problème culturel à Pnom-Penh m'a paru catastrophique. Nous ne pratiquons là-bas qu'un enseignement primaire, avec seulement dix heures de français, pour permettre l'étude des programmes.

- 4 -

Il y a cependant douze établissements d'enseignement secondaire avec un effectif de 15.000 enfants ; un magnifique lycée fonctionne avec 20 professeurs, dont plusieurs agrégés mais on ne prépare malheureusement pas au baccalauréat scientifique et nous faisons là-bas un enseignement hors des besoins, pour ne pas dire périmé.

Par contre, les Russes se préoccupent de l'enseignement technique ; ils ont des professeurs qui dispensent un enseignement pratique et qui nous font une concurrence que nous ne devons pas méconnaître.

Au Viet-Nam-Sud, par contre, l'enseignement primaire français est complètement balayé. Il ne reste plus que l'enseignement secondaire qui nous coûte cher (2 milliards 300 millions).

Cinq lycées et collèges, ayant des programmes français, sans préoccupation technique, donc ne préparant à aucun débouché ; jusqu'en 1958, les élèves bénéficiaient de la gratuité, mais la Direction des relations culturelles, considérant que c'étaient des lycées étrangers, les a rendus payants ! C'est surtout vis-à-vis des Français que la mesure est choquante. On peut y parer par des exonérations et des bourses.

Pour les Vietnamiens, il ne semble pas que cela soit extrêmement grave car je ne suis plus très sûr que l'élite y vienne désormais, faute d'enseignement technique.

Les Facultés ont, à leur tête, des gens distingués qui ont été formés en France, en particulier dans les sciences.

Le matériel manque, les traitements sont honorables : 350.000 Fr par mois et on parle de se mettre en grève si on ne touche pas la prime de recherche !

Il faudra donc procéder à une réforme dans ce domaine de l'enseignement car, autrement, nous serons éliminés et c'est sur cet avertissement que je termine.

M. MOTAIS de NARBONNE.- Je veux aussi insister sur la possibilité que nous avons d'imposer nos programmes.

M. Léo HAMON.- J'ai été surpris d'apprendre, à la réunion de la table ronde, la présence d'autres représentants que les membres de l'O.T.A.S.E.

Je voudrais faire une suggestion pratique, qui serait une intervention en trois points :

.../...

- 4 -

1°- protestation de la Commission contre l'imbécile politique d'assimilation d'Etats comme le Cambodge, le Laos, le Vietnam et l'étranger. Les situations sont différentes et les populations de ces pays méritent ^{d'être} ^{considérées} plus que des populations étrangères. Notre représentation diplomatique doit donc être particulière et soignée;

2°- l'adaptation de notre enseignement aux besoins d'enseignement technique de ces pays jeunes ;

3°- l'adaptation de notre enseignement francophone afin d'assurer un enseignement de base.

M. Marius MOUTET.- Sur le Cambodge, je ferai une remarque au sujet de cette nécessité de techniciens polyvalents. Je crois, du reste, que nous y trouverons un climat favorable, si j'en crois la presse locale.

M. LE PRESIDENT.-Je crois, en effet, que les suggestions de nos collègues sont intéressantes et nous devons en faire l'essentiel des démarches que nous entreprendrons auprès du Ministre des Affaires Etrangères. Nous mettrons cette intervention au point mais, avant de lever notre séance, je veux, encore une fois, remercier M. Longchambon pour son intéressant exposé, riche d'enseignements pour nous aussi.

La séance est levée à 12 heures 15.

Le Président,

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION DE COORDINATION POUR L'EXAMEN DES PROBLEMES
INTERESSANT LES AFFAIRES D'INDOCHINE

Présidence de M. DURAND-RÉVILLE, président d'âge

Séance du mardi 12 juillet 1955

La séance est ouverte à 16 heures 40

Présents : MM. BRIZARD, DURAND-RÉVILLE, HAMON, MÉRIC,
MICHELET.

Excusés : MM. CLERC, LEMAIRE, MOTAIS DE NARBONNE.

Suppléants: MM. AUBÉ, Henri BARRÉ, Mme DEVAUD, MM. FILIPPI,
SUSSET.

Absents : MM. BOUSCH, BOUTEMY, BRUNE, CHOCHOY, FOUSSON,
MAROGER, MAROSELLI, Marius MOUTET, PELLENC,
RIVIEREZ, ROCHEREAU, YVER.

ORDRE DU JOUR

Constitution de la Commission.

---:---:---

COMPTE RENDU

M. DURAND-RE²VILLE, président d'âge.- Madame, Messieurs, en l'absence de^{nos} autres collègues retenus par la séance publique et d'autres réunions de Commissions, je vous propose de reconduire, jusqu'en octobre, le Bureau précédent.

(Assentiment).

MM. MICHELET, MOTAIS de NARBONNE et BRIZARD sont donc désignés respectivement comme président, premier et deuxième vice-présidents.

MM. MÉRIC et SUSSET remplacent - comme secrétaires - MM. Pinton et Romani qui n'appartiennent plus à la Commission.

*

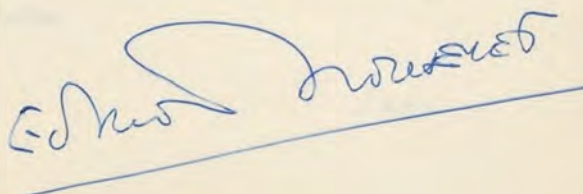
* *

M. Edmond MICHELET, président.- Je veux vous remercier, mes chers Collègues, de votre marque de confiance et vous suggère d'entendre, la semaine prochaine, M. Laforest, Secrétaire d'Etat aux Etats Associés, qui nous fera le "point" de la situation actuelle en Indochine.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 16 heures 50.

Le Président,



CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION DE COORDINATION POUR L'EXAMEN DES
PROBLEMES INTERESSANT LES AFFAIRES D'INDOCHINE

-:-:-:-:-

Présidence de M. Edmond MICHELET, Président

-:-:-:-:-

Séance du jeudi 21 juillet 1955

-:-:-:-:-

La séance est ouverte à 10 heures 05

-:-:-:-:-

Présents : MM. BRIZARD, HAMON, MERIC, MICHELET, RIVIEREZ, YVER.Excusés : MM. CHOCHOY, CLERC, DURAND-RÉVILLE, LEMAIRE, Marius MOUTET, ROCHEREAU.Suppléants : MM. AUBÉ, CHAMAILTE, Mme DEVAUD, M. de MONTULLÉ.Absents : MM. BOUSCH, BOUTEMY, Charles BRUNE, FOUSSON, MAROGER, MAROSELLI, MOTAIS de NARBONNE, PELLENC,

-*-*-*

/...

Ordre du Jour

- I - Audition de M. Henry Laforest, Secrétaire d'Etat chargé des relations avec les Etats Associés, sur la situation actuelle en Indochine.
- II - Examen d'une demande déventuelle de pouvoirs d'enquête pour permettre à la Commission de se rendre en Indochine.
- III - Questions diverses.

-*-*-

Compte-rendu

M. Henry LAFOREST, Secrétaire d'Etat chargé des Etats Associés, est introduit devant la Commission.

M. Edmond MICHELET, Président.- Monsieur le Ministre, nous voudrions surtout savoir, actuellement, en en sont les "intérêts" français dans le Nord et le Sud de l'Indochine; je désire rappeler que notre Commission a pas d'autre but que d'aider le Gouvernement dans sa tâche difficile.

(cf. le compte rendu sténographique annexé au présent procès-verbal).

o°o

/...

- 3 -

M. LE PRESIDENT. La séance est ouverte.

Monsieur le secrétaire d'Etat, nous avons manifesté le désir de vous entendre pour savoir exactement où en sont les choses en Indochine. Ce que nous lisons dans la presse nous inquiète et, en particulier, les informations relatives aux événements qui se sont déroulés hier à Saigon. Nous pensons que les nouvelles en provenance d'Indochine doivent être analysées. C'est pourquoi, nous ne vous interrogerons pas sur les incidents d'hier.

Notre commission, vous le savez, entend appuyer l'action du Gouvernement afin de tirer le maximum des accords de Genève. Nous aimerions donc savoir où en sont les intérêts français tant au Nord-Vietnam qu'au Sud-Vietnam.

Je vous donne la parole.

M. Henri LAFOREST, secrétaire d'Etat chargé des relations avec les Etats associés. C'est avec grand plaisir que je réponds à votre invitation. Chaque fois que vous me demanderez de venir vous parler des problèmes du Sud-Est asiatique en général et des Etats associés en particulier, je répondrai volontiers à votre appel.

L'exposé que je compte faire aujourd'hui devant vous sera limité. Au cours de la nuit dernière, nous avons reçu des télégrammes très importants dont le déchiffrement n'est pas terminé et dont je ne connais pas le contenu. Il ne m'est pas possible, dans ces conditions, de vous entretenir des incidents qui se sont produits hier matin à Saigon.

Je vous parlerai aujourd'hui des réfugiés français du Nord-Vietnam et de ceux d'entre eux qui, actuellement, n'ont aucune situation. Est-il besoin de vous indiquer que l'application des accords de Genève et le fait que nous avons dû créer la zone nord de l'Indochine ont provoqué un repli de la population française vers le Sud-Vietnam? L'incertitude du destin politique du Sud-Vietnam, la reprise des combats, le ralentissement brutal de l'activité économique dans le Sud-Vietnam, qui est un fait, des événements comme ceux qui viennent de se dérouler, provoquent une inquiétude parmi la population du Sud-Vietnam et le rythme des rapatriements est devenu considérable.

Récemment, quelques collègues de l'Assemblée nationale, rentrant d'un séjour en Indochine, m'indiquaient que de très nombreux Français pensaient quitter non seulement le Nord-Vietnam, mais aussi le Sud-Vietnam. Le rapatriement progressif du corps expéditionnaire, qui devient une nécessité, provoquera d'ailleurs un accroissement du rythme des départs.

La présence militaire française en Indochine ne subsistera que si elle est demandée par le gouvernement du Sud-Vietnam - il semble que la position de ce gouvernement sur ce point ait changé depuis quelques semaines - et ceci en vertu d'une lettre adressée par le président Mendès-France, il y a exactement un an, le 20 juillet 1954, au ministre des affaires étrangères qui représentait à Genève le gouvernement du président Ngo Dinh Diem, lettre dont voici la teneur :

"Le Gouvernement de la République française, constamment désireux d'apporter une satisfaction pleine et entière aux aspirations du peuple vietnamien, confirme qu'il réglera ses rapports avec le Vietnam conformément aux principes du droit international public par voie d'accords bilatéraux sur la base du respect de l'indépendance, de l'unité et de l'intégrité territoriale du Vietnam.

"Le Gouvernement de la République s'est engagé à retirer ses troupes du territoire du Vietnam sur la demande du Gouvernement de l'Etat du Vietnam et l'acte final de la conférence de Genève l'a solennellement constaté.

"Le Gouvernement accepte de soumettre tout désaccord éventuel sur les transferts de compétence et de service ou sur l'exécution des traités ci-dessus, à la procédure d'usage, l'arbitre étant, dans chaque cas, désigné par accord entre les deux gouvernements. En cas de désaccord sur ce choix, chaque Gouvernement en désignera un et les deux arbitres ainsi nommés choisiront le tiers arbitre."

La question du rapatriement du corps expéditionnaire peut se poser très prochainement, car le gouvernement du Sud-Vietnam nous a demandé d'engager des pourparlers à ce sujet dans les toutes prochaines semaines. Il entre d'ailleurs dans les intentions du Gouvernement d'aviser officiellement la population des conditions dans lesquelles la protection de nos forces lui sera acquise dès qu'auront abouti les négociations franco-vietnamiennes sur le transfert des compétences.

C'est donc un véritable mouvement de départ de la population d'Indochine que nous devons prévoir dans les mois à venir. Je fournirai d'abord des précisions sur l'ampleur et le caractère de ce mouvement. J'exposerai ensuite les mesures que notre Gouvernement a adoptées pour faciliter cette douloureuse migration et assurer la réintégration des réfugiés dans la communauté française.

Renseignements sur le nombre et sur l'importance des réfugiés.

Les problèmes les plus immédiats sont posés par les ressortissants français qui ont évacué les territoires situés au nord du 17^e parallèle. Ceux qui n'ont pas pu rejoindre la métropole et retrouver une activité dans la zone sud sont actuellement hébergés dans des centres d'accueil qui se trouvent à Saigon. Je ne parle, bien entendu, que de la population française. Nous ne pouvons pas, en effet, nous occuper de la population vietnamienne car, le Vietnam étant un Etat indépendant, nous porterions atteinte à cette indépendance et à la souveraineté de cet Etat. Si donc nous voulons recevoir, dans les territoires de l'Union française ou dans la métropole, des citoyens vietnamiens, nous ne pouvons le faire qu'avec l'accord - et j'insiste sur ce point - du président du conseil et du Gouvernement du Sud-Vietnam. Or, dans l'état actuel des choses, pour des raisons qui lui sont particulières, le Gouvernement Sud-vietnamien ne tient pas à faciliter le départ de ces réfugiés.

Les renseignements que je vais vous communiquer ne concernent que les réfugiés Français d'origine métropolitaine, Français d'origine eurasiennne ou Français d'origine vietnamienne naturalisés.

Actuellement, les centres de Saigon abritent 2.800 personnes réfugiées du Nord Vietnam. Elles sont réparties de la façon suivante :

- 95 Français originaires de la métropole (La plupart des Français originaires de la métropole sont revenus dans leur famille métropolitaine ou ont retrouvé leur situation. En ce qui concerne les fonctionnaires, la question de leur reclassement dans la fonction publique en France se pose. Ils continuent cependant à percevoir leur traitement. Leur sort n'est donc pas inquiétant).

- 1.724 Eurasiens,
- 212 ~~français~~ originaires des territoires d'outre-mer,
- 447 Vietnamiens citoyens français,
- 20 Etrangers apatrides,
- 270 mères d'enfants eurasiens.

Il est, en effet, de notre devoir de recueillir les Vietnamiennes ayant des enfants eurasiens car, en général, elles ont été abandonnées par les soldats du corps expéditionnaire qu'elles avaient connu pendant le séjour de ceux-ci dans le Nord-Vietnam. Nous devons les considérer au même titre que des citoyennes françaises puisque leurs enfants auront la possibilité d'acquérir la nationalité française.

Par ailleurs, la commission interministérielle que nous avons créée a été saisie de 893 demandes de chefs de famille candidats au rapatriement.

Les chiffres que je cite ne peuvent donner qu'un ordre de grandeur car la population des camps est assez fluctuante. Nous avons recueilli les personnes qui n'ont pas d'occupation et celles qui n'ont pas pu se recaser. D'autres, ont trouvé une situation et ont quitté les camps, se faisant héberger par des familles amies.

Sur les 893 demandes de rapatriement, un certain nombre de chefs de famille nous ont indiqué que, tant qu'ils conserveraient l'espoir de trouver sur place une situation, ils ne désiraient pas être rapatriés.

Les autorités administratives de Saigon procèdent actuellement au recensement des sans-emploi qui doivent confirmer d'urgence leur désir d'être rapatriés. Les récents événements de Cochinchine et ceux qui ont eu lieu hier à Saigon créent un malaise parmi nos ressortissants vivant dans le Sud-Vietnam et de plus en plus nombreux sont ceux qui songent à leur rapatriement. Nous avons fait faire une étude dans le but de connaître le nombre exact des ressortissants français qui se trouvent actuellement en Indochine.

En juin dernier, ce chiffre était de 32.000 ressortissants civils français, chiffre qui se décomposait comme suit :

- 11.000 d'origine métropolitaine,
- 10.000 ~~européens~~ Eurasiens,
- 7.700 Vietnamiens ayant acquis la nationalité française soit par naturalisation, soit par mariage,
- 3.200 Français originaires de l'Inde qui ne peuvent que difficilement revenir dans leur pays,
- 500 Originaires des pays, des territoires ou des départements d'outre-mer.

On peut s'étonner du chiffre de 10.000 Eurasiens alors que des chiffres bien plus importants (30.000 ou 40.000) ont été avancés! Mais, sur ces 30.000 ou 40.000 beaucoup n'ont pas réclamé la nationalité française. En réalité, ils ont une tendance à se fondre dans la masse de la population vietnamienne.

Dix mille seulement ont acquis la nationalité française et demandent à suivre le sort de la population française du Sud-Vietnam.

Une partie de ces ressortissants, notamment les métropolitains, n'attendent pas d'aide des pouvoirs publics. Ils disposent de ressources personnelles leur permettant d'assurer leur rapatriement, de se recaser avec facilité dans la métropole auprès d'une famille métropolitaine qui peut les recueillir et de rechercher une nouvelle activité.

Il est difficile de connaître le chiffre exact des Français qui seront démunis de toutes ressources et demeureront pendant de longs mois peut-être à la charge de l'Etat.

Dans les centres d'accueil de Saïgon, on ne compte que 95 Français d'origine métropolitaine. C'est dire que la plupart se sont recasés facilement. Sur les 11.000 Français d'origine métropolitaine qui sont encore dans le Sud-Vietnam, le plus grand nombre ont des situations ou disposent de ressources leur permettant de se recaser.

Le drame, c'est les 10.000 Eurasiens et les 7.700 Vietnamiens ayant acquis la nationalité française qui risquent de se trouver dépayés en France, sans emploi et sans possibilité de recasement.

Compte tenu des enquêtes auxquelles nous avons procédé, il semble, que, dans les tout prochains mois, 5.000 Français demanderont l'aide des autorités administratives pour leur rapatriement et leur "recasement". C'est sur ce chiffre que nous devons nous baser. Ce serait une erreur de croire que tous les Français se trouvant en Indochine ont des situations brillantes. Certains, qui sont installés depuis très longtemps dans le pays, qui y sont nés même, ont des situations très modestes. D'autres, réfugiés du Nord-Vietnam, ont dû abandonner leurs intérêts, leurs propriétés, leur maison et se trouvent sans aucune ressource. C'est sur le sort de ces derniers que nous nous penchons tout particulièrement.

Je vous ferai part maintenant de ce que le Gouvernement a fait pour résoudre les multiples problèmes posés par les ressortissants français, notamment par les réfugiés du Nord-Vietnam. Les dispositions qu'il a prises s'appliqueront également aux rapatriés sans ressource actuellement dans le Sud-Vietnam.

En date du 18 mai dernier, j'ai créé une commission interministérielle dont j'ai confié la présidence à votre collègue M. Motais de Narbonne. Je ne pouvais pas trouver homme plus averti de ces problèmes. Il examine sur place, avec les fonctionnaires de mon département, les possibilités d'organiser des centres d'accueil, de rapatrier et de réinstaller les civils français d'Indochine qui n'appartiennent pas au cadre administratif.

Il m'a paru nécessaire de créer une telle commission réunissant des délégués de nombreux ministères, car ce n'est pas le secrétariat d'Etat chargé des relations avec les Etats associés qui, à lui seul, peut assumer une tâche qui se place sur le plan national.

Notre action ne s'est pas limitée aux Français d'Indochine pour qui il est nécessaire de trouver une situation. Nous nous sommes penchés également sur la nécessité de permettre aux Français d'Indochine de réaliser leur actif et de l'utiliser en France ou dans les autres parties de l'Union française.

Organisation des centres d'accueil de Saïgon.

Le bureau d'action sociale de la délégation générale de France au Vietnam alloue des subsides mensuel~~l~~^l aux personnes hébergées, car elles doivent se nourrir et se vêtir. Voici ce que nous pouvons leur accorder actuellement :

- 300 piastres par mois aux femmes vietnamiennes avec leurs enfants eurasiens reconnus. La fédération des oeuvres de l'enfance française en Indochine ajoute 300 piastres par enfant.

- 1 Français reçoit 1.000 piastres par mois.

- 1 ménage 1.400 piastres par mois plus 200 piastres par enfant. Pour les enfants allant en classe l'allocation mensuelle varie entre 200 et 400 piastres. ^{celle} allocation, qui constitue un minimum vital, ~~est~~ versée aux Français dépourvus de toute ressource hébergés dans les centres d'accueil de Saïgon, est très modérée, j'en conviens.

Dès que j'aurai dégagé les ressources nécessaires, j'envisage d'augmenter cette allocation.

Lors des événements des mois d'avril et de mai, une lourde menace a pesé pendant quelques semaines sur les ressortissants français se trouvant à Saïgon et le général Ely, qui était en Indochine à ce moment-là, a pris toutes les mesures pour assurer leur sécurité et leur protection.

Maintenant que nous avons reçu ces ressortissants à Saïgon, il faut envisager leur transport en France ou dans l'Union française. Des possibilités de transport ont été étudiées pour les deux mois à venir. Elles pourront intéresser plus de 5.000 personnes. Des contacts sont pris avec diverses compagnies de navigation pour permettre ce transport. J'ai également pris la décision de faire bénéficier d'un transport gratuit les familles réfugiées du Nord-Vietnam dont le capital est inférieur à 500.000 francs.

Reste la question de l'accueil en France. Le service des affaires sociales du ministère de la France d'outre-mer assure, à Marseille, l'accueil des rapatriés et les dirige sur les

lieux de destination où ils peuvent être hébergés soit par des parents, soit par des amis. Pour ceux qui n'ont pas la possibilité d'être hébergés dans des familles amies, nous avons créé un premier centre d'hébergement à Nogent-sur-Marne auquel nous pensons, d'ici quelques semaines, donner plus d'importance qu'il n'en a actuellement. Nous nous sommes également mis en rapport avec le ministère de la défense nationale et le service des domaines pour la recherche de locaux susceptibles de servir de centres d'hébergement. Le ministère de la défense nationale poursuit notamment le recensement d'anciens établissements militaires qui peuvent être utilisés comme centres d'accueil pour les réfugiés.

Des contacts sont également pris avec le secteur privé en vue de l'hébergement de certains rapatriés, compte tenu de leur âge et de leur état physique.

La commission interministérielle s'est également adressée à tous les préfets en leur demandant de lui signaler toutes les petites propriétés rurales disponibles en vente ou en location pour les personnes qui voudraient être installées à la campagne avec leur famille. Les services agricoles pourront consentir à ces personnes des prêts destinés à leur permettre d'acheter ou de louer ces petites propriétés.

Le problème le plus délicat à résoudre est évidemment celui du reclassement des personnes d'un certain âge ou dont l'état physique est déficient. C'est souvent le cas de ceux qui ont vécu de longues années au Tonkin ou dans le Sud-Vietnam. Il faudra que nous assurions entièrement leur entretien et leur existence.

Une subvention a été accordée récemment par mes services à une oeuvre sociale déjà connue, le centre de réadaptation des invalides de guerre Doublez (?) qui a été créé par un ancien commandant de la légion étrangère et qui a reçu, pendant un certain temps, des blessés de la légion ou des blessés d'Indochine. Le but de ce centre est de réadapter ces blessés. Des accords ont été conclus avec lui et ont permis de recevoir une centaine de personnes. Nous pensons que ce nombre s'accroîtra et que les personnes ainsi recueillies dans ce centre, après un stage de quelques mois, seront réadaptées à la vie métropolitaine et retrouveront des situations en France ou dans l'Union française.

Le reclassement des rapatriés présente de très grandes difficultés en raison de la non-qualification professionnelle de la plupart des intéressés, de leur situation de famille, et de leur difficulté à s'adapter à la vie métropolitaine parce qu'ils n'avaient jamais vécu dans la métropole. C'est le cas des nombreux Eurasiens et de la quasi totalité des Vietnamiens naturalisés français. Beaucoup sont âgés et ne peuvent pas être employés dans le secteur privé où il est très difficile après avoir dépassé l'âge de quarante ans, de trouver un emploi.

surtout si on ne possède pas déjà une situation ou des références professionnelles. C'est précisément le cas de la plupart de ces réfugiés.

Dans les services publics, il n'est même pas possible de les recaser s'ils ont plus de trente ans.

Pour surmonter ces difficultés, nous avons obtenu que les candidats au recasement soient admis dans les centres de formation professionnelle accélérée de la métropole. Le secrétariat de la commission interministérielle récemment créée a établi un fichier des candidats au recasement et se tient en contact permanent avec l'inspection du travail de la France d'outre-mer et avec le ministère du travail.

L'Afrique du Nord et les territoires d'outre-mer connaissent déjà la présence d'un prolétariat d'origine européenne et ne peuvent offrir que très peu de débouchés à ces réfugiés. Deux régions nous ont semblé susceptibles de recevoir ces derniers, la Nouvelle-Calédonie et Madagascar.

En Nouvelle-Calédonie, d'importantes étendues de terre sont disponibles. Dans ce territoire, la population d'origine métropolitaine et européenne n'est que de 20.000 habitants et la population autochtone de 25.000 ou 30.000 unités. Par conséquent 50.000 personnes vivent dans un territoire plus grand que la Corse. La Nouvelle-Calédonie pourrait donc recevoir une population importante.

Je vous signale que la commission de coordination de l'Assemblée nationale va envoyer une mission de deux membres chargée d'examiner ces questions et de prendre contact avec le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie en vue de l'installation éventuelle de 5.000 ou 10.000 personnes réfugiées d'Indochine, ce qui, grâce à un effort financier, pourrait être réalisable car la Nouvelle-Calédonie est le territoire qui se prête le plus à cette installation. Le climat y est assez semblable à celui de l'Indochine et les Eurasiens y seraient moins dépayés, ainsi d'ailleurs que les Viet-Namiens puisqu'il existe déjà, en Nouvelle-Calédonie, une colonie indochinoise importante qui, depuis de nombreuses années, est employée aux travaux des mines et de la terre.

Madagascar pourrait également recevoir des réfugiés. On y trouve, en effet, des rizières dans lesquelles les réfugiés pourraient trouver à s'employer.

Tout ceci n'est cependant qu'une éventualité car il n'existe aucun accord à ce sujet entre le Gouvernement français et le gouvernement du Sud-Vietnam.

Telles sont les dispositions que j'ai prises.

Assistance des réfugiés.

Le système métropolitain de la sécurité sociale n'était pas adapté à la situation particulière des réfugiés d'Indochine. Je pense, avec le concours des ministères intéressés, aboutir à faire bénéficier ces réfugiés des avantages principaux de notre législation. D'ores et déjà, je vous signale que les réfugiés du Nord-Vietnam qui peuvent prouver leur qualité de salarié en Indochine perçoivent, dès leur arrivée dans la métropole, les allocations de chômage et les allocations familiales, sans aucune condition. J'ai demandé que cette mesure soit étendue à tous les rapatriés d'Indochine et que le terme "salarié" ne soit pas interprété trop restrictivement par les services.

L'assistance médicale gratuite sera également accordée à tous les nécessiteux, sans condition de résidence.

Les vieillards doivent être pris en charge, dès leur arrivée dans la métropole, par l'assistance publique qui assure leur placement dans des maisons de repos.

L'ensemble de ces opérations d'assistance nous a obligés à engager des dépenses s'élevant, à la date du 22 juin, à la somme de 276 millions de francs. Pour assurer le fonctionnement de la commission, la création des centres d'hébergement, leur installation et leur fonctionnement, pour subvenir à l'entretien et à la subsistance des réfugiés, des crédits de l'ordre de 200 millions de francs ont été demandés par mon département depuis le 10 mai 1955. Ces crédits semblent devoir suffire pour couvrir les dépenses jusqu'à la fin de l'année 1955. Mais j'insiste à nouveau auprès du ministère des finances pour que ces crédits soient rapidement accordés. Pour le budget de 1956, il nous faudra également prévoir des sommes bien plus importantes, difficiles d'ailleurs à évaluer car nous ne connaissons pas exactement le nombre des candidats au rapatriement, nombre qui dépendra, vous le comprenez, de l'évolution de la situation politique en Indochine.

Après vous avoir parlé des questions de personnes, je vous entretiendrai d'un autre problème aussi capital, celui du transfert des avoirs des Français se trouvant en Indochine, qui désirent quitter ce pays et qui demandent que leurs avoirs soient transférés en France ou dans l'Union française, ce qui leur permettrait de retrouver une situation.

Vous connaissez sans doute les grandes difficultés que rencontrent les Français d'Indochine pour transférer leur patrimoine, qu'il s'agisse de transferts financiers (pour les personnes ayant des revenus), de désinvestissements (possibilité de transférer l'argent provenant des biens qui sont en Indochine et que les Français désirent désinvestir), et les transferts des dommages de guerre.

Les difficultés sérieuses rencontrées pour les transferts financiers tiennent à la grave crise de francs que connaît, depuis le deuxième trimestre, la trésorerie vietnamienne.

- 12 / 20 -

Nous avons été amenés, à cette époque, à réduire nos achats de piastres pour nos dépenses militaires. En effet, la présence du corps expéditionnaire nécessitait de grosses dépenses, mais la diminution de son importance a fait que pratiquement nous n'avons plus rien dépensé, au cours des derniers trimestres, pour ce corps expéditionnaire, qui a vécu sur ses réserves. Ainsi, l'office vietnamien des changes s'est trouvé privé de francs pour procéder aux transferts.

De nouveaux achats de piastres ont été effectués pour certains besoins militaires. Nous espérons, dans ces conditions, qu'une amélioration sensible sera enregistrée dans ce domaine.

Par ailleurs, des discussions sont en cours pour que la plus grande partie des transferts commerciaux effectués au profit du Vietnam soit fournie par les ressources provenant des Etats-Unis. Nous espérons qu'une partie des francs réservés aux transferts financiers pourra ainsi être accrue.

La deuxième question est la procédure de transfert des ressources provenant des désinvestissements que cherchent à réaliser les Français d'Indochine. L'article 3 de la convention franco-vietnamienne en date du 30 décembre 1954, prévoyait que 20 p. cent des francs versés à la Banque nationale du Vietnam pour le financement des dépenses militaires françaises seraient affectés au rapatriement, dans la zone française des capitaux français investis au Vietnam. Nous voulons que 20 p. cent des dépenses militaires soient obligatoirement affectés au désinvestissement et au rapatriement des capitaux que les Français désiraient désinvestir d'Indochine. Ces rapatriements sont limités d'ailleurs au profit de la réalisation des biens immobiliers, l'expression "biens immobiliers" étant prise d'ailleurs dans le sens le plus général. Elle englobe, non seulement le produit de la réalisation d'immeubles bâtis ou non bâtis, d'immeubles par nature ou par destination, mais aussi le matériel et l'outillage figurant au poste immobilier et ayant la qualité d'immeubles par destination au sens du code civil.

Des rapatriements sont autorisés et exécutés par tranches successives suivant un barème dégressif établi d'après le montant des désinvestissements à transférer. Pour l'application du barème, les différentes demandes présentées pour le compte d'une même personne ou d'un même établissement sont additionnées. Les capitaux transférés à partir de cinq millions de francs doivent être réinvestis - c'est un point sur lequel j'insiste et je vous demande de le retenir - dans les territoires de l'Union française suivant un programme de réemploi qui devra être agréé par l'administration. Les fonds ne seront débloqués au profit des bénéficiaires qu'au fur et à mesure du réemploi, exception faite seulement d'une somme de 2,5 millions mise à la libre disposition des intéressés. Ainsi, nous avons le souci que les désinvestissements des capitaux d'Indochine soient réemployés dans l'Union française de façon à ce que les capitaux ne soient pas inutilisés et qu'ils puissent immédiatement servir à la mise en exploitation des territoires de l'Union française.

Je signale à la commission une opération particulière de désinvestissement portant sur les rizières de Cochinchine, propriété de ressortissants français. En effet, vous le savez, l'Assemblée nationale et le Conseil de la République, lors de la discussion du budget, ont voté des crédits pour une assistance économique à l'Indochine et au Vietnam. Ces crédits se montent à 600 millions. Il existe en Indochine d'importantes rizières qui appartiennent à des sociétés françaises, ou à des civils français. Ces rizières étaient, pour la plupart, abandonnées parce qu'elles se trouvaient dans des régions où sévissaient les combats.

Nous avons pensé qu'il était intéressant d'utiliser ces crédits d'assistance au Vietnam en achetant ces rizières pour les mettre à la disposition du Vietnam et, après remise en état, permettre de réimplanter dans ces rizières des réfugiés vietnamiens du Nord. Les sommes servant à l'achat de ces rizières seraient mises à la disposition des sociétés françaises qui les vendent à un prix infime car c'est le gouvernement qui, après étude, sera chargé de faire des offres. Ces sommes ne seront versées qu'à la condition qu'elles soient réinvesties dans des territoires de l'Union française. Un certain nombre de riziculteurs d'Indochine nous ont indiqué qu'ils avaient le désir d'implanter ou de développer la riziculture dans les territoires de l'Union française.

Par conséquent, ces crédits votés par le Parlement ne seront pas remis au Vietnam qui pourrait les utiliser d'une façon que nous ne pourrions pas contrôler; mais nous remettrons des rizières au Vietnam et ainsi, nous pourrions apporter la preuve que nous avons accordé une aide formelle à des réfugiés en leur donnant une propriété et un moyen d'existence. Ainsi, les crédits ne sortiront pas de la métropole ou de l'Union française, ~~et~~ nous aurons en même temps réaliser des désinvestissements considérables en Indochine et nous aurons permis le démarrage de la réforme agraire dont on parle tant mais qui n'a jamais été mise en application!

Reste la question des dommages de guerre. En cette matière, notre liberté était totale. Nous avons pu prendre des dispositions pour permettre le transfert des indemnités acquises sur les dommages causés en Indochine. Dans les périodes précédentes, l'accent était mis sur les reconstitutions sur place des dommages de guerre. Depuis le décret du 11 juin 1955 qui a été préparé par mes services, les reconstitutions de dommages de guerre n'auront pas lieu seulement en Indochine mais dans la métropole et dans les territoires de l'Union française.

Nous estimons qu'il est ⁱⁿopportun de permettre la reconstitution des dommages de guerre dans des pays où la présence économique française n'est pas assurée d'une façon certaine. Nous avons l'exemple de sommes versées pour la reconstitution de dommages de guerre au Tonkin. Ces sommes sont perdues maintenant pour l'économie française.

Les dommages de guerre ayant été réglés en Indochine dans des conditions souvent regrettables, j'ai pris la décision de ramener les services à Paris pour permettre un meilleur contrôle. Il y a encore 150 à 180 fonctionnaires à Saïgon chargés d'étudier les dossiers. Ils ne disposent pas des moyens techniques nécessaires. Après leur retour à Paris, ne resteront sur place qu'un certain nombre d'experts chargés de la vérification.

Voilà, monsieur le président, Madame, Messieurs, les quelques explications que je tenais à vous apporter sur ces problèmes angoissants puisqu'ils concernent l'existence et l'avenir des Français qui doivent quitter ce pays et la possibilité aussi de rapatrier des capitaux qui risqueraient d'être perdus et qui pourraient être du plus grand profit pour l'économie de la métropole et de l'Union française. Je suis, bien entendu, à votre disposition pour répondre aux questions que vous pourrez me poser. Si je n'ai pas la possibilité de leur

apporter une réponse immédiate, je pourrais revenir devant vous pour vous fournir les renseignements complémentaires que vous souhaitez.

M. LE PRESIDENT. Je me fais l'écho de la commission pour vous remercier de l'empressement que vous avez mis à venir devant nous et, puisque nous avons très peu de temps, je me propose de vous demander de revenir avant les vacances parlementaires. Je ne crois pas trahir la pensée de la plupart des mes collègues en disant que vous exposez, pour prodigieusement intéressant qu'il ait été, ne porte que sur des questions, importantes certes, mais limitées malgré tout, comme celle des réfugiés alors que je voudrais orienter les travaux et les préoccupations des membres de cette commission vers ce que j'appellerai la sauvegarde de ce qui nous reste en Indochine.

Les accords de Genève, pour décevants qu'ils aient été pour la plupart d'entre nous, laissent tout de même ou semblent nous laisser quelques possibilités aussi bien d'ailleurs dans le Vietnam qu'au Laos et au Cambodge. Je pense que nous ne perdrons pas notre temps si nous aidons le gouvernement à obtenir, sous forme d'accords culturels, ou économiques, que la présence française ne soit pas supprimée. Je considère, en conséquence, un peu pessimiste le fait de ne nous préoccuper que des réfugiés.

+ dix Je voudrais maintenant poser deux ou trois questions précises. Tout d'abord, vous avez parlé de 10.000 Eurasiens alors que depuis bientôt ~~vingt~~ ^{vingt} ans que nous occupons des problèmes d'Indochine, un chiffre infiniment supérieur nous a été donné comme justifiant les efforts et les sacrifices que nous avons consentis. Si tous ces efforts et tous ces sacrifices, en dernière analyse, se limitent à la sauvegarde de 10.000 Eurasiens, ils sont disproportionnés!..

En second lieu, vous avez parlé d'une époque récente au cours de laquelle une lourde menace a pesé sur nos ressortissants dans le Sud-Vietnam. Mais nous avons, là-bas, un corps expéditionnaire qui nous coûte cher. Ce corps expéditionnaire est toléré dans des conditions assez imprécises. Sa présence n'empêche pas des événements graves comme ceux d'hier matin et, de plus, nos ressortissants dans le Sud ressentiraient une lourde menace. Cela demande explication.

En troisième lieu, vous désirez transférer dans l'Union française les dommages de guerre d'un certain nombre de sociétés importantes qui ont l'intention de se replier. N'avez-vous pas le sentiment que faire ainsi table rase de la présence française, c'est précisément compliquer à l'avance d'éventuelles négociations d'accords économiques et, je le dis comme je le pense, peut-être avec une nuance d'injustice au bénéfice immédiat de certaines grosses sociétés.

Je me demande si le règlement des dommages de guerre ne devrait pas rester en suspens en attendant la discussion et la signature éventuelle d'accords économiques. Je vous remercie de cette réforme agraire dont vous avez dit qu'elle tardait. L'application de cette réforme aurait simplifié les choses pour le gouvernement du Sud auquel on l'a demandée et qui n'a rien donné.

M. CHAMAULTE. Premièrement, dans quelles conditions est assurée la sécurité des planteurs de caoutchouc qui paraît sérieusement menacée ? Les Français peuvent-ils travailler dans ces plantations de façon normale ?

Deuxièmement, quel sort envisagez-vous pour ces plantations ? Les planteurs sont bien décidés à rester car les arbres ne peuvent être emmenés comme certaines autres richesses.

Enfin, les autorités chargées d'assurer le contrôle du rapatriement des réfugiés actuellement à Saïgon sont-elles vietnamiennes ou françaises ?

M. Michel Yver. M. le ministre pourrait-il nous préciser l'importance du corps expéditionnaire qui reste encore dans le Sud Vietnam ?

M. Léo HAMON. Je voudrais poser à M. le ministre au moins une question car je respecte les servitudes internationales du gouvernement et les plaisirs de la solidarité ~~général~~ ministérielle. Mais, cependant, nous avons le devoir de vous exprimer ce matin, dans la liberté de ces entretiens, certaines de nos préoccupations.

L'action de votre département, à laquelle je rends hommage, est entièrement construite dans l'optique du départ. Je vous avoue qu'après M. le président de notre commission, je m'en préoccupe pour l'Indochine et pour le reste de l'Union française car vous n'ignorez pas, monsieur le ministre, que les événements d'Indochine ont leur résonance dans d'autres territoires et, par conséquent, l'arrivée à Madagascar ou ailleurs de Français dont les populations autochtones sauraient qu'ils ont dû plier armes et bagages risquerait d'être un exemple que nous ne souhaitons pas.

J'aborde maintenant brièvement le fond de cette question. Il est reconnu que nous devons partir si le président Diem nous le demande. J'ai beaucoup réfléchi à nouveau à cette question depuis hier. Je me suis permis de vous le signaler dans une conversation privée. Monsieur le ministre, nous avons des souvenirs professionnels communs. Je pèse mes mots : je ne suis pas sûr qu'en droit, nous soyons libres de partir et de laisser n'importe quoi... Je voudrais vous rappeler qu'aux termes des articles 18 et 19 de la convention de Genève, des obligations permanentes pèsent sur tout le Vietnam et notamment le Sud-Vietnam. Nous sommes signataires de ces engagements qui nous impartissent une obligation. Aux termes de l'article 35 de cette même convention, l'administration est assurée, dans chacune des parties du Vietnam, par la partie dont les troupes y sont regroupées.

Nous avons pris peut-être à tort un engagement juridique valable vis-à-vis du Vietnam, vis-à-vis du gouvernement de Sa Majesté britannique et vis-à-vis de tous ceux qui ont été parties aux accords de Genève. En sorte que nous ne pouvons, en droit - je ne le dirais pas publiquement, mais je le dis ici entre Français - tolérer les incidents véritablement scandaleux d'hier.

Nous devons respecter l'autonomie du Sud-Vietnam certes, mais nous n'avons pas le droit de laisser subsister une atmosphère chaotique dans laquelle la sécurité physique des diplomates en exercice, en vertu d'une convention internationale, n'est même plus respectée. Je le déclare avec une liberté que je n'aurais pas en séance publique. Le gouvernement Diem joue une comédie indigne lorsqu'il déclare que les accords ne le concernent pas alors qu'il s'en prévaut dans le Nord pour demander des obligations. Il y a trente ans, dans les mêmes conditions, nous ^{avez-vous} assistions à des démonstrations d'escadre. Si des protestations s'élevaient, le gouvernement français ne pourrait pas, en droit, faire le geste de Ponce-Pilate.

Si vous retirez notre corps expéditionnaire, si vous organisez l'exode, vous laissez se créer un précédent redoutable pour l'Union française, pour le prestige international de la France. Je ne vous demande pas aujourd'hui une réponse, je vous exprime fermement le sentiment que, si le gouvernement français ne peut pas matériellement imposer le respect des conventions de Genève, il prenne l'initiative de saisir le président de la conférence de Genève de l'an ~~le~~ dernier et l'O.N.U. Ni en droit, ni en fait, ni vis-à-vis de l'extérieur, ni vis-à-vis de l'intérieur, nous ne pouvons nous contenter de laisser faire. Je souhaite que nous ayons un débat sur cette question.

M. LE MINISTRE. Je vais répondre avec le plus de précision possible aux différentes questions qui m'ont été posées. Je remercie M. le sénateur Hamon d'avoir bien voulu noter qu'il ne me sera pas possible aujourd'hui de répondre à un certain nombre de ses préoccupations. A l'heure où nous parlons, il est vraisemblable qu'on en traite dans une autre enceinte. Je dois savoir ce qui s'est passé pour apporter des affirmations. La courtoisie internationale vis-à-vis de nos alliés m'interdit d'exprimer immédiatement mon sentiment.

Au sujet des Eurasiens, je vais répondre à M. Michelet que le chiffre m'a surpris également, mais il résulte de nos statistiques. Nous avons 10.000 Eurasiens qui ont la qualité de citoyens français. Cependant, il est bien entendu que nous accorderons notre protection à tous ceux qui la réclameront, qu'ils soient Français d'origine métropolitaine, qu'ils soient Eurasiens ou qu'ils soient Vietnamiens. Il est certain qu'en toute occasion, nous sommes prêts à aider au maximum tous ceux qui feront appel à notre protection. Les Eurasiens ont tous la possibilité de réclamer et d'obtenir la nationalité française sur simple demande et simple certificat médical attestant leur origine eurasiennne. Les chiffres officiels ne comprennent donc que ceux qui sont considérés comme citoyens français.

En ce qui concerne la menace, vous n'êtes pas sans savoir que les événements d'avril et de mai ont fait peser quelque inquiétude ~~sur~~ et le corps expéditionnaire est venu assurer la sauvegarde du quartier où se trouvent la majorité des Français et des Eurasiens et la colonie internationale. Mais le pays jouit de son indépendance et le corps expéditionnaire ne peut assurer la police. Exceptionnellement, en cas de danger particulier qui provoque une inquiétude, nous pouvons amener des troupes. C'est ce que nous avons fait et c'est ce que nous ferons en toute occasion.

M. le sénateur Hamon m'a fait amicalement le reproche de me préoccuper beaucoup du départ. En réalité, j'ai le souci d'examiner toutes les éventualités. C'est ce que m'avaient demandé il y a trois mois vos collègues de l'Assemblée nationale, précisément lors des incidents auxquels j'ai fait allusion. Ils m'avaient demandé d'envisager toutes les dispositions pour que nous ne trouvions pas dans une situation désespérée s'il fallait rapatrier les Français, mais je vous confirme que j'espère ne pas devoir y recourir. Les Français désirent, d'ailleurs, rester dans ce pays. Je vous assure que ceux qui partent ne le font pas de gaieté de coeur, mais, lorsqu'ils n'ont pas la possibilité de vivre dans ce pays, il faut bien qu'ils cherchent ailleurs une autre situation.

M. Léon HAMON. Je suis assez souvent en critique à l'égard du gouvernement pour préciser que ce matin je ne vous ai fait aucun reproche d'avoir prévu une hypothèse. Laissez-moi vous dire que je vous en ferais un de ne penser qu'à cette hypothèse!

M. LE MINISTRE. Nous examinons, actuellement, des conventions d'établissement avec le gouvernement sud-vietnam. C'est la preuve que nous pensons que l'influence française, la présence française non seulement culturelle et économique mais même corporelle restera importante dans ce pays.

M. le sénateur Chamaulte m'a posé une question en ce qui concerne la sécurité des planteurs. Le corps expéditionnaire n'étant pas chargé de la police aussi bien des campagnes que des villes, nous n'avons pas pu laisser des détachements militaires dans les plantations. Désormais la sécurité des plantations est assurée par la police vietnamienne seule. C'est une des conséquences encore de l'indépendance totale de ce pays. Nous ne pouvons pas, dans un Etat dont nous avons reconnu l'indépendance, imposer la présence de détachements militaires sur telle ou telle plantation pour assurer la sécurité intérieure. Nous insistons auprès des autorités vietnamiennes pour qu'elles prennent toutes dispositions pour assurer la sécurité des nationaux et des plantations.

Je tiens à vous assurer que, malgré l'agitation qu'a connue ce pays, les Français n'ont jamais été molestés sauf cas tout à fait exceptionnel. Vous ne pouvez pas empêcher une rixe entre un militaire ivre et la population; cela existe dans toutes les armées qu'elles soient ou non d'occupation. Malgré certaines campagnes contre la présence française, il n'y a jamais eu de manifestation, dans la population, contre des Français. IL y a quelques semaines, les citoyens français se promenaient au milieu des combats et n'étaient jamais attaqués ni par les uns ni par les autres des belligérants. Par conséquent, le peuple vietnamien n'a aucun sentiment anti-français.

M. CHAMAULTE. Vous parlez de la situation après la convention de Genève, ^{parce} parqu'antérieurement, des planteurs ont été attaqués...

M. LE MINISTRE. C'était à l'époque de la guerre où des belligérants attaquaient pour des raisons militaires des plantations, mais depuis que la paix est revenue, il n'y a pas eu d'attaque contre des citoyens français; il n'y a jamais eu, au sein de la population, de manifestation anti-française.

M. Léo HAMON. Malgré tous les efforts qui ont été déployés pour les organiser!

M. LE MINISTRE. Monsieur Chamaulte, vous m'avez demandé quels étaient les services qui s'occupaient du problème des réfugiés. Ce sont évidemment des services français qui s'occupent du problème français et ce sont des services vietnamiens qui s'occupent du problème vietnamien.

Je réponds à M. Yver que l'importance du corps expéditionnaire sera au 1er août prochain de 55.000 hommes.

M. RIVIEREZ. Monsieur le ministre, vous n'avez pas pensé à la Guyane pour l'installation. Bien entendu, elle subit l'hypothèque du bague, mais il y a en Guyane, à Saint-Laurent-du-Maroni et à Saint-Jean-du-Maroni des installations toutes prêtes. Il semble qu'on aurait pu faire quelque chose?

M. LE MINISTRE. Une prospection est en cours dont n'avons pas encore le résultat. C'est la raison pour laquelle si je vous ai parlé de la Nouvelle-Calédonie, je n'ai pas cité la Guyane. Nous sommes en rapport avec le bureau de production agricole et avec le comité de coordination des départements d'outre-mer.

M. LE PRESIDENT. Nous vous remercions, monsieur le ministre, de votre affabilité et du soin que vous avez apporté à répondre aux questions qui vous ont été posées. Dès maintenant, je vous demande de réserver un moment pour un autre audition moins improvisée que celle de ce matin. Nous serons heureux de vous entendre alors sur l'ensemble du problème. C'est le désir de la commission de voir sauvegarder ce qui peut encore l'être de la présence française.

M. LE MINISTRE. Je vous ferai un exposé sur la présence culturelle et l'activité de nos missions économiques. Je vous indiquerai leur importance, leur rôle, leur activité et leurs projets.

~~(La séance est levée à onze heures trente-cinq minutes.)~~

COMMISSION DE COORDINATION CHARGÉE DE SUIVRE
L'ELABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE DU DEUXIÈME PLAN DE
MODERNISATION ET D'EQUIPEMENT

Présidence de M. COUDÉ du FORESTO, Président d'âge

Séance du mardi 12 juillet 1955

La séance est ouverte à 18 heures 50

Présents : MM. CLAIREAUX, COUDÉ du FORESTO, GONDJOUT, KOTOUO,
RAZAC.

Excusés : MM. COURROY, Charles DURAND, DURAND-RÉVILLE, Alexis
JAUBERT, NAVEAU.

Absents : MM. d'ARGENLIEU, BOUQUEREL, CAPELLE, DESCOURS-DESACRES,
DUBOIS, Hassan GOULED, LONGUET, PISANI, RESTAT,
SYMPHOR, TAMZALI.

ORDRE DU JOUR

- Constitution du Bureau.

-:-

COMPTE RENDU

M. COUDÉ du FORESTO, PRESIDENT d'AGE.- Mes chers collègues, cette Commission avait été primitivement créée pour s'occuper du Plan Monnet, devenu le Plan Hirsch; or, l'absence de commission équivalente à l'Assemblée Nationale a été la cause essentielle de tous nos malheurs, car là-bas (comme ici d'ailleurs), le projet de loi relatif au Plan a été renvoyé à l'examen de la Commission des Affaires Economiques.

*

* *

Sur proposition de MM. Gondjout et Kotouo, le Bureau précédent est reconduit.

Il était ainsi composé :

Président : M. Coudé du Foresto

Vice-Présidents : MM. d'Argenlieu
Tamzali

Secrétaires : MM. Claireaux
Charles Durand.

*

* *

M. COUDÉ du FORESTO, PRESIDENT.- La semaine prochaine, je dirai à la Commission que mon rapport est prêt et ce qu'il y a dedans. Nos collègues (de moins en moins nombreux à nos réunions) me diront ce qu'ils en pensent et quelles sont leurs commissions qui se saisissent pour avis, mais, de toute façon,

.../...

Le Président,

J. Coudé de C

COMMISSION DE COORDINATION CHARGÉE DE SUIVRE
L'ÉLABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE DU 2^{ème} PLAN DE MODERNISATION
ET D'ÉQUIPEMENT

Présidence de M. SYMPHOR, Président d'âge

Séance du mercredi 12 octobre 1955

La séance est ouverte à 17 heures 10

Présents : MM. CLAIREAUX, COUDÉ DU FORESTO, COURROY, DESCOURS-
DESACRES, KOTOUGO, RESTAT, SYMPHOR.

Délégués : MM. COUDÉ DU FORESTO par M. LONGUET
KOTOUGO, par M. GONDJOUT.

Excusés : MM. BOUQUEREL, DUBOIS, NAVEAU, PELLENC.

Assistait, en outre, à la séance : M. BOUSCH.

Absents : MM. Philippe d'ARGENLIEU, CAPELLE, Charles DURAND,
DURAND-RÉVILLE, Hassan GOULED, Alexis JAUBERT,
MONTPIED, PISANI, RAZAC, TAMZALI.

ORDRE DU JOUR

Constitution de la Commission.

-:-

COMPTE-RENDU

M. SYMPHOR, PRESIDENT d'AGE.- Mes chers Collègues, l'ordre du jour appelle la constitution de la Commission.

Je vous rappelle que le Bureau sortant était ainsi composé :

Président : M. Coudé du Foresto

Vice-Présidents : MM. Philippe d'Argenlieu
Tamzali

Secrétaires : MM. Claireaux
Charles Durand.

M. COUDÉ DU FORESTO.- Je ne suis pas candidat à la présidence! Notre Commission a toujours fonctionné d'une façon épisodique et elle s'est heurtée à de grandes difficultés qui ont nui à son bon fonctionnement.

Une difficulté première a été le fait qu'il n'existe pas, à l'Assemblée Nationale, de commission homologue et que le texte constitutif de notre propre commission n'autorise pas le renvoi de projets ou de propositions de loi, ce qui a entraîné le renvoi du projet de loi portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement devant les commissions des Affaires Economiques de l'Assemblée Nationale et du Conseil de la République.

Je n'ai pas voulu déclencher un conflit de compétence et notre Commission du Plan s'est contentée de désigner des rapporteurs, par grands secteurs de l'économie, pour étudier le plan.

A ce jour, seuls les rapports des industries de transformation, de l'agriculture, des P.T.T. et de la reconstruction ont été présentés devant notre commission...

.../...

M. COURROY.- J'ai été peiné de constater le manque d'assiduité de nos collègues aux réunions de la Commission du Plan et l'absence des pouvoirs qui leur sont dévolus!

M. COUDE DU FORESTO.- Je ne reviendrai pas sur les difficultés que j'ai rencontrées auprès du Commissariat Général au Plan pour faire admettre notre existence! Je maintiens ma non-candidature en soulignant qu'il est très difficile, sinon impossible, d'assurer la bonne marche des travaux d'une commission de coordination dont les membres font partie d'autres commissions générales.

M. CLAIREAUX.- Si je vous comprends bien, Monsieur le Président, c'est le principe de l'existence même de la Commission qui est posé ?

M. COUDE DU FORESTO.- Cette commission se devait de faire un travail considérable; le Président et le Secrétariat ne peuvent le faire seuls! J'ajoute que nos collègues ont été gênés pour donner leur opinion sur un problème déterminé alors que les commissions spécialisées auxquelles ils appartiennent n'avaient pas encore abordé la question.

M. RESTAT.- Je suis rapporteur pour avis du plan à la Commission de l'Agriculture qui n'a pas encore délibéré!

Je considère que la Commission du Plan n'a plus de raison d'être car l'objet même de sa création : "suivre l'élaboration et la mise en oeuvre du 2ème Plan" est dépassé. L'Assemblée Nationale ayant voté le plan en mai dernier, cette affaire est maintenant d'ordre politique.

M. BOUSCH.- Je crois qu'il serait bon de provoquer une autre réunion en inscrivant à l'ordre du jour le principe de la dissolution de la Commission. Aujourd'hui, il ne peut en être question, étant donné le peu de commissaires présents et il se pourrait que d'autres collègues fassent acte de candidature à la présidence...

M. RESTAT.- A mon avis, il serait plus simple de reconduire le Bureau sortant et, la semaine prochaine, de discuter le principe de l'existence de la Commission.

M. COUDE DU FORESTO.- Dans huit jours, nous serons placés devant le même problème et je remettrai ma démission!

M. BOUSCH.- Dans ce cas, j'invoque l'absence de quorum prévu à l'article 29, paragraphe 3 du Règlement et je demande un vote.

M. LE PRESIDENT.- Je m'en remets au Règlement. En effet, l'article 29, paragraphe 3 du Règlement stipule :

"Dans toute commission, la présence de la majorité absolue des membres en exercice est nécessaire pour la validité des votes si le tiers des membres présents le demande".

Nous sommes 9; trois d'entre nous requièrent-ils le "quorum"?

Il est procédé au vote à main levée.

M. LE PRESIDENT.- Je constate que plus du tiers des membres présents demande l'application de l'article 29, § 3 du Règlement.

Dans ces conditions, nous ne pouvons procéder à la constitution de la commission qui est reportée à une date ultérieure. (Assentiment).

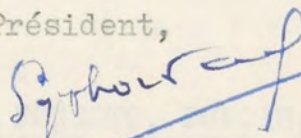
M. COUDÉ DU FORESTO.- Je me propose, à titre personnel, d'adresser à chacun des membres de la Commission une lettre dans laquelle je poserai le principe du maintien de l'existence de la Commission et sur la nécessité de leur présence à cette réunion. Je vous suggère de fixer cette réunion au jeudi 20 octobre 1955 à 11 heures 30.

(Assentiment de la Commission).

Personne ne demande plus la parole ?

La séance est levée à 17 heures 35.

Le Président,



COMMISSION DE COORDINATION CHARGÉE DE SUIVRE L'ÉLABORATION ET

LA MISE EN ŒUVRE DU DEUXIÈME PLAN DE MODERNISATION ET D'ÉQUIPEMENT

Présidence de M. TAMZALI, président d'âge

Séance du mercredi 20 octobre 1955

La séance est ouverte à 11 heures 35

Présents : MM. BOUQUEREL, COUDÉ du FORESTO, DUBOIS,
DURAND-REVILLE, GONDJOUT, LONGUET, NAVEAU,
PISANI, RAZAC, SYMPHOR, TAMZALI.

Excusés : MM. CLAIREAUX, COURROY, PELLENC.

Absents : MM. Philippe d'ARGENLIEU, CAPELLE, DESCOURS-
DESACRES, Charles DURAND, Hassan GOULED,
Alexis JAUBERT, KOTOUCO, MONTPIED, RESTAT.

.../...

- 2 -

ORDRE DU JOUR

Constitution de la Commission.

— 2 —

COMPTE RENDU

M. TAMZALI, président d'âge.- L'objet de cette réunion est de procéder à la constitution de la Commission qui n'a pu avoir lieu le mercredi 12 octobre dernier, en raison de l'absence de "quorum" invoquée par les Commissaires.

M. COUDE du FORESTO.- Mes chers Collègues, je voudrais rappeler, une fois encore, les difficultés auxquelles s'est heurtée notre Commission pour fonctionner. A l'origine, son but essentiel était de coordonner les travaux du Commissariat Général au Plan et de présenter - à côté du Plan officiel - un "plan concret" : j'étais alors persuadé que le projet de loi nous serait renvoyé pour l'examen au fond. Or, comme vous le savez, il n'y a pas de Commission homologue du Plan à l'Assemblée Nationale et, d'autre part, nous nous sommes heurtés, tout au moins au début de notre existence, à une mauvaise volonté évidente des milieux gouvernementaux.

Au moment où le deuxième Plan de modernisation et d'équipement était mis sur pied, on lançait "le plan d'expansion économique" de dix-huit mois; il s'ensuivit une confusion et M. Hirsch, Commissaire Général au Plan, avouait être incapable de faire la juste part de ce qui avait trait à l'expansion économique dans les plans projetés !

Depuis notre constitution, nous avons procédé à l'audition de ministres, responsables du Plan, et du Commissaire Général au Plan, auditions dont on peut dire qu'elles furent sans grande portée pratique pour nos travaux !

Puis, nous avons nommé des rapporteurs par grands secteurs de l'économie et quatre d'entre eux ont présenté leurs rapports. Il faut dire que certains rapporteurs se sont trouvés dans une situation gênante du fait que les commissions générales, auxquelles ils appartenaient, n'avaient pas étudié le plan, ce qui n'a pas été pour faciliter notre travail.

De plus, notre Règlement prévoit que la saisine de projets ou de propositions de loi par les commissions de coordination doit être précisée dans le texte constitutif qui a créé cette Commission.

• • • / • • •

- 3 -

Or, pour la Commission du Plan, il n'en est rien !

Le second Plan est en exécution depuis deux ans et le plan d'expansion économique de dix-huit mois en a pris une partie ; on ne sait plus très bien sur quoi l'on discute !

M. Gazier, rapporteur du plan à l'Assemblée Nationale, a présenté ~~un~~ rapport en août 1954 qui est maintenant dépassé en raison des fluctuations de la conjoncture économique.

Nous devons prendre une décision, le problème majeur étant de savoir si nous pouvons continuer à fonctionner.

Je suis de plus en plus formel pour ne pas être candidat à la présidence de cette Commission ayant d'ailleurs été désigné comme président de la Commission de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

Un fait nouveau s'est produit : M. Rochereau, Président de la Commission des Affaires Economiques, a invité les présidents et rapporteurs des commissions générales saisies pour avis, à se réunir pour mettre au point un plan de travail. Cette réunion qui n'a pu se tenir hier, faute de présents, a été reportée au mercredi 26 octobre 1955, à 17 heures.

M. Rochereau m'a fait part de ses conceptions. Il compte établir son rapport en présentant un exposé général du Plan vu sous l'angle économique et, par ailleurs, que les rapporteurs des commissions saisies pour avis lui fassent part des intentions de leurs commissions. Je suis, quant à moi, d'accord pour adopter cette méthode de travail mais je me demande comment nous pourrions y rattacher les travaux de la Commission du Plan ?

M. DURAND-RÉVILLE.- La Commission des Affaires Economiques fait le même travail que nous aurions dû faire à la Commission du Plan !

M. COUDÉ DU FORESTO.- Je reste persuadé que notre travail n'aurait apporté qu'une contribution minime à la commission présidée par M. Rochereau.

Comment voulez-vous que nos rapporteurs puissent concilier leurs idées avec celles des commissions générales ?

Je voudrais savoir ce que vous en pensez ?

.../...

- 4 -

M. DURAND-RÉVILLE.- Mon cher Président, je suis d'accord avec vous sur les difficultés rencontrées par la Commission du Plan pour fonctionner et, en règle générale, les commissions de coordination ont toujours eu beaucoup de peine à trouver un horaire qui permette à chacun de nous d'assister assidûment à leurs travaux.

Je ne vois pas d'objection au fait que le Plan ait été renvoyé à l'examen au fond de la Commission des Affaires Economiques et le plan de travail proposé par M. Rochereau, que j'approuve entièrement, redonnera aux commissions spécialisées plus d'initiative pour mener à bien leur tâche.

Il me paraît souhaitable de procéder à la dissolution de la Commission du Plan, dont le rôle se trouve maintenant rendu inutile.

M. COUDÉ DU FORESTO.- Le Secrétaire Général de la Présidence, avec qui je me suis entretenu de cette éventualité, suggère de ne pas constituer la Commission et de la laisser ainsi "en sommeil" pour éviter le vote d'une motion ou d'une proposition de résolution visant à la dissolution, ce qui ferait mauvais effet.

M. RAZAC.- Il y a deux ans que le Plan aurait dû être discuté! Notre Règlement ayant renvoyé le projet de loi devant la Commission des Affaires Economiques, il faut, dès lors, laisser à celle-ci l'initiative des travaux.

M. PISANI.- Je suis d'accord avec la méthode de travail proposée par M. Rochereau; pour que celle-ci soit respectée il faut que les contacts avec les rapporteurs pour avis se poursuivent de telle sorte qu'un travail efficace soit mis sur pied.

M. COUDÉ DU FORESTO.- M. Rochereau a fait preuve d'une compréhension totale et est disposé à travailler en commun. C'est pourquoi je maintiens ma proposition de ne pas continuer une Commission du Plan dont les travaux ne seraient d'aucune portée pratique.

M. PISANI.- Le Plan est-il essentiellement économique ?

Je crois que dans certains domaines, tels que la main-d'oeuvre, les moyens de communication et l'équipement hospitalier, ceux-ci sont plus spécialement du ressort des commissions spécialisées.

.../...

- 5 -

M. DURAND-REVILLE.- Il ne faut pas oublier les problèmes de coordination du Plan avec les territoires d'outre-mer, auquel la Commission de la France d'Outre-Mer consacrera ses prochains travaux.

M. COUDÉ DU FORESTO.- Je rappelle que M. Rochereau a prévu une réunion des rapporteurs intéressés par le Plan, le mercredi 26 octobre, à 17 heures.

La solution la plus sage serait de ne pas procéder à la constitution de la Commission.

M. DUBOIS.- D'accord !

M. DURAND-REVILLE.- A l'heure que vous indiquez, il y aura Commission de la France d'Outre-Mer; je vous suggère de fixer la réunion, à la même date, mais à 14 h. 30 au lieu de 17 heures.

M. LE PRESIDENT.- Je ferai part de votre objection à M. Rochereau, Président de la Commission des Affaires Economiques.

Je propose donc de ne pas constituer le Bureau de la Commission.

Il n'y a pas d'opposition ?

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 heures 15.

Le Président,

Lesamp.

COMMISSION DE COORDINATION ET DE CONTROLE CHARGÉE DE
SUIVRE L'EXECUTION ET L'APPLICATION DU TRAITE DE
COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

Présidence de M. GADOIN, Président d'âge

Séance du mardi 12 juillet 1955

La séance est ouverte à 14 heures 45

---:-

Présents : MM. COUDÉ du FORESTO, Jacques GADOIN, Mme THOME-PATENOTRE,
M. VANRULLEN, PINTON.

Absents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, BIATARANA, BOUSCH, COMMIN, Jacques
MASTEAU, NAVEAU.

---:-

ORDRE DU JOUR

Constitution de la Commission.

--:-

COMPTE RENDU

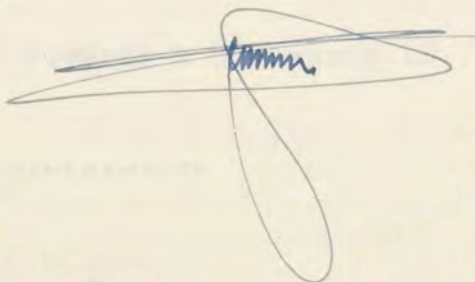
M. GADOIN, PRESIDENT d'AGE.- Je rappelle la composition du bureau sortant :

Président : M. Armengaud
Vice-Président : M. Coudé du Foresto
Secrétaire : M. Vanrullen.

La Commission décide, à l'unanimité, la reconduction du bureau sortant.

La séance est levée à 14 heures 50.

Le Président,



Présents : MM. ARMENGAUD, COUDÉ DU FORESTO, JACQUES GADOIN, JACQUES MATTEAS, VICTOR.

Excusé : M. de MUYERU.

Absents : MM. ALPIS, BEATRAMA, PIERRE COMTE, MATTEAS, MME Jacqueline ELISE TARDOTER, VANRULLEN.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION DE COORDINATION ET DE CONTROLE CHARGÉE
DE SUIVRE L'EXECUTION ET L'APPLICATION DU TRAITE
DE COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

Présidence de M. GADOIN, Président d'âge

Président

Vice-Président : M. Coude du Foresto

Secrétaire : M. Armengaud

Séance du jeudi 13 octobre 1955

La séance est ouverte à 17 heures 10

Présents : MM. ARMENGAUD, COUDE DU FORESTO, Jacques GADOIN,
Jacques MASTEAU, PINTON.

Excusé : M. de MAUPEOU.

Absents : MM. ALRIC, BIATARANA, Pierre COMMUN, NAVEAU,
Mme Jacqueline THOME PATENOTRE, VANRULLEN.

-*-*-

/...

- 2 -

Ordre du Jour

Constitution de la Commission.

-*-*-

Compte-rendu

M. GADOIN, Président d'âge.- Le bureau sortant était ainsi constitué :

Président : M. Armengaud
Vice-Président : M. Coudé du Foresto
Secrétaire : M. Vanrullen

M. ARMENGAUD.- Je ne suis plus candidat à la présidence.

La Commission désigne M. Coudé du Foresto comme Président et M. Armengaud comme vice-président. M. Vanrullen est confirmé dans ses fonctions de secrétaire.

M. COUDE DU FORESTO.- Je vous remercie de votre confiance; je vais très prochainement prendre contact avec le Président des Charbonnages et celui de la Chambre syndicale de la Sidérurgie en vue d'une audition qui nous permettra de faire le point des problèmes qui nous intéressent.

La séance est levée à 17 heures 15/

Le Président,

J. Coudé du Foresto

JV.

COMMISSION DE COORDINATION ET DE CONTROLE CHARGÉE
DE SUIVRE L'EXECUTION ET L'APPLICATION DU TRAITE
DE COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

Présidence de M. COUDE du FORESTO, Président

Séance du Mercredi 9 Novembre 1955

La séance est ouverte à 17 Heures 40

Présents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, BIATARANA, COUDE du FORESTO,
Jacques GADOIN, de MAUPEOU.

Absents : MM. Pierre COMMUN, Jacques MASTEAU, NAVEAU,
PINTON, Mme Jacqueline THOME-PATENOTRE,
M. VANRULLEN.

Assistaient à la séance :

MM. BOUSCH, MAROGER.

.../...

- 2 -

ORDRE DU JOUR

Audition de M. BAZEILHAC, Directeur général des Charbonnages de France et de M. GARDENT, Secrétaire général.

-:-

COMPTE RENDU

M. COUDE du FORESTO, Président.- Je vous remercie d'avoir bien voulu venir devant notre Commission qui souhaiterait voir votre exposé porter sur trois questions : la situation intérieure actuelle des Charbonnages de France, la situation charbonnière au sein de la C.E.C.A. et les conséquences du récent vote des Sarrois rejetant le statut européen.

M. BAZEILHAC.- La situation des Charbonnages de France pour 1955 contraste totalement avec celle de 1954 ; le retournement de la conjoncture a rendu notre situation beaucoup plus favorable. Pour les 9 premiers mois de l'année, la production a augmenté de un million de tonnes par rapport à 1954, correspondant, d'une part, à une différence des pertes par chômage et, d'autre part, à un accroissement du rendement. Celui-ci est, en effet, passé de 1508 à 1596 Kgs pour la moyenne fond et jour. Les stocks de charbons marchands qui étaient de 2,9 millions de tonnes au 1er janvier 1955 n'étaient plus que de 1.405.000 tonnes au 1er octobre 1955. Les seuls bassins rencontrant encore certaines difficultés d'écoulement sont le Dauphiné, les Cévennes et la Provence. Les stocks de produits secondaires sont encore assez lourds : 5 millions de tonnes environ, dont 2 pour la Lorraine, mais, quand celle-ci aura réalisé la troisième tranche du programme de construction de centrales thermiques, il n'y aura plus de problème pour elle.

Le total des ventes de charbon en France a cependant peu varié d'une année sur l'autre : 32.700.000 tonnes contre

../..

- 3 -

32.600.000 tonnes pour les 9 premiers mois. La sidérurgie a, en fait, absorbé 60.000 tonnes de coke et 400.000 tonnes de fines à coke de plus que l'an dernier, mais, les conditions d'hydraulicité ayant été meilleures en 1955, Electricité de France a réduit d'un tonnage à peu près équivalent sa consommation.

En ce qui concerne les exportations, le chiffre de 5.200.000 tonnes a été atteint pour les 9 premiers mois de 1955 contre 2 millions de tonnes pour la même période de 1954. Pour l'ensemble de l'année, nous dépasserons le chiffre record de 6 millions de tonnes. Le plus gros preneur est la Grande-Bretagne avec 1.400.000 tonnes.

Les prix du charbon à l'exportation sont soumis à un régime double : le charbon vendu à l'intérieur de la C.E.C.A. ne bénéficie pas de l'aide à l'exportation, contrairement à celui vendu dans les pays tiers. Nos prix départ correspondent à peu près à nos prix de barème.

Malgré cela, la situation financière des Charbonnages de France n'est pas très bonne. Le déficit pour 1954 avait été de 7,5 milliards ; cette année, nous avons dû faire face à de nouvelles charges : hausses des salaires en janvier et en septembre ; de plus, le Gouvernement nous a demandé de baisser nos prix au début de l'année contre la promesse d'une subvention de 6 milliards de francs pour charges exceptionnelles ; or, cette subvention ne couvre qu'en partie la baisse des prix, qui se chiffre à 8 milliards. Nous n'avons, en outre, absolument rien reçu jusqu'à présent sur les 6 milliards prévus. Tous ces éléments se traduisent en fin d'année par un déficit de 19 milliards de francs, ou de 13 milliards, si la subvention nous est enfin versée, après imputation de 40 milliards au fond de réserve.

M. LE PRESIDENT.- Ce n'est pas un secret que de révéler que notre Commission des Finances s'était déclarée très favorable à l'octroi de la subvention de 6 milliards aux Charbonnages de France et l'avait considérée comme un ballon d'oxygène indispensable. Nous lui ferons part du non versement de cette somme et lui suggérerons une démarche auprès du Gouvernement.

M. de MAUPEOU.- Le déficit est-il principalement dû aux hausses de salaires ? Celles-ci n'ont-elles pas été compensées en partie par un accroissement des rendements ?

../..

M. BAZEILHAC.- La hausse de janvier peut se chiffrer à 9 milliards, celle de septembre à 4 milliards ; à ces 13 milliards, il convient d'ajouter la différence entre la baisse des prix et la subvention, soit 2 milliards ; l'accroissement des rendements n'a donc permis qu'une économie de 2 milliards.

M. GARDENT.- La situation du marché du charbon dans la C.E.C.A. est caractérisée par une légère augmentation de la production, de 2,4 % pour les 8 premiers mois de 1955 par rapport à la période correspondante de 1954. Le pourcentage d'augmentation est le plus fort en France (3,2) et en Sarre (4,9). L'augmentation moyenne des rendements est de 50 Kgs environ. Malgré cela, la situation est de plus en plus tendue en ce qui concerne l'approvisionnement ; la C.E.C.A. importe au rythme de 25 millions de tonnes par an, dont la plus grande partie vient des U.S.A. qui a triplé ses exportations depuis l'an dernier.

Les exportations de la Communauté ont connu un très grand rythme jusqu'en juillet, surtout grâce à la France et à la Sarre. Les stocks sur le carreau des mines est passé de 15 millions l'an dernier à 10 millions de tonnes, dont 71 % de bas produits ; il n'existe donc pas plus de 3 millions de tonnes de charbons marchands en stocks, c'est-à-dire que nous approchons d'une situation normale.

Les prix ont peu varié grâce au blocage des prix allemands et à la baisse des prix français ; par contre, on constate une hausse brutale des charbons importés due à l'augmentation du fret passé de 4 à 8 et 10 dollars la tonne.

Il s'avère donc indispensable pour les productions qu'une politique d'ensemble soit définie, non seulement pour le charbon, mais pour l'énergie afin que soient évités les à-coups de la conjoncture et les décalages entre les prix à l'importation et les prix intérieurs. Une certaine souplesse dans la politique des prix serait nécessaire au sein de la Communauté. C'est en Allemagne que les difficultés d'approvisionnement sont les plus graves ; elle importera cette année 16 millions de tonnes contre 8 l'an dernier ; aussi, le GEORG a-t-il établi un véritable plan de répartition des charbons intérieurs et d'importation, qui est d'ailleurs assez équitable, sauf en ce qui concerne les mines intégrées à la sidérurgie ; elle a prévu un mécanisme de compensation et de répartition du

- 5 -

charbon américain, sans que la Haute Autorité ait cru devoir intervenir. De plus, le GEORG a accepté de financer une partie de la différence de prix entre charbon américain et charbon allemand en faveur de consommateurs étrangers (belges, italiens), habitués à s'approvisionner sur le marché allemand ; il veut ainsi marquer son désir de tout organiser et d'assurer sa position dominante qui le serait d'autant plus si le charbon sarrois revenait à l'Allemagne. Nous continuons à penser qu'une organisation du marché est nécessaire, mais non par un organisme comme le GEORG, qui devrait être étroitement contrôlé par la Haute Autorité. Les Allemands répondent en critiquant l'ATIC, organisation d'achat du charbon importé, dont l'existence est cependant nécessaire pour servir de contre-poids aux organismes de production.

M. LE PRESIDENT.- Cette situation est d'autant plus inquiétante qu'elle existait avant même le referendum sarrois.

M. ARMENGAUD.- Est-il logique d'avoir un complexe d'infériorité alors que les Charbonnages de France, nationalisés, sont le type même de l'entreprise centralisée et cartellisée ? Ils devraient tout de même pouvoir s'opposer victorieusement au GEORG, surtout avec l'appoint de l'ATIC.

M. GARDENT.- Notre handicap vient de la différence de productions entre l'Allemagne et la France, dont le principal problème est celui de son approvisionnement en coke. De plus, nos prix sont sensiblement plus élevés qu'en Allemagne ; nous n'avons pu, de ce fait, bénéficier pleinement du décalage de la conjoncture pour nous introduire en Allemagne, ce qui aurait été possible si nos prix avaient été compétitifs.

M. ARMENGAUD.- Sur le problème de l'approvisionnement en coke, on nous avait dit en 1952 que le combinat sarro-lorrain serait en mesure de supporter la compétition, surtout si les programmes de cokéfaction prévus étaient exécutés. Or, depuis trois ans, on n'a rien fait, comptant sur le coke allemand. "Charbonnages de France" ne pourrait-il réclamer, à son ministre de tutelle, une loi programme prévoyant la reprise et la continuation des expériences de cokéfaction, indispensable surtout depuis le vote de la Sarre.

En ce qui concerne les prix, où en sont les conversations relatives à la dotation ~~de~~ ^{en} capital, en vue de diminuer vos charges ?

../..

- 6 -

M. MAROGER.- Je ne suis pas étonné par l'attitude du GEORG ; l'aboutissement logique de la C.E.C.A. était la constitution d'un vaste cartel international sous contrôle de la Haute Autorité. La solution ne serait-elle pas d'élargir le GEORG sur le plan international et de le placer sous le contrôle de la Haute Autorité ?

M. GARDENT.- La situation n'est pas uniforme en matière de prix ; en Lorraine, les prix sont peu différents de ceux de la Ruhr, mais c'est surtout le Bassin du Nord qui aurait pu effectuer des ventes à l'exportation en période de pénurie, notamment en Allemagne du Sud ; ses prix ne sont malheureusement pas compétitifs même avec l'institution des tarifs directs internationaux.

Nous ne perdons pas de vue les problèmes de la cokéfaction en Lorraine notamment, mais la question de la rentabilité doit être prise en considération et est aggravée par la politique allemande de cokéfaction. Le programme de cokéfaction antérieur à 1952 avait été établi dans une conjoncture de moindre décalage vis-à-vis des prix du coke allemand. Pour 1956, est prévue la réalisation d'un programme de cokéfaction à Marienau. Grosso modo, les besoins en coke par tonne d'acier produit resteront à peu près constants ; on ne peut envisager une rentabilité des nouvelles techniques de bas fournaux avant une dizaine d'années.

M. LE PRESIDENT.- Le financement à fonds perdus, par le GEORG, des charbons américains achetés par les Belges et les Italiens n'est-il pas contraire au traité ?

M. GARDENT.- Les dons ne sont pas interdits, surtout lorsqu'ils portent sur des charbons étrangers à la Communauté.

M. BAZEILHAC.- On se heurte toujours aux mêmes difficultés résultant du fait que l'on a institué un marché commun, sans avoir égalisé les éléments de base : charges sociales, fiscales, etc... En Lorraine, la cokéfaction représente un tonnage de 60 % supérieur à celui de l'an dernier.

M. GARDENT.- Le Nord pourrait accroître ses livraisons de coke ou de charbon à coke à la Lorraine, mais cela pose un problème de prix de revient ; à cet égard, les résultats de l'électrification de la ligne Valenciennes-Thionville sont loin de correspondre à ce qui nous avait été promis. Le

../..

- 7 -

Ministère des Finances est à cet égard peu compréhensif.

M. MAROGER.- Quel est le pourcentage de la production de coke lorrain par rapport aux besoins ?

M. BAZEILHAC.- Les besoins sont de l'ordre de 7,5 millions de tonnes ; la production par cokéfaction représente environ 1,8 millions de tonnes, mais, avec le coke sidérurgique, à peu près un tiers des besoins sont couverts.

En ce qui concerne le problème de la Sarre, l'évolution actuelle risque d'entraîner la révision de l'amodiation du Warndt^{9^h} représente 4 millions de tonnes sur les 16 produits par le bassin sarro-lorrain. Les conventions franco-sarroises avaient fixé l'amodiation pour 30 ans. Une commission franco-sarroise, chargée de déterminer la superficie exacte de l'amodiation, a vu son activité paralysée par la démission du représentant sarrois trois jours avant le referendum. Si le Warndt nous échappait, nos possibilités d'approvisionnement seraient sérieusement compromises.

M. GARDENT.- Il serait très néfaste de faire état officiellement de cette question en ce moment et de susciter des polémiques de chaque côté de la frontière. Il faut souligner que tout retard apporté au développement de la Lorraine aurait des conséquences incalculables.

M. BOUSCH.- Un entretien avec le Ministre des Affaires Etrangères est indispensable ; il faut absolument exiger le report des élections en Sarre prévues pour décembre, sinon tout est fini. Le Ministre devrait, en outre, affirmer qu'il s'en tiendra au statu quo.

M. GARDENT.- Je pense qu'une solution transactionnelle serait possible pour le Warndt.

M. BOUSCH.- Nous n'avons aucune raison de reculer.

M. LE PRESIDENT.- Le problème industriel des relations sarro-lorraines est subordonné au problème politique des relations franco-sarroises.

M. BAZEILHAC.- L'importance économique du problème du Warndt est grande, non seulement pour les Charbonnages, mais surtout pour la sidérurgie.

../..

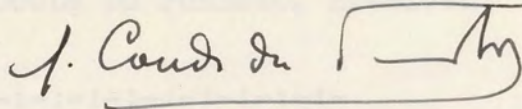
- 8 -

M. MAROGER.- Quel est le point de vue des Sarrois en ce qui concerne la coopération économique avec la France ?

M. BOUSCH.- La population commerçante et industrielle serait favorable au statu quo, mais si la position française n'est pas affirmée, les Sarrois se rallieront en grande majorité aux tendances extrêmes.

M. LE PRESIDENT.- Je remercie M. Bazeilhac et M. Gardent d'avoir bien voulu venir devant notre Commission.

La séance est levée à 17 heures 5.



Le Président,

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

LL

COMMISSION DE COORDINATION ET DE CONTROLE CHARGÉE
DE SUIVRE L'EXECUTION ET L' APPLICATION DU TRAITE
DE COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

Présidence de M. COUDE DU FORESTO, Président

Séance du jeudi 1er décembre 1955

La séance est ouverte à 15 heures 20

Présents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, COUDE DU FORESTO, Jacques
MASTEAU.

Absents : MM. BIATARANA, Pierre COMMIN, Jacques GADOIN,
de MAUPEOU, NAVEAU, PINTON, Mme Jacqueline THOME-
PATENOTRE, M. VANRULLEN.

Assistaient, en outre, à la séance : MM. BOUSCH, POHER.

ORDRE DU JOUR

Audition de M. Ferry, Secrétaire Général de la Chambre Syndicale de la sidérurgie française, sur les problèmes actuels de la sidérurgie dans le cadre de la C.E.C.A.

-:-

COMPTE RENDU

M. COUDE DU FORESTO, PRESIDENT.- Je remercie M. Ferry d'avoir bien voulu répondre à notre appel. La Commission souhaite en effet, connaître les problèmes actuels de la sidérurgie française et notamment les conséquences du récent referendum sarrois et les moyens envisagés pour faire face aux difficultés nouvelles qui en résultent.

M. FERRY.- J'ai les excuses à vous présenter de la part du Président Ricard qui n'a pu se rendre à votre invitation.

Mon exposé aura pour objet de vous faire connaître l'ensemble de nos préoccupations et portera essentiellement sur quatre points :

- 1°) Problème de l'approvisionnement;
- 2°) Situation du marché;
- 3°) Investissements;
- 4°) Problème sarrois.

1°/- Il n'y a pas actuellement de difficultés d'approvisionnement insurmontables mais la tension s'accroît sur le marché charbonnier. C'est en grande partie grâce à notre action directe sur la mine Harpener que nous n'avons pas été gênés. 1955 nous a permis de battre tous nos records de production; nous avons dû également accroître nos importations de fines américaines, dont le coût est très élevé; la subvention aux combustibles importés devra être augmentée dans la mesure où augmenteront nos achats de fines.

Les sidérurgistes de la Ruhr ont créé une caisse de péréquation des fines américaines, qui représentent également une

charge pour la sidérurgie allemande; nous avons craint qu'ils nous demandent de participer en raison de nos approvisionnements en Ruhr mais il n'en a rien été. Ils se sont contentés de demander à la Haute Autorité d'autoriser le mécanisme de péréquation.

Si les hauts niveaux de production subsistent, on risque de se trouver dans une situation quasi-permanente, sinon de pénurie, du moins de difficultés d'approvisionnement.

La ferraille pose également un problème d'approvisionnement. Dès les mois d'août-septembre de cette année, une période de tension s'est instaurée du fait du boom de la sidérurgie anglaise et américaine. Les sidérurgistes ont dû accroître leurs importations, notamment des U.S.A. : 300.000 tonnes mensuelles au lieu de 200.000.

Cette tension, jointe à la hausse des frêts, a accru la charge de péréquation des ferrailles (l'Italie est la principale bénéficiaire de cette situation); cette charge, qui est passée de 3 à 9 dollars la tonne, explique l'augmentation du prix de l'acier Martin. Après une légère accalmie, la tension s'accroît à nouveau ces derniers temps.

2°/- La situation du marché des produits sidérurgiques. Elle se caractérise par une grande fermeté dans l'ensemble, avec quelques exceptions pour des produits dont la demande s'est ralentie: tôles minces, fer blanc, tôle galvanisée. La clientèle connaît encore quelques difficultés d'approvisionnement. A l'exportation, la situation est également très ferme.

Reste la question des prix; il y a plus d'un an, les Belges et les Allemands ont orienté leurs prix à la hausse, tenant compte de la haute conjoncture : le 1er septembre dernier, les prix allemands et belges étaient respectivement supérieurs de 5 et 12% en moyenne pondérée aux prix français.

A supposer des prix de revient égaux, les Allemands ont des marges d'autofinancement considérablement supérieures, leur permettant d'investir sans faire appel au crédit et d'avoir la possibilité, au cas d'un retournement de la conjoncture, de baisser massivement leurs prix. La possibilité d'augmenter raisonnablement les prix en période de haute conjoncture et de les diminuer en période de basse conjoncture est conforme au traité et à son esprit.

Cette possibilité, nous ne l'avons pas à cause de la politique française de blocage des prix, les utilisateurs ne pouvant répercuter une hausse dans leurs prix de vente.

Ce décalage se chiffre par une perte de nombreux milliards pour nous. Nous avons tout de même décidé récemment une hausse de 3,29% annulant ainsi les effets de la baisse de compensation résultant de l'application de la T.V.A. Lors de l'institution de cette taxe, en effet, et bien que le Gouvernement eût accepté que nous conservions le bénéfice de l'allègement fiscal en résultant, nous fûmes contraints de répercuter la baisse de la T.V.A. dans les prix intérieurs.

La Haute Autorité s'est aperçue du décalage entre prix intérieurs et prix pratiqués dans la C.E.C.A. et nous a demandé, soit de baisser ces derniers, soit d'augmenter les prix intérieurs pour aligner les uns sur les autres.

Les usines sidérurgiques françaises ont décidé alors de supprimer le rabais intérieur de 3,29%; nous n'ignorons d'ailleurs pas les difficultés ainsi créées à certains utilisateurs. Le Gouvernement s'est rallié avec bonne grâce à cette décision de hausse légère qui ne peut mettre en cause la stabilité monétaire.

3°/- Les investissements. L'évolution comparée des productions sidérurgiques française et allemande est allarmante: la production France + Sarre représentait, au premier semestre 1953, 85 % de la production d'acier brut allemande. En septembre 1955, elle n'en représente plus que 71 % - En 1955, la production sidérurgique de la France seule (sans la Sarre) sera de 12,5 millions de tonnes; celle de l'Allemagne se montera à 22 millions de tonnes. (Il convient de rapprocher ce dernier chiffre des prévisions des autorités alliées de contrôle en Allemagne, qui espéraient, au moment de la ratification du Plan Schuman, limiter la production sidérurgique allemande à 11 millions de tonnes).

A ces faits, plusieurs explications :

- De toute évidence, la destruction et les démontages ont moins frappé l'appareil sidérurgique allemand qu'on ne l'a dit (surtout du côté allemand).

- Les Allemands ont fait un très gros effort d'investissement : leurs laminoirs étant déjà relativement modernes, ils ont pu faire porter cet effort sur les moyens de production de métal (hauts fourneaux et aciéries). La France, par contre, a dû faire d'abord porter son effort sur les moyens de laminage. Ce n'est qu'à partir de cette année que la sidérurgie française pourra concentrer ses efforts de modernisation et d'équipement sur les hauts fourneaux et les aciéries.

- Les délais de construction de matériels sont beaucoup plus longs en France qu'en Allemagne, où le constructeur dispose d'un marché plus large tant à l'intérieur qu'à l'exportation.

- La politique allemande en matière de prix de l'acier et notamment la libération des prix allemands avant l'ouverture du Marché Commun a donné aux usines sidérurgiques allemandes des possibilités d'autofinancement que les entreprises françaises n'ont pas eues : celles-ci courent, depuis dix ans, après des prix normaux. Il leur a toujours manqué environ 5 % de marge supplémentaire.

- Les entreprises sidérurgiques françaises en sont arrivées à un niveau maximum d'endettement : 292 milliards à la fin de cette année. Les charges de remboursement en capital représenteront 4,5 % du chiffre d'affaires à la fin de 1955 et 4,80 % à la fin de 1956, soit plus de la moitié des résultats d'exploitation moyens de l'ensemble des sociétés (8,5 % du chiffre d'affaires pour l'année dernière). Il s'en suit une perte de substance, lente mais régulière, pour la sidérurgie française.

4°/- Après le référendum Sarrois. Les déclarations qui furent faites avant la ratification du Plan Schuman, tant par les ministres de l'époque que par le Président de la Sidérurgie, méritent d'être rappelées : M. René Mayer, M. Pinay et M. Schuman, affirmèrent, devant le Parlement, que la construction nouvelle de la C.E.C.A. ne se concevait qu'à la condition que soit maintenue l'union économique franco-sarroise. M. Ricard donna à ce sujet des chiffres significatifs : la production sidérurgique Sarre + France, disait-il, restera certes inférieure à la production sidérurgique allemande (dont elle représentait à l'époque 80 %) mais elle pourra à la rigueur équilibrer celle-ci. Par contre, si la Sarre devait passer du côté de l'Allemagne, indiquait M. Ricard, il n'y aurait plus d'équilibre, l'ensemble Sarre + Allemagne représentant le double de la production sidérurgique française.

Sans doute, la partie n'est-elle pas définitivement perdue et la Sarre n'est-elle pas définitivement rattachée à l'Allemagne. Sans doute, aussi, pourrait-on penser que le nouvel état de fait ne changera rien à la situation précédente, caractérisée par le marché commun et la disparition des barrières douanières à l'intérieur de la Communauté.

Ce dernier argument ne doit pas être retenu : les entreprises sidérurgiques sarroises, principalement Völklingen et Neunkirchen sont, en effet, depuis dix ans, tant aux yeux de la Chambre Syndicale de la Sidérurgie française qu'à ceux du

Comptoir des produits sidérurgiques, sur le même plan que les entreprises sidérurgiques françaises; elles ont pu recueillir des renseignements commerciaux précieux, par leur présence à toutes les réunions professionnelles et leur libre accès au fichier commercial français. On risque donc de se retrouver demain en présence d'entreprises sidérurgiques allemandes qui seront, non seulement parfaitement averties des questions commerciales proprement françaises, mais qui auront eu, pendant dix ans, toutes les facilités pour assurer leur pénétration commerciale sur le marché français.

On peut, en outre, s'inquiéter, à bon droit, de ce que, les solidarités nationales jouant encore à l'intérieur de la C.E.C.A., notre principal partenaire représente désormais 54% de l'ensemble de la production charbonnière et sidérurgique de la Communauté et, puisse, par suite, faire pencher la balance de son côté.

Quoi qu'il en soit, plusieurs problèmes concrets se posent de façon urgente :

1 - Warndt : La sidérurgie française est entièrement solidaire des Charbonnages de France, par sympathie et par intérêt : l'avenir de la cokéfaction des charbons lorrains serait compromis par l'arrêt des livraisons de fines sarroises. Le contrôle de l'amodiation de la région du Warndt doit donc être conservé à la France.

2 - Völklingen : On semble considérer du côté allemand que l'accord Pinay-Adenauer sur Völklingen se trouve remis en question du fait du référendum et des prochaines élections sarroises. La famille Roechling, notamment, utilise tous les procédés dilatoires possibles pour en retarder l'application. L'intérêt national exige cependant que notre position soit fermement maintenue sur ce sujet.

3 - Neunkierchen : La partie paraît bien mal engagée. Il faut reconnaître d'ailleurs que, dès le départ, les droits français sur ces usines étaient relativement faibles. Ils sont devenus pratiquement inexistantes depuis que la France, pour des raisons politiques, a accepté, à la veille du référendum sarrois, la levée du séquestre. Toutefois, les inquiétudes que l'on peut avoir en ce qui concerne la politique future de ces usines sont moins vives que pour Völklingen : le groupe Wolff - Stumm, propriétaire de Neunkierchen, paraît plus "compréhensif" que les Roechling. Il n'est pas impossible qu'un accord puisse être conclu avec lui, qui canaliserait la pénétration commerciale de Neunkierchen sur le marché français.

Conclusion : Contrairement à ce que peuvent en dire certains, le fait sarrois a des conséquences extrêmement graves sur la position française dans la C.E.C.A. Si la négociation qui doit s'ouvrir prochainement n'est pas mise à profit pour régler les divers problèmes techniques qui se posent : Warndt, Völklingen, Neunkierchen et, aussi, canalisation de la Moselle, on peut affirmer, sans hostilité pré-conçue à l'encontre de la C.E.C.A., que l'appartenance même de la France à celle-ci devra être re-considérée.

En toute hypothèse, le passage dans le camp allemand de la production sidérurgique sarroise imposerait à la sidérurgie française un effort supplémentaire d'investissements et, par conséquent, exigera un soutien constant et accru de la part des pouvoirs publics français.

Les activités de la Haute Autorité

L'activité récente de la Haute Autorité s'est exercée principalement sur trois plans :

a) Harmonisation des investissements : La Haute Autorité vient de constituer un certain nombre de commissions mixtes calquées sur les Commissions de Modernisation du Plan. Ces commissions vont étudier en profondeur la définition des objectifs généraux de production pour le charbon et l'acier.

Elles commenceront leur travail au début du mois de janvier.

Il y a là une amorce de coordination dont la sidérurgie française se félicite.

b) Réforme du G.E.O.R.G. : La Haute Autorité a récemment modifié le système de vente et d'achat du charbon de la Ruhr. On ne peut toutefois se garder d'un certain scepticisme, quand on considère que six comptoirs, coordonnés par un organisme commun, seront désormais remplacés par trois comptoirs seulement, également soumis à la tutelle d'un bureau commun. Il faut noter toutefois que la Haute Autorité s'est attribuée un droit de veto sur l'activité de ces trois comptoirs.

Il semble ainsi que la Haute Autorité tende à devenir une sorte de comité d'organisation supranational. Nous avons toujours cru à la nécessité d'une véritable organisation sur le plan européen. Il est donc fort possible que la voie sur laquelle s'est engagée la Haute Autorité soit valable.

La décartellisation de l'A.T.I.C. est également à l'ordre du jour. Il convient de souligner la position très ferme qu'a prise le Gouvernement français pour la défense des tâches, vitales pour l'économie française, qu'accomplit cet organisme.

c) Problèmes sociaux. Les problèmes sociaux ont pris, dans la Communauté, ces derniers temps, une importance considérable : l'Assemblée Commune s'en est préoccupée à plusieurs reprises. Le Comité Consultatif y a consacré de longs débats : une motion avait même été présentée par les représentants des travailleurs au Comité Consultatif qui visait à la constitution d'organisations paritaires chargées de négocier de véritables conventions collectives à l'échelon supranational. La Haute Autorité a dû promettre de constituer de telles commissions paritaires qui, certes, ne seraient pas encore chargées de négocier des conventions, mais où seraient d'ores et déjà examinées les méthodes susceptibles de résoudre, à l'échelon européen, les problèmes du travail.

Nous croyons nécessaire de mettre dès maintenant en garde les pouvoirs publics contre la tendance qui consisterait, sous prétexte d'harmonisation, à faire "l'enveloppe" des réalisations sociales des divers pays membres de la Communauté. Une telle politique aurait pour résultat de mettre la Communauté en flèche par rapport à ses concurrents des pays tiers. Elle ne serait valable que si la Haute Autorité s'engageait dans une voie résolument protectionniste. Mais le contraire semble plus probable, puisqu'à l'issue de la période transitoire, les tarifs douaniers à l'égard des pays tiers devront être considérablement abaissés.

On sait que les Belges cherchent à se "défausser" sur la Communauté des charges de leur politique sociale, sans doute pour en tirer certaines compensations d'ordre financier. Il nous paraîtrait normal, dans ces conditions, que les Charbonnages de France saisissent cette occasion pour rappeler l'importance de leurs propres charges sociales.

M. LE PRESIDENT.- A la suite de votre exposé, dont je vous remercie au nom de la Commission, je désirerais souligner trois points :

1) Pour la première fois, la Haute Autorité semble s'intéresser à la coordination des investissements;

2) La question de la canalisation de la Moselle n'a pas beaucoup évolué; elle est maintenant l'objet de certains marchandages;

3) La Haute Autorité semble se préoccuper de la reconversion et des transferts de main d'oeuvre : nous nous en réjouissons.

M. ARMENGAUD.- Un bulletin de presse allemande vient d'attaquer avec vigueur notre thèse sur le poids des charges sociales françaises supportées par nos industries, supérieur à celui des charges allemandes correspondantes. Comptez-vous contre-attaquer à ce sujet ? Cette polémique ne peut durer indéfiniment.

J'ai le sentiment que les liaisons organiques entre nous ne sont pas suffisantes : il faudrait se serrer davantage les coudes et faire équipe. La politique allemande des investissements, complètement différente de la nôtre, donne à la sidérurgie allemande un complexe de supériorité.

M. BOUSCH.- Va-t-on enfin vers une solution du problème de la canalisation de la Moselle ?

M. ARMENGAUD.- Il semble qu'au cours des négociations, les Allemands, après avoir salué la qualité technique du projet, aient dit qu'ils s'y rallieraient volontiers mais qu'ils ne peuvent pas.

M. FERRY.- C'est un problème qui dépasse maintenant le cadre de la Commission mixte et qui devient politique.

M. BOUSCH.- A mon avis, cela n'a jamais été que cela.

M. FERRY.- On a manqué plusieurs occasions de l'obtenir sans difficulté; il nous reste une dernière possibilité à l'occasion du problème de la Sarre, dans l'éventualité où la Sarre serait malheureusement amenée à basculer à plus ou moins longue échéance du côté allemand. Devant la menace d'un retour de la Sarre à l'Allemagne et sans avantages obtenus en compensation, mieux vaudrait se retirer de la C.E.C.A. Il ne faut pas oublier que le projet de canalisation de la Moselle rencontre d'autres opposants que l'Allemagne : la Belgique par exemple.

M. LE PRESIDENT.- Du côté français, il y a des opposants nouveaux : à la S.N.C.F. s'ajoute Electricité de France qui cherche à négocier avec l'Allemagne l'aménagement du Rhin contre la renonciation de la Canalisation de la Moselle.

A l'issue de notre précédente réunion, nous avons écrit à M. Pinay pour lui demander d'accorder une audience au bureau de la Commission. Nous n'avons toujours pas reçu de réponse.

M. BOUSCH.- Je demande que cette carence soit mentionnée au procès-verbal.

La séance est levée à 16 H.45.

Le Président,

J. Coudré

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

COMMISSION DE COORDINATION ET DE CONTROLE
CHARGÉE DE SUIVRE L'EXECUTION ET L'APPLICATION DU TRAITE
DE COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

Présidence de M. COUDE du FORESTO, Président

Séance du Mercredi 22 Février 1956

La séance est ouverte à 17 Heures 30

---*

Présents : MM. COUDE du FORESTO, de MAUPEOU, VANRULLEN.

Excusé : M. BIATARANA.

Absents : MM. ALRIC, ARMENGAUD, Pierre COMMIN, Jacques GADOIN, Jacques MASTEAU, NAVEAU, Mme Jacqueline THOME-PATENÔTRE.

Assistait, en outre, à la séance : M. MAROGER.

---*

.../..

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Préparation de l'entretien d'une délégation de la Commission avec M. le Président de la Haute-Autorité.
- II - Questions diverses.

-*-

COMPTE RENDU

M. COUDE du FORESTO, Président.- La séance est ouverte.

Je tiens tout d'abord à vous rendre compte, mes chers collègues, de l'entretien qu'accompagné de MM. Maroger et Poher, j'ai eu, ces jours-ci, avec M. Pineau, Ministre des Affaires Etrangères.

A la veille de l'ouverture des négociations franco-allemandes sur la Sarre, notre entretien a porté sur l'incidence du règlement du problème sarrois, sur la position française au sein de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, la reconnaissance de nos droits sur les mines de la Warndt, le problème de la canalisation de la Moselle.

Nous avons précisé au Ministre que, sur ces deux points, aucune concession n'était admissible, nos droits demeurant entiers.

L'impression que nous avons retirée de ces conversations n'est pas réconfortante et l'ouverture récente des négociations franco-allemandes n'a fait que confirmer cette impression. Deux discours ont été prononcés; l'un, par M. Maurice Faure, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, qui a insisté sur l'importance que la France attachait à la canalisation de la Moselle; le second, par l'Amabassadeur d'Allemagne, qui n'a pas

../..

dissimulé la divergence entre les thèses françaises et allemandes.

Devant cette situation, il est permis de regretter les discordances qui se manifestent dans le camp français : d'une part, la S.N.C.F. est hostile à la canalisation de la Moselle; de l'autre, E.D.F. préconise l'abandon de nos revendications sur la Moselle en contrepartie de l'aménagement du Canal d'Alsace. Il paraît très souhaitable qu'une seule thèse prédomine, celle que défend le Gouvernement.

il Le Ministre des Affaires Etrangères nous a précisé que ces questions seraient traitées par M. Maurice Faure, que j'ai invité à venir devant notre Commission. Celui-ci m'a donné son accord, mais a suggéré que son audition n'ait lieu que lorsque les négociations franco-allemandes seront plus avancées. Il en a été ainsi décidé.

La deuxième question, dont je voulais vous entretenir, a trait aux conversations que je dois avoir prochainement, ainsi que M. Armengaud, avec M. René Mayer, Président de la Haute Autorité.

Notre intention est :

1°) de demander à M. Mayer de nous préciser comment la Haute Autorité envisage l'avenir de la Communauté charbon-acier, en fonction des différentes solutions qui peuvent être apportées au règlement de la question sarroise ;

2°) de faire le point des problèmes déjà posés et notamment ceux ayant trait aux conditions de l'approvisionnement en ferraille des industries de la Communauté, à la péréquation des prix des charbons importés, aux transports, aux investissements, à la réorganisation du cartel charbonnier allemand "G.E.O.R.G.", aux transformations envisagées de l'organisme français importateur de charbon (A.T.I.C.).

M. VANRULLEN.- Je dois préciser, à cet égard, que les représentants socialistes allemands à l'Assemblée commune ne sont pas satisfaits du projet de réorganisation du "G.E.O.R.G." et envisagent de déposer une motion de censure.

.../...

- 4 -

M. LE PRESIDENT.- Je voudrais enfin examiner avec M. Maroger les liaisons qui ont pu être envisagées entre la Communauté Européenne du charbon et de l'acier et le projet de communauté européenne de l'énergie atomique "Euratom".

Les renseignements que nous avons sur les négociations de Bruxelles sont très vagues. Si nous voulons éviter de nous retrouver dans la même situation que lors des négociations sur la C.E.C.A., une grande diligence s'impose. L'apport français à la Communauté sera, au départ, évidemment très supérieur à celui de l'Allemagne puisque nous avons déjà à notre actif quelques réalisations et une expérience que les Allemands n'ont pas.

M. de MAUPEOU.- Vous avez raison de souligner ces différences. Alors que nous apportons quelques réalisations pratiques et quelques 10.000 spécialistes qu'il a fallu former, les Allemands n'ont rien. La Commission de la Défense Nationale a évoqué cette question ; elle estime, en particulier, qu'il n'est pas pensable que la France se lie les mains en renonçant à fabriquer des bombes atomiques d'autant plus que nous ne sommes pas encore arrivés au moment où un choix s'impose sur ce point.

Pour ces raisons, je serai extrêmement intéressé par les précisions que vous nous apporterez sur le projet d'"Euratom".

M. MAROGER.- J'aimerais savoir si la Commission pense qu'il serait très grave pour nous de quitter la Sarre et de mettre fin à l'Union économique franco-sarroise, tout en conservant le droit d'exploiter la Warndt ?

M. LE PRESIDENT.- La question de la Warndt est précisément au centre du différend et la perte de ce bassin serait extrêmement grave pour la sidérurgie lorraine. Des engagements ont été pris devant le Parlement français, lors de la ratification du traité instituant la C.E.C.A., mais, depuis lors, un fait est certain, la position allemande s'est durcie. Je dois reconnaître que, du côté français, la position de nos négociations paraît très ferme.

Après cet échange de vues, la Commission se rallie au point de vue exposé par son Président sur l'entretien qu'il doit avoir avec le Président de la Haute Autorité.

La séance est levée à 18 Heures 15.

Le Président,

J. Coudé de Saint-Martin

COMMISSION DE COORDINATION ET DE CONTROLE CHARGÉE
DE SUIVRE L'EXECUTION ET L'APPLICATION DU TRAITE
DE COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

-:-:-:-:-

Réunion commune avec la Commission des
Affaires Etrangères

-:-:-:-:-

Présidence de M. COUDE du FORESTO, président de la Commission de la
C.E.C.A.

-:-:-:-:-

Séance du mercredi 2 mai 1956

-:-:-:-:-

La séance est ouverte à 15 heures

-:-:-:-:-

Présents : M. COUDE du FORESTO, Mme Jacqueline THOME-PATENOTRE.
Excusés : MM. ARMENGAUD, Pierre COMMIN.
Absents : MM. ALRIC, BIATARANA, de MAUPEOU, Jacques MASTEAU,
NAVEAU, PINTON, VANRULLEN.

-:-:-:-

.../...

ORDRE DU JOUR

- 1°- l'état des négociations franco-allemandes sur la Sarre ;
- 2°- les conséquences sur le fonctionnement de la C.E.C.A. des différentes solutions envisagées en vue du règlement du problème sarrois.

—●—●—●—●—●—●—●—

• • • / • • •

COMMISSION DE COORDINATION ET DE CONTROLE
CHARGÉE DE SUIVRE L'EXÉCUTION ET L'APPLICATION
DU TRAITÉ DE COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

Présidence de M.COUDÉ du FORESTO, Président

Séance du Mercredi 18 Juillet 1956

La séance est ouverte à 15 heures.

Présents : MM.ARMENGAUD, COUDÉ du FORESTO, de MAUPEOU, COLONNA,
Mme Jacqueline THOME-PATENOTRE.

Excusé : M.ALRIC.

Absents : MM.BIATARANA, Pierre COMMIN, Jacques GADOIN,
Jacques MASTEAU, NAVEAU, VANRULLEN.

ORDRE DU JOUR

=====

- I - Examen du rapport d'information sur la situation de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.
M.COUDE du FORESTO, rapporteur.

II.- Questions diverses.

COMPTE RENDU

=====

M.COUDE du FORESTO, Président.- La séance est ouverte.

J'ai reçu une lettre de M.Armengaud qui, à la suite de sa nomination à l'Assemblée commune du pool charbon acier, donne sa démission de membre de la commission.

Nous serons, je crois, unanimes à remercier notre collègue du travail considérable qu'il a effectué au sein de notre commission.

La Commission des Finances n'ayant pas encore fait connaître le nom de son successeur, il me paraît préférable d'attendre la rentrée d'octobre pour compléter le bureau de notre commission dont M.Armengaud était vice-président.

Il en est ainsi décidé.

M.ARMENGAUD.- J'ai pu, au cours de la récente session de l'Assemblée commune à Strasbourg, me rendre compte de la cohésion de la délégation allemande et de l'extrême dispersion de la délégation française. Il me paraît souhaitable, pour arriver à plus de cohésion, que la délégation française se réunisse avant chaque session pour préciser sa position sur les problèmes à l'ordre du jour.

M.COUDE du FORESTO.- J'ai eu l'occasion de faire la même constatation au récent Congrès mondial de l'énergie. Le travail des délégations étrangères est remarquablement préparé et coordonné, alors que la délégation française a oeuvré dans la plus grande anarchie.

Le but de notre réunion d'aujourd'hui est de préciser notre position sur l'évolution du marché commun depuis notre dernier rapport (mai 1955).

.../...

Un exemplaire du projet de rapport a été envoyé à chacun des membres de la commission. J'avais demandé que l'on me fasse connaître les observations qu'il suggérerait, mais je n'ai reçu à ce jour que deux réponses.

J'analyserai donc succinctement les grandes lignes de ce rapport, après quoi nous pourrions en discuter.

Nous avons successivement passé en revue, dans une première partie, l'évolution de la production, des échanges commerciaux, ainsi que les problèmes des prix, des transports et des ententes dans le marché commun.

Puis, après avoir traité des investissements et des problèmes sociaux, nous analysons l'évolution de la question sarroise, notamment le récent accord franco-allemand sur la Sarre et la canalisation de la Moselle, ainsi que les incidences sur le fonctionnement de la C.E.C.A. du changement de statut politique et économique en Sarre.

M.ARMENGAUD.- Je ferai part à la Commission de quelques observations faites au cours de la récente session de l'Assemblée commune à Strasbourg.

1°/ La question de l'orientation et de la coordination des investissements dans les industries de la Communauté charbon-acier a été évoquée par M.de Menthon. M.Etzel lui a fait observer que les termes du traité ne donnent pas à la Haute Autorité le pouvoir de planifier ni même d'orienter les investissements. Elle peut d'informer et faire en sorte que des abus manifestes ne se produisent.

Pour que la situation soit claire, je vais m'efforcer de dresser, pour la prochaine session, un inventaire des investissements sidérurgiques des différents pays de la C.E.C.A.. Il importe, en effet, que nous réagissions contre la campagne inspirée par l'Allemagne, sous un faux prétexte de libéralisme, et qui tend à dénier à la Haute Autorité tout pouvoir en matière d'investissements.

2°/ En ce qui concerne l'A.T.I.C., le dossier a été plaidé par M.P.O.Lapie. Il ne serait pas judicieux de reprendre les arguments qu'il a avancés contre toute modification de cet organisme. Il faut, par contre, procéder à une comparaison très serrée avec le G.E.O.R.G. et proposer les transformations de structure qui nous paraîtraient s'imposer à la suite d'une telle étude.

.../...

3°/ La Haute Autorité a pris position récemment sur la question des charges sociales, salariales et fiscales. Elle affirme, à l'encontre de ce que nous n'avons cessé de souligner, que les charges françaises ne sont pas plus lourdes que celles des pays voisins.

Pour répondre de façon pertinente à la Haute Autorité, la meilleure méthode me paraît être de reprendre les études faites au cours des années antérieures et de les mettre à jour. Il nous faut pour cela inviter la Sidérurgie et les Charbonnages à nous apporter les éléments d'information sur les variations des différents postes : charges salariales, sociales et fiscales.

4°/ Il nous faut également souligner avec force qu'il nous paraît indispensable que la sidérurgie française prenne rapidement les dispositions qu'implique l'évolution des techniques sidérurgiques :

a) Les minettes de Lorraine risquant d'être rapidement dépassées sur le plan technique, l'expansion sidérurgique ne doit pas être exclusivement centrée sur le bassin lorrain; elle doit recourir rapidement aux minerais de fer d'Afrique du Nord dont la teneur est élevée. Il faut pour cela créer de nouvelles unités sidérurgiques implantées de telle sorte qu'elles puissent utiliser ces minerais dans de bonnes conditions.

b) La méthode du soufflage d'oxygène qui est de plus en plus employée dans les pays étrangers doit être mise en oeuvre sans tarder dans la sidérurgie française.

On ne saurait trop, à cet égard, appeler l'attention sur le dynamisme des industriels allemands et sur l'habileté du jeu allemand dans les organismes de la C.E.C.A. C'est ainsi qu'à l'Assemblée commune, nous nous trouvons en face d'une délégation allemande unanime dès que les intérêts nationaux sont en cause.

Mme THOME PATENOTRE.- Les observations de notre collègue Armengaud me paraissent de la plus haute importance. L'industrie française doit faire preuve de dynamisme et développer son action, non seulement en fonction de ses intérêts, mais aussi des impératifs nationaux.

M.de MAUPEOU.- Pouvez-vous, Monsieur le Président, nous relire vos conclusions concernant l'Euratom ?

.../...

M.LE PRESIDENT.- Les conclusions du rapport seront modifiées pour tenir compte du récent débat à l'Assemblée Nationale.

Je préciserai que, pour la mise en oeuvre du marché commun, il nous paraît indispensable de procéder à des études plus sérieuses que celles dont la Haute Autorité vient de nous gratifier.

M.HALPH.- En ce qui concerne l'A.T.I.C., le gouvernement a décidé de présenter un recours devant la Haute Cour de Justice. Son avocat sera M.P.H. Teitgen. Ce qui est important c'est que les fonctions de l'A.T.I.C. soient maintenues ~~quelque~~ *quelle que* soit la nécessité de modifier sa structure.

Le Gouvernement français prépare une réponse au tract de la Haute Autorité concernant les charges salariales, sociales et fiscales.

La plus grave erreur réside dans l'emploi d'un taux de change manifestement faux et arbitraire.

M.ARMENGAUD.- Il faut répondre par des chiffres aux affirmations de la Haute Autorité.

M.HALPH.- En matière d'investissements, c'est un fait que l'Assemblée commune et la Haute Autorité sont dominées par des tendances libérales, favorables aux thèses allemandes de non ingérence dans ce domaine. Il me paraît bon de rappeler :

- d'une part, que les investissements sidérurgiques prévus par l'Allemagne cette année s'élèvent à 3 milliards de marks, soit près de 250 milliards de francs.
- d'autre part, que la reconcentration de la sidérurgie allemande se poursuit à un rythme rapide.

M.LE PRESIDENT.- Nous tiendrons compte de ces différentes observations dans la mise au point du rapport. Sous réserve de ces modifications, êtes-vous d'accord pour qu'il soit publié ?

(Assentiments)

Il en est ainsi décidé.

Nous nous réunirons, si possible, la semaine prochaine pour entendre MM.Baseilhac et Ferry sur l'évolution des charges salariales, sociales et fiscales dans les charbonnages et la sidérurgie depuis 1953.

La séance est levée à 16 heures 15

Le Président

J. Couderc

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION DE COORDINATION ET DE CONTROLE CHARGÉE
DE SUIVRE L'EXECUTION ET L'APPLICATION DU TRAITE
DE COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

Présidence de M. COUDE DU FORESTO, président.

Séance du jeudi 26 Juillet 1956.

La séance est ouverte à 15 heures 30.

Présents : MM. ARMENGAUD, COUDE DU FORESTO, Jacqueline THOME-PATENOTRE.

Excusé : M. GADOIN.

Assistait, en outre, à la séance : M. BOUSCH

Absents : MM. ALRIC, BIATARANA, COLONNA, Pierre COMMIN,
Jacques GADOIN, de MAUPEOU, Jacques MASTEAU,
NAVEAU, VANRULLEN.

Ordre du Jour

-2

- Audition de M. BASEILHAC, Directeur général des Charbonnages de France et de M. FERRY, délégué général de la Chambre syndicale de la sidérurgie française, sur l'évolution de charges sociales, salariales et fiscales des Charbonnages et de la Sidérurgie.

o
o o

M. COUDE DU FORESTO, président. - La séance est ouverte. L'objet de cette réunion est de faire le point sur les affirmations de la Haute Autorité de la C.E.C.A. concernant les charges sociales, salariales et fiscales et la concurrence dans le marché commun.

Ces affirmations ont ému les membres de cette Commission, ainsi que tous ceux qui, en France, suivent les problèmes du marché commun. Une réponse du Gouvernement français à la note du 27 Juin de la Haute Autorité nous a été annoncée mais ne paraît pas avoir été transmise. Nous espérons qu'elle le sera sans tarder car cette note publiée par la Haute Autorité à la veille du débat à l'Assemblée Nationale sur l'Euratom et le marché commun constitue indiscutablement une manœuvre.

De plus, les affirmations qu'elle contient sont sujettes à caution. Pour avoir une idée aussi exacte que possible de ce qu'il faut en penser, j'ai demandé à M. BASEILHAC, Directeur général des Charbonnages de France, et à M. FERRY, délégué général de la Chambre syndicale de la Sidérurgie française, de venir nous exposer leur point de vue.

La parole est à M. Baseilhac.

M. BASEILHAC. - Les services d'information de la Haute Autorité ont donné des indications qui nous ont vivement surpris.

Dans un précédent rapport annuel, la Haute Autorité évaluait le montant des charges salariales horaires globales en 1954 :

- à 347 francs dans les Charbonnages français
- et à 3,46 D.M. dans les Charbonnages allemands, soit sur la base du taux de change officiel : 248 francs.

Dans la note du service d'information, le taux officiel du change a été remplacé, sans justification, par un taux arbitraire de 90 francs pour un D.M., ce qui donne un chiffre de

.../...

3II, 4 francs de charges salariales dans les Charbonnages allemands au lieu de 248 francs.

Ces indications concernaient l'année 1954. A s'en tenir au taux officiel de change, les chiffres donnés par la Haute Autorité traduisaient alors un supplément de charges salariales de 20% des charbonnages français par rapport aux Charbonnages allemands. Depuis 1954, l'Allemagne a connu un certain nombre d'augmentations de salaires échelonnées en 1955 et 1956. En France, les salaires ont été relevés à quatre reprises au cours de cette période.

Compte tenu de ces hausses, des évaluations provisoires montrent que, depuis 1954, l'écart n'a fait que s'aggraver, la surcharge salariale française étant passée de 20% en 1954, à 21% en 1955 et 26% en 1956. Ceci résulte notamment du fait que les récentes hausses de salaires des mineurs allemands sont supportées en partie par le budget allemand.

Il s'agit là d'une moyenne des différents bassins français car il est bien certain que, si on laissait à part le Bassin du Centre Midi, l'écart entre la France et l'Allemagne serait supérieur à celui qui a été indiqué ci-dessus.

M. le PRESIDENT. - La plus grave erreur de cette note réside dans l'adoption d'un taux de change fictif. Il est nécessaire de faire observer que le taux de change officiel est admis par la Haute Autorité dans d'autres cas.

M. FERRY. - Les renseignements donnés pour l'année 1954 sur les charges salariales horaires globales dans la sidérurgie en France et en Allemagne, sont également faussés par le taux de change adopté.

Les chiffres que vous donnez dans votre rapport, M. le Président, me paraissent être exacts.

Toutefois, j'insisterai sur l'évolution du rapport de ces charges dans le temps ainsi que sur la situation des différents centres sidérurgiques.

La moyenne 1955 des charges salariales horaires globales s'établit ainsi qu'il suit dans les différents pays :

France	:	295 frs, 67
Allemagne	:	293 frs, 22
Italie	:	244 frs
Hollande	:	260 frs
Belgique	:	311 frs

Ces chiffres traduisent une certaine parité entre les charges des sidérurgies françaises et allemandes. Cependant la situation en France est assez différente selon les régions :

Est	:	300	francs
Nord	:	304	"
Centre	:	260	"
Autres régions:		296	"

Il est intéressant de rapprocher le chiffre obtenu pour la région du Nord (311 frs) des chiffres des régions de Liège (326 francs) et de Charleroi (294 frs).

Nous ne connaissons pas les derniers chiffres allemands mais il semble que la charge salariale dans la sidérurgie allemande ait un peu moins augmenté qu'en France. De 295 frs, 67 (moyenne 1955) nous sommes en effet passés à 328 frs, 26 en Avril 1956.

Si l'écart n'est pas grand dans la sidérurgie, il est, par contre, considérable dans les mines de fer où la charge salariale française (431 frs) est double de la charge salariale allemande (220 frs).

Si nous passons aux industries d'aval, l'erreur commise par la Haute Autorité apparaît beaucoup plus grave. C'est ainsi que, pour l'industrie automobile française, le chiffre horaire retenu est de 192 frs 50 alors qu'en réalité la seule charge salariale horaire est de 240 frs et la charge globale (charges sociales comprises) est de 350 francs.

Au cours d'un récent congrès de l'industrie automobile, européenne, le coût horaire de la main-d'oeuvre évalué en francs suisses, avait été chiffré à

3,60	pour la France
2,60	pour l'Allemagne
2,40	pour l'Italie.

Dans la construction électrique, le coût salarial total moyen en 1954 était supérieur de 50% en France à ce qu'il était en Allemagne. Si l'on s'en tient au salaire ouvrier seul, l'écart était de 33%.

M. le PRESIDENT. - Je vous remercie de ces indications. La conclusion qui s'en dégage est que si les charges salariales des sidérurgies françaises et allemandes sont sensiblement équivalentes, l'écart est considérable dans les industries d'amont (charbonnages, mines de fer) qui interviennent dans les prix de revient et dans les industries d'aval (construction mécanique et électrique), ce qui explique pour une part l'écart de prix des produits finaux.

M. ARMENGAUD. - Sur quoi se base-t-on dans la note en question pour employer les termes : "après enquêtes approfondies ?" Les entreprises françaises ont-elles été consultées par la Haute Autorité ?

M. BASEILHAC. - Pour le charbon, la Haute Autorité a publié, dans de précédents rapports, des chiffres de base exacts mais ces chiffres ont été triturés sans que nous ayons été consultés.

M. ARMENGAUD. - Ce procédé me paraît inadmissible et je vais poser une question écrite au Président de la Haute Autorité, demandant quelles sanctions sont prises à l'égard de telles légèretés.

M. BOUSCH. - L'Assemblée Nationale vient de voter une nouvelle rédaction de l'article 12, relatif à la taxation des transports. Cette nouvelle rédaction conduit à surimposer les transports et aura des incidences sérieuses pour la sidérurgie. Qu'en pense le délégué général ?

M. FERRY. - Nous suivons de très près cette question. Les nouvelles dispositions vont effectivement se traduire par une augmentation du coût des transports. Cette augmentation résultera du fait que la taxe sur les prestations de service ne sera plus déductible et du fait de l'augmentation des tarifs.

Ce qui est grave à nos yeux, c'est la brèche que l'on est en train de créer dans le dispositif de la T.V.A. que l'on a eu tant de mal à mettre sur pied. Il n'y a désormais aucune raison de ne pas poursuivre dans cette voie et d'élargir ainsi la brèche.

L'augmentation des tarifs de transport qui va résulter de ces mesures peut être estimée à 10% pour les produits sidérurgiques. Le coût du transport entrant pour 7 à 8% des prix de revient de la sidérurgie, la charge supplémentaire qui va en résulter pour notre industrie représente environ 5 milliards.

M. le PRESIDENT. - L'aspect fiscal doit également retenir notre attention. Je demande à MM. Baseilhac et Ferry de nous préparer une note détaillée de l'évolution des charges sociales, salariales, fiscales et financières dans les charbonnages et la sidérurgie depuis 1954.

M. FERRY. - Sur le plan fiscal, l'institution de la T.V.A. a infléchi la situation dans un sens favorable pour la sidérurgie.

M. ARMENGAUD. - Oui, mais pas au stade final.

M. FERRY. - C'est exact.

A 16 heures 20 la séance est levée.

Le Président.

J. Couderc

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

COMMISSION DE COORDINATION ET DE CONTROLE CHARGÉE
DE SUIVRE L'EXECUTION ET L'APPLICATION DU TRAITE DE
COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

-:-:-:-:-

Présidence de M. GADOIN, Président d'âge

-:-:-:-:-

Séance du Mercredi 17 octobre 1956

-:-:-:-

La séance est ouverte à 17 heures 10

-:-

Présents : MM. COLONNA, COUDE du FORESTO, Jacques GADOIN,
Jacques MASTEAU, VANRULLEN.

Excusé : M. FLECHET.

Absents : Mme Jacqueline THOME-PATENOTRE, MM. ALRIC,
BIATARANA, COMMUN, NAVEAU, PINCHARD.

Assistait, en outre, à la séance : M. Yvon DELBOS.

-*-

../..

- 2 -

ORDRE DU JOUR

Constitution de la Commission.

--*--

COMPTE RENDU

M. GADOIN, Président d'âge.- La séance est ouverte. La Commission est réunie pour former son bureau. Nous allons d'abord procéder à la désignation du Président. Si vous en êtes tous d'accord, comme je le pense, je propose que nous réélisions notre Président sortant, M. Coudé du Foresto.

La Commission décide, par acclamations, de reconduire M. Coudé du Foresto dans ses fonctions de président.

Présidence de M. COUDE du FORESTO, Président.

M. LE PRESIDENT.- Mes chers collègues, je tiens d'abord à vous remercier de la confiance et de la sympathie que vous venez de me témoigner.

Il nous faut désigner un vice-président en remplacement de M. Armengaud, qui a donné sa démission à la suite de sa désignation à l'Assemblée commune du pool charbon-acier.

Y a-t-il des candidats pour le poste de vice-président ?

M. Fléchet qui s'est excusé de ne pouvoir venir m'a suggéré la candidature de M. Alric.

La Commission approuve cette suggestion par acclamations.

M. LE PRESIDENT.- Je vous propose enfin pour compléter notre bureau de reconduire M. Vanrullen dans ses fonctions de secrétaire.

Il en est ainsi décidé.

En conséquence, le bureau de la Commission de coordination se trouve ainsi composé :

../..

- 3 -

Président : M. Coudé du Foresto
Vice-Président : M. Alric
Secrétaire : M. Vanrullen.

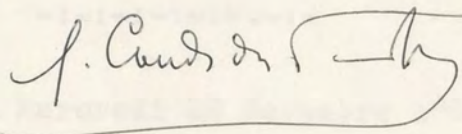
M. GADOIN.- Quel jour et à quelle heure envisagez-vous, Monsieur le Président, de réunir généralement notre Commission ?

M. LE PRESIDENT.- Le mercredi à 17 heures 30.

Cette proposition est approuvée par la Commission.

A 17 heures 35, la séance est levée.

Le Président,



JV.

COMMISSION DE COORDINATION ET DE CONTROLE CHARGÉE
DE SUIVRE L'EXECUTION ET L'APPLICATION DU TRAITE
DE COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

Présidence de M. COUDE du FORESTO, Président

Séance du Mercredi 28 Novembre 1956

La séance est ouverte à 17 heures 40

--

Présents : MM. BIATARANA, COLONNA, COUDE du FORESTO, Jacques
GADOIN, Mme Jacqueline THOME-PATENOTRE.

Excusé : M. PINCHARD.

Absents : MM. ALRIC, COMMUN, FLECHET, Jacques MASTEAU, NAVEAU,
VANRULLEN.

--

../..

- 2 -

ORDRE DU JOUR

Echange de vues avant le voyage d'une délégation de la Commission à Luxembourg. Questionnaire à M. René Mayer.

-:-

COMPTE RENDU

M. COUDE du FORESTO, Président.- Je me suis rendu le 2 novembre dernier à Luxembourg, où j'ai eu un entretien avec M. René Mayer. C'est au cours de cet entretien que celui-ci m'a donné son accord pour le voyage d'une délégation de notre Commission à Luxembourg, le 6 décembre.

Il me paraît utile de vous résumer les points sur lesquels a porté notre échange de vues :

Le Président René Mayer a commencé par disséquer le rapport sur la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, que nous avons présenté au Conseil de la République.

Quatre points l'ont particulièrement intéressé :

1°) Le fait que nous n'avons pas assez souligné dans notre rapport les avantages que nous avons obtenus du côté coke, alors que nous avons appuyé sur les inconvénients du côté ferraille. Nous avons évidemment intérêt à mettre cette notion en lumière dans notre prochain rapport.

2°) Nos critiques concernant l'A.T.I.C. ont assez vivement touché le Président de la Haute Autorité. Il estime que, à l'heure actuelle, un état quel qu'il soit a parfaitement le droit de dire qu'il n'achète à personne d'autre qu'à un producteur, mais, en revanche, la forme de l'A.T.I.C. paraît incompatible avec le Traité. Personne ne peut empêcher, m'a déclaré M. René Mayer, avec ou sans l'A.T.I.C. d'acheter Fob. Rouen et, jusqu'à présent, il n'y a pas de réglementation de commerce extérieur.

D'autre part, le procès sur ce point lui paraît mal engagé et il a le sentiment que la cause n'est pas solide.

.../...

3°) Au sujet des investissements, M. René Mayer nous fait observer qu'il a commencé, d'ores et déjà, cette orientation et - sans vouloir nous donner des précisions qui violeraient le secret des délibérations et qui risqueraient, au surplus, de froisser certains amours propres nationaux - il nous a signalé que deux au moins des projets présentés avaient été annulés à la suite de l'avis défavorable de la Haute Autorité. Il a la ferme intention de continuer dans cette voie.

4°) Répondant à nos critiques concernant la publication des charges comparées, M. René Mayer ne nie pas que l'article en question était inopportun et pouvait, de plus, prêter à controverse. Cependant, il indique que le taux de conversion qui a été adopté ressort de la publication même de l'Office des Changes, ce qui est à tout le moins regrettable. Comme la situation a assez rapidement évolué, il pense établir une nouvelle étude à bref délai sur ce sujet fort important.

Nous avons également parlé avec le Président René Mayer d'un certain nombre d'autres questions :

Politique des prix.-

Il est certain que la politique de blocage établie artificiellement par la France crée des disparités de fonctionnement entre sidérurgie française et allemande, d'autant plus que le système de co-gestion allemande rend les syndicats ouvriers plus compréhensifs à une politique de prix élevés. Il estime que, là aussi, nous pouvons l'aider à obtenir une plus grande harmonie de politique générale.

Pénurie de charbon et de ferraille.-

Nous avons évoqué la crise actuelle. M. René Mayer ne pense pas qu'il soit nécessaire, en ce moment, de proclamer l'état de pénurie et que cela ne devrait intervenir qu'à toute extrémité. Il souligne que les insuffisances du charbon domestique sont surtout dues à une raréfaction des livraisons belges ; à la suite de l'accident de Marcinelle, les consommateurs domestiques préférant l'anthracite au coke et aux boulets qui sont en abondance sur les marchés.

Accord franco-allemand sur la Sarre.-

Le Président René Mayer ne nie pas que, sur le plan technique, il peut paraître anormal de forer de nouveaux puits sur le gisement du Warndt, mais il semble que, de toute manière, ce percement eut été nécessaire d'ici quelques années et qu'en fait, la négociation a été favorable à la France et qu'il

- 4 -

s'agit là simplement d'un investissement fait un peu trop tôt. Il n'a pas le sentiment que - étant donné les précautions politiques qui ont été prises quant à la répartition des voix au sein de la Communauté - le déséquilibre résultant des accords franco-sarrois puisse nuire à la bonne marche de la C.E.C.A.

Marché commun.-

M. René Mayer pense que l'on a commis quelques erreurs de tactique concernant l'établissement d'un marché commun et l'établissement de l'EURATOM et que, vraisemblablement, il eût été préférable de procéder par étapes. Il s'agit là d'un problème qu'il convient de suivre de près à la lumière des présents événements.

Les questions que nous voudrions voir discuter lors de notre voyage du 6 décembre seraient, en fait, à peu près les mêmes ; je vous suggère l'énumération suivante :

- 1°) Le problème des investissements.-
 - l'orientation de la politique de la Haute Autorité en ce domaine ;
 - nécessité d'éviter les doubles emplois, notamment en ce qui concerne les trains à bande.
- 2°) Le problème des charges comparées -
 - charges salariales et sociales.
- 3°) Le problème de l'A.T.I.C.-
 - les conséquences de l'action actuellement pendante devant la Cour de justice.
- 4°) La politique des prix.-
 - conséquences pour la sidérurgie française de la politique du blocage des prix et de la politique libérale de l'Allemagne en cette matière permettant une marge d'auto-financement considérable.
- 5°) La pénurie de charbon et de ferraille.-
 - Quelle politique la Haute Autorité compte-t-elle suivre en cette matière eu égard à la crise actuelle ?
 - conséquences des événements internationaux.

../..

- 5 -

6°) L'accord franco-allemand sur la Sarre et la canalisation de la Moselle.-

- conséquences sur l'activité de la C.E.C.A.
- risques de déséquilibre de fait si, en droit, la modification du traité de C.E.C.A. apporte certains apaisements.
- l'exploitation du Gisement du Warndt par la Sarre est anti-économique et ne se conçoit pas dans le cadre d'un marché commun.

7°) Les transports dans la Communauté.-

- établissement et conséquences de l'application des tarifs directs internationaux ;
- mesures générales d'harmonisation des tarifs ;
- disparité des régimes des frêts fluviaux.

8°) Le marché commun généralisé ~~est~~ l'EURATOM.

- point de vue de la Haute Autorité sur ce problème et conséquences sur la C.E.C.A.

(Assentiment).

La séance est levée à 18 heures 30.

Le Président,

J. Coust de [Signature]

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

COMMISSION DE COORDINATION ET DE CONTROLE CHARGÉE
DE SUIVRE L'EXECUTION ET L'APPLICATION DU TRAITE
DE COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

Présidence de M. COUDE du FORESTO, Président

Séance du Mercredi 16 janvier 1957

La séance est ouverte à 10 Heures 10

--

Présents : M. BIATARANA, COUDE du FORESTO, PINCHARD, FLECHET.

Excusé : M. BOUSCH.

Absents : MM. ALRIC, COLONNA, COMMIN, Jacques GADOIN, Jacques
MASTEAU, NAVEAU, Mme Jacqueline THOME-PATENOTRE,
M. VANRULLEN.

Assistait, en outre, à la séance : M. SCHLEITER.

-*-

.../...

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Compte rendu du voyage à Luxembourg.
- II - Situation créée par la fin de la période transitoire.

-*-

COMPTE RENDU

M. COUDE du FORESTO, Président.- Je vais vous donner connaissance d'un compte rendu que j'ai rédigé à la suite du voyage qu'un certain nombre d'entre nous ont effectué à Luxembourg, le 6 décembre dernier, pour prendre contact avec la Haute Autorité et discuter avec elle des problèmes de la C.E.C.A.

(Lecture).

M. BIATARANA.- En ce qui concerne les investissements, M. Coppé nous a dit que, bien que le traité ne donne pas à la Haute Autorité un pouvoir de décision, ses avis sont largement suivis par les entreprises.

M. LE PRESIDENT.- Nous pourrions souligner, si vous êtes de mon avis, l'atmosphère de confiance réciproque et de foi dans l'avenir de l'Europe qui imprègne toutes les discussions auxquelles nous avons assisté. Ceci est très frappant de la part de fonctionnaires de six nationalités différentes.

M. PINCHARD.- Je dois reconnaître que ces constatations m'obligent à réviser mon opinion première.

M. BIATARANA.- J'ai eu exactement le même sentiment que vous ; il règne à Luxembourg un climat de grande compréhension mutuelle ; chacun semble dégagé des contingences nationales et raisonne dans l'intérêt commun.

M. LE PRESIDENT.- La Haute Autorité a invité un certain nombre de secrétaires généraux de chambres de commerce ;

../..

celui de Niort, très hostile à toute idée européenne, en est revenu transformé. Il n'est pas douteux que le travail fait à Luxembourg est très sérieux.

Sur la demande de M. Armengaud, j'avais mis à l'ordre du jour la question de la fin de la période transitoire ; c'est en effet dans un an environ que cette période prendra fin et il serait bon d'étudier dès maintenant les conséquences de la suppression des clauses de sauvegarde prévues par le traité. D'autre part, la conjoncture a changé complètement ; M. Couture m'a dit qu'il faudra rouvrir certains puits de mines, actuellement fermés, pour faire face à la pénurie d'énergie. Nous pourrions étudier ces questions lors d'une prochaine séance.

La séance est levée à 10 Heures 40.

Le Président,

J. Couvreur

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION DE COORDINATION ET DE CONTROLE CHARGÉE DE
SUIVRE L'EXECUTION ET L'APPLICATION DU TRAITE
DE COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

-:-:-:-:-

Présidence de M. COUDE DU FORESTO, Président

-:-:-:-:-

Séance du jeudi 31 janvier 1957

-:-:-:-:-

La séance est ouverte à 16h15

-:-:-

Présents : MM. BIATARANA, COLONNA, COUDE DU FORESTO, Jacques GADOIN.Excusés : Mme Jacqueline THOME-PATENOTRE, M. FLECHET.Absents : MM. ALRIC, COMMIN, Jacques MASTEAU, NAVEAU, PINCHARD,
VANRULLEN.

Assistait à la séance : M. ARMENGAUD.

-

/...

- 2 -

Ordre du Jour

- I - Compte rendu de la dernière session de l'Assemblée Commune par plusieurs de ses membres.
- II - Exposé de M. Armengaud sur son voyage en Allemagne.
- III - Examen d'une proposition éventuelle de candidature à l'Assemblée Commune.

- "-

Compte-rendu

M. COUDE DU FORESTO, Président.- Je donne la parole à M. Armengaud qui va nous exposer les principales questions examinées lors de la dernière session de l'Assemblée Commune.

M. ARMENGAUD.- Lors de sa dernière session de novembre, l'Assemblée Commune a examiné, en particulier, le problème des objectifs généraux de la Communauté. Il a été constaté que les possibilités d'approvisionnement en charbon de l'Europe étaient limitées. Les vues les plus optimistes prévoient une augmentation de production de 40 millions de tonnes dans les quinze prochaines années ; comme les besoins de la sidérurgie seront, pendant la même période, en augmentation de 50%, on se demande comment on fera face à cette pénurie de charbon.

/...

En ce qui concerne la ferraille, l'Italie a "pompé" les réserves de la Communauté, tandis que les Etats-Unis sont en train de freiner l'exportation de leur ferraille. Il s'avère donc, de plus en plus nécessaire, de réduire la consommation des ferrailles et de trouver des moyens nouveaux pour obtenir du coke.

La Commission des investissements de l'Assemblée a désigné une sous-commission d'information pour examiner, sur place, ces différents problèmes.

Elle s'est rendue en Allemagne les 12 et 13 janvier, et a pris des contacts utiles avec de nombreux industriels Allemands. Cette Commission était composée, notamment, de MM. Mutter, Vanrullen, de Menthon et moi-même du côté français, MM. Pohle, Kreissig, Blank, du côté allemand.

Nous nous sommes rendus, d'abord, à Hanovre où les installations sidérurgiques sont assez vétustes et correspondent, un peu, à nos entreprises du Centre-Midi français.

A Salzgitter, l'intérêt fut beaucoup plus grand; il s'agit là d'une entreprise publique qui possède de magnifiques installations pour le traitement du minerai de fer par procédés de réduction directe; on obtient, ainsi, un mélange de 90% de minerai finement broyé et de 10% de coke. A la sortie, on obtient un fer à 94% de pureté. Il s'agit là d'un procédé intéressant pour nous, puisque le minerai exploité est semblable à notre "minette" de Lorraine. Il existe, également, des mines de lignite, dont les Allemands ont trouvé le moyen de faire du simili coke et des briquettes.

Salzgitter est un combinat total dont la production atteint 2 millions de tonnes d'acier liquide par an.

A Nuremberg, nous avons eu l'occasion de visiter une usine produisant 150 mille tonnes de fonte par an et travaillant en commun avec Pont-à-Mousson. A côté de deux petits hauts fourneaux, un bas fourneau utilise un minerai de faible teneur et un combustible tout venant sans un gramme de coke. Un second bas fourneau est sur le point d'être installé. Il s'agit d'un bon exemple d'utilisation des bas produits.

La Commission est allée, ensuite, visiter l'entreprise de M. Flick. Un incident politique s'est produit, lorsqu'au lieu d'être reçus par le Directeur M. Burkart, nous fûmes conviés chez M. Flick.

- 4 -

M. de Menthon, ayant fait partie du tribunal de Nuremberg qui avait jugé M. Flick et l'avait condamné, s'opposa à être reçu par lui.

Nous fûmes finalement reçus par ses collaborateurs.

L'usine utilise du minerai à 26 ou 27% de fer. Elle est équipée de hauts fourneaux modernes et produit aussi bien l'acier Thomas que l'acier Martin. Une usine de transformation, entièrement automatique, utilise l'acier pour faire des tubes.

Au cours d'une conférence de presse, la question des prix de revient, des charges salariales et des transports, a été discutée ; à cette discussion il apparaît clairement que la Haute Autorité n'a pas su apporter de solution à ces problèmes ; les critères qu'elle a établis pour l'attribution des prêts ne sont pas valables.

Le problème de l'avenir réside dans l'utilisation de techniques nouvelles, et, notamment, la réduction directe du minerai dans les bas fourneaux. Il est regrettable, dans ces conditions, que le Président de la Chambre syndicale de la sidérurgie ait pu me déclarer : que si les bas fourneaux sont bons pour les Allemands, ils ne le sont pas pour nous.

M. BIATARANA.- La Haute Autorité pousse à la construction des bas fourneaux.

M. ARMENGAUD.- Elle est même prête à consentir des prêts dans ce but.

La sidérurgie française a réussi à se passer de cette technique jusqu'à présent, mais elle devra, sans doute, y arriver.

M. LE PRESIDENT.- M. Ferry souhaite être entendu par notre Commission; nous pourrions envisager cette audition pour une prochaine séance.

M. ARMENGAUD.- Il serait utile qu'un petit comité de travail se réunisse pour envisager les conséquences, de la fin de la période transitoire qui doit intervenir en février prochain.

/...

- 5 -

Assentiment.

M. ARMENGAUD.- Sur le troisième point de l'ordre du jour, en ce qui concerne une proposition éventuelle de candidature à l'Assemblée Commune, je rappelle que la représentation française à cette Assemblée va se voir accrue de trois sièges supplémentaires, à la suite des accords sur la Sarre.

Deux seront attribués à l'Assemblée Nationale et un au Conseil de la République.

Il y aurait le plus grand intérêt à ce que notre Assemblée désigne un technicien. M. Coudé du Foresto semble le plus qualifié.

Peut-être pourrions-nous envisager de soutenir sa candidature au sein de nos groupes politiques réciproques.?

Assentiment.

La séance est levée à 16 heures 55.

Le Président,

J. Coudé du Foresto

COMMISSION DE COORDINATION ET DE CONTROLE CHARGÉE DE SUIVRE
L'EXECUTION ET L'APPLICATION
DU TRAITE DE COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

Présidence de M.COUDE du FORESTO, Président

Séance du Mercredi 6 Février 1957

La séance est ouverte à 16 heures 15

Présents : MM.ALRIC, COUDE du FORESTO, Jacques MASTEAU, FLECHET.

Absents : MM.BIATARANA, COLONNA, COMMIN, Jacques GADOIN, NAVEAU,
PINCHARD, Mme Jacqueline THOME-PATENOTRE, M.VANRULLEN.

Assistaient, en outre, à la séance : MM.ARMENGAUD, LAFFARGUE.

ORDRE DU JOUR

- Exposé de M.FERRY, délégué général de la Chambre syndicale de la sidérurgie, sur la situation de la sidérurgie française dans le cadre de la Communauté Charbon-Acier.

COMPTE RENDU

M.COUDE du FORESTO, Président.- Je remercie M.Ferry d'avoir bien voulu répondre à notre invitation afin de nous entretenir de la situation actuelle de la sidérurgie française.

Nous avons été saisis, il y a quelque temps, d'une note de sa part, intitulée : Essai de définition d'une politique de la sidérurgie; M.Armengaud et moi avons répondu à cette note.

M.FERRY.- Je n'ai pas encore été saisi de la réponse de M.Armengaud; si vous le voulez bien, je vais d'abord faire le point de la situation présente de la sidérurgie, après quoi je répliquerai aux différents points de votre réponse.

Mon exposé portera sur 4 points :

- la situation de nos approvisionnements;
- la situation du marché;
- le problème des prix;
- les problèmes posés par la mise en route de notre 3ème plan d'équipement.

1°/ La situation de nos approvisionnements en provenance de la Rhur est assez tendue. Le bureau commun du charbon de la Rhur a fixé certaines règles, notamment en ce qui concerne les livraisons de coke et de semi-coke; nous avons protesté contre ces règles, estimant que seules deux méthodes devaient être suivies : la liberté des contrats, ou la déclaration de pénurie.

Nous avons obtenu gain de cause, mais cette question rebondit depuis une dizaine de jours et le bureau semble vouloir jouer le grand jeu et limiter nos attributions au plus bas, notamment en ce qui concerne les fines à coke;

.../...

nous nous trouvons là en présence des décisions de ce bureau commun qui ressemble de plus en plus à l'ancien Géorg et échappe au contrôle de la Haute Autorité. Celle-ci hésite, d'un autre côté, à proclamer la pénurie dont je ne sais, d'ailleurs, si elle serait bonne ou non pour nous.

Pour la ferraille, il s'agit d'un domaine où nous sommes perdants dans le marché commun.

M.ARMENGAUD.- Les allemands disent la même chose.

M.FERRY.- C'est l'Italie qui est la grande gagnante.

M.LE PRESIDENT.- La Haute Autorité souligne que, si le marché commun de la ferraille nous est défavorable, nous retirons avantage du même marché commun en ce qui concerne le coke.

M.FERRY.- C'est surtout l'achat des mines Harpener qui nous permet un approvisionnement à peu près normal en coke.

La Haute Autorité cherche à encourager une moindre utilisation de la ferraille; elle vient d'adopter un régime dont l'application serait limitée à 18 mois, qui inquiète tous les sidérurgistes. Ce système pénalise des entreprises augmentant leur consommation de ferraille en taxant cet accroissement à un taux qui peut atteindre 100% du prix de péréquation; au contraire, une remise de la pénalité peut être accordée au cas où la "mise au mille" diminue. Les allemands dont la "mise au mille" est inférieure vont se trouver considérablement avantagés.

Ce système procède d'un arbitraire très inquiétant et provoque des remous qui iront probablement jusqu'à des recours devant la Cour de justice. La sidérurgie centre midi, grosse utilisatrice de ferraille, va se voir obligée de modifier complètement ses programmes.

En ce qui concerne le fuel, il n'y a pas de grosses difficultés à envisager, grâce à la compréhension du ministre; pour le moment, l'utilisation des stocks évite toute pénurie; en mars, on peut craindre qu'il n'en soit plus ainsi.

.../...

2°/ La situation du marché.-

Il ne semble pas que, dans l'ensemble, la conjoncture sidérurgique risque de se retourner dans un délai prévisible.

A ce sujet, je suis étonné de l'affirmation contenue dans la note de M.Coudé du Foresto, suivant laquelle il aurait manqué environ un million de tonnes d'acier en 1956 pour les utilisateurs français. Je puis vous indiquer quelques chiffres pour vous montrer que le marché intérieur a été, très justement d'ailleurs, privilégié par rapport à l'exportation. Sur une augmentation de la production de 5% entre 1955 et 1956, les livraisons au marché intérieur se sont accrues de 8,5% et de 3,5% seulement à l'exportation.

M.LE PRESIDENT.- Comment concilier ces chiffres avec le pourcentage d'augmentation de nos exportations qui serait, d'après la Haute Autorité, de 47% en 3 ans.

M.FERRY.- Les livraisons au marché intérieur ont augmenté largement plus que les livraisons à l'exportation.

M.LE PRESIDENT.- Le chiffre cité par la Haute Autorité n'est pas un reproche pour vous; certaines difficultés d'approvisionnement du marché intérieur seraient dues au fait que la politique intérieure française de blocage des prix vous inciterait, à juste titre, à faire un effort vers l'exportation. Je serais heureux d'avoir une réponse en ce qui concerne ces chiffres divergents.

M.FERRY.- Nous vous enverrons tous renseignements à ce sujet.

3°/ Le problème des prix.-

Par rapport à la fin de 1955, les charges nettes de 1956 font ressortir un accroissement de 18 à 20 milliards. Notre décalage, par rapport aux prix étrangers, est très sensible : les prix belges sont inférieurs de 16% et les prix allemands de 2% aux nôtres. Ces chiffres sont de 20 et 5% pour les seuls aciers Thomas. La hausse de l'acier français, de 1%, appliquée depuis mai dernier, correspond à un total de 4 milliards.

.../...

J'ai omis de préciser tout à l'heure les secteurs où les utilisateurs rencontrent des difficultés d'approvisionnement. Si aucune difficulté n'existe pour l'acier Thomas, il n'en est pas de même pour l'acier Martin : demi-produits de forges, tôles fortes et moyennes, surtout pour la construction navale, et tubes.

Un gros effort a été fait dernièrement et sera accentué dans le 3ème plan d'équipement, notamment en ce qui concerne les tôles fortes (Dunkerque, Lorraine-Escaut).

Nous aurions intérêt, à ce sujet, à avoir des précisions sur le programme de constructions navales jusqu'à 1961; après étude, nous avons constaté, en effet, qu'il subsistera, jusqu'à cette date, une insuffisance d'une trentaine de milliers de tonnes. Un gros effort devra être fait également pour la fabrication des tubes.

4°/ Le 3ème plan d'équipement de la sidérurgie.-

Prévu pour une période de 5 ans, ce plan doit porter la capacité de production des usines françaises aux environs de 19 millions de tonnes, c'est-à-dire qu'en 1961, la production effective sera d'environ 17 millions de tonnes. Ce programme représentera une charge de 375 milliards auxquels il faut ajouter 100 milliards de remboursement des emprunts précédents et 25 milliards qui devront être affectés à l'augmentation des fonds de roulement, soit 500 milliards de charges au total.

Comment envisager le financement de ces 500 milliards ?

Si l'on admet une progression du chiffre d'affaires à peu près constante, nous pouvons compter sur un total cumulé de 3.000 milliards au cours de cette période.

Pour 1956, la marge d'auto-financement pourra être établie aux environs de 10% du chiffre d'affaires; si on suppose le maintien de ce chiffre pendant la période correspondante, on arrive au total de 300 milliards; une somme de 40 à 50 milliards pourrait être obtenue par augmentation de capital, il resterait donc environ 150 milliards à obtenir par emprunt ou crédit. A ce rythme, le volume d'endettement de la sidérurgie sera d'ailleurs de 52% en 1961 (300 milliards fin 1956).

Ces chiffres sont probablement trop optimistes; en effet, si en 1956 . . .

.../...

la marge d'auto-financement a pu s'élever à 10%, la moyenne des dix dernières années n'est que de 6%. Sur 50 à 55 milliards de résultats bruts par an, nous devons déjà retrancher 20 milliards de remboursements.

M.ARMENGAUD.- Le chiffre de 10% me paraissait très beau mais n'est-il pas partiellement fictif par rapport à vos besoins de renouvellement ?

M.FERRY.- La marge normale est de 12% du chiffre d'affaires, suivant les experts de la profession; pendant 10 ans nous n'avons fait que la moitié. D'après les prévisions, les résultats de 1957 seront nettement moindres qu'en 1956; le chiffre de 300 milliards cité plus haut, représentant les 10% du chiffre d'affaires pendant 5 ans, est donc certainement surestimé; celui de 250 milliards serait plus vraisemblable.

La hausse que nous estimerions souhaitable, abstraction faite de la politique de blocage des prix, serait de l'ordre de 6%.

Les Belges, qui augmentent continuellement leurs prix, n'ont aucun endettement.

M.LAFFARGUE.- Pourquoi ne prend-on pas une position exceptionnelle à l'exportation ?

M.FERRY.- Parce que le gouvernement français nous demande de réserver notre production, par priorité, au marché national.

M.LAFFARGUE.- Le gouvernement dispose-t-il d'une contrainte autre que morale à votre égard ?

M.FERRY.- Il détient les licences d'exportation.

M.LE PRESIDENT.- Les Américains viennent d'effectuer des sondages auprès de certaines entreprises françaises pour la fourniture de tôles, pour un total de 100 millions de dollars; il ne paraît pas possible d'accepter, les chantiers français de constructions navales étant déjà obligés de s'adresser à l'étranger, pesant ainsi lourdement sur notre balance des paiements.

Quel est, grosso modo, le programme devant porter notre capacité de production à 19 millions de tonnes en 1961 ?

.../...

M.FERRY.- Il est difficile de répondre sur ce point; le programme va avoir, en grande partie, pour objet de multiplier les fours déjà existants, la seule usine ^{nouvelle} sera celle de Dunkerque.

M.ARMENGAUD.- Il me paraîtrait utile de penser, dès maintenant, au moment où finira la période transitoire prévue par le traité C.E.C.A., à l'instar d'ailleurs des Allemands qui, sur l'initiative de M.Kreyssig, étudient sérieusement le problème.

Il me paraîtrait utile, en outre, que l'on se revoie après la session extraordinaire de l'Assemblée commune de la semaine prochaine pour étudier, notamment, la question des techniques nouvelles. Il faudrait, enfin, étudier la situation de notre sidérurgie non seulement en 1961, mais en 1965 et en 1975.

M.FERRY.- La question de la révision du traité de C.E.C.A nous préoccupe beaucoup. D'ici une quinzaine de jours nous pensons pouvoir vous livrer un document à ce sujet.

M.LE-PRESIDENT.- Une demande de retrait de la ferraille hors du marché commun me semble tout à fait impensable sans risquer de faire éclater la C.E.C.A.

M.FERRY.- Vous faites allusion à une boutade de ma part. Un fait cependant est certain, c'est que la ferraille a augmenté de 100% en France depuis l'ouverture du marché commun. Ce problème doit être évoqué lors de la révision du traité.

M.LAFFARGUE.- Quelle est la proportion du prix de la ferraille dans le prix de revient ?

M.FERRY.- Il représente un bon tiers du prix de l'acier Martin.

M.LE PRESIDENT.- Il y aurait le plus grand intérêt à étudier les méthodes permettant de diminuer l'utilisation de la ferraille. N'y a-t-il pas un certain snobisme à utiliser de l'acier Martin ?

M.LAFFARGUE.- N'est-ce pas le bon marché de la ferraille qui a accru l'utilisation de l'acier Martin ?

M.FERRY.- Cela est vrai en partie. La reconversion des entreprises va être rendue très difficile par la pénalisation instituée par le nouveau régime de la Haute Autorité. Le problème va être dramatique pour la sidérurgie du centre midi.

.../...

M.LAFFARGUE.- A première vue, les entreprises du centre midi ne semblent pas trop atteintes.

M.FERRY.- Une entreprise de cette région, que je connais bien et qui a réalisé un gros effort de concentration, a, cette année, un résultat égal à zéro.

Pour remédier à cette situation, il faudrait; d'une part, que la Haute Autorité ne pénalise pas les entreprises utilisant la ferraille, et, d'autre part, que celles-ci soient soumises à un régime spécial comme c'est d'ailleurs prévu dans le traité.

M.LAFFARGUE.- Sommes-nous les plus défavorisés en ce qui concerne la ferraille ?

M.FERRY.- Sans aucun doute.

M.LAFFARGUE.- Quel est l'avenir de l'acier Martin ?

M.FERRY.- Il a encore un grand avenir; il est extrêmement difficile de substituer, à l'exportation, l'acier Thomas à l'acier Martin car c'est un acier anglais.

M.FLECHET.- Dans la Loire, nous sommes saisis de plaintes en ce qui concerne l'approvisionnement des laminoirs.

M.FERRY.- Longtemps les laminoirs ont manqué; les grosses usines ont actuellement tendance à laminier elles-mêmes et les laminoirs indépendants ne trouvent plus assez de produits semi-finis; c'est souvent de leur faute d'ailleurs, n'ayant pas voulu se reconverter en temps utile.

M.LE PRESIDENT.- Je remercie beaucoup M.Ferry des explications très intéressantes qu'il a bien voulu nous fournir.

La séance est levée à 17 heures 35.

Le Président,

André Laffargue

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

COMMISSION DE COORDINATION ET DE CONTROLE CHARGÉE
DE SUIVRE L'EXECUTION ET L'APPLICATION DU TRAITE
DE COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

Présidence de M. COUDE du FORESTO, Président

Séance du mercredi 17 juillet 1957

La séance est ouverte à 17 heures 40

---*---

Présents : MM. COUDE du FORESTO, NAVEAU, VANRULLEN.

Absents : MM. ALRIC, BIATARANA, COLONNA, COMMUN,
FLECHET, Jacques GADOIN, Jacques MASTEAU,
PINCHARD,

Assistait à la séance : M. ARMENGAUD.

---*---

.../...

- 2 -

ORDRE DU JOUR

Examen des débats de la dernière session de l'Assemblée commune de la C.E.C.A.

---*---

COMPTE RENDU

M. COUDE du FORESTO, Président.- M. Armengaud qui vient d'assister à la dernière session de l'Assemblée commune de la C.E.C.A. va nous faire part des observations qu'il a recueillies à cette occasion.

M. ARMENGAUD.- Plusieurs questions intéressantes ont été débattues dans cette Assemblée :

- celle relative à la coordination des investissements dans les industries de la C.E.C.A. La délégation française a toujours insisté sur la nécessité de cette coordination ; M. de Menthon, notamment, dans le rapport qu'il fait chaque année au nom de la commission des investissements, demande une plus grande fermeté de la part de la Haute Autorité. Celle-ci se retranche derrière des dispositions juridiques et souligne que le traité est libéral et non dirigiste. Il sera d'autant plus nécessaire de poursuivre notre action dans le cadre du marché commun.

- la position allemande est très ferme et cohérente, contrairement à la position française. Au cours de notre mission en Allemagne, tous les intéressés que nous avons vus ont été unanimes pour le maintien des préférences tarifaires dans les régions de l'est. Les membres de la mission avaient

../..

- 3 -

pourtant pu constater la réalisation de gros efforts de concentration, la mise au point de procédés nouveaux (utilisation de bas fourneaux, par exemple), qui ont abouti à d'excellents prix de revient ; le bilan des sociétés de ces régions est positif. J'en avais conclu qu'il était anormal de maintenir le système préférentiel en leur faveur. Nous nous heurtons cependant à l'opposition unanime de nos partenaires allemands.

M. LE PRESIDENT.- Le problème des frêts fluviaux, et notamment des tarifs Ruhr - Lorraine, a également été soulevé lors de cette session.

M. ARMENGAUD.- Ce problème est en voie de règlement. D'après la réponse faite par M. Spirenborg aux questions posées dans mon rapport, la Haute Autorité s'oriente vers une décision en faveur de la thèse française.

M. LE PRESIDENT.- Le rapport annuel d'information que nous allons préparer au nom de la Commission traitera de ces différents points. Nous nous efforcerons de le déposer à la rentrée d'octobre.

La séance est levée à 17 heures 55.

Le Président,

J. Coustau

COMMISSION DE COORDINATION ET DE CONTROLE
CHARGÉE DE SUIVRE L'EXECUTION ET L'APPLICATION
DU TRAITE DE COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

Présidence de M. GADOIN, Président d'âge

Séance du jeudi 31 octobre 1957

La séance est ouverte à 11 heures 10

:-

Présents : MM. COUDE du FORESTO, Jacques GADOIN.

Excusé : M. PINCHARD.

Absents : MM. ALRIC, BERTHOIN, BIATARANA, COMMIN, FLECHET,
MASTEAU, PINTON, SEMPE, VANRULLEN.

-*-

.../...

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

- 2 -

ORDRE DU JOUR

Constitution de la Commission.

COMMISSION DE COORDINATION ET DE CONTACTS CHARGÉE
DE SUIVRE L'EXÉCUTION ET L'APPLICATION DU TRAITE
DE COOPERATION EUROPEENNE DU CHAUMON ET DE L'ACTUEL

-*-

COMPTE RENDU

M. GADOIN, Président d'âge.- En l'absence d'un grand nombre de nos collègues, nous pourrions décider la reconduction pure et simple du bureau sortant.

Il en est ainsi décidé.

En conséquence, sont réélus :

Président : M. Coudé du Foresto.
Vice-Président: M. Alric.
Secrétaire : M. Vanrullen.

La séance est levée à 11 heures 15.

Le Président,

Présent : M. COUDÉ DU FORESTO.

Excusé : M. GADOIN.

Absent : MM. ALRIC, BERTHOIS, WATASAKI, DUBOIS, FLECHET, RATTENAU, VANDERLIND, FLECHET, JENSEN, VANRULLEN.

Assistants à la séance : MM. ANDREASSON, DUBOIS.

J.V.

COMMISSION DE COORDINATION ET DE CONTROLE CHARGÉE
DE SUIVRE L'EXECUTION ET L'APPLICATION DU TRAITE
DE COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

! Présidence de M. COUDE du FORESTO, Président

Séance du mercredi 5 février 1958

La séance est ouverte à 17 heures 55

Présent : M. COUDE du FORESTO.

Excusé : M. GADOIN.

Absents : MM. ALRIC, BERTHOIN, BIATARANA, COMMIN,
FLECHET, MASTEAU, PINCHARD, PINTON, SEMPE,
VANRULLEN.

Assistaient à la séance : MM. ARMENGAUD, BOUSCH.

-*-

../..

ORDRE DU JOUR

Echange de vues sur les conséquences de la mise en vigueur des traités de Rome sur la C.E.C.A.

-*-

COMPTE RENDU

M. COUDE du FORESTO, Président.- Nous avons l'intention d'établir un rapport pour faire le point des réalisations de la C.E.C.A.

Un certain nombre de problèmes devront être traités, que je vais vous énumérer en vous demandant si vous voyez d'autres questions à ajouter :

- a) conséquences des modifications des charges salariales récemment intervenues ;
- b) procès de la Haute Autorité contre l'A.T.I.C. ;
- c) reconcentration dans la Ruhr ;
- d) charbonnages allemands ;
- e) transports.

Nous devons également envisager la transformation de notre commission pour étendre sa compétence au marché commun et à l'Euratom. Depuis la mise en vigueur de ces nouvelles communautés, il s'avère nécessaire d'envisager une commission de coordination qui suivrait l'exécution de l'ensemble des réalisations de l'Europe à six.

.../...

- 3 -

M. BOUSCH.- Il faut, en tout cas, éviter la création d'une commission nouvelle pour le marché commun et l'Euratom, qui s'ajouterait à notre commission de la C.E.C.A. ; le meilleur moyen paraît, en effet, d'étendre les pouvoirs de notre commission.

M. ARMENGAUD.- La solution logique est en effet l'extension des pouvoirs de cette commission, mais d'une conversation que j'ai eue, j'ai retiré le sentiment que la Commission des Affaires économiques estime que les problèmes du marché commun sont de sa compétence. Il faut éviter les heurts en ce domaine et ne pas donner l'impression que nous voulons "mordre" sur la compétence d'autres commissions générales. Les rôles respectifs de celles-ci et d'une commission de coordination comme la nôtre sont d'ailleurs très différents. Nous aurions plutôt à soulever les problèmes et à les soumettre aux commissions générales.

M. LE PRESIDENT.- Des contacts directs et personnels doivent être pris avec les présidents des commissions intéressées, avant de déposer une proposition de résolution qui pourrait être signée par tous les membres de notre commission.

En ce qui concerne le rapport, nous pourrions également faire le point de la question de la canalisation de la Moselle, évoquer le problème de la ferraille et celui de l'approvisionnement en minerai de fer.

M. ARMENGAUD.- J'ajouterai à cette liste : la coordination des investissements et la coordination dans le domaine de la recherche.

M. LE PRESIDENT.- Nous pourrions avoir le jeudi 13 février à 17 heures une réunion de travail dans mon bureau, pour mettre au point les principaux chapitres de ce rapport.

La séance est levée à 18 heures 15.

Le Président,

J. Coudré

COMMISSION DE COORDINATION TEMPORAIRE
POUR L'ORGANISATION COMMUNE DES REGIONS SAHARIENNES

Présidence de M. Marius MOUTET, Président d'âge

Séance du Mercredi 19 décembre 1956

La séance est ouverte à 11 heures 30

Présents : MM. BONNEFOUS, COUDE du FORESTO, DELRIEU, DURAND-REVILLE, ENJALBERT, FILLON, HAIDARA Mahamane, LONGCHAMBON, de MAUPEOU, Marius MOUTET, NAYROU, RAZAC, de ROCCA SERRA, ROCHEREAU, SCHLEITER, SYMPHOR.

Suppléants: MM. Henri BARRE, BOISROND, CERNEAU, FLORISSON, RAYBAUD, de VILLOUTREYS.

ORDRE DU JOUR

Constitution de la Commission

COMPTE RENDU

M.Marius MOUTET, président d'âge, procède à l'appel des sénateurs désignés pour faire partie de la commission, et demande ensuite quels sont les candidats au poste de Président.

M.SYMPHOR.- Monsieur le Président, étant donné l'importance de cette question pour les Territoires d'Outre-Mer, je propose que soit désigné à ce poste le Président de la Commission de la France d'Outre-Mer.

M.de VILLOUTREYS.- Je poserais la candidature de M.Longchambon et ceci non seulement eu égard à l'importance considérable des problèmes de matières premières, de prospection et d'équipement qui sont à la base de cette création, mais aussi en raison de la compétence incontestée de M.Longchambon en ces domaines.

M.LONGCHAMBON.- Je remercie M.de Villoutreys de sa flatteuse proposition et, quoique n'étant pas personnellement candidat, je suis à la disposition de la commission à laquelle je rappelle, outre l'importance qu'aura sa décision, la rapidité avec laquelle on lui demande de la prendre.

M.BONNEFOUS.- Je voudrais faire une déclaration préalable au nom de la Commission de l'Intérieur. Je tiens à rappeler que c'est la Conférence des Présidents qui a décidé la création de cette commission de coordination.

A aucun moment il n'a été question de susceptibilité ou de prééminence et le problème est à la fois un problème d'Outre-Mer et un problème d'Administration générale qui est une partie de la compétence de la Commission de l'Intérieur. Il y a intérêt à ce que le rapporteur désigné soit un membre de la Commission de l'Intérieur et, de plus, représentant de l'Algérie. En effet, actuellement, seule notre Assemblée possède une représentation algérienne et l'état d'esprit de ces représentants épouse celui des ressortissants de la France d'Outre-mer et des membres du Gouvernement.

.../...

M.RAZAC.- Effectivement, d'une part, l'Algérie relève de l'Intérieur, mais, d'autre part, la France d'Outre-mer est directement intéressée.

Aussi, je proposerais une solution de transaction : le président serait choisi parmi les commissaires de la France d'Outre-Mer, le rapporteur serait un membre "algérien" de l'Intérieur. Nous aurions ainsi la garantie d'un débat politique et administratif.

M.COUDE du FORESTO.- Je voudrais vous faire remarquer que nous allons travailler dans une matière nouvelle à la fois économique et administrative et que la préférence doit se porter sur les hommes connaissant bien la question.

M.LONGCHAMBON.- Je pense que la présidence peut être assurée par n'importe lequel d'entre nous, il ne s'agit que d'une question de loyauté. Mais, en ce qui concerne le rapporteur, je me refuse à m'engager dès le départ, la Métropole est intéressée au même titre que l'Algérie et la France d'Outre-mer.

M.Marius MOUTET, président d'âge.- Nous allons procéder au vote.

Voici le résultat :

Nombre de votants	: 16	Bulletin blanc	: 1
Suffrages exprimés	: 15	Majorité absolue	: 8

Ont obtenu : M.Schleiter 10 voix
M.Longchambon 5 voix

En conséquence, M.François Schleiter est élu président.

Nous allons procéder à la désignation des vice-présidents et des secrétaires.

M.de MAUPEOU.- Je propose aux postes de Vice-présidents MM.Longchambon et Bonnefous.

Il en est ainsi décidé.

M.Marius MOUTET, président d'âge.- Quelles sont les candidatures aux postes de secrétaires ? MM.Fillon et Nayrou ?

Pas d'opposition, il en est ainsi décidé.

.../...

Le Bureau étant ainsi constitué, voulez-vous que nous procédions à la désignation du rapporteur ? Personnellement je pense que nous devrions différer cette nomination jusqu'après l'audition du Ministre et un échange de vues en commission.

M.BONNEFOUS.- Je suis d'accord sur cette procédure.

- Après rappel de la date retenue pour le débat public, jeudi 27 décembre, et accord donné par M.Houphouët-Boigny, Ministre délégué à la Présidence du Conseil, il est décidé de procéder à l'audition de ce dernier, ce jour même à 18 heures.

M.Marius MOUTET, président d'âge.- Il serait bon de noter les questions que nous avons à poser au ministre.

- Il est ainsi procédé. Voir infra réponses faites par le Ministre à la fin de son audition -

En conséquence, la séance reprendra ce soir à 18 heures pour l'audition de M.Houphouët Boigny, Ministre délégué à la Présidence du Conseil.

- La séance, suspendue à 12 heures 45, est reprise à 18 heures 15. -

Présidence de M.François SCHLEITER, Président.

M.François SCHLEITER, président, souhaite la bienvenue à M.Houphouët Boigny.

Nous avons prié M.le Ministre de venir pour qu'il soit informé de l'état de son public, si je puis dire. Je vais lui rappeler nos récentes opérations, puisqu'il ne comparait pas devant une commission normale du Conseil de la République à laquelle il pourrait être habitué.

Monsieur le Ministre, par décision de la Conférence des Présidents, soumise à la ratification du Conseil de la République, une commission de coordination temporaire, nommée conformément au Règlement, a été constituée pour se saisir de la question de l'Organisation Commune des Régions Sahariennes.

Cette commission temporaire est composée de seize membres titulaires désignés :

- 5 par la Commission de la France d'Outre-Mer;
- 5 par la Commission de l'Intérieur;
- 2 par la Commission des Finances, et
- 1 par chacune des commissions des Affaires Etrangères, de la Défense Nationale, de la Production Industrielle et des Affaires Economiques.

Ce matin même, presque aussitôt après notre désignation, nous nous sommes réunis sous la présidence de notre doyen, M. Marius Moutet, qui a bien voulu présider aux débuts de nos travaux et entraîner cette nouvelle équipe. Il nous a invités à exprimer les premières questions qui nous venaient à l'esprit puisque votre souhait d'abord, et le souhait général, était que nos travaux soient aussi rapides que possible.

Vous avez bien voulu accepter de prendre en considération les premières questions soumises au nom de tous mes collègues.

Je tiens à vous exprimer nos remerciements et notre satisfaction d'avoir à évoquer ce grave problème en votre présence.

Je crois que la formule la plus commode est que je vous donne immédiatement la parole puisqu'il n'y a que les membres de la Commission de la France d'Outre-mer qui ont eu, jusqu'à présent, le privilège de vous entendre.

M.HOUPHOUET-BOIGNY, Ministre délégué à la Présidence du Conseil, rappelle les objectifs visés par le projet d'organisation du Sahara. Il montre la nécessité de faire oeuvre originale s'inscrivant dans la vie de ces régions, de constituer un organe de coordination plus souple qu'un établissement public.

Il précise le rôle des organes qui seront créés et fait ressortir que l'O.C.R.S. ne constitue en aucune façon un Etat dans l'Etat, mais offre une chance nouvelle aux populations sahariennes de participer à la gestion de leur territoire.

Le Ministre énumère les critiques soulevées par le projet tout en insistant sur le fait que tout le monde est d'accord sur la nécessité d'une solution à ce problème, d'une part, et, d'autre part, que les craintes paralysent la mise en place du système.

Il fait ressortir qu'il y a là une raison supplémentaire pour les Français de rester en Algérie, un lien supplémentaire entre les Français d'Outre-mer et la Métropole.

Le Ministre insiste ensuite tout particulièrement sur l'urgence d'aboutir à une création concrète. Il rappelle les inquiétudes des populations africaines, des Français d'Algérie et des musulmans, et leur oppose l'accord unanime à réaliser en vue de libérer l'Union française de la tutelle économique de l'étranger.

Le Ministre termine son exposé en lançant un appel pressant au patriotisme de tous pour que puisse être donné à nos jeunesses inquiètes, impatientes, un cadeau qu'elles attendent depuis longtemps, un nouvel espoir à la France et à la communauté franco-africaine, une chance unique de construire enfin l'Union française humaine et fraternelle, sur une base économique plus solide.

M.LE PRESIDENT.- Monsieur le Ministre, je suis persuadé d'être parfaitement l'interprète de tous mes collègues en vous disant combien votre exposé nous a intéressés, mais plus encore, je crois, nous a particulièrement retenus dans l'apothéose finale que vous nous avez adressée en vous plaçant sur le plan le plus élevé.

C'est vous dire combien je vous remercie, et pour la seconde fois, je suis sensible à votre démarche.

.../...

Je vous prie de ne pas voir la moindre critique à votre texte, mais je vous entendais dire, à l'instant, que certains trouvaient le projet trop timide, d'autres, osé, que certains souhaitaient des buts politiques précis, et que si tous étaient d'accord sur le principe de l'O.C.R.S. nous étions paralysés par des craintes multiples parce que beaucoup n'acceptaient pas, ainsi que vous le souhaitiez, de sacrifier à la beauté du cadre l'importance de l'O.C.R.S. qui est proposée.

Monsieur le Ministre, je n'ai pas recueilli cette impression ce matin dans le bref échange de vues que nous avons eu dans cette Commission venue de divers points du Conseil de la République.

L'impression que j'ai recueillie, lorsqu'ont été posées les questions qui vous ont été transmises, n'était pas du tout de préoccupation sur les principes mêmes de l'O.C.R.S.

Mais je pense, et vous vous en êtes aperçu quand les questions vous ont été soumises par écrit, que c'étaient là des préoccupations bien françaises, précises, car nous sommes tous d'accord sur le principe de l'organisation des régions sahariennes, mais nous souhaitons tous, puisqu'il s'agit d'une organisation nouvelle, qu'elle puisse démarrer, embrayer en s'appuyant sur les organisations présentes. C'est, je crois, la préoccupation que vous avez retrouvée dans chacune de nos questions. Je suis d'accord sur le principe et sur la nouvelle organisation qui nous est proposée, mais dans quels points précis commence cette superposition et comment va-t-elle pouvoir fonctionner ?

Voici le sens des diverses préoccupations exprimées. Je crois que vous trouverez très peu d'oppositions, et si les points précis que vous indiquez dans l'embrayage peuvent se faire dans des conditions satisfaisantes, c'est là que vous répondrez à notre souhait.

Si vous le voulez bien, nous allons évoquer les questions qui vous ont été transmises.

Première question : quels sont les principes de souveraineté attribués à l'O.C.R.S. ?

M.HOUPHOUET-BOIGNY, Ministre délégué à la Présidence du Conseil.- Les principes de souveraineté demeurent l'attribut de la République.

.../...

L'Organisation Commune des Régions Sahariennes n'est nullement un Etat dans l'Etat. C'est essentiellement une organisation économique.

Le Gouvernement veut cependant permettre au délégué général d'exercer en son nom une attribution qui touche à la souveraineté, en matière de défense et de sécurité.

Il importe en effet que la même autorité puisse prendre à la fois les décisions nécessaires pour faire entreprendre la mise sur pied d'un grand ensemble industriel et pour assurer sa protection.

Il est évident que tant qu'on n'aura pas assuré une garantie de sécurité, personne n'acceptera d'y investir le moindre centime. Nous ne pouvons concevoir que le Sahara demeure dans une grande insécurité permanente.

Il importe donc que le délégué général ait les pouvoirs dévolus au gouvernement général de l'Algérie ou à ceux des gouvernements de l'A.O.F. et de l'A.E.F. et qu'il puisse avoir à côté de lui un officier général dépendant, tout comme lui, directement du Président du Conseil, lequel est, nous le savons tous, le Chef de la Défense Nationale.

M.Marius MOUTET.- Je remercie le Ministre et, si je comprends bien, il s'agit d'un administrateur du pouvoir exécutif au même titre qu'un préfet ou gouverneur général qui a des pouvoirs mais pas de délégations ni de pouvoirs propres.

Il ne s'agit pas d'une organisation autonome, c'est le gouvernement de la République qui est l'autorité suprême et qui ne peut que donner des délégations de pouvoirs en rattachant, au besoin, certains de ses organes spécialisés à tel ou tel organisme du gouvernement auquel il aurait à en référer pour la tâche spéciale à accomplir.

M.LE PRESIDENT.- Etant entendu que les pouvoirs des gouvernements d'A.O.F. et d'A.E.F. en matière économique et de sécurité seront transmis pour les zones intéressées à l'administrateur général et au général l'assistant.

M.Marius MOUTET.- Si je comprends bien, il faut voir comment s'embranchera le système. Il peut y avoir naturellement des conférences entre ces autorités. Je suppose qu'au point de vue de la défense vous aurez le commandant supérieur de l'A.E.F. et celui de l'Algérie et là vous aurez un fonctionnaire militaire, un chef militaire qui aura sa zone propre, qui relèvera du ministère de la guerre au même titre que

.../...

les généraux qui sont les chefs de l'organisation militaire des territoires; les seules choses permises seront des conférences, des relations, mais pas de subordination. Il n'y aura pas de subordination de cet officier général, il ne sera pas subordonné au commandant des groupes voisins.

M.LE MINISTRE.- Le délégué général lui-même relevant directement du Président du Conseil, l'officier qui est chargé de la sécurité sous son contrôle civil est, de ce fait, rattaché au Président du Conseil.

M.LE PRESIDENT.- Ne craignez-vous pas qu'il y ait dualité ?

M.LE MINISTRE.- Vous savez que, même dans les différents ministères, il peut y avoir des dualités mais l'arbitre est M.le Président du Conseil. C'est une organisation nouvelle, il est très difficile de prévoir les difficultés. Mais c'est pour cela que je vous ai demandé que nous sacrifions quelques conceptions anciennes.

M.LONGCHAMBON.- Cela me paraît assez clair; si je ne me trompe il y a une nouvelle répartition des délégations de pouvoirs du gouvernement, déjà données, en enlevant un petit morceau des délégations à certains et en les donnant à un autre fonctionnaire.

M.BARRE.- En somme, c'est une répartition des compétences.

M.LE MINISTRE.- En effet. On peut fort bien le faire sans créer un territoire nouveau. C'est une division nouvelle administrative, pas une innovation.

M.Marius MOUTET.- Dans une période calme la question ne se poserait pas, mais, en ce moment, si la pacification durait quelque temps, je crains, étant donné la limite nord du territoire saharien qui vient d'être élargie par l'Assemblée Nationale, que sur le plan militaire des difficultés surgissent, puisque le général commandant aura fatalement sous sa coupe une zone territoriale en pleine pacification. Je ne vois pas comment va s'opérer, sans certaines difficultés et inconvénients, la dualité de pouvoirs.

M.LE MINISTRE.- Je ne crois pas qu'il y ait d'inconvénient exceptionnel, mais il appartient au responsable de la sécurité commune - il ne s'agit pas de la zone algérienne seule - de prévoir toutes ces difficultés et de les aplanir dès qu'elles apparaissent. On ne peut pas, dans un texte, les prévoir.

.../...

M.LONGCHAMBON.- Est-il possible de nommer un officier qui commanderait le tout ?

M.DELRIEUX.- C'est sur la demande même du ministère de la Défense Nationale que nous avons parlé de cette unité. A l'heure actuelle les forces qui font la pacification passeraient sous le commandement du général de l'O.C.R.S. et non plus du deuxième corps.

M.LE MINISTRE.- L'unification est indispensable.

M.BONNEFOUS.- Je crois que l'article 11 est rédigé d'une façon tellement nette que M.Delrieux peut être rassuré. Il dit que le délégué général "est assisté d'un officier général qui a autorité pour l'emploi sur les forces armées organiquement affectées à la zone de l'O.C.R.S. ainsi que sur les autres forces stationnées ou non dans cette zone qui pourraient être mises à sa disposition". En ce moment les forces peuvent ou non être mises à la disposition du commandant de l'O.C.R.S.

M.LE PRESIDENT.- Voici la deuxième question : la Mauritanie, question de son appartenance, de sa non-appartenance, de sa participation ultérieure.

M.LE MINISTRE.- Pour tous les territoires, sauf la Mauritanie, la zone couverte par l'O.C.R.S. ne représente qu'une partie négligeable en population par rapport à l'ensemble du territoire. Pour l'Algérie qui est l'unité la plus importante, la superficie de l'O.C.R.S. représente 1.951.000 km² sur les 2.171.000 km² des Territoires du Sud mais la population n'est que de 277.000 habitants contre 821.000 habitants à la partie nord des Territoires du Sud. Le rapport des densités de population est de 0,14 à 2,47 par km², c'est-à-dire plus de 20 fois moins. Encore ne parlons-nous pas des départements algériens, de leurs 200.000 km² et de leurs 8 millions d'habitants où la densité atteint 55 habitants au km², c'est-à-dire près de 400 fois plus.

Il en va tout autrement pour la Mauritanie. Elle est pratiquement toute dans la zone saharienne. Toute sa population est nomade : à telle enseigne que sa capitale a dû être jumelée avec Saint-Louis du Sénégal. Il ne peut donc être question de la séparer en une zone saharienne et une qui ne le serait pas.

.../...

Dans ces conditions, c'est le territoire tout entier qui est intéressé par l'O.C.R.S. On concevra que tout en la faisant participer sans attendre à l'Organisation Commune, on laisse à une convention ultérieure à passer avec l'Assemblée territoriale le soin de fixer plus précisément la participation de la Mauritanie. D'autant plus que sa population dépasse, à elle seule, celle de toutes les autres régions sahariennes de l'O.C.R.S. réunies.

Ainsi il n'était pas possible de ne pas la faire participer à l'élaboration d'une politique saharienne : elle figure à l'article 1 et à l'article 6.

Toutefois, lui appliquer et à elle seule une législation particulière sur "l'ensemble" de son territoire ne pouvait se concevoir sans un contrat particulier : d'où son absence de l'article 2 qui définit les zones où s'appliquent l'article 4.

Il n'est pas déraisonnable de penser que, les accords étant passés, la Mauritanie demandera elle-même à participer plus étroitement à l'O.C.R.S.

M.LE PRESIDENT.- Nous pourrions réserver la discussion de cette question jusqu'à l'arrivée de M.Razac et entendre la réponse de M.le Ministre à la question suivante : possibilité de voir participer d'autres Etats limitrophes que ceux cités à l'article 3. En clair il s'agit de la Tunisie et du Maroc.

M.LE MINISTRE.- L'Assemblée Nationale a disjoint l'article 12, qui concernait les rapports de l'O.C.R.S. avec les états limitrophes.

L'article du projet gouvernemental avait été amendé par la Commission des T.O.M. de l'Assemblée Nationale de telle manière que le Gouvernement ne pouvait engager de négociations avec les états limitrophes pour passer avec eux des conventions d'intérêt commun tendant à les associer aux travaux de l'O.C.R.S. sans l'avis de la Commission de coordination et de contrôle. Procédure absolument contraire aux droits du Gouvernement et du Parlement aussi bien qu'à la lettre et à l'esprit de la Constitution. Seul, en effet, le Gouvernement est habilité à négocier avec des états étrangers, c'est une des prérogatives de l'exécutif, et, seul le Parlement est habilité à ratifier les conventions ou traités ainsi négociés.

L'Assemblée Nationale a donc estimé superflu de consigner dans un article de loi ce qui est traditionnellement de l'apanage exclusif du Gouvernement et du Parlement.

.../...

Y a-t-il intérêt à rétablir l'article 12, dont nous accepterions la version qu'avait proposée en substance l'Assemblée de l'Union Française, ainsi rédigé :

"Le Gouvernement est autorisé à passer des conventions avec les états limitrophes qui accepteraient les objectifs de l'O.C.R.S. et souhaiteraient s'associer d'une manière permanente à ses travaux. Ces conventions devront être soumises à la ratification préalable du Parlement" ?

Cette autorisation va évidemment de soi et il n'est pas besoin de la loi pour la stipuler. Toutefois, il n'est peut-être pas superflu de marquer publiquement que l'O.C.R.S. n'entend pas se replier sur elle-même, que le Gouvernement de la République est prêt à passer des traités avec le Maroc, la Tunisie, l'Espagne et la Libye pour une exploitation commune et dans l'intérêt des parties contractantes, sous réserve de garanties et d'avantages réciproques.

Personne n'ignore les litiges frontaliers qui nous opposent par exemple au Maroc. Il y a certains gisements miniers ou pétrolifères (du côté de la Libye par exemple) qui sont à cheval sur les frontières.

Nous ne fermerons pas la porte à la négociation dans l'intérêt commun; c'est ce que marquait l'article 12. Encore faut-il que les états limitrophes aient le désir de cette coopération et consentent, en échange des avantages que nous sommes seuls capables de leur offrir, à des garanties sérieuses en ce qui concerne par exemple l'évacuation des produits miniers, d'éventuelles zones ou ports francs, etc...

Y a-t-il lieu de marquer cette préoccupation dans le texte de loi créant l'Organisation Commune des Régions Sahariennes ? Le Gouvernement l'avait pensé en rédigeant l'article 12, mais il s'en remet sur ce point à la sagesse de votre haute Assemblée.

M.BONNEFOUS.- Je pense que l'article était utile par le sens de l'abstention. Il n'a pas d'utilité immédiate puisque c'est un droit du Parlement et du Gouvernement. Inutile de le souligner au point de vue psychologique. Certains détiendront les points de sortie. Il n'est pas inutile psychologiquement d'envisager cette éventualité dans le texte.

M.LONGCHAMBON.- Cela peut être à double sens.

M.BONNEFOUS.- Je suis dubitatif.

.../...

M. LONGCHAMBON.- Trois passages seraient peut-être à négocier.

M. de MAUPEOU.- Cela fait partie de la discussion qui est prévue ensuite.

M. LE PRESIDENT.- La quatrième question est la suivante: Précisions sur le régime fiscal et les mesures spéciales, prises par décret, prévus à l'article 4.

M. LE MINISTRE.- L'article 4 a pour but de permettre au Gouvernement d'unifier les régimes en vigueur concernant diverses matières limitativement énumérées : immigration, transports, investissements, régimes domaniaux, foncier, agricole et minier.

Pour arriver à cette unification, il faudra prendre certaines mesures dérogatoires aux régimes actuellement en vigueur, soit dans les Territoires du Sud Algérien, soit dans les Territoires d'Outre-Mer. On peut citer en exemple le régime minier.

La classification des substances minérales, la définition des périmètres de recherches et de prospection, les conditions de délivrance des permis d'exploitation ne sont pas les mêmes en Algérie et dans les Territoires d'Outre-Mer. Or, les mêmes Sociétés, les mêmes organismes vont conduire les recherches et les prospections en différents points du Sahara. Serait-il raisonnable de continuer à leur imposer deux régimes miniers distincts selon le lieu où travailleront les prospecteurs ?

En matière de fiscalité, il s'agit essentiellement de permettre au Gouvernement de prendre des dispositions spéciales pour favoriser les investissements.

Ces mesures peuvent évidemment porter sur différentes catégories d'impôts (assiette et tarifs); elles viendront se greffer sur les régimes fiscaux en vigueur dans les zones intéressées et, à ce titre, constitueront une exception aux pouvoirs des Assemblées territoriales.

Mais il est bon de préciser que :

1°) il n'est rien changé à la destination des recettes fiscales qui restent acquises aux divers budgets locaux ou fédéraux;

2°) ce régime d'exception ne touchera pas à la vie courante des Territoires, mais portera uniquement sur les activités économiques nouvelles résultant de l'intervention de l'Organisation Commune des Régions Sahariennes.

.../...

M.COUDE du FORESTO.- Mes préoccupations semblent me faire l'avocat du diable. Le Ministre a souligné dans son exposé, avec raison, qu'en fait les territoires doivent conserver leur souveraineté politique telle qu'elle est actuellement; même les impôts perçus reviendront aux territoires, seulement l'O.C.R.S. détient des pouvoirs économiques - d'où frontières difficiles à établir - et je pense que, dans les décrets que vous serez obligé de prendre, vous aurez des précautions à observer pour éviter des conflits entre pouvoirs politique et économique.

Si on ne veut pas, au départ, irriter des susceptibilités, créer soit des méfiances, soit tout de même des erreurs préjudiciables au fonctionnement futur, alors je vous demande si vous avez une idée de la façon par laquelle vous arriverez à fixer une frontière à ces différents pouvoirs ?

M.LE MINISTRE.- Dans mon exposé il est précisé que nous laissons le soin aux décrets d'application de limiter les difficultés car il y en aura toujours; c'est dans l'action de chaque jour et dans l'intérêt de tous qu'il faudra organiser cette répartition.

M.DELRIEU.- Voici le gros point touché ! Où l'impôt sera-t-il versé ? Je ne sais comment vous résoudrez ce problème.

M.LONGCHAMBON.- Il n'y a pas d'impôt qui ne soit pas économique.

M.LE PRESIDENT.- Le ministre a dit que les territoires recueilleraient directement le bénéfice de l'impôt.

M.DELRIEU.- Comment déterminer le bénéfice ?

M.LE MINISTRE.- Actuellement, nos populations payent des impôts - nous souhaitons d'ailleurs qu'ils soient le plus léger possible quand il s'agit de ces régions deshéritées - mais ces impôts seront versés, comme par le passé, à leur territoire d'origine. Mais nous parlons de la répartition des bénéfices, nous allons un peu vite, trop vite même. Il faut d'importants investissements avant d'arriver à des bénéfices. Ce qui importe, dès le départ, c'est que ces régions continuent politiquement à appartenir à leur territoire d'origine. Donc, c'est pour cela que les impôts sur lesquels on peut tabler au départ sont ceux qu'ils payent à l'heure actuelle.

.../...

Quant aux bénéfices, plus tard il y aura une répartition en faveur de tous les territoires limitrophes, mais que l'on ne peut encore préciser.

M.FILLON.- Le ministre a prononcé le mot "bénéfice" trop tôt. En dehors de l'impôt signalé, il y a un autre élément : celui d'un droit nouveau provenant des nouvelles richesses.

La question est de savoir si le territoire profitera du même avantage.

M.LE MINISTRE.- Le territoire bénéficiera du même avantage. Cette fois nous avons voulu marquer dans cette organisation la véritable solidarité. On trouve, par exemple, des richesses dans les régions rattachées à l'Algérie, au Soudan ou en Mauritanie; on ne va pas verser entièrement ces taxes à l'Algérie parce que les ressources proviennent du sol algérien. Les autres régions peuvent participer à ce partage.

Voilà ce que nous voulons.

M.COUDE du FORESTO.- C'est très différent.

M.Marius MOUTET.- C'est d'ailleurs la conception que nous avons de l'O.C.R.S.

M.LONGCHAMBON.- Point crucial : chacun raisonne actuellement comme s'il y avait des lingots d'or et que le problème soit de les découvrir et de se les approprier. La réalité est très différente. Il y a, sur chaque territoire, des richesses qui peuvent être exploitées séparément. C'est vrai, mais alors dans des conditions économiques souvent non rentables, c'est-à-dire inexploitable, ou pour une rentabilité faible et d'un intérêt médiocre parce qu'elles sont exploitées uniquement en tant que matières premières. Ces dernières ne rapportent pratiquement rien. Mais ces richesses étant combinées les unes aux autres prendront une valeur beaucoup plus grande : c'est un gisement de minerai combiné avec un gisement de gaz ou de pétrole, etc.. l'un valorisant l'autre.

M.Marius MOUTET.- J'ai dit que ce problème rejoint l'organisation politique et je voudrais rappeler quelle conception nous avons des territoires quand il s'est agi de créer des assemblées fédérales. Au fond, qu'est-ce que c'était ? Des organisations purement administratives. Ce n'était pas des organisations basées sur une communauté de races, de tribus, etc.. On se trouve en présence de la tendance de ceux qui disent : "c'est une fédération et on va l'organiser"; alors qu'est-ce que nous en avons fait sinon une organisation avec délégués de façon que leur rôle soit, précisément, de se partager les ressources et les charges

Il ne pourra pas en être autrement lorsque nous en serons à une période où il faudra dépenser, parce que, pour dépenser, je ne sais ce qu'ils pourraient apporter.

M.FILLON.- J'ai parlé tout à l'heure d'un territoire. J'ai seulement voulu faire allusion à de petits avantages qui restent entre leurs mains. Je craindrais d'avoir pu donner l'impression de non-sympathie envers d'autres territoires, ce qui est absolument inexact.

M.LE PRESIDENT.- Cinquième question : la commission de coordination, révision de la composition de la représentation des zones sahariennes de l'Algérie, prévue à l'article 6.

M.LE MINISTRE.- La cinquième et la neuvième question, désignation des représentants des populations sahariennes, sont connexes.

M.FILLON.- Un point me frappe. Il est d'ordre géographique et contenu dans les articles un et deux. Tout d'abord, la Mauritanie ...

M.LE PRESIDENT.- Monsieur Fillon, je m'excuse de vous interrompre, mais nous prendrons le problème de la Mauritanie à la suite, en présence de M.Razac.

M.FILLON.- Comment les limites seront-elles constituées ?

M.LE MINISTRE.- Il ne s'agit pas de l'organisation, il s'agit des limites des régions sahariennes détachées au point de vue économique et nous demanderons aux territoires intéressés de vouloir bien en discuter.

Ces régions qui font partie de la zone saharienne auront des limites et nous pensons qu'il serait utile de demander aux assemblées territoriales de vouloir bien fixer avec nous ces limites.

Mais les "zones" sont déjà connues et nous les avons précisées.

M.LE PRESIDENT.- Les limites, je pense, seront "constituées" et le mot a été employé à dessein.

M.FILLON.- Les départements d'Algérie seront difficiles à consulter car la pacification n'est pas complète. A quel moment pourra-t-on les consulter ?

.../...

M.LE MINISTRE.- Le problème qui se pose est tellement difficile que nous souhaitons tous la fin rapide de cette situation. A ce moment précis les limites territoriales seront définies. Mais nous connaissons déjà les zones sur lesquelles se portera l'action de notre organisation.

M.DELRIEU.- D'une part, la désignation a été faite d'une façon assez précise pour déterminer les limites. D'autre part, si l'Assemblée algérienne ne siège plus, le ministre gouverneur général a été investi de délégation de pouvoirs pour agir à la place de ladite assemblée.

M.LE MINISTRE.- La partie saharienne est connue, alors il est facile, après entente avec M.Lacoste, de délimiter les zones.

M.ENJALBERT.- Justement, en remontant la limite nord vous avez enclos un certain nombre de richesses dans la zone de l'Organisation.

M.LE MINISTRE.- Tout est au bénéfice des territoires. Ils n'ont rien à perdre et tout à gagner. Aucun des territoires n'est capable, par ses propres moyens, de mettre en valeur les zones attenantes.

M.ENJALBERT.- Les richesses des zones englobées seraient donc partagées dans le cadre de l'O.C.R.S. Le fait de prospecter développe les activités commerciales génératrices d'impôts.

M.LE MINISTRE.- Les zones jusqu'ici négligées ou d'accès difficile seront bénéficiaires de l'organisation à tous points de vue.

M.ENJALBERT.- Ainsi que je l'ai dit, les territoires du sud étaient des territoires morts, malgré de fortes subventions. Le budget algérien a toujours soutenu financièrement les territoires du Sud. Maintenant, le budget des territoires du Sud va pouvoir soutenir le budget autonome de l'Algérie. Alors ne nous éliminez pas.

M.LE PRESIDENT.- Je prierais Monsieur le Ministre de vouloir bien continuer à répondre au questionnaire. Ensuite, sur les réponses de M.le Ministre, il sera possible à chacun de greffer de nouvelles questions en fin de débat?

M.HOUPHOUET-BOIGNY, Ministre délégué à la Présidence du Conseil,- répond aux différentes questions qui lui ont été soumises :

.../...

- Comité technique de direction, parité à établir entre les représentants des administrations et les représentants techniques (art.7);
- Attributions de l'officier général; de quelle autorité émaneront ses pouvoirs ? Chevauchement avec ceux des commandants de zone (art.11);
- Lignes de partage O.C.R.S. - Niger, Tchad, Soudan; sont-elles considérées comme limites administratives réelles ?
- Les droits de propriété en cas d'exploitation des richesses du sol et du sous-sol;
- Rôle du B.I.A. dans l'organisation;
- Quelle autorité fixera les droits miniers, les redevances ?
- En matière de production, où ira, après satisfaction des besoins locaux, le surplus de cette production ? Réglementation du commerce extérieur; définition du régime douanier.
- Le Gouvernement tiendra-t-il compte des travaux du Conseil de la République sur les Sociétés d'Economie mixte mettant en jeu de larges capitaux et une importante main d'oeuvre, à vocation internationale ?
- Les réformes instituées par la loi-cadre seront-elles introduites dans les territoires d'Outre-mer intégrés à l'O.C.R.S. ?
- La compétence des Assemblées territoriales définie par les décrets d'octobre 1946 et par la loi-cadre s'effacera-t-elle devant la compétence attribuée à l'O.C.R.S. ?

M.DELRIEU.- L'assistance technique et financière de l'O.C.R.S. va-t-elle relayer entièrement les budgets des territoires ?

M.LE MINISTRE.- Bien évidemment non. Nous avons dit que les rattachements administratif et politique restaient ce qu'ils sont. L'organisation générale du service de santé, par exemple, restera à la charge de chaque territoire.

Mais il est bien évident aussi que, lorsque l'O.C.R.S. entreprendra la mise en place d'un ensemble industriel, vous ne comprendriez pas qu'elle ne prenne toutes les dispositions nécessaires pour faire face sur le champ aux besoins sanitaires des ouvriers qu'attirera cet ensemble. Dans cette mesure, oui l'O.C.R.S. relaiera les budgets des territoires sans se substituer à eux.

.../...

M.DELRIEU.- La monnaie de compte sera-t-elle le franc ?

M.LE MINISTRE.- Rien, là non plus, ne sera changé. Les territoires de la France d'Outre-Mer continueront à utiliser le franc C.F.A. et les territoires du Sud le franc métropolitain. Les échanges à parité continueront à être ce qu'ils sont. Le budget de l'O.C.R.S. étant rattaché au budget métropolitain, sa monnaie de compte sera le franc métropolitain.

M.DELRIEU.- Pouvons-nous avoir l'assurance d'une liaison parfaite entre le Général responsable du Sahara et le Général commandant la 10ème Région ?

M.LE MINISTRE.- Le Délégué général est rattaché directement au Président du Conseil responsable de l'utilisation des Forces armées. L'officier général qui lui est adjoint est donc intégré dans notre système général de défense et toutes les coordinations nécessaires entre les différentes régions seront pleinement assurées.

M.DURAND-REVILLE.- Monsieur le Président, je demande la parole sur l'article 5 car mon intention est de mettre en cause M.le Ministre sur toute l'articulation intérieure qui part de cette commission et qui est définie à l'article 5.

J'ai entendu M.le Ministre et n'ai pas manqué de réfléchir et de suivre les délibérations qui se sont déroulées. Il ressort de l'examen de ce projet qu'on est parti, il y a longtemps, de la perspective d'une solution politique rationnelle qui aurait été appliquée utilement il y a quelques années. Je regrette que cela ne se soit pas fait à l'époque et je déclare me maintenir dans cette voie.

Dans cette espèce de bousculade dans laquelle on nous a fait délibérer, le Président a fait allusion à des engagements internationaux. Je regrette que nous soyons très bousculés pour étudier un projet aussi important.

J'ai été sensible à l'appel pathétique qui était la conclusion de l'exposé de M.le Ministre et je veux vous assurer tout de suite que j'y répondrai pour ma part et que j'apporterai mon concours à l'adoption du projet de loi, projet qui tend à constituer une sorte de Charte d'Etat, formule originale dont l'apparement juridique me paraît être celui des sociétés à charte auxquelles vous avez fait allusion.

.../...

Je ne considère pas nécessaire, pour vous donner satisfaction, de mettre sur pied une organisation interne de société à charte qui, à mes yeux, est incapable de fonctionner. Les critiques, les questions à poser, visent donc essentiellement les opérations internes et je retiens la conception générale.

Il me semble que, dans le projet mis sur pied, les critiques les plus graves concernent d'abord les pouvoirs exorbitants du délégué général. Secundo : le cadre qui s'oppose à ces précisions, à des détails infimes, dérisoires dans un projet de cette nature, contradiction. Enfin, et surtout peut-être, à l'origine de tout cela, les conflits d'autorité résultant de la diversité des sources de cette autorité que votre projet a mis sur pied.

Je n'entrerais pas dans le détail. Mais dans toute affaire, et c'est un homme d'affaires qui vous parle, il faut une autorité à la tête et, pour ma part, je souhaiterais que cette commission soit, en réalité, l'autorité de la Société à charte. Tout dérive de l'autorité. Je remarque qu'elle a pour rôle de définir le programme d'action commune. Je voudrais qu'il ressorte plus clairement, de sorte que son rôle essentiel serait de concevoir l'oeuvre de l'O.C.R.S. Le second organe est le comité chargé de suivre l'exécution. Y a-t-il une différence entre exécuter et suivre l'exécution ? Aujourd'hui, je vois le comité technique chargé de suivre l'exécution.

Enfin, un délégué général responsable de l'exécution. Quelle différence faites-vous entre suivre l'exécution et être responsable ?

J'ajoute qu'il ressort de l'article 6 que vous prévoyez en outre des délégations permanentes. Vous définissez ensuite le rôle de la délégation permanente qui a pour objet de "suivre l'élaboration", c'est-à-dire le travail de l'organe dont elle émane, et "suivre l'application des programmes d'action commune"; mais c'est exactement le rôle du comité technique qui suit également l'exécution des décisions prises, d'où conflits d'attribution, nécessairement.

Enfin, ce que je trouve grave c'est que les sources d'autorité soient différentes, et je me demande comment vous réglerez les conflits entre les différentes instances, étant donné qu'elles tiendront l'autorité de pouvoirs différents. L'une la tient du peuple, l'autre du Président du Conseil, et, à ce point de vue, je récuse cette dépendance de la Présidence du Conseil et je souhaiterais revenir à l'autorité de tutelle. Comment s'opérera cet arbitrage ?

.../...

Je comprends très bien que le délégué général soit nommé par la Métropole, mais désire mettre de l'ordre dans l'organisation. C'est la commission qui est à l'origine de la conception des projets. Seulement, si le délégué général n'est pas responsable, dans une commission de coordination vous aurez des difficultés et je crains des contradictions internes.

M.LE MINISTRE rappelle aux membres de la commission que le projet de loi en discussion a obtenu l'assentiment de l'Assemblée de l'Union française et de l'Assemblée nationale, avec quelques amendements.

Il considère que le problème saharien conduit, pour sa solution, à dépasser la notion d'établissement public. Il désire que cette solution puisse entrer dans la vie, ensuite elle entrera dans le droit.

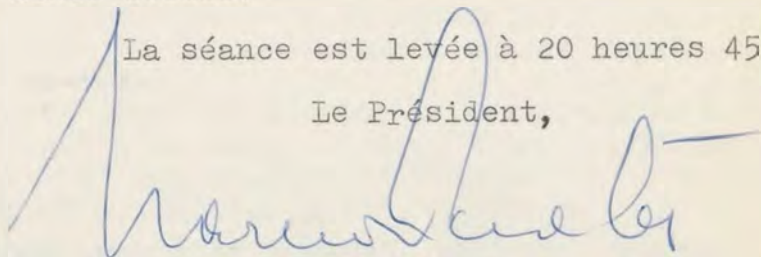
M.LE PRESIDENT.- Je renouvelle nos remerciements à M.le Ministre qui a parfaitement compris notre légitime désir d'être complètement informés de tous les aspects du problème de l'organisation saharienne.

Je pense que, sur ces éléments, nous pourrions ouvrir une discussion avant de désigner un rapporteur et propose que nous tenions séance vendredi à 16 heures avec comme ordre du jour : examen du projet de loi et, éventuellement, désignation d'un rapporteur.

- Il en est ainsi décidé.-

La séance est levée à 20 heures 45

Le Président,



LL

COMMISSION DE COORDINATION TEMPORAIRE
POUR L'ORGANISATION COMMUNE DES REGIONS SAHARIENNES

Présidence de M. François SCHLEITER, Président

Séance du vendredi 21 décembre 1956

La séance est ouverte à 16 heures

Présents : MM. BONNEFOUS, COUDE DU FORESTO, DELRIEU, DURAND-REVILLE, ENJALBERT, FILLON, HAIDARA Mahamane, LONGCHAMBON, de MAUPEOU, Marius MOUTET, NAYROU, RAZAC, ROCHEREAU, SCHLEITER, SYMPHOR.

Suppléants: MM. Henri BARRE, BOISROND, Mme DEVAUD, MM. FOUSSON, François VALENTIN, de VILLOUTREYS.

Excusé : M. de ROCCA SERRA.

ORDRE DU JOUR

- Suite de l'examen du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale (n° 175, session 1956-1957), créant une organisation commune des régions sahariennes.
- Nomination d'un rapporteur.

-:-

COMPTE RENDU

M. François SCHLEITER, président.- Avant de commencer nos travaux, je tiens à vous rappeler que la commission devra donner un texte imprimé et un tableau comparatif le jeudi 27 en fin de matinée. Donc, le rapporteur devra arrêter demain soir le texte de son exposé, ainsi que le tableau, le reste du rapport pouvant être distribué en ronéo.

Une séance publique est prévue, jeudi matin 27, pour le début de la discussion de ce projet de loi, et la veille, le 26, aura lieu la discussion sur la Sarre.

Et maintenant je pense que nous devrions nous livrer à un échange de vues avant de désigner notre rapporteur. Par ailleurs, l'exposé des motifs du projet de loi a été largement commenté, lors de notre dernière séance, par M. Houphouët-Boigny, Ministre délégué à la Présidence du Conseil, aussi je vous propose de commencer dès maintenant l'étude des articles du projet de loi. Pas d'opposition ? L'article premier.

M. DELRIEU.- Dans le texte qui nous est transmis, la gestion se substitue à l'association. Il y a là une différence sensible et je pense qu'il serait utile d'entendre M. Robert Lacoste ou M. Champeix pour avoir des précisions sur l'avis du Ministre résidant qui, je vous le rappelle, est substitué à l'Assemblée algérienne et est le seul à pouvoir nous faire connaître l'avis que cette dernière aurait pu avoir.

MM. de MAUPEOU, RAZAC.- Nous sommes d'accord sur cette audition.

../...

M. DURAND-REVILLE.- Dans ce cas, il faudrait entendre également le Ministre de la France d'Outre-Mer !

M. BARRE.- Le Gouvernement, qui propose ce projet, a entendu M. Lacoste et connaissait son avis.

M. François SCHLEITER, président.- Si, à l'Assemblée Nationale, il n'y a plus de représentants de l'Algérie, il n'en est pas de même ici, et leur opinion vous pouvez précisément nous la donner. Par ailleurs, je suppose que ce texte a été élaboré en présence de MM. Lacoste et Defferre. Cependant, je reconnais que notre commission peut avoir des questions à poser au Gouvernement.

M. Marius MOUTET.- Un membre du Gouvernement est venu devant nous au nom du Gouvernement entier, il aurait fallu demander aux deux de venir ensemble. Nous pourrions entamer la discussion et nous verrions alors s'il y a nécessité de procéder à une telle audition. Nous disposons de très peu de temps et il faudra préciser quand et sur quels points nous entendrions ces Ministres.

M. François SCHLEITER, président.- Il n'y a pas d'intérêt à un nouvel exposé général. Il sera intéressant de relever au cours de la discussion les questions à poser et alors seulement d'inviter le Ministre.

M. DELRIEU.- Je suis d'accord. Mais la première question se pose dès maintenant, et elle est à poser au Ministre résidant en tant qu'émanation de l'Assemblée algérienne.

M. HAIDARA Mahamane.- Dans ce sens nous devons alors entendre également des émanations des assemblées des territoires intéressés.

M. François SCHLEITER, président.- Il me semble que ces émanations les plus qualifiées soient les Sénateurs.

M. DELRIEU.- Nous avons une vocation politique différente de celle de ces représentants.

M. BONNEFOUS.- Je ne conteste pas que ces auditions puissent être utiles étant donnés les pouvoirs exceptionnels dont dispose le Ministre résidant, mais je me rallie à la suggestion de M. Marius Moutet.

M. DURAND-REVILLE.- Il y a une question préjudicielle : nous sommes dans l'impossibilité de respecter les délais qui

nous sont imposés si nous voulons nous livrer à une étude sérieuse du projet. Donc, ou nous nous refusons à délibérer, ou nous marchons, mais avec toutes réserves, en faisant ce que nous pouvons.

M. Marius MOUTET.- Les prérogatives des Assemblées sont sauvegardées. Quand on fera quoi que ce soit, elles seront consultées, elles continueront à prélever l'impôt. Il faut donc qu'on ne les diminue pas et qu'on les consulte pour éviter les conflits.

M. DURAND-REVILLE.- Justement, le but du projet est d'éviter d'avoir à consulter les Assemblées qui sont représentées dans l'Organisation.

M. François SCHLEITER, président.- Il y a une nuance dans la dévolution des pouvoirs entre le texte du Gouvernement et le texte de l'Assemblée Nationale. Le premier est plus net, les pouvoirs sont dévolus. Dans le texte de l'Assemblée Nationale : des décrets pourront déléguer en partie des pouvoirs.

Quant au délai qui nous est fixé, cela résulte du fait que M. Houphouët-Boigny doit se rendre dans quelques jours à l'O.N.U. et que, par ailleurs, le Gouvernement pense que l'entrée en vigueur de l'Organisation est urgente eu égard aux circonstances intérieures et locales.

M. COUDE DU FORESTO.- En conséquence, nous ne pourrons pas, encore une fois, faire un travail sérieux.

M. BARRE.- Je n'imagine pas que le Gouvernement et l'Assemblée Nationale aient bâclé le travail, et je n'ai pas encore entendu la condamnation d'un article.

M. François SCHLEITER, président.- Le texte de l'Assemblée semble hâtif et imprécis, mais nous devons commencer son étude, il est préférable de ne pas nous insurger a priori. Revenons à l'article premier.

M. DURAND-REVILLE.- Il y a là une question de principe : celle de la Mauritanie. La Mauritanie ayant réservé sa participation à l'Organisation, il y a objection à sa participation à la gestion de l'Organisation. Quel est l'avis de M. Razac ?

M. RAZAC.- Si la suppression de la Mauritanie doit faciliter le débat, je suis prêt à adopter un tel amendement. Les circonstances actuelles ont motivé l'intervention de la Mauritanie auprès du Gouvernement. Elles visent 3 faits. Tout

d'abord, quand la Mauritanie fera partie de l'Organisation, elle y sera en totalité. Ensuite, la Mauritanie est le plus jeune des Territoires d'Outre-Mer, sa pacification a été achevée en 1935. Enfin, la composition de sa population : nomade arabo-berbère pour 500.000, sédentaire noire pour 100.000 qui pourraient légitimement se tourner vers le Sud. Cette population forme actuellement un équilibre ethnique, une entité ayant un sens régional. Les Maures sont attirés par le Sahara, pas les Noirs qui peuplent les régions agricoles fournissant la subsistance. Les rapports économiques se font du sud au nord et du nord au sud.

Il ne faut à aucun prix remettre en cause cette unité, pas davantage pour un objet purement administratif. Je tiens, d'ailleurs, à rassurer tous nos collègues, la participation de la Mauritanie devra être acquise dans sa totalité. Or, le projet July coupait la Mauritanie à peu près en sa moitié. Il ne pouvait pas être accepté par la population.

D'autre part, nous devons tenir compte de considérations plus politiques, car le projet aura fatalement des répercussions à forme politique dans l'avenir. Or, la Mauritanie est soumise actuellement à certaine propagande nationaliste marocaine et le Gouvernement lui a garanti formellement son unité administrative. Il n'y a aucune réticence, s'il s'agit d'un projet uniquement économique. Et ce sont là les circonstances qui ont amené le Gouvernement à permettre à la Mauritanie d'attendre.

M. DURAND-RÉVILLE.- Tout ceci est pertinent, mais il serait préférable que la Mauritanie soit mentionnée sous le vocable : et "éventuellement" la Mauritanie. Ou bien, il faut revenir au texte du Gouvernement qui prévoyait : 2 représentants de la Mauritanie à titre consultatif. Dans ce cas, il faudrait attribuer également 2 représentants au Soudan, au Niger et au Tchad, ce qui équilibrerait les représentations du nord et du sud et laisserait la porte ouverte à la Mauritanie.

M. de MAUPEOU.- On pourrait supprimer la dernière phrase de l'article et prévoir, en faveur de la Mauritanie, à l'article 2 in fine, la consultation de l'Assemblée territoriale sur sa participation à l'Organisation Commune des Régions Sahariennes.

M. RAZAC.- Cette proposition me séduit pour l'article 1, pas pour l'article 2. Il y a une lacune dans le texte, nous devons permettre la consultation des Assemblées pour tous les territoires et pas seulement pour la Mauritanie. Les débats

de l'Assemblée de l'Union Française et de l'Assemblée Nationale ont prouvé l'accord des représentants de la Mauritanie à ce projet. La formule, logique, de M. Durand-Réville irait à l'encontre de la parité Mauritanie-Algérie. D'autre part, l'Assemblée Nationale n'a pas pris en considération le texte de sa commission. Nous pourrions envisager un contre-projet, mais cela nous entraînerait trop loin...

M. François SCHLEITER, président.- Malgré les difficultés présentes, il n'est pas impossible d'avancer, le texte reçu ici vise à cela. La solution que vous envisagez fera apparaître plus clairement les difficultés sur ce point particulier, c'est le risque.

M. RAZAC.- Si la commission s'engage sur la voie qui mettrait la Mauritanie sur le même plan que les autres territoires, j'accepterais mais uniquement sur le plan économique.

M. Marius MOUTET.- C'est le problème le plus délicat. Le projet est à vocation essentiellement économique. Il n'y a dévolution de souveraineté politique qu'au point de vue militaire.

Au point de vue administratif, si on en fait un Etablissement public, c'est un détachement total, dans le projet on n'a pas voulu changer l'appartenance au point de vue politique. Le problème de la Mauritanie est dans le fait que pour celle-ci la totalité est englobée dans la zone de l'Organisation alors que pour l'Algérie il n'y a que 5 % en jeu.

M. DELRIEU.- Ce pourcentage n'est pas exact.

M. Marius MOUTET.- Dans cette Organisation, que je considère comme provisoire, il y a deux urgences : politique et économique. Les faits ne sont pas toujours d'accord avec la logique absolue et le problème de la Mauritanie est en quelque sorte réservé. Psychologiquement, il ne faut pas ajouter "consultation" dans l'article 2. Reste la question de représentation. On pourrait mentionner représentants à titre consultatif, mais il faudrait remanier les chiffres.

Il faut toucher le moins possible au texte présent qui a provoqué un nombre considérable de rapports excellents et qui ne paraît pas poser de vrai problème. Il n'est pas une cause d'irritation de la susceptibilité algérienne. Il ne faut pas y mêler de graves problèmes politiques, sans cela nous ne ferons rien. C'est pourquoi, nous n'avons pas proclamé le Sahara "territoire national", ce qui aurait été dangereux au point de vue international. Il ne faut pas soulever de difficultés qui n'existent pas et il faut rester sur un terrain pratique réel.

- 7 -

M. François VALENTIN.- On ne peut s'empêcher d'une réticence d'ordre intellectuel. La Mauritanie n'est pas présente et elle dispose de six représentants sur 16 ! Il faudrait introduire un amendement précisant que, jusqu'à l'adhésion de la Mauritanie, sa représentation a un caractère consultatif.

En second lieu, où est la participation de la Métropole dans l'article premier ? Il y a une énumération de cinq éléments de la République française, mais il n'est pas dit que la France métropolitaine y participe.

M. COUDE DU FORESTO.- Il y a un problème de fond et un problème psychologique.

Le problème de fond est une première hypothèse : souhaitons-nous la participation de la Mauritanie ? Nous semblons d'accord sur ce point. A partir de là, c'est un problème psychologique. Et alors, je suis ému de voir une participation, à l'article 6, qui ne soit pas à part entière. Car, qu'est-ce qui va se passer ? Une adhésion immédiate, mais comment si ce territoire ne sait pas ce qui se passe dans l'Organisation ? Si on les met "dans le bain" tout de suite on convaincra les susceptibles. Je pense que l'Algérie a grand intérêt à la présence mauritanienne et je ne suis pas partisan de modifier l'article 6 dans un sens restrictif.

M. LONGCHAMBON.- Je partage l'avis de M. Coudé du Foresto. Faut-il envisager la logique juridique ou bien le but économique à atteindre ? En ce qui concerne les pouvoirs de la Commission de contrôle, y a-t-il intérêt à y voir des représentants de la Mauritanie ?

Dans l'article 2, il y a déjà un obstacle à son adhésion car une grande partie des pouvoirs du Gouverneur général de la Mauritanie seront délégués au Délégué général. Il n'est pas possible de l'inclure toute entière dans l'article 2 qui représente trop ou trop peu par suite de carence politique.

Le deuxième fait est dans le but économique à atteindre. Y a-t-il besoin ou seulement intérêt pour la Mauritanie à s'associer à l'Organisation ?

Besoin : n'est pas absolument certain, la Mauritanie a une forte population et certaines richesses. Par contre, son intérêt est certain, considérable, à s'associer à l'effort économique.

.../...

- 8 -

Il faut donc combiner l'intérêt de l'association avec l'impossibilité de l'intégration. La Mauritanie aura participation aux discussions à la commission de contrôle. Il n'y aura pas possibilité pour le Délégué général d'étendre les régimes spéciaux. Cette extension devra être négociée au sein de ce parlement.

Le projet n'est pas parfait mais il a du moins le mérite d'exister. J'accepterai, pour ma part, les articles 2 et 6 sous réserve des observations formulées par M. Valentin, en effet, la Métropole est absente de la Commission de coordination. On objectera qu'il y a la représentation parlementaire, mais il peut être possible que ce soit une représentation uniquement d'Outre-Mer.

M. de MAUPEOU.- J'abandonne ma proposition visant la "consultation" à l'article 2. Je suis d'accord pour ne pas soulever de problèmes politiques mais il ne faut pas oublier les questions de frontières franco-tunisienne et franco-marocaine.

Je suis de l'avis de M. Valentin et trouve que, tant que la Mauritanie ne fait pas partie de l'Organisation, elle ne peut voter à l'intérieur de la Commission de coordination.

En ce qui concerne l'absence de la Métropole, cela frappe aux premiers articles mais, par la suite, on la trouve à l'article 8 en ce qu'il vise un budget rattaché à celui de la Présidence du Conseil, également dans le fait de la nomination du Délégué général par le Conseil des Ministres, enfin par l'existence d'une participation parlementaire.

M. DURAND-REVILLE.- Je proposerais une solution modifiant les articles 1, 2 et 6 qui me paraît satisfaisante.

A l'article premier, suppression de la dernière phrase, ce qui satisfait M. Valentin.

A l'article 2, modification du dernier alinéa, écrire : "sont constituées et pourront être étendues", ce qui donne satisfaction à M. Razac.

Enfin, pour reconnaître la nécessité de la présence de la Mauritanie, à l'article 6, lui laisser deux représentants pour le moment, huit à l'Algérie, deux au Soudan, deux au Niger, deux au Tchad et ajouter : "au cas où l'intégration de la Mauritanie serait réalisée, celle-ci aurait sept représentants" et pour équilibrer la représentation parlementaire, on porterait à 21 le nombre des représentants des Assemblées constitutionnelles.

.../...

- 9 -

M. BONNEFOUS.- Il nous faut tout à la fois ménager la susceptibilité de la Mauritanie, répondre aux préoccupations du Ministre et faire cesser la contradiction existant dans le texte qui nous est soumis.

Pour cela, il y aurait lieu de couper l'article premier avant le dernier alinéa, reprendre la proposition de l'Assemblée de l'Union Française et modifier légèrement le dernier alinéa de l'article 2 en mentionnant une consultation a posteriori pour ceux qui n'ont pas participé dès le départ à l'Organisation.

A ceux-ci serait réservé dès le départ un rôle consultatif qui serait transformé ultérieurement et on aurait l'avantage de ne pas nommer la Mauritanie.

M. FILLON.- Je rejoins MM. Bonnefous et Durand-Réville. Il y a une certaine situation de fait en Mauritanie. Elle a été longtemps gérée administrativement par l'Afrique Occidentale Française. Les recherches de ses ressources ont déjà été faites, la Mauritanie sait ce qu'elle possède, des Sociétés existent, la Miferma, la Micuma - qui ont besoin de 78 milliards -. La Mauritanie a-t-elle donc tellement intérêt à entrer dans l'O.C.R.S. ?

De cette situation résulte que l'article premier peut paraître inacceptable et l'article 6 prématuré.

Les difficultés semblent actuellement centrées sur la Mauritanie et l'Algérie. Mais les autres participants, quelles seront leurs réactions ? Par exemple, celles du représentant du Tchad en présence du délégué mauritanien.

M. RAZAC.- La présence de la Mauritanie cause toutes les difficultés...

M. BONNEFOUS.- ... son absence...

M. RAZAC.- M. Longchambon a dit l'intérêt de la Mauritanie à participer, M. Fillon a dit son non-intérêt. Ce texte n'est qu'un texte provisoire et je suis d'accord avec MM. Durand-Réville, de Maupéou, Bonnefous pour supprimer la fin de l'article premier.

Mais alors, il faut aller au bout de la solution, pourquoi conserver une participation avec deux membres, il faut supprimer entièrement la représentation et la voix consultative me paraît illogique. Il n'y a pas intérêt actuel pour la Mauritanie à figurer dans le texte, je vous rappelle que

.../...

la proposition July, qui a coïncidé avec une session de l'Assemblée territoriale, a causé une très grosse émotion par son projet de partage. Il faut donc adopter une participation à part entière ou n'en faire aucune mention.

M. DELRIEU.- Il n'est pas question que de problèmes politiques. Il faut les aborder tous de face et chercher une solution. Or, plus les débats se développeront dans le sens précisé par M. Razac, plus ils seront difficiles. Nous ne pouvons pas admettre que les territoires algériens subissent une atteinte que les territoires de la Mauritanie ne veulent pas subir alors que l'apport algérien est plus grand. D'où il est nécessaire d'avoir l'avis du Gouverneur général de l'Algérie, seule émanation existante de l'Assemblée Algérienne.

M. RAZAC.- Je reconnais la logique de cette position. Il faut rechercher une position commune, faire retour au texte de la commission de l'Assemblée Nationale.

M. HAIDARA Mahamane.- Comment expliquer le contenu de l'article 6 aux autres territoires, Soudan, Niger, Tchad ? Faudra-t-il leur dire que la Mauritanie pense qu'elle n'a pas intérêt à cette Organisation ? Et puis c'est contraire aux principes de représentation des territoires.

M. BARRE.- Il n'est pas nécessaire de supprimer deux lignes à l'article premier car alors on supprime le mot "gestion". Dans cet article, il n'est pas question de la Mauritanie parce qu'on espère que c'est toute entière qu'elle adhèrera.

M. LONGCHAMBON.- J'en arrive à conclure que la Mauritanie ne viendra pas à l'Organisation et M. Razac l'a démontré !

Pour des raisons politiques, elle n'abandonnera jamais sa personnalité. Mais les gisements dont vous parlez ne sont pas rentables, on les exploite à perte. Tandis qu'associés à d'autres exploitations, ils pourraient devenir intéressants.

Je me rallie au texte du Gouvernement qui présente quand même une unité. Quant à prévoir une modification au cas où la Mauritanie entrerait dans l'Organisation, il ne faudrait pas de phrase aussi précise.

M. DURAND-REVILLE.- Il y a deux raisons au maintien de 2 représentants pour la Mauritanie : son avance en matière de projection, son expérience peut être utile et je ne suis pas persuadé que la Mauritanie n'aura pas intérêt à voir ses

richesses devenir rentables dans un combinat. D'autre part, la présence de 2 membres aidera à la convaincre, à obtenir son adhésion entière, alors, en tout état de cause, elle demandera augmentation de sa représentation.

Quant à la suppression de la phrase : "et à la gestion de laquelle", l'article premier d'un projet définit l'objet, ce qui est de la gestion est traité dans d'autres articles ; d'où possibilité de cette suppression.

M. Marius MOUTET.- Rappelons-nous le déroulement de la discussion à l'Assemblée Nationale, si nous apportons des modifications importantes au texte, nous aboutirons aux mêmes discussions.

M. DELRIEU.- La suggestion de M. Durand-Réville est équitable, de cette façon, la balance nord-sud est établie, mais il faut maintenir la deuxième partie, la représentation parlementaire.

M. BONNEFOUS.- Pour l'article 6, je me rallie au texte gouvernemental.

M. RAZAC.- Je voudrais répondre à M. Longchambon en lui disant qu'il n'est pas dans les intentions de la Mauritanie de ne pas venir à l'Organisation, tous ses représentants pensent qu'elle viendra.

En ce qui concerne les gisements, nous supposons des décisions d'exploitation proches. On ne doit pas laisser penser que la Mauritanie ne veut pas venir et que les gisements seraient exploités tels qu'ils sont, or des capitaux étrangers ont déjà pris des options sur ces exploitations.

Pour l'article 6, il y a eu une déclaration de M. Guy Mollet garantissant la parité de représentation avec l'Algérie quand nous entrerons.

M. François SCHLEITER, président.- Sur l'article premier, jusqu'à "République Française" inclus, plus personne ne demande la parole ? Il est ainsi adopté :

Article premier

"Il est créé une "Organisation Commune des Régions Sahariennes" (O.C.R.S.) dont l'objet est la mise en valeur, l'expansion économique et la promotion sociale des zones sahariennes de la République française".

- 12 -

M. François SCHLEITER, président.- Nous abordons l'article 2.

M. DURAND-REVILLE.- ... pour lequel j'ai une proposition d'amendement.

M. COUDE du FORESTO.- Nous ne pouvons nous prononcer que si nous avons la rédaction de l'article 6.

M. DELRIEU.- Si l'on adopte le texte voté à l'Assemblée Nationale, les territoires du Sud passeront à plus de 500.000 habitants. Dans ce texte, il faudrait supprimer les "annexes" qui est l'ancienne formule militaire.

M. François SCHLEITER, président.- Le dernier alinéa de l'article 2 est réservé.

*

* *

M. François SCHLEITER, président.- Article 3 - Cet article traite d'un domaine très différent et, comme le suggère M. Durand Réville, nous devrions d'abord terminer les articles 6 et 2.

Il en est ainsi décidé et nous abordons :

l'article 6 :

M. DURAND-REVILLE.- Cet article pose deux questions : celle de la constitution de la Commission de coordination et de contrôle et celle de l'obligation de représentation par des représentants des populations des zones sahariennes.

On forme une sorte de fédération économique, donc c'est l'ensemble de ces territoires qui est intéressé et je pense que les Assemblées territoriales sont assez sages pour choisir leurs représentants même s'ils ne sont pas représentants des zones sahariennes.

Quant à la composition, elle devrait être la suivante :

- 2 pour la Mauritanie, 8 pour l'Algérie, 2 pour le Soudan,
2 pour le Niger et 2 pour le Tchad.

.../...

- 13 -

Enfin, il serait précisé : "au cas où la Mauritanie viendrait s'intégrer, sa représentation serait portée à 7 membres et dans cette éventualité, la représentation des Assemblées constitutionnelles serait portée à 21 membres : 10 députés, 5 sénateurs, 3 conseillers de l'Union Française, 3 membres du Conseil Economique.

M. HAIDARA Mahamane.- Je suis d'accord avec M. Durand-Réville pour ne pas restreindre le choix des Assemblées territoriales.

M. de MAUPEOU.- Je suis d'accord sur la composition ainsi fixée. Mais je fais des réserves pour la suppression des mots "régions sahariennes". En effet, il est important de marquer que ce sont ces populations sahariennes qui doivent être représentées, les chiffres des représentations ont été conçus en fonction de ces populations.

M. HAIDARA Mahamane.- Et si dans ces populations vous ne trouvez personne qui parle français ?

M. DELRIEU.- La représentation est à raccrocher au peuplement qui est, en gros, pour l'Algérie : 550.000, pour le Soudan et le Niger : 150.000 au maximum, pour le Tchad : 50.000.

M. VALENTIN.- C'est une erreur de principe que de prendre la population comme base dans une question économique. Au premier alinéa de l'article 6, il faut maintenir la référence à la population, mais ne pas revenir sur une proportion basée sur la population.

M. DELRIEU.- Ce qui doit caractériser la représentation, ce sont les richesses, la superficie, et ceci doit donner une représentation plus grande pour l'Algérie. S'il n'en est pas ainsi, nous braquerons l'Algérie qui, à elle seule, apportera 2 millions de kms-carrés, alors que l'A.O.F. et l'A.E.F réunies n'apporteront que 1.500.000 kms-carrés.

M. DURAND-REVILLE.- Je rejoins les suggestions de M. Valentin. Je ne pense pas que population et superficie soient uniquement à envisager. Il y a également les possibilités d'améliorations agricoles, qui sont au moins aussi importantes au Sud qu'au Nord.

Il y a aussi l'importante arrière-pensée de ce projet qui est de rapprocher des populations, si l'Algérie impose une représentation écrasante nous n'atteindrons pas ce but.

.../...

- 14 -

M. BONNEFOUS.- La rédaction du projet de loi semble meilleure que celle du texte voté : les représentants n'étaient pas obligatoirement pris dans les Assemblées territoriales et ils représentaient les territoires et non les populations sahariennes donc ils n'étaient pas obligatoirement pris dans ces populations sahariennes.

M. RAZAC.- Le choix peut être fait parmi les populations sahariennes, la récente loi-cadre augmente les attributions des Assemblées territoriales et le nombre de leurs membres. Il existe déjà des organismes économiques où des membres sont désignés par les Assemblées territoriales, ceci offre un avantage : la possibilité de rendre compte du mandat reçu.

M. BONNEFOUS.- Il n'y a pas d'inconvénient à ce que le représentant fasse partie de l'Assemblée mais il ne faut pas en faire une obligation.

M. Marius MOUTET.- C'est la Commission des Territoires d'Outre-Mer qui a introduit la notion de population pour tenir compte des intérêts des populations sahariennes. On pourrait ajouter les mots "autant que possible".

M. DURAND-REVILLE.- Pour être utile et efficace, la représentation doit être prise au sein des Assemblées locales, cela entraînera la bonne volonté de ces assemblées à l'égard de l'entité qu'est l'Organisation.

M. DELRIEU.- D'ailleurs, les représentants de la Métropole sont désignés par les Assemblées, il faut établir le pendant pour les territoires d'outre-mer. J'aimerais que l'on maintînt les termes "populations sahariennes", ils ont un intérêt dans le cas de l'Algérie pour ne pas risquer d'éliminer la représentation du Sud.

M. François SCHLEITER, président.- Grosso modo il y aurait donc lieu de reprendre le texte proposé par le Gouvernement.

M. HAIDARA Mahamane.- Il faudra y ajouter "par les Assemblées territoriales" et fixer la durée du mandat des représentants.

M. VALENTIN.- Le texte du Gouvernement est trop sommaire, celui de l'Assemblée Nationale trop prolixe. Je suis partisan du maintien du premier alinéa du texte voté. Au deuxième alinéa, il faut indiquer que les Assemblées ont seules qualité pour désigner les représentants, sans leur faire obligation de les désigner en leur sein. Ou bien alors, il faut abandonner ce deuxième alinéa.

- 15 -

M. François SCHLEITER, président.- L'article 6 est ainsi rédigé :

Article 6 (1).

"La Haute Commission est composée par moitié de représentants des populations des régions sahariennes et par moitié de représentants des Assemblées constitutionnelles de la République.

"Ces représentants sont désignés de la façon suivante :

"1°) 16 représentants des régions sahariennes à savoir :

- 8 membres représentant les Territoires du Sud de l'Algérie ;
- 2 membres représentant les zones sahariennes du Soudan ;
- 2 membres représentant les zones sahariennes du Niger ;
- 2 membres représentant les zones sahariennes du Tchad ;
- 2 membres représentant la Mauritanie.

"Ces représentants sont désignés par les Assemblées locales pour une durée qui ne peut excéder celle du mandat de l'Assemblée qui les désigne.

"2°) 16 représentants des Assemblées constitutionnelles à savoir :

- 8 députés ;
- 4 Sénateurs ;
- 2 Conseillers de l'Assemblée de l'Union Française ;
- 2 membres du Conseil Economique.

"La durée du mandat de ces représentants ne pourra excéder celle de leur propre mandat.

"Si la Mauritanie adhère à l'O.C.R.S., sa représentation sera portée à 7 membres et celle des Assemblées constitutionnelles à 21 membres, à savoir :

- 10 Députés ;
- 5 Sénateurs ;
- 3 Conseillers de l'Union Française ;
- 3 membres du Conseil Economique.

"La Haute Commission tient deux sessions annuelles et, s'il y a lieu, des sessions extraordinaires à la requête d'au moins la moitié de ses membres ou sur la demande du Délégué général.

../..

(1) Le terme "Haute Commission " a été substitué dans le texte à celui de Commission de coordination et de contrôle, après le vote de l'article 5 - voir infra page 26.

- 16 -

"Elle élit son président et établit son règlement.

(2) "Elle élit une délégation permanente de 6 membres et en définit les pouvoirs.

"Le Délégué général assiste aux séances de la Haute Commission et de la délégation permanente.

"La Haute Commission délibère et se prononce sur les programmes d'activité et les rapports qui lui sont soumis par le Délégué général ainsi que sur le budget prévisionnel (3) de fonctionnement et les programmes d'investissements. Elle contrôle chaque année l'état des ressources et les comptes de gestion de l'Organisation".

Il est adopté.

Nous pourrions suspendre nos travaux jusqu'à 21 heures 30.

A ce moment, nous serons en mesure de désigner un rapporteur

- Il en est ainsi décidé, la séance suspendue à 19 H. 40 est reprise à 21 H. 30.-

M. François SCHLEITER, président.- Nous devons procéder à la nomination du rapporteur.

Nous pouvions envisager M. Delrieu et M. Razac qui, maintenant, semblent préférer présenter une thèse spéciale.

M. LONGCHAMBON.- Ce serait une chance politique d'avoir un rapporteur algérien, ce serait la meilleure solution.

M. BONNEFOUS.- La Commission de l'Intérieur avait souhaité au départ, au cas où elle se serait saisie pour avis, le rapport d'un représentant de l'Algérie. Je souhaite cette solution.

M. DELRIEU.- A la Commission de l'Intérieur, j'aurais accepté sous réserve. Maintenant, gêné par la position de la Mauritanie, je préfère reprendre ma liberté pour défendre certains amendements.

M. François SCHLEITER, président.- Les arguments de M. Bonnefous sont nos arguments à tous et nous insistons ^{autres de} étant donnée l'importance qu'il y a au fait d'accepter ^{de M. Delrieu} ce rapport, nous attachons à cette désignation. (pour qu'il accepte d'être désigné comme rapporteur)

(2) Rédaction adoptée lors de l'étude de l'article 5 - ^{./.} -
voir infra page 28.

(3) Rédaction adoptée lors de l'étude de l'article 8 -
voir infra page 30.

- 17 -

M. LONGCHAMBON.- Vous ne pouviez pas espérer l'entrée d'emblée de la Mauritanie alors que ses représentants passent de 6 à 2 et ceux de l'Algérie de 7 à 8.

M. DELRIEU.- D'ailleurs, politiquement, il n'est pas tellement nécessaire que le rapporteur soit un Algérien.

M. François SCHLEITER, président.- Ou bien le représentant de l'Algérie acceptera, ou bien le représentant de la Mauritanie acceptera, ou nous nous placerons sur le plan technique et nous demanderons à M. Longchambon de prendre le rapport, ou nous irons vers le doyen, M. Marius MOUTET, représentant des Affaires Etrangères, qui rapporterait dans une sérénité totale. Voici le point de l'affaire.

M. de MAUPEOU.- M. Delrieu peut faire abstraction de sa qualité d'Algérien et les amendements pourraient être faits par un autre Algérien.

M. RAZAC.- M. Moutet, étant donnée sa forte position outre-mer, rendra service à la fois à la Métropole et à l'Outre-Mer. Pour moi je ne peux pas prendre le rapport.

M. François SCHLEITER, président.- L'Algérie et la Mauritanie se refusant, M. Longchambon ?

M. LONGCHAMBON.- M. Marius Moutet apportera beaucoup d'autorité politique à ce rapport, il est nécessaire qu'il l'accepte.

M. Marius MOUTET.- La tâche est lourde et dure et je crois d'autres personnes plus qualifiées que moi.

M. François SCHLEITER, président.- M. Bonnefous, votre avis ?

M. BONNEFOUS.- J'ai exprimé le point de vue de la Commission de l'Intérieur. Maintenant celle-ci n'a pas la prétention de vouloir imposer sa solution aussi je crois que M. Moutet serait un excellent rapporteur.

M. Marius MOUTET.- Je n'accepte qu'en l'absence de tout autre candidat. Je vous garantis que je ferai ce rapport dans l'esprit de la Commission et avec le maximum de rapidité. Je suis profondément reconnaissant de votre confiance et remplirai ce rôle d'arbitre en rapportant l'opinion de la Commission et en essayant de la rendre unanime.

.../...

M. François SCHLEITER, président.- M. Marius Moutet étant désigné comme rapporteur, nous reprenons l'étude du texte du projet.

En conséquence du texte adopté pour l'article 6, nous pouvons reprendre le dernier alinéa de l'article 2 et ajouter les mots : "et pourront être étendues".

L'article 2 est ainsi rédigé :

Article 2

"L'Organisation Commune des Régions Sahariennes englobe, à l'origine, les zones suivantes réparties entre l'Algérie, le Soudan, le Niger et le Tchad :

"- la commune mixte et l'annexe de Colomb-Béchar; la partie de l'annexe de Geryville située au sud des Monts des Ksours ; les communes indigènes et les annexes de la Saoura, du Gourara, du Touat et de Tindouf ; la partie saharienne des cercles de Goundam, de Tombouctou et de Gao ;

"- les parties sahariennes des communes mixtes de Laghouat et de Djelfa, les communes indigènes de Ghardaïa, El Goléa et Ouargla, les communes mixtes de Touggourt et d'El Oued, les communes indigènes du Tidikelt, des Ajjers et du Hoggar ;

"la partie nord des cercles de Tahoua et d'Agadès, comprenant la totalité de la subdivision de Bilma, la région de Borkou Ennedi Tibesti.

"Les limites seront précisées et pourront être étendues par décret après consultation des territoires intéressés."

Il est adopté.

L'article 3 -

M. Marius MOUTET.- Quel est le sens exact de promotion sociale ? Cela vise-t-il la législation en général ? Doit-on changer le texte ?

M. DURAND-REVILLE.- Sans rien changer au texte, le rapporteur devra provoquer des précisions.

M. COUDE DU FORESTO.- En chapeau aux alinéas 2,3, 4 et 5 je voudrais une référence au Plan d'Equipement. Par exemple, en ajoutant : "En harmonie avec le plan d'équipement..." Il y a deux solutions : ou l'explicitier ou demander des explications.

M. DELRIEU.- On pourrait le préciser d'un mot, car c'est certainement le but de l'O.C.R.S.

M. LONGCHAMBON.- C'est le Commissariat général au Plan qu'il faudrait introduire en liaison avec les organismes.

M. François SCHLEITER, président.- Y a-t-il intérêt à transposer au Sahara une institution métropolitaine ?

M. ROCHEREAU.- C'est une organisation nouvelle. De plus, à l'article 9, il y a une sorte de liaison organique avec la Présidence du Conseil. Enfin, il y a peut-être intérêt actuellement à éviter la trop grande rigueur des programmes d'investissement.

M. DURAND-REVILLE.- Il y a une idée semblable dans la loi-cadre, qui prévoit un organe central de liaison économique. Le plan d'équipement dépend-il d'un département ministériel, Finances ou Affaires Economiques ? Dans ce cas, ma proposition de liaison va de pair avec mon amendement de l'article 3 consistant à remplacer le dernier alinéa par : "l'Organisation est habilitée..."

M. COUDE DU FORESTO.- Votre action est limitée aux conventions passées avec les pays limitrophes.

M. ROCHEREAU.- Vous créez une deuxième liaison qui risque de court-circuiter la liaison avec la Présidence du Conseil.

M. de VILLOUTREYS.- Il faudrait, à l'article 7, ajouter un représentant du Commissariat au Plan.

M. DURAND-REVILLE.- C'est-à-dire mettre "2 représentants du Ministre des Finances dont 1 du Commissariat au Plan".

M. de MAUPEOU.- Par ailleurs, j'insiste pour qu'il soit à nouveau fait allusion aux points d'eau.

M. François SCHLEITER, président.- Cela figure au paragraphe b).

M. DURAND-REVILLE.- Que veut dire "ensemble industriel intégré" ? Le mot "intégré" apporte-t-il quelque chose de nouveau ?

M. ROCHEREAU.- Cela pourrait s'employer dans le cas de la Ruhr. Ici le terme est mauvais.

M. de VILLOUTREYS.- Supprimons le mot "intégré" - Il en est ainsi décidé -

M. Marius MOUTET.- L'expression "mise en oeuvre de ces régions" n'a pas de sens.

M. RAZAC.- La mise en oeuvre est autre chose que la mise en valeur qui est de sens strictement économique. Cette expression peut être conservée.

M. DURAND-REVILLE.- Au dernier alinéa, les décisions qui seront prises auront des répercussions importantes sur la totalité des territoires dont une partie seulement est rattachée à l'Organisation. Pour ces raisons, les conventions doivent être approuvées par le Ministre des Affaires Etrangères et, selon le cas, par le Ministre de la France d'Outre-Mer ou le Ministre chargé de l'Algérie.

M. LONGCHAMBON.- Dans "le Gouvernement", ces Ministres sont impliqués.

M. François SCHLEITER, président.- On peut mettre: "après accord des Ministres", mais on ne peut pas mettre: "après accord du Gouvernement", le Gouvernement gouverne, donne des ordres et le Délégué général suivra les instructions.

M. DELRIEU.- On peut mettre: "accord des Ministres intéressés".

M. François VALENTIN.- La Commission de l'Assemblée de l'Union Française avait une rédaction meilleure.

M. François SCHLEITER, président.- Les deux ministres visés ont une compétence générale dans les territoires limitrophes, que deviendront-ils si le Délégué général peut entrer directement en liaison avec les Gouverneurs généraux ?

M. DELRIEU.- La réponse est dans l'article 10 prévoyant une délégation spéciale.

M. DURAND-REVILLE.- Ce n'est pas la même question.

M. de VILLOUTREYS.- Il faudrait introduire l'expression "ministre territorialement compétent".

M. DURAND-REVILLE.- Je préfère "et selon le cas..."

M. VALENTIN.- Le Haut-Commissaire peut-il discuter sans l'accord de son ministre ?

- 21 -

M. Marius MOUTET.- L'Organisation est simplement une personnalité de droit public.

M. COUDE du FORESTO.- Et, dans "le Gouvernement", il y aurait évidemment les ministres des Finances et des Affaires Economiques.

M. François SCHLEITER, président.- Je suis d'accord pour l'expression "sous l'autorité" du Gouvernement, cela va de soi, mais pas pour "après accord". Mais ~~Pr~~ Pratiquement, le Délégué général et un Haut-Commissaire seront convoqués chez le Ministre des Finances et les affaires seront réglées hors de la présence du Ministre de la France d'Outre-Mer ou de l'Algérie, qui resteront hors de la question. C'est de pratique courante.

M. DURAND-REVILLE.- Alors, il faut préciser "après accord des Ministres intéressés et notamment des Affaires Economiques et Financières et, selon le cas, de la France d'Outre-Mer ou de l'Algérie.

M. François SCHLEITER, président.- L'article 3 serait ainsi rédigé :

Article 3

"L'Organisation Commune des Régions Sahariennes a pour mission, sur le plan économique et social :

"1°- de promouvoir toute mesure propre à améliorer le niveau de vie des populations et à assurer leur promotion sociale dans le cadre d'une évolution qui devra tenir compte de leurs traditions ;

"2°- en harmonie avec les programmes de développement du plan de modernisation et d'équipement :

"a) de préparer et de coordonner les programmes d'études et de recherches nécessaires au développement de ces régions ;

"b) en fonction des résultats de ces études et recherches, d'établir des inventaires et de mettre en oeuvre les programmes généraux de mise en valeur, principalement dans les domaines énergétique, minier, hydraulique, industriel et agricole ;

"c) d'établir et de mettre en oeuvre un plan d'infrastructure (transports et communications) en fonction de ces programmes ;

.../...

"d) de susciter l'installation d'industries extractives et de transformation et de créer, lorsque les conditions le permettent, des ensembles industriels.

"L'Organisation Commune des Régions Sahariennes est habilitée, après accord des Ministres intéressés, et notamment, et selon le cas, du Ministre de la France d'Outre-Mer ou du Ministre chargé de l'Algérie, à passer avec les territoires limitrophes des conventions à caractère technique et financier destinées à permettre le développement de zones d'intérêt économique commun."

Pas d'observation ? Il est adopté.

*

* *

Article 4 -

M. DURAND-REVILLE.- A l'article 4 il faudrait remplacer "avis" par "accord".

M. DELRIEU.- Je ne le pense pas, la Commission de coordination n'est pas un organisme assez solide.

M. de VILLOUTREYS.- Les mesures sont édictées en dehors du Délégué général, c'est un tort, je demande à ce qu'il soit consulté.

M. François SCHLEITER, président.- Le Délégué général est à la base de toute mesure qui sera prise, la seule chose à savoir c'est si la Commission de coordination doit être en jeu : avis ou accord ?

M. DURAND-REVILLE.- Il y a des dispositions qu'un Gouverneur général ne peut pas prendre en contradiction avec son Assemblée territoriale.

M. Marius MOUTET.- C'est un pouvoir politique, mais là non, les pouvoirs sont essentiellement économiques. Si la Commission avait un tel pouvoir, elle serait au-dessus du Gouvernement, c'est impossible.

M. RAZAC.- Je ne pense pas que ce soit un pouvoir uniquement économique et la Commission est le seul organisme où siègent des représentants des populations.

.../...

- 23 -

M. DELRIEU.- La responsabilité des membres de la Commission n'est pas engagée comme dans une assemblée politique.

M. DURAND-REVILLE.- ... et les mesures qui seront prises toucheront à toutes les activités, voyez l'alinéa suivant.

M. François SCHLEITER, président.- Ceci est d'autant plus important qu'il est dit à l'article 13 : "nonobstant toutes dispositions légales".

M. ROCHEREAU.- Tout ceci est exact, mais c'est quand même nous qui paierons, alors ?

M. RAZAC.- Je reconnais la valeur de l'objection de M. Rochereau. Mais si nous n'avons pas "l'accord" des représentants des territoires, nous aurons inévitablement des conflits. Il y aurait intérêt à demander des garanties au Gouvernement en séance publique.

M. de VILLOUTREYS.- Employons la même formule qu'à l'article 3.

M. VALENTIN.- C'est "pris en Conseil des Ministres" qu'il faudrait mettre.

M. François SCHLEITER, président.- Ceci entraînerait l'obligation d'un contre-seing ; or, je pense qu'il s'agit de tout autre chose quand on parle de l'avis spécial donné par la Commission. Il semble donc préférable de conserver le texte tel quel. Voyons le deuxième alinéa.

M. de VILLOUTREYS.- Qu'advient-il du régime douanier ? On doit l'inclure dans l'énumération.

M. ROCHEREAU.- Ce sera une source de difficultés avec les Assemblées territoriales. Il faudrait faire une "Tennessee Valley Authority".

M. RAZAC.- Nous allons être en contradiction avec la loi-cadre.

M. de MAUPEOU.- Il y a là un pouvoir exorbitant, par décret, le Gouvernement pourra modifier le régime domanial et foncier, et sans être limité dans le temps.

M. Marius MOUTET.- Le problème sera le même en toutes matières, pour la fiscalité aussi. Dans une région où il n'y a rien, où il faut tout créer, il faut accepter une organisation de démarrage.

.../...

- 24 -

Il peut effectivement y avoir des conflits avec les Assemblées territoriales, mais il faut faire une oeuvre débarrassée des formalités qui seraient intolérables dans cette situation de création. S'il y a des abus, il y a tout de même des parlementaires et qui auront le droit d'agir, de poser des questions. Et puis le jour où il y aura de la richesse, il y aura des modifications de statut.

M. de MAUPEOU.- C'est très dangereux en ce qui concerne le régime domanial et foncier.

M. BONNEFOUS.- N'oublions pas qu'il s'agit du Sahara.

M. DELRIEU.- Le contrôle de ces mesures nous l'aurons, il est nécessaire de donner des pouvoirs au Délégué général. Il y aura fatalement des atteintes aux pouvoirs des Assemblées territoriales mais les pouvoirs de l'Organisation s'appliqueront aussi en grande partie sur des matières nouvelles.

M. HAIDARA Mahamane.- Des mesures spéciales sont nécessaires pour démarrer. Mais il faut penser à la psychologie des populations. Il ne faut pas choquer les Assemblées locales et, sur le plan domanial, on devrait chercher une autre solution, surtout au moment où, par ailleurs, on augmente la compétence de ces assemblées.

M. de VILLOUTREYS.- Il faut introduire le mot "douanier" dans l'énumération, le fonctionnement des usines, l'équipement, l'aménagement doit permettre l'introduction en franchise du matériel nécessaire.

M. DURAND-REVILLE.- Les investissements financiers pour le plan de développement sont faits en franchise : les droits sont perçus par le territoire et remboursés par le FIDES.

M. ROCHEREAU.- L'Administration des Douanes, que j'ai interrogée, envisage une exonération par poste douanier, mais ceci mérite peut-être de figurer dans le texte.

M. RAZAC.- Et la compétence, l'initiative douanière du Grand Conseil de l'Afrique Occidentale française et de l'Afrique Equatoriale française ?

M. COUDE DU FORESTO.- Il faut poser une question précise : pense-t-on appliquer à l'O.C.R.S. le décret du 13 février 1952 sur la détaxe pour réinvestissement ?

.../...

M. ROCHEREAU.- Dans l'immédiat, il n'y a pas de problème douanier, ou il n'a pas d'importance. Ce qui compte c'est la création de zones franches, ou plutôt de ports francs.

M. RAZAC.- Ce serait très intéressant.

M. Marius MOUTET.- En conclusion, nous ajouterons "régime douanier".

M. de MAUPEOU.- Je reviens sur le régime domanial et foncier.

MM. Marius MOUTET.et DELRIEU.- Il est impossible de l'écarter.

M. François SCHLEITER, président.- Nous allons voter.
- Il est procédé au vote à main levée -

Voici le résultat :

- pour le maintien des mots "régime domanial et foncier" :
7 voix ;
- pour la suppression : 4 voix.

Les mots "régime domanial et foncier" sont maintenus et le mot "douanier" ajouté.

M. HAIDARA Mahamane.- Il faut revoir la proposition de M. Durand Réville quant à "l'accord" de la Commission.

M. DURAND-REVILLE.- Je crois, en effet, que c'est la solution psychologique pour faire admettre les mesures qui seront édictées.

M. RAZAC.-Et si l'accord n'est pas donné ? Je pense cependant qu'il existera fatalement pour le démarrage.

M. Marius MOUTET.- Je suggère que cette modification soit demandée en séance.

- Les Commissaires ne se ralliant pas à cette suggestion, le président passe au vote à main levée :

- pour le remplacement du mot "avis" par le mot "accord" :
5 voix ;
- contre : 5 voix.

M. François SCHLEITER, président.- En conséquence, le mot "avis" est maintenu dans le texte.

- 26 -

Nous abordons le paragraphe 3.

M. DURAND-REVILLE.- Les régimes fiscaux sont actuellement établis par les Assemblées territoriales et les ressources fiscales doivent rentrer dans leur caisse. C'est le même problème que pour les autres matières.

M. de VILLOUTREYS.- Il faut le régler de la même manière pour une raison d'homogénéité.

M. François SCHLEITER, président.- Voici donc le texte de l'article 4.

Article 4

"Dans les zones définies à l'article 2, et nonobstant toutes dispositions législatives en vigueur, des mesures spéciales peuvent être édictées par décret en Conseil des Ministres, le Conseil d'Etat entendu, sur le rapport du Président du Conseil et après avis de la Haute Commission prévue à l'article 5 et, selon le cas, du Ministre de la France d'Outre-Mer et du Ministre chargé de l'Algérie.

"Ces mesures concernant la mise en valeur économique ainsi que la création et le fonctionnement d'ensembles industriels pourront s'appliquer aux régimes domanial, foncier, agricole, minier, hydraulique et douanier, à l'immigration, aux transports et aux communications, au régime des sociétés, des investissements et à leur fiscalité.

"Dans les mêmes formes, il pourra être institué un régime fiscal exceptionnel de longue durée au bénéfice des entreprises dont la création, l'équipement ou l'extension présenteront une importance particulière."

Il est adopté.

*

* *

Article 5 -

M. DURAND-REVILLE.- Le titre de Commission de coordination enlève de l'autorité à cet organisme qui est le seul où soient représentées les populations. Je propose "Conseil Général de l'O.C.R.S."

.../...

- 27 -

M. de VILLOUTREYS.- "Grand Conseil".

M. ROCHEREAU.- "Assemblée commune".

M. François SCHLEITER, président.- On s'est efforcé de trouver des termes pas très employés jusqu'ici, on aurait pu mettre Commissaire pour le Délégué général.

M. DURAND-REVILLE.- "Haute Commission" - adopté -

M. Marius MOUTET.- "... chargée de la coordination et du contrôle".

MM. de VILLOUTREYS et de MAUPEOU.- "dont le rôle est la coordination..."

M. DURAND-REVILLE.- Quel est le sens, pour le Comité technique, de: "chargé de suivre l'exécution". Il n'y a pas une distinction suffisante entre la Haute Commission et le Comité technique, il faut préciser que celui-ci "assiste le Délégué général". Le Délégué général va présenter ses idées à la Haute Commission et celle-ci leur donnera force de loi, il faut que le Comité technique assiste le Délégué général dès l'élaboration des mesures.

M. François SCHLEITER, président.- Le troisième alinéa doit devenir le second.

M. DELRIEU.- Il faut préciser, après zones sahariennes, que le Délégué général agit "dans le cadre de sa mission".

M. de VILLOUTREYS.- Il est nécessaire d'indiquer qu'il n'est pas responsable pour tout, il faut mettre "pour les missions définies à l'article 3."

M. François SCHLEITER, président.- Ce ne serait pas complet, et il y a référence à l'article 6.

M. HAIDARA Mahamane.- Où est le siège de l'Organisation ?

M. DELRIEU.- On l'a volontairement laissé à la disposition de l'Organisation Commune des Régions Sahariennes.

M. DURAND-REVILLE.- La délégation permanente fait la même chose que le Comité technique.

.../...

- 28 -

M. de MAUPEOU.- Il faut la projeter dans ce Comité.

-Après que plusieurs rédactions aient été successivement proposées, le président soumet à la commission la rédaction suivante :

"Elle élit une délégation permanente de 7 membres et définit ses pouvoirs".

M. VALENTIN.- Pourquoi 7 membres ?

M. DURAND-REVILLE.- 6 ?

M. François SCHLEITER, président.- L'article 5 est ainsi rédigé :

Article 5

"L'Organisation Commune des Régions Sahariennes comprend :

"1°- Une Haute Commission dite "Haute Commission de l'O.C.R.S." dont le rôle est de définir et de coordonner les programmes d'action commune et d'intervention de l'organisation saharienne, et d'en contrôler l'application ;

"2°- Un Délégué général nommé par décret en Conseil des Ministres représentant, dans les limites de sa mission, le Gouvernement de la République dans les zones sahariennes et responsable de l'élaboration et de l'exécution de ces programmes ;

"3°- Un Comité technique de direction qui assiste le Délégué général dans l'élaboration des programmes et qui fixe leurs conditions d'exécution."

Il est adopté.

*

* *

Article 7 -

M. de VILLOUTREYS.- Je voudrais que figure un représentant du Ministre de l'Industrie et du Commerce.

.../...

- 29 -

M. DELRIEU.- La deuxième partie du Comité technique sera, en fait, la partie "moteur" de l'Organisation. Il faut supprimer les désignations au sein d'organismes et augmenter le nombre de ces membres.

M. VALENTIN.- Mettre dans le texte "6 membres et notamment 5 choisis..." n'est vraiment pas valable.

M. de MAUPEOU.- S'il y a 7 membres administratifs, il en faut 7 de l'autre côté.

M. DURAND-REVILLE.- Pour ma part j'accepte 8 membres au lieu de 6 et je demande seulement qu'on mette "notamment du Bureau d'organisation des ensembles Industriels Africains et de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer". Et pour répondre à M. de Maupeou je dirai qu'on ne peut pas incorporer la délégation permanente dans le Comité technique car on ne peut pas se contrôler soi-même.

M. François SCHLEITER, président.- L'article 7 serait donc ainsi rédigé

Article 7

"Le Comité technique de direction présidé par le Délégué général comprend, outre l'officier général désigné à l'article 11 ci-dessous, 14 membres nommés par décret en Conseil des Ministres :

"1°- 6 représentants des administrations à savoir :

- "- 2 représentants du Ministre de la France d'Outre-Mer,
- "- 2 représentants du Ministre chargé de l'Algérie,
- "- 1 représentant du Ministre des Finances et des Affaires économiques,
- "- 1 représentant du Ministre chargé de l'Industrie.

"2°- 8 membres choisis en raison de leur compétence au sein des organismes qualifiés et notamment du Bureau d'organisation des ensembles Industriels Africains et de la Caisse centrale de la France d'Outre-Mer."

Il est adopté.

*

* *

.../...

- 30 -

Article 8 -

M. DURAND-REVILLE.- Il ne peut pas y avoir budget et autonomie financière.

M. Marius MOUTET.- Il n'y a pas d'empêchement.

M. VALENTIN.- Il est curieux que la Haute Commission discute d'un budget rattaché à la Présidence du Conseil.

M. ROCHEREAU.- Et d'où viendra le budget de fonctionnement ?

M. DURAND-REVILLE.- Il sera fonction des ressources propres à l'Organisation et des subventions de la Métropole.

M. DELRIEU.- Le budget d'investissement est visé à l'article 9, que deviendront les investissements déjà effectués ? L'Algérie semble être libérée du financement mais la question pourra se poser pour la Mauritanie. Je pense qu'il y a là une question à poser par le rapporteur.

M. de VILLOUTREYS.- En ce qui concerne le sigle O.C.R.S. il faut l'indiquer à l'article premier.

M. François SCHLEITER, président.- Je préfère rétablir le titre en toutes lettres.

M. BONNEFOUS.- Il y a quand même une contradiction sur le budget dans cet article. Il faudrait indiquer dans l'article 6 que l'Organisation "propose" un budget.

M. de VILLOUTREYS.- Il faut voir ce qui se passe pour le budget du Commissariat à l'Energie Atomique.

M. de MAUPEOU.- Il n'est pas discuté.

M. VALENTIN.- On pourrait, à l'article 6, mettre "sur un budget prévisionnel".

M. RAZAC.- Ce qui permettra le contrôle parlementaire.

M. François SCHLEITER, président.- L'article 8 est ainsi rédigé :

.../...

- 31 -

Article 8

"L'O.C.R.S. a la personnalité morale et l'autonomie financière.

"Elle dispose d'un budget de fonctionnement rattaché à la Présidence du Conseil."

Il est adopté.

*

* *

M. François SCHLEITER, président.- Sur la demande de M. Longchambon, l'étude de l'article 9 est reportée à la suite.

Article 10 -

M. DURAND-REVILLE.- Je ne suis pas d'accord pour la création d'un Bulletin de l'O.C.R.S., dont je ne vois pas la lecture par les populations sahariennes.

M. RAZAC.- C'est une erreur car, par exemple, le Journal Officiel de la République française est extrêmement lu dans nos territoires.

M. ROCHEREAU.- Alors cela suffit, il n'y a pas besoin de bulletin spécial.

M. VALENTIN.- Mais il n'y a pas intérêt à encombrer le Journal Officiel avec un grand nombre d'arrêtés d'exécution.

M. DELRIEU.- Et cette publication donnerait un caractère politique.

M. DURAND-REVILLE.- En ce cas, conservons le Bulletin. Il y a lieu de préciser également ici qu'il s'agit de décret "pris sur rapport du Ministre de la France d'Outre-Mer ou de l'Algérie".

M. DELRIEU.- Mais le Délégué général a pour but d'unifier, et il faut décider de l'automatisme de la délégation des pouvoirs des Gouverneurs généraux.

M. DURAND-REVILLE.- Pas forcément, car on va assister à la création d'entreprises originales dans une partie des territoires de la compétence des Gouverneurs généraux.

.../...

M. François SCHLEITER, président.- Article 10.

Article 10

"Les lois et décrets se rapportant aux questions visées à l'article 4 deviennent obligatoires huit jours après leur publication au Journal officiel de la République française. Pour l'exécution de ces lois et décrets, le Délégué général prend des arrêtés qui sont publiés au Bulletin officiel de l'O.C.R.S.

"Le Délégué général assure l'exécution des missions confiées à l'O.C.R.S. qu'il représente dans tous les actes de la vie civile. A l'intérieur du périmètre saharien défini à l'article 2 ci-dessus, il prononce les affectations à tous les emplois civils relevant de sa compétence.

"Par décret pris sur rapport, selon le cas, du Ministre de la France d'Outre-Mer ou du Ministre chargé de l'Algérie, le Délégué général peut recevoir, en totalité ou en partie, délégation des pouvoirs actuellement exercés par le Gouverneur général de l'Algérie et par les hauts-commissaires et gouverneurs de l'Afrique Occidentale Française et de l'Afrique Equatoriale Française."

Il est ainsi adopté.

*

* *

Article 11 -

M. de MAUPEOU.- J'aurais demandé l'inclusion de cet article à l'article 3. Nous voulons absolument tenir compte des nécessités militaires actuelles et si nous ne voulons pas en dire moins, nous ne pouvons pas en dire plus.

M. RAZAC.- Je ne suis pas d'accord sur l'attribution de ces pouvoirs au Délégué général. Ils reviennent de droit au Ministre chargé de l'Algérie.

M. DELRIEU.- M. Razac expose à nouveau mon point de vue. Je vous ai déjà exprimé notre inquiétude de ce dualisme.

M. de MAUPEOU.- Le Délégué général dépend du Président du Conseil qui a la Défense nationale dans ses attributions. Cet article est suffisamment souple pour parer à la situation actuelle : on donne pouvoir au général adjoint au Délégué général sur les troupes qui lui sont confiées, donc, actuellement, l'Etat-Major de la 10ème région continue à commander la totalité de ses troupes.

.../...

M. Marius MOUTET.- Il y a un mot important, c'est "organiquement". Quand on affectera des troupes, on fixera en même temps leur mission.

M. de VILLOUTREYS.- Il y a contradiction flagrante entre ce régime et la règle normale.

M. RAZAC.- Ceci est très grave, l'exception ne devrait pas s'étendre aux pouvoirs militaires.

M. de MAUPEOU.- Cette question soulèvera de grosses difficultés. Ainsi au point de vue de l'O.T.A.N., dont la limite est le Tropique du Cancer, également en ce qui concerne la liaison avec les commandements militaires;

M. Marius MOUTET.- Nous attirerons l'attention du Gouvernement. Ces difficultés devront être résolues par un Règlement organique, car on ne peut pas établir un régime pour des circonstances qui sont imprévues.

M. RAZAC.- La question est trop grave : l'autorité la plus qualifiée actuellement est le Ministre résidant en Algérie, il faut qu'il y ait là une centralisation sans interférences. Une centralisation spéciale à Dakar pourrait être prévue pour l'Afrique noire.

M. de MAUPEOU.- Cela donnera une allure politique nécessaire au projet.

M. VALENTIN.- Il vaudrait mieux rédiger autrement l'article premier, reconnaître au Délégué général une vocation militaire et permettre au Ministre de la Défense Nationale de la modifier.

M. François SCHLEITER, président.- En conclusion, avec l'adjonction des mots "tout ou partie" et sous les réserves formulées qui seront portées à la connaissance du Gouvernement, l'article 11 est ainsi rédigé :

Article 11

"Le Délégué général est responsable de la défense et du maintien de l'ordre dans tout ou partie des régions sahariennes définies à l'article 2, selon les instructions du Ministre de la Défense Nationale.

- 34 -

"La défense de ces régions est préparée et assurée dans le cadre général de la stratégie africaine.

"Le Délégué général est assisté, à ce double titre, d'un officier général qui a autorité, pour l'emploi, sur les forces armées organiquement affectées à la zone de l'O.C.R.S., ainsi que sur les autres forces stationnées ou non dans cette zone qui pourraient être mises à sa disposition."

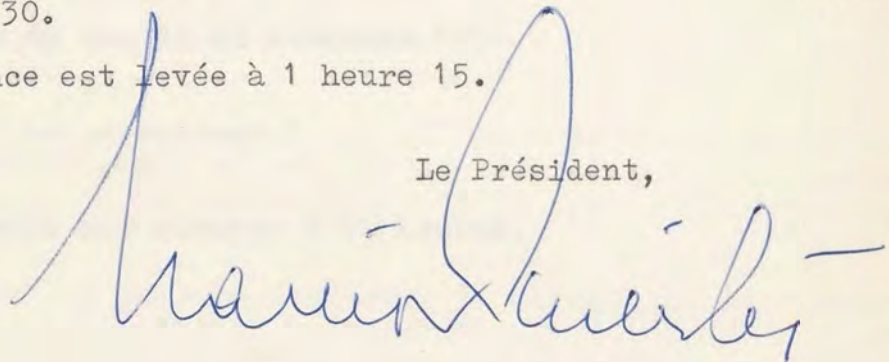
Il est adopté.

Les articles 12 supprimé, 12 bis et 13 n'appellent pas de discussion.

L'article 9, réservé, sera étudié au cours de notre prochaine séance qui aura lieu, aujourd'hui même, 22 décembre à 9 heures 30.

La séance est levée à 1 heure 15.

Le Président,



COMMISSION DE COORDINATION TEMPORAIRE
POUR L'ORGANISATION COMMUNE DES REGIONS SAHARIENNES.

Présidence de M.François SCHLEITER, Président

Séance du Samedi 22 décembre 1956

La séance est ouverte à 10 heures.

Présents : MM.BONNEFOUS, COUDE du FORESTO, DELRIEU, DURAND-REVILLE,
ENJALBERT, FILLON, LONGCHAMBON, de MAUPEOU, Marius MOUTET,
RAZAC, ROCHEREAU, SCHLEITER, SYMPHOR.

Excusés : MM.HAIDARA MAHAMANE, NAYROU, de ROCCA SERRA.

Suppléants: M.Henri BARRE, Mme DEVAUD, MM.François VALENTIN,
de VILLOUTREYS.

Absents : MM.ARMENGAUD, BOISROND, CERNEAU, COURROY, FLORISSON,
FOUSSON, RAYBAUD.

ORDRE DU JOUR

- Suite de l'examen du projet de loi (n° 175, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, créant une organisation commune des régions sahariennes.

COMPTE-RENDU

M. François SCHLEITER, Président.- Nous avons à examiner l'article 9 du projet de loi, article dont nous avons réservé la discussion dans notre dernière réunion.

M. DURAND-REVILLE.- Je demande la suppression du deuxième alinéa qui vise le Bureau Industriel Africain (B.I.A.). En effet, il n'est pas possible que la structure d'un établissement public créé par une loi soit modifiée par un décret. D'autre part, s'il en était ainsi, on étendrait, en fait, la zone d'action du B.I.A. à la totalité du Sahara.

Je propose également, et en conséquence de cette suppression du deuxième alinéa, qu'au premier alinéa figure : "et notamment la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer et le B.I.A."

Enfin, au quatrième alinéa, je demande le remplacement de "Sahara" par "zone saharienne définie à l'article 2", ainsi que cette même rédaction au cinquième alinéa.

M. ROCHEREAU.- Je suis d'accord pour la suppression du deuxième alinéa. L'intervention du B.I.A. et de la Caisse centrale va de soi, il n'y a pas intérêt à les mentionner plusieurs fois ailleurs qu'au premier alinéa. Il faut dans l'Organisation, dans un but de sécurité pour le Président du Conseil, un interlocuteur valable : ce sera l'organisme financier intéressé. Et ce sera une sécurité également pour nous, parlementaires, et pour le Délégué général.

M. François SCHLEITER, Président.- Cela présentera un inconvénient notable aussi bien pour nous que pour les groupes étrangers qui seraient intéressés, en effet, il y aura dispersion des contacts à réaliser, des conversations à poursuivre

M. DELRIEU.- Il serait préférable d'avoir un texte.

.../...

M.de MAUPEOU.- Le Délégué général peut négocier; dans le Comité technique des membres peuvent être chargés de ces négociations. Il ne faut pas exclure de ces possibilités d'autres organismes tel, par exemple, que le Bureau de Recherches des Pétroles.

M.ROCHEREAU.- Je pense que, pour accrocher des participations, il faut des gens qui ne soient pas uniquement techniciens.

M.COUDE du FORESTO.- Il ne faut pas redonner au B.I.A. et à la Caisse centrale des pouvoirs qui sont déjà ceux du Délégué général et du Comité technique.

M.François SCHLEITER, président.- Le Délégué général aura certainement un siège à Paris où il faut lui assurer les moyens de poursuivre des négociations.

M.Marius MOUTET.- Je pense que ce texte répond aux vues du Gouvernement qui sont d'éviter des chevauchements géographiques de compétence. Toutefois, dans le texte du Gouvernement, il y avait une sorte de prééminence du B.I.A. sur la Caisse centrale.

Le terme proposé; "notamment", semble être une restriction aux organismes cités; il vaudrait mieux répéter "organismes financiers et techniques."

M.de VILLOUTREYS.- Si l'on reprend le texte portant création du B.I.A., on voit qu'il y a un chevauchement d'attributions entre B.I.A. et O.C.R.S.

M.François SCHLEITER, président.- En réponse à une question que nous lui avons posée, M.Houphouët-Boigny a déclaré que le B.I.A. devient un service de l'O.C.R.S.

M.Marius MOUTET.- J'insiste sur mon observation : il faut maintenir "ces" organismes.

M.VALENTIN.- ... et renverser la phrase, on aura ainsi : Caisse Centrale, B.I.A. et autres organismes techniques et financiers.

M.François SCHLEITER, président.- L'alinéa 2 nouveau visera la délimitation géographique de la zone d'action de ces organismes.

L'alinéa 3 n'appelle pas de commentaires. L'alinéa 4 ?

.../...

M.ROCHEREAU.- Je ne vois pas le sens de; "comptabilisés et centralisés", pour des fonds privés, alors que cela va de soi pour des fonds publics.

M.DELRIEU.- Il faut supprimer "privés".

M.Marius MOUTET.- Et s'il y a des subventions ? Je supprimerais "publics et privés".

M.COUDE du FORESTO.- Je propose la disjonction de cet alinéa.

M.François SCHLEITER, président.- Pas d'objection ? La disjonction est prononcée.

M.DURAND-REVILLE.- J'ai l'expérience de la création d'une Société internationale pour l'huile de palme. Je puis vous dire que les étrangers sont disposés à voir des actions à vote plural pour laisser la gérance de l'affaire aux Sociétés françaises; par contre, il a été nécessaire de créer des actions privilégiées en faveur de sociétés anglaises à grosse participation financière. En ces matières, c'est le débouché qui commande, il ne faut pas faire de nationalisme intégral à priori.

M.COUDE du FORESTO.- La rédaction de cet alinéa est très mauvaise. Elle semble résulter d'un certain état d'esprit des parlementaires qui pensent qu'on ne peut gérer une Société que si on possède au moins 51% des actions. Or, ce n'est pas vrai, il suffit de créer pour la puissance publique des catégories d'actions avec privilège de gestion. Il faut introduire dans le texte cette notion de gestion.

M.MARIUS MOUTET.- Je vous citerai le cas des débats sur l'exploitation des pétroles de Tunisie ou du titane du Cameroun, les groupes américains exigeaient la garantie de la majorité des actions et du transfert des bénéfices, aussi ces projets durent être abandonnés.

M.de MAUPEOU.- Nous avons besoin des capitaux étrangers; or, si ceux-ci admettent la gestion de la France, ils voudront du moins la garantie que les affaires ne seront pas entièrement nationalisées.

M.RAZAC.- Il est dit que c'est la Métropole qui mettra en valeur, maintenant on parle de ces importants fonds étrangers. Je pense que la reconnaissance des Territoires d'Outre-mer risque d'être amoindrie.

.../...

M.COUDE du FORESTO.- Cette importance existera surtout dans la phase du début. A ce moment, ou les efforts seront trop grands pour la Métropole, ou bien on permettra un apport étranger en conservant la gestion. Pour cela il ne faudrait pas être enfermé dans une rédaction trop étroite.

M.LONGCHAMBON.- Le problème est encore plus complexe dans un ensemble d'industries intégrées, dans une suite d'industries découlant en chaîne les unes des autres, où rien ne doit se perdre, où tout doit être valorisé. Si, pour arriver à un produit fini de haute valeur, on a besoin, à un stade intermédiaire de sa fabrication, d'une technique étrangère, même à 100%, on ne doit pas l'écarter. Seul, comme il a été dit tout à l'heure, le débouché compte.

M.DURAND-REVILLE.- Nous pourrions rédiger ainsi : "En vue de favoriser une gestion nationale des sociétés créées pour la mise en valeur de ces zones, le capital de ces sociétés pourra comporter des actions privilégiées".

M.LONGCHAMBON.- La rédaction suivante me paraît plus acceptable par l'Assemblée Nationale : "En vue d'assurer une gestion nationale des ensembles industriels, le capital des sociétés créées pour ... etc..

M.COUDE du FORESTO.- Les actions à vote plural n'étant pas favorablement accueillies dans certains pays, il vaut mieux mettre "actions privilégiées".

M.RAZAC.- J'abonderais dans le sens de MM.Longchambon et Durand-Réville, ce qui compte c'est l'exploitation des ressources, et, si les Territoires d'Outre-mer préfèrent l'intervention des capitaux français, ils admettront l'appel aux capitaux étrangers.

M.de VILLOUTREYS.- Nous avons oublié, dans ce texte, d'inclure la sauvegarde des sites.

M.RAZAC.- Une loi spéciale à cet objet existe déjà.

M.LONGCHAMBON.- Les raisons invoquées pour la disparition de la référence au B.I.A. dans l'ancien alinéa 2 me semblent insuffisantes. Je souhaiterais qu'il soit demandé au Gouvernement une déclaration concernant le décret de 1952 et sa modification.

.../...

M.François SCHLEITER, président.- Sous cette réserve l'article 9 est ainsi rédigé :

Article 9

"L'Organisation Commune des Régions Sahariennes bénéficie de l'assistance technique et financière de la Métropole. Elle peut utiliser à cet effet, les services de la Caisse centrale de la France d'Outre-Mer et du Bureau d'organisation des ensembles Industriels Africains ainsi que, d'une façon générale, ceux des organismes techniques et financiers dont l'activité entre dans les compétences qui lui sont dévolues.

"Dans la mesure où l'O.C.R.S. fait appel à ces organismes, leurs zones géographiques d'action peuvent s'étendre à celles de l'Organisation.

"Pour le compte de l'Organisation Commune des Régions Sahariennes, le Délégué général peut négocier, après avis de la Haute Commission et sous réserve de l'approbation du Gouvernement, avec les organismes internationaux et étrangers, une aide financière sous forme de prêts ou de participations dans les entreprises sahariennes.

"En vue d'assurer une gestion nationale des ensembles industriels, le capital des sociétés créées pour la mise en valeur de ces zones pourra comporter des actions privilégiées!"

Il est adopté.

L'ensemble des articles ayant été examiné, M.Marius Moutet, rapporteur, m'indique qu'il serait en mesure de nous présenter, dès ce soir, son projet de rapport.

En conséquence, je propose de reprendre la séance ce soir à 21 heures 30, heure de la séance publique, pour l'étude du rapport de M.Marius Moutet.

- Il en est ainsi décidé, la séance est suspendue à 12h.15 et reprise à 21h.45 -

M.Marius MOUTET, rapporteur, donne lecture de son projet de rapport.

M.François SCHLEITER, président, adresse ses félicitations au rapporteur pour avoir, dans un temps record, déposé un remarquable rapport, reflet fidèle des délibérations de la commission et invite les commissaires à présenter leurs observations.

.../...

M.de MAUPEOU.- Peut-on connaître la position de M.Hénault sur notre texte ?

M.Marius MOUTET.- J'ai pu prendre contact avec lui, voici son opinion : "votre rédaction est bonne, sauf sur l'article 9". Pour cet article l'opposition entre notre commission et le Gouvernement a provoqué une nouvelle rédaction.

M.DURAND-REVILLE.- Je ferais des propositions pour étoffer la partie liminaire.

M.Marius MOUTET.- J'ai manqué de temps matériel et d'ailleurs c'est volontairement que j'ai fait un texte court.

M.DURAND-REVILLE.- Vous avez justement fait allusion à l'action de la France dans le passé. Mais je pense qu'il serait bon, dans un développement oral au besoin, de parler de la France présente, de la France actuelle qui permet une aussi grande réalisation.

Il semble que vous justifiez le projet par des perspectives exclusivement minières, je pense aussi aux possibilités agricoles aux questions de l'eau qui seront heureusement traitées.

M.LONGCHAMBON.- D'où provient le chiffre de 400 milliards prévus pour investissements, il me semble préférable de ne pas avancer de chiffre.

M.Marius MOUTET.- Ce chiffre m'a été fourni par la Présidence du Conseil.

M.DELRIEU.- Vous avez parlé de régime d'exception, ce terme n'est pas heureux et demande à être modifié.

M.de VILLOUTREYS.- A l'article 4, il aurait pu être fait allusion à la conservation des monuments archéologiques et des objets d'art. Selon les renseignements que j'aurai obtenus, je déposerai ou non un amendement en ce sens.

M.RAZAC.- Un projet de loi ayant cet objet a été récemment voté, il comporte une réglementation rigoureuse.

M.DELRIEU.- La même protection existe en Algérie. Il n'y a donc pas lieu de la prévoir à nouveau dans ce texte.

.../...

M.LONGCHAMBON.- En ce qui concerne le Comité technique nous n'avons pas suffisamment précisé le rôle du B.I.A. : c'est un organisme d'exécution, je le comprends ainsi et M.Durand-Réville aussi. Il faut, auprès du Délégué général, des techniciens et des fonctionnaires en permanence, sur place, et l'article 10 le laisse bien prévoir. N'aura-t-il pas, auprès de lui, des conseillers des mines sahariennes, de l'hydraulique saharienne ? Ou disposera-t-il de techniciens appartenant à des organismes autonomes ? Dans ce dernier cas, il se trouverait seul.

M.RAZAC.- Je trouve qu'on n'a pas fait suffisamment le point de ce que la France a réalisé dans ces territoires et je le dirai à la tribune. D'autre part, sur le plan de la prospection minière, il est bon de savoir que celle-ci a été entreprise en Mauritanie depuis 1937, que des études très sérieuses ont été faites et que des sociétés existent.

M.de VILLOUTREYS.- Je demande que le sigle O.C.R.S.A. soit substitué à O.C.R.S.

M.François SCHLEITER, président.- A un seul endroit, à l'article 8, figure un sigle.

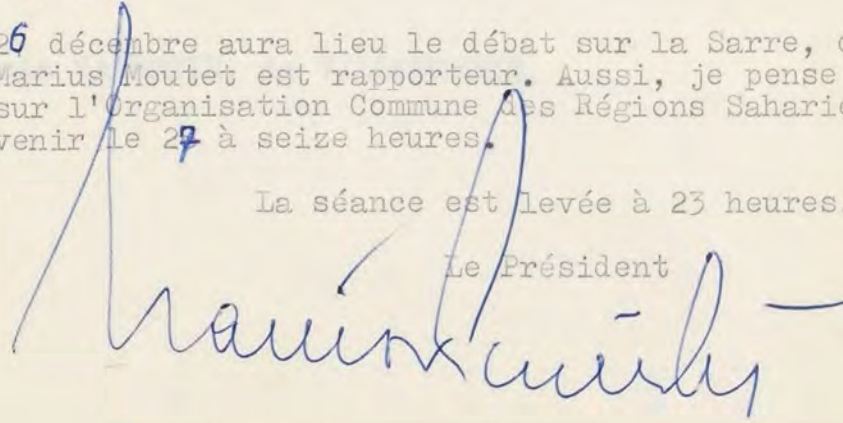
M.BONNEFOUS.- Au nom de la Commission de l'Intérieur, je me félicite de la création de cette commission de synthèse dont le rapport est beaucoup plus complet, intéressant et profitable que la somme des rapports pour avis qui auraient pu être fournis. Il y a eu là une action cohérente, complète, très étudiée grâce à M.le Président.

M.François SCHLEITER, président.- Plus personne ne demande la parole ? Je renouvelle nos remerciements à M.Marius Moutet pour le remarquable travail qu'il a fourni et m'associe, pour ma part, aux conclusions de M.le Président Bonnefous en ce qui concerne l'efficacité de cette commission de coordination.

Le 26 décembre aura lieu le débat sur la Sarre, dans lequel M.Marius Moutet est rapporteur. Aussi, je pense que le débat sur l'Organisation Commune des Régions Sahariennes pourrait venir le 27 à seize heures.

La séance est levée à 23 heures.

Le Président



COMMISSION DE COORDINATION TEMPORAIRE
POUR L'ORGANISATION COMMUNE DES REGIONS SAHARIENNES

--:--:--:--:--:--:--:--:--:--

Présidence de M.François SCHLEITER, Président

--:--:--:--:--:--:--:--:--:--

Séance du Jeudi 27 décembre 1956

--:--:--:--:--:--:--:--:--:--

Présents : MM.BONNEFOUS, COUDE du FORESTO, DELRIEU, DURAND-REVILLE,
de MAUPEOU, RAZAC, ROCHEREAU, SCHLEITER.

Suppléants: MM.François VALENTIN, de VILLOUTREYS.

La commission s'est réunie, à 5 heures 40 le vendredi 28, au cours d'une suspension de la séance publique ~~durant~~ laquelle une deuxième lecture du projet de loi avait été demandée.

COMPTE RENDU

=====

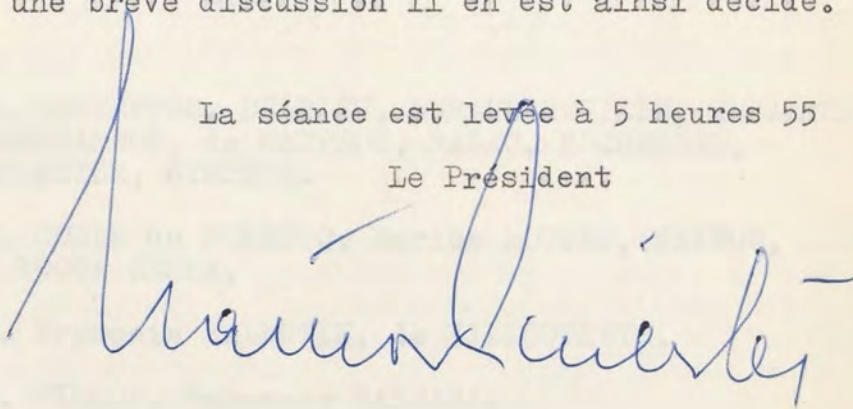
M.François SCHLEITER, président.- La deuxième lecture demandée en séance publique a pour objet de permettre une révision de l'article 4 et des divers amendements qui y ont été apportés en séance.

Ces amendements, par leur superposition, ont alourdi le texte que nous avions proposé, en en détruisant l'unité et en en changeant l'esprit. Aussi je vous propose de reprendre purement et simplement le texte initial élaboré par votre commission.

Après une brève discussion il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 5 heures 55

Le Président



CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

COMMISSION DE COORDINATION TEMPORAIRE
POUR L'ORGANISATION COMMUNE DES RÉGIONS SAHARIENNES

-:-:-:-:-

Présidence de M. François SCHLEITER, Président

-:-:-:-

Séance du Vendredi 28 Décembre 1956

-:-:-

La séance est ouverte à 18 heures 30

-:-

Présents : MM. BONNEFOUS, DELRIEU, DURAND-REVILLE, ENJALBERT,
LONGCHAMBON, de MAUPEOU, RAZAC, ROCHEREAU,
SCHLEITER, SYMPHOR.

Excusés : MM. COUDE du FORESTO, Marius MOUTET, NAYROU,
de ROCCA SERRA.

Suppléants: MM. François VALENTIN, de VILLOUTREYS.

Absents : MM. FILLON, Mahamane HAIDARA,

-:-

.../...

ORDRE DU JOUR

Examen en deuxième lecture du projet de loi (n° 3700 A.N. 3^{me} Législature), portant création de l'Organisation Commune des Régions Sahariennes.

-*-

COMPTE RENDU

M. François SCHLEITER, président.- Messieurs, nous avons beaucoup regretté l'absence de M. Marius Moutet au cours de nos débats. Vous savez qu'il a dû abandonner la discussion en cours sur la Sarre, dont il assumait également le rapport. Je dois vous rassurer, venant de prendre de ses nouvelles, aucune complication n'est à craindre. Cependant j'ai dû présenter à sa place le rapport qu'il avait si magistralement établi dans un délai vraiment minimum.

Nous avons à étudier le texte du projet de loi concernant l'Organisation Commune des Régions Sahariennes, tel qu'il vient d'être voté en deuxième lecture par l'Assemblée Nationale.

M. Kosciuszko, Directeur du cabinet de M. Houphouët-Boigny, qui a assisté à ce débat, voudra bien nous en retracer les détails.

M. KOSCZUSKO.- En résumé, nous avons constaté un sensible rapprochement entre vos propositions et le point de vue de l'Assemblée. Cependant, à l'article premier, l'Assemblée est revenue au texte qu'elle avait précédemment voté ; à l'article 2, elle a repris le terme "communes annexes" dans le troisième alinéa pour s'aligner sur le contenu du deuxième alinéa.

M. DELRIEU.- C'est un véritable pléonasme.

M. François SCHLEITER, président.- C'est une question de rédaction, nous pourrions reprendre notre texte.

../..

- 3 -

M. KOSCZIUSKO.- L'Assemblée a également supprimé les mots "et pourront être étendues".

M. DURAND-REVILLE.- Ce qui fait que, quand la Mauritanie demandera son adhésion, il faudra modifier la loi !

M. KOSCZIUSKO.- Pour l'article 3, l'Assemblée a adopté le texte du Conseil, il est donc définitif. Il en est de même pour l'article 4. A l'article 5, pour la compétence du Délégué général, l'Assemblée a repris les termes : "dans les zones sahariennes", au lieu de l'expression : "dans les limites de sa mission".

Pour l'article 6, le texte de l'Assemblée Nationale a été repris.

M. RAZAC.- Le Gouvernement associe la Mauritanie, sans son accord; il est logique qu'il lui donne une participation à la gestion ; ceci est en liaison avec l'article premier.

M. DURAND-REVILLE.- Ce n'est pas possible.

M. DELRIEU.- Nous ne pourrions pas l'admettre.

M. KOSCZIUSKO.- A l'article 7, le texte voté par l'Assemblée a été repris, en y ajoutant toutefois "publics et privés". A l'article 9, les deux premiers alinéas sont conformes, puis le texte initial de l'Assemblée a été repris avec des amendements. Les articles 10 et 11 ont subi des modifications. Enfin l'article 12 bis a été adopté dans votre rédaction et est devenu définitif.

M. François SCHLEITER, président.- Je remercie M. Koscziusko d'avoir bien voulu nous éclairer sur la tendance du débat à l'Assemblée Nationale. Nous allons maintenant reprendre l'étude des articles qui restent en litige.

Article premier.- M. Razac propose l'adoption conforme du texte de l'Assemblée Nationale.

M. RAZAC.- Je suis d'accord avec ce texte car pour l'instant le nombre des représentants n'est pas la question essentielle.

../..

- 4 -

M. DURAND-REVILLE.- D'accord, mais absolument pas sur le chiffre de 6.

M. RAZAC.- Nous allons à l'encontre du but de propagande si on diminue maintenant un chiffre déjà annoncé. Cependant, je suis d'accord si, lors de la participation étendue, la représentation devient plus grande.

M. François SCHLEITER, président.- A l'article 2, dans un souci de conciliation, nous laisserons "communes mixtes et annexes" et nous supprimerons "et pourront être étendues".
- Adopté -.

Les articles 3 et 4 sont devenus définitifs.

Pas d'opposition à l'adoption conforme de l'article 5 ?
Adopté.

Article 6.-

M. DELRIEU.- C'est sur cet article que doivent porter nos efforts ; il est nécessaire de reprendre les chiffres de notre Commission.

M. RAZAC.- Il est difficile pour moi maintenant, après deux votes de l'Assemblée, d'admettre une diminution, et je serai obligé d'intervenir en séance.

M. François SCHLEITER, président.- Il est proposé de rétablir les chiffres de :

8 représentants pour l'Algérie, 2 pour le Soudan, 2 pour le Tchad, 2 pour le Niger et 2 pour la Mauritanie.

Pas d'opposition ? Adopté.

A l'article 7, comme conséquence de la reprise de l'article 5, nous devons reprendre le texte voté par l'Assemblée Nationale.

M. DELRIEU.- Nous pouvons conserver 6 membres choisis parmi les organismes qualifiés, et ajouter 2 membres qui seraient, eux, des représentants des "privés".

M. DURAND-REVILLE.- Il y a intérêt à conserver le plus possible du texte de l'Assemblée ; il suffit de porter le chiffre

à 8, qui comprendront forcément 2 "privés".

M. ROCHEREAU.- C'est cela, modifier uniquement 6 pour 8 et porter le total à 14.

M. François SCHLEITER, président.- Il en est ainsi décidé. L'article 9.

M. DELRIEU.- Pour ne pas soulever de difficultés, il ne faut pas nous attacher aux redondances que peut présenter le texte, mais il faut par contre supprimer les fonds "privés".

M. de MAUPEOU.- Il faut de même rayer "de ces entreprises".

M. DURAND-REVILLE.- ... et modifier ce qui fut l'amendement Léo Hamon.

M. François SCHLEITER, président.- L'article 9 est alors ainsi rédigé :

Article 9.

"L'Organisation Commune des Régions Sahariennes bénéficie de l'assistance technique et financière de la Métropole. Elle peut utiliser, à cet effet, les services du Bureau d'organisation des ensembles industriels africains de la Caisse centrale de la France d'Outre-Mer ainsi que, d'une façon générale, ceux des organismes techniques et financiers dont l'activité entre dans les compétences qui lui sont dévolues.

"Dans la mesure où l'O.C.R.S. fait appel à ces organismes, leurs zones géographiques d'action peuvent s'étendre à celles de l'Organisation.

"Les dispositions de la loi du 5 janvier 1952 régissant le Bureau d'organisation des ensembles industriels africains seront, en tant que de besoin, modifiées par décret pour permettre à cet établissement d'exercer ses fonctions dans les zones sahariennes visées par l'article 2 ci-dessus.

"Pour le compte de l'Organisation Commune des Régions Sahariennes, le Délégué général peut négocier, après avis de la Haute Commission et sous réserve de l'approbation du Gouvernement, avec les organismes internationaux et étrangers une aide financière sous forme de prêts ou de participations dans les entreprises sahariennes.

- 6 -

"Néanmoins, le caractère national de la gestion des ensembles industriels devra, en tout état de cause, être sauvegardé. Afin d'assurer ce caractère, le capital des sociétés créées pour la mise en valeur de ces zones pourra comporter des actions privilégiées.

"Tous les fonds publics destinés à financer des opérations de mise en valeur du Sahara seront comptabilisés et répartis par l'Organisation Commune des Régions Sahariennes selon des modalités à prévoir par décret."

Il est adopté.

*

*

*

A l'article 10, je propose l'adoption du texte voté par l'Assemblée Nationale.

M. DURAND-REVILLE.- La formule "pris en Conseil des Ministres" ne traduit pas le souci, plus pratique que théorique, que nous avons eu. Il faudrait trouver une formule pour réintroduire le contreseing.

M. François SCHLEITER, président.- J'ai proposé en séance le mot "contreseing" et M. Houphouët-Boigny s'y est opposé.

M. VALENTIN.- D'ailleurs, le Ministre délégué à la Présidence du Conseil se contresigne lui-même ! M. Kosciuszko m'a dit que le terme "sur rapport" hérissait le Gouvernement. "Vu l'avis" donnerait une assurance en sus.

M. DELRIEU.- Mais l'avis n'implique pas le contreseing.

M. François SCHLEITER, président.- Je pense qu'il faut rétablir la formule "pris en Conseil des Ministres, après avis selon le cas du Ministre de la France d'Outre-Mer ou du Ministre chargé de l'Algérie".

L'article 10 serait ainsi rédigé :

../..

- 7 -

Article 10.

"Les lois et décrets se rapportant aux questions visées à l'article 4 deviennent obligatoires huit jours après leur publication au Journal Officiel de la République Française. Pour l'exécution de ces lois et décrets, le Délégué général prend des arrêtés qui sont publiés au Bulletin officiel de l'O.C.R.S.

"Le Délégué général assure l'exécution des missions confiées à l'O.C.R.S. qu'il représente dans tous les actes de la vie civile. A l'intérieur du périmètre saharien défini à l'article 2 ci-dessus, il prononce les affectations à tous les emplois civils relevant de sa compétence.

"Le Délégué général peut recevoir par décret pris en Conseil des Ministres, après avis, selon le cas, du Ministre de la France d'Outre-Mer ou du Ministre chargé de l'Algérie, en totalité ou en partie, délégation des pouvoirs actuellement exercés par le Gouverneur général de l'Algérie et par les Hauts Commissaires et Gouverneurs de l'Afrique Occidentale Française et de l'Afrique Equatoriale Française."

Il est adopté.

*

* *

Article 11.-

M. VALENTIN.- J'ai été surpris de la position prise en séance publique par M. Max Lejeune.

M. BONNEFOUS.- Moi aussi, car il m'avait dit être d'accord avec le texte.

M. François SCHLEITER, président.- Sa position tient à ce qu'il est tranquille pour l'Afrique Noire, il y a une organisation qui demeure. Alors le reste lui est égal.

M. VALENTIN.- Mais justement cette situation ne demeure pas ! La responsabilité appartient au Délégué général, nous sommes sur un plan de liaison et non plus de commandement. Sur le même territoire, il y aura des troupes organiques et des troupes qui ne le seront pas, d'où deux autorités militaires responsables devant deux autorités différentes. La solution consiste à faire varier, selon les circonstances, la limite des forces militaires opérationnelles.

.../...

- 8 -

M. de MAUPEOU.- Ceci est très fréquent, ces troupes n'ont pas la même mission et le jour d'une opération on les met à la disposition du responsable de cette opération.

M. VALENTIN.- D'autre part, je ne suis pas d'accord avec M. de Maupeou sur le sens du mot "sécurité" à substituer au mot "défense".

M. François SCHLEITER, président.- Pour conclure, je pense qu'en l'état de la discussion, nous pourrions adopter conforme l'article 11, sous réserve de demander, en séance publique, des explications au Gouvernement.- Il en est ainsi décidé.

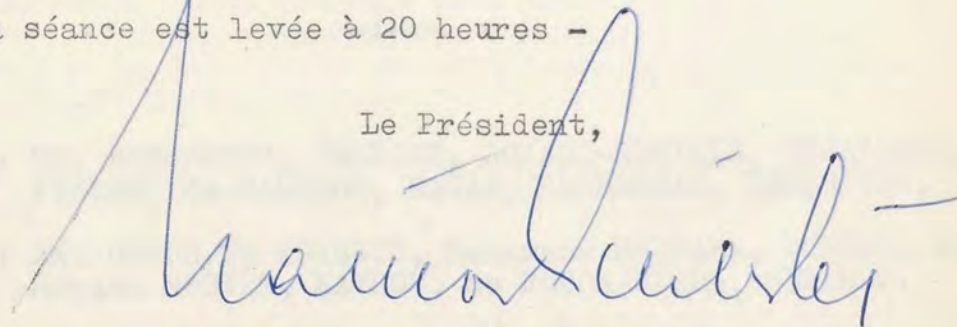
Je crois devoir vous dire, par ailleurs, que, si M. Pisani persévère dans son projet de confusion de la Haute Commission et du Comité technique, amendement qu'il avait fait approuver en première lecture, l'Assemblée Nationale ne l'acceptera pas et reprendra son texte.

M. de MAUPEOU.- Il ne persévéra pas.

M. François SCHLEITER, président.- Nous avons épuisé l'étude des articles encore en discussion ; plus personne ne demande la parole ? La séance est levée.

- La séance est levée à 20 heures -

Le Président,



COMMISSION DE COORDINATION TEMPORAIRE
POUR L'ORGANISATION COMMUNE DES RÉGIONS SAHARIENNES

Présidence de M. François SCHLEITER, président

Séance du Samedi 29 Décembre 1956

La séance est ouverte à 16 heures

Présents : MM. BONNEFOUS, DELRIEU, DURAND-REVILLE, ENJALBERT,
FILLON, de MAUPEOU, RAZAC, ROCHEREAU, SCHLEITER.

Excusés : MM. COUDE du FORESTO, Mahamane HAIDARA, LONGCHAMBON,
Marius MOUTET, NAYROU, de ROCCA SERRA, SYMPHOR.

Suppléants: MM. FOUSSON, RAYBAUD, VALENTIN, de VILLOUTREYS.

-*-

.../...

- 2 -

ORDRE DU JOUR

Examen du projet de loi voté en deuxième lecture par l'Assemblée Nationale.

-*-

COMPTE RENDU

M. François SCHLEITER, président, fait un bref exposé du débat qui vient de se dérouler devant l'Assemblée Nationale, au cours duquel l'accord a été réalisé sur tous les articles, sauf l'article 6, en ce qui concerne la composition de la Haute Commission. Le président rappelle les interventions de MM. Arrighi et Louvel qui se sont basés sur le fait que 6 sièges ayant été attribués à la Mauritanie dès la début de la discussion, celle-ci pourrait maintenant se sentir lésée par une diminution de ce chiffre et croire qu'il ne lui est pas fait confiance.

M. DELRIEU.- Nous n'avons plus le choix qu'entre deux solutions : 1°) nous suspendons la discussion de cet article jusqu'à ce que la Mauritanie se soit décidée et à ce moment nous ferons un projet définitif ...

- M. HOUPHOUET-BOIGNY, Ministre délégué à la Présidence du Conseil, est introduit.-

M. HOUPHOUET-BOIGNY.- En résumé, à l'Assemblée Nationale, un courant s'est dessiné en faveur de la Mauritanie, alors qu'ici, au Conseil de la République, se trouve une majorité algérienne.

M. François SCHLEITER, président.- Ce n'est pas cela, Monsieur le Ministre, voyez plutôt la composition de notre commission, elle réalise un équilibre parfait entre l'Intérieur ou la Métropole, l'Outre-Mer et la technique.

M. HOUPHOUET-BOIGNY.- La position du Conseil de la République est la plus conforme à la réalité, car, même avec 2 sièges seulement, la Mauritanie participe à la gestion, c'est un avantage reconnu. Mais il s'ajoute un élément passionnel, c'est

../..

- 3 -

que la Mauritanie viendrait toute entière, avec toute sa population qui est supérieure à celle des populations sahariennes des autres zones réunies.

L'Assemblée Nationale espère que, très bientôt, la Mauritanie adhèrera et elle considère comme une carte maîtresse le fait de faire confiance dès le départ à la Mauritanie. Ceci a semblé l'élément déterminant qui a amené le résultat de 501 voix pour et 1 contre (M. Dorgères), le Gouvernement s'étant abstenu.

M. François SCHLEITER, président.- M. Arrighi a dû reconnaître qu'une redistribution serait à faire si la Mauritanie n'adhérait pas. Mais alors, dans cette éventualité, que je n'envisage qu'au sein de la Commission, quid des 6 sièges mauritaniens ? Avec nos chiffres, le déséquilibre serait moins grand.

M. DELRIEU.- Je suis profondément navré de la position prise par l'Assemblée Nationale. Je dois, quoique cela soit secondaire, rectifier un chiffre, dans la zone du Sud algérien, il y aurait plus de 600.000, près de 700.000 habitants.

M. le Ministre a dit attendre pour très bientôt l'adhésion de la Mauritanie, alors attendons ! Nous statuerons alors de manière définitive.

M. HOUPHOUET-BOIGNY.- Je demande aux représentants algériens de ne pas permettre à l'étranger de dire que les Français n'ont pas confiance en leur destin, ceci pour une différence de quelques unités. Il faut sauver l'indépendance économique française. Je pars lundi à l'O.N.U. défendre la position française et ce texte m'apporterait appui et réconfort. Je demande avec insistance aux représentants algériens de dominer leur ressentiment.

M. François SCHLEITER, président.- Je voudrais répondre à M. le Ministre en mon nom personnel. Sensible à son appel, je reconnais les difficultés qu'il impose à nos collègues algériens. Je souhaite que l'argument tiré de l'O.N.U. ne soit pas développé en séance publique, car nous subissons l'O.N.U. et beaucoup d'entre nous ressentent du mépris pour elle. Notre délibération n'est pas faite à l'usage de l'O.N.U.. Mais j' imagine, Monsieur le Ministre, vos préoccupations précises et votre argumentation devant notre commission est pour moi d'une grande importance.

../..

- 4 -

déjà M. DURAND-REVILLE.- Je ne le dirai pas non plus en séance publique et je me rendrai aux objurgations du Ministre. Mais je suis profondément choqué, à la fois au point de vue de la logique et du coeur, par la position prise par l'Assemblée Nationale. L'association toute symbolique de la Métropole était une très grande concession, mais la position de l'Assemblée est immorale vis-à-vis de l'Algérie qui n'a plus de représentants en son sein. De plus on va imposer cette Organisation à des territoires qui n'ont plus qu'un seul et unique représentant et ce n'est pas bon non plus.

M. FILLON.- Si j'accepte de voter le projet, c'est uniquement parce que j'ai vu tout le courage et la patience déployés par le Ministre pour aboutir, mais je suis tout à fait d'accord avec M. Durand-Réville et je demande à M. le Ministre de déployer autant d'efforts pour faire adhérer la Mauritanie.

M. ROCHEREAU.- L'argument de M. le Ministre est valable surtout vis-à-vis de l'Amérique qui a réalisé des entreprises analogues. Mais nous sommes, nous, obligés d'envisager des compensations à établir.

Peut-être est-il possible de maintenir le chiffre de 2 représentants à la Mauritanie et de prévoir qu'il sera porté automatiquement à 6.

M. DURAND-REVILLE.- C'était notre projet primitif.

M. DELRIEU.- Une formule consisterait à donner voix consultative à la Mauritanie tant qu'elle n'adhère pas.

M. BONNEFOUS.- S'il y avait eu des parlementaires algériens à l'Assemblée Nationale, celle-ci n'aurait pas pris une telle décision qui met les Sénateurs algériens dans une très douloureuse position. Il faut absolument tenir grand compte de cette représentation et trouver une formule transactionnelle. Il faut trouver une autre rédaction, conserver le chiffre, mais alors avec voix consultative jusqu'à l'adhésion. De cette manière, on ne pourra pas nous reprocher d'avoir voulu tendre un appât à la Mauritanie.

M. RAZAC.- J'ai montré mon esprit de conciliation en retirant mon amendement. La Mauritanie sait que son intérêt est dans l'O.C.R.S. Si elle n'adhère pas maintenant, c'est qu'elle a des problèmes propres à résoudre, qu'il faut tenir compte

.../...

- 5 -

d'une très forte propagande anti-française pour le rattachement au Maroc, qu'il y a certaines conditions à remplir qui le seront certainement en 1957 et 1958. Comme preuve, je vous ferai lecture d'un vœu émanant de l'Assemblée territoriale de la Mauritanie et que je viens de recevoir. En ce qui concerne l'attribution de voix "consultative", je pense que ce serait très fâcheux et semblerait mettre la Mauritanie dans une position mineure.

La solution serait de supprimer purement et simplement sa représentation et de marquer que, lorsqu'elle adhèrera, elle aura une représentation égale à celle de l'Algérie.

M. DELRIEU.- C'est une loi qui aurait effet à terme. Il est plus logique d'attendre ce terme pour légiférer. Ou alors à l'extrême limite, nous pouvons accepter la présence avec voix consultative.

M. RAZAC.- Avec ma proposition, l'Algérie ne se considérerait pas lésée par le chiffre, et la Mauritanie en serait flattée, cela aurait un heureux effet dans le territoire. Mais lui ayant laissé penser qu'elle aurait une représentation, il ne serait pas politique de revenir en arrière. D'ailleurs, il est impensable que l'Assemblée Nationale revienne sur son vote.

M. François SCHLEITER, président.- On pourrait adopter la rédaction suivante :

"7 représentants pour l'Algérie, 1 pour le Soudan, 1 pour le Niger, 1 pour le Tchad, 6 pour la Mauritanie qui prendront séance lors de l'adhésion de ce territoire".

M. RAZAC.- C'est analogue au texte qui avait été présenté et qui a été disjoint. Il faut compter avec la susceptibilité des 600.000 Mauritaniens.

M. DELRIEU.- Il y a 10 millions de susceptibilités en Algérie.

M. DURAND-REVILLE.- Je propose que nous tenions une délibération commune avec une délégation de l'Assemblée Nationale.

Le Ministre veut en finir à tout prix. Pour cela, il nous faudra dire amen, nous devons au préalable essayer de faire entendre raison à l'Assemblée Nationale qui n'a peut-être

../..

- 6 -

pas eu une connaissance exacte de nos préoccupations. Ce n'est pas la Mauritanie qui est visée et je reconnais que son représentant ici ne peut pas agir autrement.

M. RAZAC.- Je propose la disjonction de la ligne relative à la Mauritanie.

M. VALENTIN.- ... ou bien ajouter un article 6 bis instituant une représentation provisoire jusqu'au 31 décembre 1957.

M. HOUPHOUET-BOIGNY.- Cette proposition avait été faite à l'Assemblée de l'Union Française ; elle n'a pas été retenue.

M. RAZAC.- On peut encore prévoir sa représentation¹ qui sera définitive, en accord avec son Assemblée, lors de son adhésion.²

M. DURAND-REVILLE.- Toute la question est de savoir si l'Assemblée Nationale accepterait de pareilles solutions !

M. FILLON.- La formule du président Schleiter me semble bien proche de ce qui doit être adopté.

M. DURAND-REVILLE.- La question est toujours de savoir si l'Assemblée acquiescera.

M. François SCHLEITER, président.- Il importe de connaître l'avis du Gouvernement sur les problèmes soulevés par la question mauritanienne. Il doit avoir des informations que nous n'avons pas, peut-être graves.

M. HOUPHOUET-BOIGNY.- J'informe M. le Président du Conseil de nos difficultés. Vous connaissez les embarras qui nous sont créés par nos meilleurs amis à l'O.N.U. ; aussi, nous insistons sur la nécessité de consentir des concessions en vue d'un aboutissement rapide.

M. ENJALBERT.- La présence de représentants de la Mauritanie dans l'O.C.R.S. peut-elle augmenter les moyens de défense de celle-ci ?

M. François SCHLEITER, président.- J'ai plus précisément voulu dire qu'il ne fallait pas donner à nos ennemis l'occasion de dire aux Mauritaniens : "Voyez l'injure qui vous est faite".

.../...

- 7 -

M. RAZAC.- L'opinion publique est favorable à l'Organisation. Subsiste encore l'appréhension causée par le projet July qui coupait la Mauritanie en deux. Les représentants ont depuis fait une active propagande en faveur de l'Organisation, mais il faut tenir compte de la fierté des Maures. Ou bien nous aurons la représentation prévue par l'Assemblée Nationale, ou bien nous préférons attendre l'adhésion.

M. François SCHLEITER, président.- J'ai pu joindre M. Ninine, président de la Commission des Territoires d'Outre-Mer de l'Assemblée Nationale, par téléphone et obtenir de lui qu'il vienne se joindre à nous, ainsi que M. Hénault, rapporteur. Il a paru très étonné de notre résistance et s'attendait bien plutôt à des remerciements pour les efforts de rapprochement réalisés par l'Assemblée. Il m'a dit avoir fait voter ce texte massivement pour assurer qu'il n'y avait pas de difficulté du côté de la Mauritanie, que, par ailleurs, il pensait que l'O.C.R.S. offrait moins d'importance pour l'Algérie que pour la Mauritanie.

M. DELRIEU.- Ceci est faux. Elle présente une très grosse importance et également au point de vue politique.

- Après une brève suspension de séance, MM. Ninine, Hénault, Alduy et Louvel, députés, sont introduits.-

M. François SCHLEITER, président, souhaite la bienvenue aux membres de l'Assemblée Nationale et les remercie de s'être rendus à son invitation. Il leur rappelle l'esprit dans lequel la commission de coordination a été constituée ainsi que sa composition.

Nous envisageons de revenir au premier texte qui a été proposé par la commission en précisant que "la représentation de la Mauritanie sera complétée lors de l'adhésion de celle-ci".

M. HOUPHOUET-BOIGNY.- Le Gouvernement désire que le chiffre soit fixé dès maintenant, même pour le futur.

M. RAZAC.- L'automatisme de la solution proposée me gêne ; cela fera considérer cette solution comme imposée.

La Mauritanie a le droit d'être consultée aussi bien sur son adhésion que sur le chiffre de sa représentation.

.../...

- 8 -

M. HOUPHOUET-BOIGNY.- Dans l'intérêt même de la Mauritanie, si vous voulez un chiffre, il faut l'exprimer, il sera adopté.

M. LOUVEL.- Sidi El Moktar a déjà fait connaître le chiffre de 7. Je ne vois donc pas comment nous pourrions faire autrement. Je comprends parfaitement M. Razac, mais je lui ferai remarquer que les autres chiffres sont également imposés aux autres participants.

M. HOUPHOUET-BOIGNY.- Je demande à M. Razac d'accepter le chiffre de 7 représentants, cela donnera un total de 13, la majorité, pour les territoires de l'Afrique noire.

M. RAZAC.- J'accepte.

M. LOUVEL.- Pour l'équilibre, il faudrait augmenter le nombre des représentants des Assemblées constitutionnelles.

M. DURAND-REVILLE.- Ce sera prévu dans la fin de la phrase. Le texte de M. Valentin semble s'écarter le moins du texte de la commission : "... et celle des Assemblées constitutionnelles à 21 membres...".

M. LOUVEL.- Le terme "lorsque" la Mauritanie adhèrera, me paraît bien sévère, il y a une question de nuance à respecter.

M. VALENTIN.- Mettons : "dès que".

M. DELRIEU.- Ceci présente un inconvénient très net pour l'Algérie, pourquoi ne pas mettre aussi en balance son acceptation.

M. François SCHLEITER, président.- Mettons : "Lors de... etc... 7 membres et celle des Assemblées constitutionnelles..."

M. NININE, président de la Commission des Territoires d'Outre-Mer de l'Assemblée Nationale.- remercie le président de la commission de son invitation et déclare bonne la formule de conciliation employée pour l'étude du projet de loi.

Nous n'avons pas voulu faire une situation diminuée à la Mauritanie, nous attachons un grand prix à son adhésion et voulons ménager sa susceptibilité. Aussi je voudrais avoir l'avis de M. Razac sur la formule proposée.

.../...

- 9 -

M. RAZAC.- Ma position est la même que celle prise par mon collègue Sidi El Moktar. Comme nous devons aboutir, je ne refuserai pas de faire un effort de conciliation. La formule me semble donc bonne, mais je demanderai au Ministre, en séance publique, de préciser que l'Assemblée territoriale sera consultée.

M. François SCHLEITER, président.- L'article 6 pourrait alors être ainsi rédigé :

"La Haute Commission est composée par moitié de représentants des populations des régions sahariennes et par moitié de représentants des Assemblées constitutionnelles de la République.

"Ses membres sont désignés comme suit pour une durée qui ne peut excéder celle du mandat de leur Assemblée d'origine :

"1°) Seize représentants des populations sahariennes".

M. HOUPHOUET-BOIGNY.- Il faut mettre représentants des "zones" sahariennes, car il peut y avoir au début impossibilité de trouver deux représentants dans la population saharienne d'un territoire.

M. ALDUY.- Et il ne faut pas omettre de mentionner : "élus par les Assemblées locales".

M. LOUVEL.- Quelle sera l'interprétation exacte du mot "zone" ?

M. VALENTIN.- Dans le début de l'article, nous avons parlé des populations ; c'était une affirmation de la représentation de ces populations. Après, nous ne reprenons plus l'obligation de se référer aux populations, nous avons des représentants des régions.

M. LOUVEL.- Nous avons intérêt à montrer très clairement que c'est l'expression des populations.

M. NININE.- Il n'est d'ailleurs pas indispensable que les représentants soient originaires de ces régions.

M. François SCHLEITER, président.- M. Durand-Réville pourrait poser la question au Ministre qui préciserait ce point en séance.

.../...

- 10 -

M. RAZAC.- Je demande la parité avec l'Algérie au chiffre de 7.

M. HENAUULT.- Nous revenons à ce que nous avons demandé.

M. HOUPHOUET-BOIGNY.- Le chiffre de 7 avait été avancé parce qu'alors il était prévu 7 pour l'Algérie.

M. LOUVEL.- C'est exact, la parité avait à ce moment été établie.

M. DELRIEU.- Il est possible qu'il y ait eu à un moment donné des promesses faites par le Président du Conseil, mais elles ne peuvent pas nous lier. D'ailleurs, comment est-il arrivé à cette pondération ? Dans ce cas, il faut tenir compte de la superficie, des richesses, de la population, faire des recensements, des calculs pour établir une pondération exacte ... et le projet sortira quand il pourra ! Une position intenable entraînera de notre part une opposition systématique. Or nous espérons que ce projet entraînera le démarrage d'une importante affaire.

M. NININE.- Je fais appel à M. Razac qui sait bien que ce projet sera remanié avec l'expansion de l'Organisation.

M. LOUVEL.- Je ne prends pas parti, mais je vous avertis : gare aux susceptibilités !

M. HOUPHOUET-BOIGNY.- Monsieur Razac, il ne reste plus qu'un bien petit écart avec l'Algérie. Du rapport 2 à 7, dans le projet du Gouvernement, nous sommes arrivés au rapport 7 à 8. Alors, c'est nous, Africains, qui gagnons.

M. DURAND-REVILLE.- Le raisonnement de M. Delrieu est parfaitement valable ; de plus, l'Algérie non consultée ne peut pas être mise à la parité avec la Mauritanie.

M. BONNEFOUS.- L'absence de représentants algériens à l'Assemblée Nationale s'est lourdement faite sentir. Monsieur Razac, soyez raisonnable.

M. HOUPHOUET-BOIGNY.- D'ailleurs, nous reprenons pratiquement le texte de votre Commission : 8 Algériens et 7 Mauritiens, et, à ce moment, Monsieur Razac, vous étiez d'accord.

../..

- 11 -

M. RAZAC.- J'avais ^{de}posé un amendement en séance et avais reçu une assurance du Ministre ; il y a, pour nous aussi, une question de parité à assurer entre nos populations nomades et sédentaires.

M. HENAULT.- Nous avons voulu favoriser la Mauritanie, nous l'avons dit, mais vous nous mettez maintenant dans une situation très difficile. Cet avantage, nous vous l'avions donné tout de suite et vous étiez d'accord.

M. HOUPHOUET-BOIGNY.- Il y a un problème de double solidarité : d'une part, un ensemble Métropole - Afrique, et, de l'autre, l'appartenance à l'Afrique française, or, l'A.O.F. aura, de cette façon, 11 représentants.

M. LOUVEL.- On pourrait donner tout de suite un représentant de plus à la Mauritanie, 3 au lieu de 2, pour l'alléger.

M. François SCHLEITER, président.- Je ne pense pas que 7 au lieu de 8 apporterait un grand trouble dans votre représentation et M. Ninine se joint à moi pour que ce débat ne s'éternise pas.

M. RAZAC.- J'accepte le chiffre de 7.

M. François SCHLEITER, président.- La rédaction serait donc la suivante :

"1°) Seize représentants des populations des régions sahariennes élus par les Assemblées locales ;

- 8 membres représentant les populations des zones sahariennes de l'Algérie ;

- 2 membres représentant les populations de la Mauritanie ;

- 2 membres représentant les populations des zones sahariennes du Niger ;

- 2 membres représentant les populations des zones sahariennes du Soudan ;

- 2 membres représentant les populations des zones sahariennes du Tchad.

../..

- 12 -

"2°) Seize représentants des Assemblées constitutionnelles:

- 8 députés ;
- 4 Sénateurs ;
- 2 Conseillers de l'Assemblée de l'Union Française ;
- 2 membres du Conseil Economique."

Ensuite, nous introduisons la formule d'extension :

"Lors de l'adhésion de la Mauritanie à l'Organisation Commune des Régions Sahariennes, sa représentation sera portée à 7 membres et celle des Assemblées constitutionnelles à 21 membres, à savoir :

- 10 Députés ;
- 5 Sénateurs ;
- 3 Conseillers de l'Union Française ;
- 3 membres du Conseil Economique."

Ensuite, nous reprenons la rédaction de l'Assemblée Nationale :

" La Haute Commission tient deux sessions annuelles et, s'il y a lieu, des sessions extraordinaires à la requête d'au moins la moitié de ses membres ou sur la demande du Délégué général.

"Elle élit son Président et établit son règlement.

"Elle dispose d'un secrétariat propre.

" Elle élit une délégation permanente de sept membres et en définit les pouvoirs.

"Le Délégué général assiste aux séances de la Haute Commission et de la délégation permanente",

pour terminer par notre texte initial :

"La Haute Commission délibère et se prononce sur les programmes d'activité et les rapports qui lui sont soumis par le Délégué général ainsi que sur le budget prévisionnel de fonctionnement et les programmes d'investissements. Elle contrôle chaque année l'état des ressources et les comptes de gestion de l'Organisation".

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION INTERPARLEMENTAIRE

chargée d'étudier la simplification des formalités de
frontières pour les voyageurs, leurs bagages et leurs
véhicules automobiles

Présidence de M. A. PINTON , Président

Séance du mercredi 20 juillet 1955

La séance est ouverte à 17 h.20

Présents : MM. BÉNARD, FOUSSON, PINTON.

Assistaient

à la séance : MM. ARTAUD-MACARI, Directeur au Ministère des Travaux
Publics (Tourisme)
HAZEBROUCQ, Chef de service au Ministère des Finances
(Douanes)
RANNOU, Chef de Cabinet de M. le Directeur Général des
Douanes.

Excusés : MM. BOUQUEREL, LITAISE, NIGAY.

Absents : MM. ~~BOUQUEREL~~, COSTE-FLORET (Alfred) DOREY, FARAUD, PENOY,
SCHAFF, SIBUE, TAMZALI (Abdennour)

Ordre du Jour

- 1°) Etude de la simplification des formalités pour les voyageurs se rendant de France dans les Territoires d'Outre-Mer.
- 2°) Compte-rendu, par le président, des travaux récents de la Commission du Conseil de l'Europe relative aux formalités de frontières.
- 3°) Etude particulière des difficultés de passage à Strasbourg-Kehl.
- 4°) Fixation d'une date pour une réunion commune avec la Commission correspondante du Bundestag.
- 5°) Questions diverses.

COMPTE-RENDU

M. PINTON, Président.- Messieurs, je suis navré d'être le seul parlementaire présent à cette réunion, mais je vous ai déjà expliqué quelle était "l'optique" de cette Commission qui est plutôt un "groupe de travail" désirant oeuvrer en collaboration avec les fonctionnaires compétents de différents ministères.

M. Artaud-Macari fait une communication sur la suppression du passeport entre la France et l'Italie et montre quel a été, en la circonstance, le rôle de la Direction Générale du Tourisme.

Il reçoit l'assentiment du Président de la Commission.

MM. Bénard et Fousson pénètrent dans le bureau de la Commission.

M. ARTAUD-MACARI : M. Pelletier m'a dit qu'il était favorable à notre position.

M. LE PRESIDENT : j'ai écrit moi-même, à ce sujet, à MM. les Ministres des Affaires Etrangères et de l'Intérieur, le 5 juillet, mais n'ai pas reçu de réponse.

Le Président fait, à son tour, une communication sur le "laissez-passer", tel qu'il existe actuellement entre l'Angleter-

et la France, regrettant que cette formule soit encore si compliquée.

M. ARTAUD-MACARI lui apporte quelques précisions supplémentaires, ajoutant que les Anglais n'ont pas notre "carte d'identité."

& °
°

Difficulté de passage à Strasbourg-Kehl.

M. LE PRESIDENT donne lecture d'une note technique qui a été établie le 4 juillet 1955, par M. Mailly, Administrateur civil au Ministère de l'Intérieur, direction de la réglementation.

La Sous-Commission du Conseil de l'Europe s'est également saisie de cette question et doit l'examiner, à nouveau, en septembre.

° °
°

Questions écrites.

M. LE PRESIDENT donne lecture du texte de deux questions écrites :

" 1°- "M. A. Pinton, Sénateur, demande à M. le Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme de bien vouloir lui indiquer :

" 1°) la nomenclature des gares-frontière où s'effectuent, pour les voyageurs, les formalités douanières?

" 2°) quelle est, d'après les horaires de la S.N.C.F., la durée moyenne d'arrêt prévue pour l'accomplissement de ces formalités?

" 3°) quels sont le nombre et la durée moyenne des retards occasionnés, dans les principales gares-frontière, aux trains internationaux par le dépassement du temps initialement prévu pour ces formalités?"

" 2P- "M. A. Pinton, Sénateur, demande à M. le Ministre des Affaires Economiques et des Finances de bien vouloir lui indiquer :

" 1°) Combien de véhicules automobiles de tourisme étrangers ont été admis en France, en 1954, sur production d'un "tryptique", d'un "dyptique" ou d'un laissez-passer ayant entraîné le

versement d'une prime de garantie par les propriétaires de ces véhicules aux associations agréées étrangères?

" 2°) Pour combien de ces véhicules les services douaniers français ont-ils exigé le versement des droits afférents à ceux qui n'ont pas repassé la frontière dans les délais voulus et quel a été le produit de ces droits en 1953 et en 1954?

" 3°) Combien de "tryptiques" et de "dyptiques" ont été distribués en France, en 1954, à des automobilistes?

" 4°) Combien de véhicules automobiles de tourisme français ont, en 1954, fait l'objet d'une imposition pour n'avoir pas été ramenés en France dans les délais de validité des documents douaniers délivrés par les automobiles clubs français?

" 5°) Par ce moyen, quels sont, pour la même année, les encaissements réalisés par ces automobiles-clubs?"

M. RANNOU - Monsieur le Président, vous nous posez des questions auxquelles il nous sera impossible de répondre!

Je prends, en particulier, le 5°) de votre deuxième question...

(Un débat s'instaure entre les membres présents sur la rentrée et la sortie des véhicules automobiles et la possibilité de faire de la "carte grise" un véritable document d'entrée et de sortie à la frontière.)

M. HAZEBROUCK insiste particulièrement sur le cas de l'Espagne et M. RANNOU sur celui de l'Italie.

M. ARTAUD-MACARI.- Le "passavent" apparaît comme une pièce superfétatoire; il faudrait qu'il y ait plus de coordination et d'entente, ce qui n'est pas le cas actuellement.

M. RANNOU.- C'est souvent un manque de confiance entre douaniers français et étrangers! L'atmosphère s'améliorera lorsqu'il y aura des "ententes douanières."

o o
o

Réunion commune avec la Commission du Bundstag.-

M. LE PRESIDENT indique à ses collègues qu'il leur demandera de se réunir, en octobre, en commun avec les membres de la Commission correspondante du Bundestag. Une réunion pourrait avoir lieu, le matin, à Strasbourg, présidée par un Allemand, une autre l'après-midi à Kehl, présidée par un Français, afin de ne blesser aucune susceptibilité.

o o
o

Une discussion s'instaure sur les agissements des automobiles-clubs.

M. RANNOU pense qu'ils pourraient ^{en}réduire leurs tarifs (Assentiment).

M. HAZEBROUCK lui, voudrait, que les automobiles-clubs fassent plus de publicité sur les avantages accessoires qu'ils offrent aux usagers.

Il donne également des précisions sur la "contre-assurance" et les avantages qu'elle présente, malgré la critique qu'en est actuellement faite par "L'Auto-Journal".

Il pense que des pays, comme l'Angleterre, l'Espagne et l'Autriche, devraient supprimer le "permis international" et le "certificat international."

o o
o

Simplification des formalités pour les voyageurs se rendant de France dans les T.O.M. -

M. FOUSSON est chargé d'étudier ce problème et d'établir un rapport devant la Commission pour la rentrée parlementaire d'octobre.

Un débat s'instaure sur la "tolérance" qui touche le tabac, les "curios"... aux différentes douanes.

M. HAZEBROUCK entretient les membres de la Commission de la ratification des accords de New-York en matière de tourisme.

M. BENARD rend compte à la Commission des entretiens qu'il a eus avec des parlementaires belges et luxembourgeois pour obtenir l'unité des postes-frontière.

Il espère que sera suscitée dans les différents parlements nationaux la création d'une Commission analogue à celle qui fonctionne en France.

Il donne quelques exemples des possibilités offertes, sur le plan concret, par la réunion de bonnes volontés communes, l'Ardenne en particulier. Il faut qu'un idéal commun anime les partenaires et cela permettra à une "région" partagée entre différents pays de faire valoir son patrimoine (hôtellerie, circuits routiers, publicité...)

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

M. Bénard demande que le Secrétariat envoie à M. G.M. SCIBILLE, Sénateur italien, ^àULZIO, une documentation assez complète sur la constitution de la Commission française, afin qu'il puisse en créer une semblable au Parlement italien.

COMMISSION INTERPARLEMENTAIRE

D'ÉTUDE DE LA CONSTITUTION DES PARLEMENTS EN FRANCE

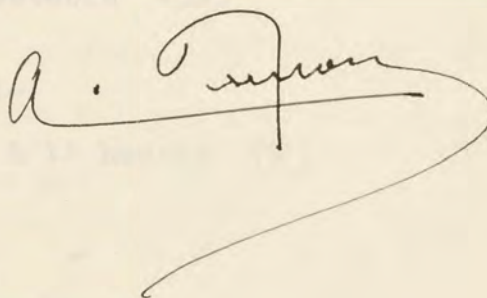
POUR LES VOYAGES D'ÉTUDE DES DÉPUTÉS FRANÇAIS

La séance est levée à 18 heures 40.

Président de M. JACQUET, président

Le Président,

Séance du Jeudi 13 octobre 1955



Présents : M. JACQUET, André GASTON-PARIS, MARTEL, André
MORIN, FORTIN.

Excusés : M. BOUTIER, LITAINS.

Absents : M. GOURT, PARADIS, TRIST, GUYOT, Jacques SCHAPIRA,
Albert GONNET, SIMON, Alexandre PASCALI.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION INTERPARLEMENTAIRE

CHARGÉE D'ETUDIER LA SIMPLIFICATION DES FORMALITES DE FRONTIERES
POUR LES VOYAGEURS, LEURS BAGAGES ET LEURS VEHICULES AUTOMOBILES

Présidence de M. PINTON, président

Séance du jeudi 13 octobre 1955

La séance est ouverte à 11 heures 15

Présents : MM. BÉNARD, Alfred COSTE-FLORET, FOUSSON, André
HUGUES, PINTON.

Excusés : MM. BOUQUEREL, LITAISE.

Absents : MM. DOREY, FARAUD, PENOY, NIGAY, Joseph SCHAFF,
Albert SCHMITT, SIBUÉ, Abdennour TAMZALI.

.../...

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Fixation de l'ordre du jour des travaux de la Commission.
- II - Echange de vues :
- a) sur le mémoire établi par l'Organisation Mondiale du Tourisme et de l'Automobile ;
 - b) sur les mesures unilatérales de suppression des passeports et des formalités concernant les véhicules, envisagées par les Autorités allemandes.
- III - Questions diverses.

-:-:-

COMPTE RENDU

M. PINTON, président.- Mes chers Collègues, en fait, notre Commission n'a pas été renouvelée au titre du Conseil de la République et comme l'Assemblée Nationale - vous le savez - n'a pas élu de nouveaux bureaux, je pense que nous pouvons continuer à fonctionner comme par le passé ?

(Assentiment).

Je voudrais que, dès maintenant, la Commission s'oriente vers le rapport qu'elle doit déposer avant de se séparer. Nous avons déjà une abondante documentation et je pense que notre Collègue Fousson pourrait se charger de la partie concernant les territoires d'Outre-Mer?

(Assentiment de M. Fousson).

Il faut également mener de front la question de Kehl, qui irrite beaucoup les Allemands ; je viens d'apprendre que les autorités de police françaises avaient opéré des simplifications...

M. COSTE-FLORET.- Laissez-moi vous dire que je ne m'en suis pas aperçu !

M. LE PRESIDENT.- Les Allemands ont eu, selon moi, une initiative heureuse.

.../...

- 3 -

Je vous donne lecture du texte de la proposition votée par la Commission des Affaires Etrangères du Bundestag avec l'accord du Ministre Fédéral de l'Intérieur:

"Plaise au Bundestag de présenter au Gouvernement Fédéral la requête suivante :

" 1°- pour faire un nouveau pas vers le rétablissement de la liberté de mouvement des personnes, telle qu'elle existait avant la première guerre mondiale:

- " a) supprimer, pour les ressortissants des Etats avec lesquels la République Fédérale entretient des relations diplomatiques et qui n'exigent pas de permis de rentrée pour le retour sur le territoire national, tous visas et toutes autorisations de séjour accordées par la police des Etrangers, à condition toutefois qu'il ne s'agisse pas d'un établissement en vue de l'exercice d'une activité rémunérée ;
- " b) conclure des accords bilatéraux visant à abolir, sur la base de réciprocité, l'obligation de détenir un passeport en vue de l'établissement de l'identité lors du passage des frontières ;
- " c) s'il était impossible d'atteindre ce but dans un délai raisonnable, supprimer, unilatéralement, dans le trafic avec les autres pays, après l'amendement nécessaire de la législation intéressée, l'obligation de présenter un passeport aux fins d'identification, et cela aussi bien pour des ressortissants allemands que pour ceux des pays qui se sont obligés par traités à la réadmettre.

" 2°- Prendre des mesures pour arriver à une diminution des droits de timbres des passeports et à la suppression de l'obligation imposée aux Allemands de détenir une carte d'identité."

De mon côté, j'avais présenté, l'été dernier, une note assez longue au Conseil de l'Europe (Cf. document de l'Assemblée consultative en date du 29 juillet 1955).

(M. le Président en donne lecture). Il apporte également quelques précisions ~~ayant trait à~~ la note rédigée par le Gouvernement de la République Fédérale allemande en réponse rédigée par MM. Mommer et Ropf, délégués allemands, membres de la même Commission du Conseil de l'Europe. (Cf. Document de l'Assemblée Consultative en date du 29 septembre 1955).

.../...

- 4 -

M. LE PRESIDENT.- Je prends acte de la réponse positive qui m'a été adressée par M. Boucoiran, Directeur Général du Tourisme, concernant la suppression du passeport entre la France et l'Italie.

M. BÉNARD fait une communication relative à l'utilité de la carte grise et du triptyque.

M. LE PRESIDENT.- Je dois vous faire part d'un document qui m'a été récemment adressé : c'est un mémoire sur la simplification des formalités de passage des frontières en automobile, établi par l'Organisation Mondiale du Tourisme et de l'Automobile (Cf. Document de l'Assemblée Consultative, en date du 29 septembre 1955).

M. BÉNARD.- Je dois vous dire que nos amis italiens sont favorables à la constitution d'une commission semblable à la nôtre. Ils envisagent même une réunion commune des deux organismes au début de l'année.

M. LE PRESIDENT.- Nous pourrions peut-être faire un périple : Genève, où nous verrions les "postes communs" et Turin ?

Je vous remercie de l'effort que vous ferez en venant à Kehl ; cette "rencontre" me semble susceptible d'avoir des conséquences positives.

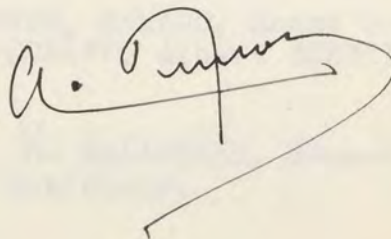
M. COSTE-FLORET.- A la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre, je puis faire adopter une motion !

M. LE PRESIDENT.- Ici, nous organiserons une question orale avec débat.

(Assentiment).

La séance est levée à 12 heures.

Le Président,



CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION INTERPARLEMENTAIRE

CHARGÉE D'ETUDIER LA SIMPLIFICATION DES FORMALITES DE FRONTIÈRES

-:-:-:-:-

Présidence de M. PINTON, Président

-:-:-:-:-

Séance du mercredi 9 novembre 1955

-:-:-:-:-

La séance est ouverte à 17 h. 20

-:-:-:-:-

Présents : MM. BÉNARD, BOUQUEREL, FOUSSON, PINTON, NIGAY, SIBUÉ.

Absents : MM. Alfred COSTE-FLORET, DOREY, FARAUD, André HUGUES, LITAISE, PENOY, Joseph SCHAFF, Albert SCHMITT, TAMZALI.

Assistait, en outre, à la séance : M. PELLETIER, Sous-Directeur au Ministère de l'Intérieur.

-*-*-

/...

- 2 -

Ordre du Jour

- I - Examen des résolutions adoptées lors de la réunion commune des commissions française et allemande de formalités de frontières, à Strasbourg.
- II - Questions diverses.

-*-

Compte-rendu

Au début de la séance, et en attendant l'arrivée de ses collègues, M. le Président avait eu une longue conversation avec M. Pelletier, ^s/Directeur au Ministère de l'Intérieur, sur les résultats positifs de la réunion commune de la Commission interparlementaire française et de la Sous-Commission des Affaires Etrangères du Bundestag, à Kehl et à Strasbourg, le 26 octobre 1955.

o) o

M. LE PRESIDENT.- Mes chers collègues, je vais vous donner lecture des résolutions qui ont été adoptées lors de notre "rencontre" du 26 octobre.

Résolution n° IReconnaissance de la carte d'identité comme
titre de voyage

Les membres de la Commission interparlementaire française et de la sous-commission de la commission des Affaires Etrangères du Bundestag, réunis en session commune à Kehl et à Strasbourg, le 26 octobre 1955,

Considérant qu'il existe entre les pays du Benelux, entre la Belgique, le Luxembourg, la France et la Suisse, et entre la
/...

- 3 -

Belgique, le Luxembourg, la France et la Sarre, des arrangements en vertu desquels le passeport n'est pas exigé et la carte d'identité est considérée comme titre de voyage offrant un moyen d'identification suffisant, et que ces arrangements donnent entière satisfaction,

Considérant que la commission des Affaires étrangères de la République Fédérale d'Allemagne a déjà adopté à l'unanimité et avec l'accord du Ministre intéressé une motion demandant la suppression de l'obligation du passeport pour les ressortissants des pays membres du Conseil de l'Europe et que le Gouvernement français s'est déclaré favorable à une telle mesure, sous réserve de réciprocité,

Décident de prendre toutes mesures utiles au sein de leur Parlement respectif en vue d'obtenir :

- 1.- que la carte d'identité officielle soit rapidement reconnue par chacun des deux gouvernements comme titre de voyage valable pour le trafic franco-allemand,
- 2.- que soit adopté, en manière de contrôle de cette carte d'identité, le principe d'un simple sondage.

o°o

RESOLUTION N° 2

Circulation des véhicules à moteur

Les membres de la Commission interparlementaire française et de la sous-commission de la commission des affaires étrangères du Bundestag réunis en session jointe à Kehl et à Strasbourg le 26 octobre 1955 :

Informés qu'au Danemark et en Suède, les documents douaniers en vue de l'importation temporaire des véhicules automobiles particuliers, en provenance des pays scandinaves ont été complètement supprimés et que les formalités de frontière sont limitées à la vérification occasionnelle des documents nationaux d'immatriculation du véhicule et (ou) du permis de conduire national du conducteur, et que pareil système donne entière satisfaction,

Estiment qu'en raison de l'accroissement constant de la circulation automobile internationale, il y a lieu de revoir le système actuel suivant lequel une garantie financière est

/...

exigée pour l'importation temporaire d'un véhicule automobile particulier, système entraînant de nombreuses et coûteuses formalités.

Décident de préconiser au sein de leur Parlement respectif les mesures nécessaires en vue de l'instauration, si nécessaire par voie latérale, de la procédure suivante pour l'importation temporaire des véhicules à moteurs particuliers.

1.- Les véhicules admis à la circulation dans l'un des deux pays peuvent entrer dans l'autre pays, à titre temporaire et pour une durée de trois mois, avec exemption de droits d'entrée et sans garantie financière, pourvu qu'ils soient destinés à l'usage personnel de leur propriétaire.

2.- L'admission est constatée par l'apposition d'un cachet sur une carte spéciale délivrée par les autorités allemandes ou françaises selon le cas, et qui sera ajoutée au document d'immatriculation national (carte grise). L'apposition de ce cachet permet au véhicule d'entrer ou de sortir librement et à plusieurs reprises pendant la période de trois mois. La carte spéciale doit être d'un format tel qu'il puisse y être apposé successivement au moins 10 à 12 cachets. Il est bien entendu que ces cartes ne seraient pas délivrées seulement par les services frontaliers mais pourraient être obtenues dans les bureaux de poste, et les bureaux de régie sur tous les points du territoire national.

°°°

Résolution n° 3

Installations au pont routier de Kehl

Les membres de la Commission interparlementaire française et de la sous-commission de la commission des Affaires Etrangères du Bundestag, réunis en session commune à Kehl et à Strasbourg le 26 octobre 1955,

Décident de prendre toutes mesures utiles au sein de leur Parlement respectif pour favoriser la conclusion d'un accord franco-allemand conforme à la Convention de Genève de 1952 relatif aux installations du poste frontière de Kehl-Strasbourg, point de passage le plus important de la frontière franco-allemande, sur la base de l'existence de bureaux communs utilisés conjointement par les services allemands et français.

/...

Recommandent aux Gouvernements allemand et français :

- 1.- de construire dans les plus brefs délais le nouveau pont destiné à remplacer l'actuel pont provisoire;
- 2.- de prévoir la chaussée la plus large possible, estimant qu'une chaussée de 12m représente le minimum compatible avec l'importance du trafic;
- 3.- de systématiser la méthode en fonction de laquelle le conducteur d'un véhicule est habilité à présenter les passeports de tous ses passagers et même de rechercher un moyen de contrôle n'obligeant pas le conducteur à pénétrer dans les bureaux de contrôle.

°°°

Résolution n° 4.

Relative à la gare frontière de Kehl.

Les membres de la commission interparlementaire française et la sous-commission de la commission des affaires étrangères du Bundestag, réunis en session commune à Kehl et à Strasbourg le 26 octobre 1955

Après avoir étudié les horaires des chemins de fer relatifs, aux arrêts en gare de Kehl et de Strasbourg qui leur ont été communiqués,

Demandent instamment qu'un accord soit recherché dans le but

- 1.- de systématiser les vérifications en cours de route, les contrôles tant français qu'allemand se faisant si possible entre Strasbourg et Baden-Baden ou Offenburg suivant les cas,
- 2.- d'obtenir la réduction systématique des arrêts prévus sous quelque prétexte que ce soit dans les différentes gares-frontières et en particulier Kehl.

°°°

Résolution n° 5Cartes frontalières

Les membres de la Commission interparlementaire française et de la sous-commission de la commission des affaires étrangères du Bundestag, réunis en séance commune à Kehl et à Strasbourg, le 26 octobre 1955,

Considérant qu'actuellement les cartes frontalières délivrées en France doivent être contresignées par les autorités allemandes et vice-versa,

Estiment que cette formalité est superflue, les autorités françaises ou allemandes étant en mesure de prendre seules la responsabilité de la délivrance de ces cartes;

Proposent en outre que les cartes frontalières soient valables pour une période d'au moins deux ans, le renouvellement périodique entraînant un travail administratif considérable qui paraît inutile;

Recommandent aux Gouvernements allemand et français de prendre les mesures nécessaires en vue d'améliorer le système de délivrance des cartes frontalières, suivant les propositions qui précèdent, en attendant la reconnaissance de la carte d'identité comme titre de voyage.

o
o o

Résolution n° 6Création d'un service d'autobus direct
entre Strasbourg et Kehl

Les membres de la Commission interparlementaire française et de la sous-commission de la commission des Affaires étrangères du Bundestag, réunis en séance commune à Kehl et à Strasbourg, le 26 octobre 1955.

Recommandent la création d'un service d'autobus direct entre Strasbourg et Kehl. /...

- 7 -

M. LE PRESIDENT.- Messieurs, si vous le voulez bien - avec l'aide du Secrétariat - je rédigerais trois questions orales avec débat adressées à MM. les Ministres de l'Intérieur, des Finances et des Travaux Publics. Nous pourrions ensuite prendre date pour l'organisation d'un débat commun, où chacun d'entre vous prendrait la parole pour développer tel ou tel point de vue particulier.

- Assentiment -

La séance est levée à 18 heures 25.

Le Président,

